

**Université Paris Ouest Nanterre La Défense**

**Le développement et la recherche à l'épreuve de l'économie pastorale.**

---

**VOLUME 1 : ITINERAIRE INTELLECTUEL ET SYNTHESE DE TRAVAUX**

**Dossier d'Habilitation à diriger des recherches**

Présenté sous la direction de François Vatin, professeur de sociologie

**par Véronique Ancey, CIRAD**

2016



## Remerciements

En préparant ce dossier, j'ai retrouvé les traces des personnes qui ont jalonné mon itinéraire intellectuel de manières diverses : je suis heureuse de les remercier ici :

Pour votre soutien pendant et après ma thèse : Jean Coussy, aujourd'hui enfermé dans votre monde, Jean Boutrais, Catherine Aubertin et Jean-Jacques Gabas. Les moments fondateurs ne s'estompent pas.

Pour vos fulgurances épatantes : François Pouillon, Sophie Bessis.

Pour les questionnements partagés, les débats sur tout et en particulier sur la recherche en coopération : au Sénégal, Alioune Ba, Arona Ba, Christian Corniaux, Adama Faye, Alexandre Ickowicz, Abdrahmane Wane ; à Montpellier, Benoit Daviron, Philippe Lavigne-Delville, Pascale Moity-Maizi, Denis Pesche, Guy Trébuil, Elodie Valette ;

A « mes » premiers doctorants, Astou Diao Camara, Claire Manoli, Sergio Magnani : le compagnonnage m'a appris autant qu'à vous. A leurs directeurs : respectivement Bruno Lemery, Benoit Dedieu, Bernard Hubert, avec qui j'ai eu le privilège de partager ces encadrements : c'est un bonheur de travailler avec vous, dont l'intelligence et l'humanisme ne s'abaissent jamais à user d'arguments d'autorité.

Pour le temps qui m'a été donné afin de préparer ce dossier, je remercie mes deux directeurs d'Unité : Philippe Lecomte et Fred Lançon.

Enfin j'ai une dette particulière envers François Vatin, pour le sens qu'il donne au travail en général, et à celui des autres en particulier. Au départ de cette affaire, tu mesurais sûrement mieux que moi la maïeutique nécessaire. A la fin, je te dois une grande part du sens trouvé et construit dans mes recherches, et de la sérénité qui l'accompagne.

***A Titouan, Maguette et Gérard.***

## **Avant-Propos**

Dans ce premier volume de mon dossier d'habilitation à diriger des recherches, la section 1 présente mon itinéraire intellectuel. Les choix, les hasards et les rencontres qui ont jalonné mon parcours se sont traduits dans l'évolution de mes thématiques de recherche - de l'économie du bétail en Afrique de l'Ouest aux interactions entre les sociétés pastorales et l'action publique - ; dans ma démarche sociologique, au contact de milieux et de disciplines variées ; enfin dans mon insertion professionnelle, au CIRAD et dans divers réseaux de recherche.

En section 2, la synthèse de travaux se structure en deux parties. Dans la première partie, j'analyse la formation historique des représentations scientifiques et politiques françaises du pastoralisme au Sahel depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle. Je montre comment ce cadre d'action publique et de connaissance, fondé officiellement sur la rationalité, la technique et la métrologie, s'est construit socialement (chapitre 1), au sein d'un dispositif qui articulait la politique économique métropolitaine et coloniale aux structures sociales africaines. Ce dispositif animait aussi des processus moins visibles : projection d'universaux, simplification du différent, de l'incertain et du complexe, assignation/auto-assignation (chapitre 2). La posture épistémologique adoptée pour étudier cette période historique s'applique aux politiques actuelles du pastoralisme en Afrique de l'Ouest, où elle met en évidence le poids du régime de l'aide et des préoccupations globales, environnementales et sécuritaires dans l'action publique (chapitre 3). La seconde partie mobilise l'enquête sociologique pour déconstruire quelques représentations institutionnalisées sur l'économie pastorale. Elle situe et compare les rapports des pasteurs aux risques, les modalités d'action en incertitude (chapitre 4), les rapports aux ressources naturelles dans une économie partagée, à travers les enjeux de l'information et le cas de la tarification de l'eau (chapitre 5). La même enquête sociologique, raccordant le terrain sahélien au contexte historique et au monde qui est le nôtre, permet d'apprécier l'usage politique de la notion de résilience, omniprésente aujourd'hui dans le champ de l'aide au développement et souvent appliquée aux populations pastorales (chapitre 6). L'analyse des représentations d'un pastoralisme voué à la fois à la sécurisation et à la modernisation se complète par l'essai de restituer les normes

et les tensions avec lesquelles composent les principaux intéressés. En conclusion, j'esquisse un projet de recherche sur l'émergence des formes de citoyenneté en régime d'aide.

Un second volume présente une sélection argumentée de publications et d'extraits de rapports techniques qui rendent compte de mon parcours de recherche.

Un CV en annexe détaille mes publications, mes contributions à l'encadrement et à l'enseignement, mes participations à des conventions de recherche et à la vie collective.

## **Section 1**

### **Itinéraire intellectuel**



Une formation intellectuelle commence bien avant les études doctorales et passe aussi par des sentiers de traverse : dans mon cas, l'expérience personnelle du terrain, de l'expatriation, des expertises, des lectures en dehors d'une bibliographie scientifique, des influences qui ne sont pas toutes académiques et des rencontres personnelles. Le travail rétrospectif mené pour ce dossier d'Habilitation à Diriger des Recherches m'a conduit à revisiter ce parcours.

Trois remarques préalables :

Le rapport « littéraire » à l'écriture fait partie de ma méthode, autant pour produire du savoir, que pour restituer des résultats. Mes cours d'histoire de fin de lycée et deux années de classes préparatoires littéraires m'ont formée à l'analyse des sources et des matériaux de connaissance sous toutes les formes. De fait, les matériaux que je mobilise proviennent des expériences et des enquêtes, en brousse ou dans les institutions, de l'encadrement d'étudiants, d'expertises, de lectures et de collaborations scientifiques.

Le cadre professionnel dans lequel ces recherches ont été menées depuis 1999 est le Centre International de Recherche Agronomique et de Coopération pour le Développement (Cirad). J'ai choisi ce cadre professionnel pour les mêmes raisons que j'ai décidé de faire une thèse : faire coïncider la liberté intellectuelle d'un espace public avec l'idée que je me faisais de mon utilité sociale. J'y trouve la liberté contrainte d'un organisme de recherche qui est un Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial, où les activités non académiques de partenariat et d'expertise se conjuguent avec le temps –et les moyens- de la recherche : ces temps et ces moyens ne doivent pas seulement s'équilibrer, mais se nourrir mutuellement.

Cette situation professionnelle renvoie à l'ambiguïté de la posture épistémologique, lorsque l'objet de recherche implique professionnellement et personnellement le chercheur dans un organisme de développement. En effet, mener une recherche sur la manière dont se forment et évoluent les statuts et les affiliations d'une population marginale dans un pays pauvre, par exemple, conduit inévitablement à interroger le rôle des interventions et le système de recherche et de développement auxquels on participe, le bien-fondé des certitudes et des critiques que l'on produit.

## A. Une formation pluridisciplinaire à la sociologie

Mon parcours s'est construit à partir d'une formation en sciences humaines<sup>1</sup> et d'une enquête initiale au Burkina Faso, sur le marché au bétail de Pouytenga, dans les postes de douane au sud du pays, la brousse sahélienne au Nord et les administrations de la capitale Ouagadougou<sup>2</sup>. Cette formation s'est poursuivie par une thèse en économie du développement plus proche de l'histoire de la pensée<sup>3</sup> que de la modélisation économétrique ; de plus j'étais inscrite à l'EHESS, qui offrait aux étudiants au début des années 1990 la liberté de se composer un enseignement quasiment à la carte, suppléments inclus, en plus du corpus central de la formation doctorale. La sociologie et l'histoire ont confirmé mon intuition initiale de la distance entre les représentations théoriques et le foisonnement des réalités perçues ; cette intuition avait été confirmée par le choc de mon premier terrain. Les sources historiques, anthropologiques et littéraires avaient l'effet euphorisant d'une bouffée d'oxygène et cette double expérience, empirique et livresque, a fondé mon questionnement sur la construction des représentations et sur leurs effets. De ma formation en économie à la Sorbonne puis à l'EHESS<sup>4</sup>, j'ai gardé deux souvenirs saillants : d'une part l'attention portée par Jean Coussy aux fondements sociaux et idéologiques des modèles théoriques. D'autre part, la lecture de la Grande Transformation<sup>5</sup> m'a amenée à distinguer l'économie formelle et l'économie substantive, à découvrir l'ampleur relative des échanges marchands dans les économies agricoles à côté d'autres formes d'échanges réciproques et redistributifs, et à

---

<sup>1</sup> Après des études secondaires scientifiques au lycée Beaussier de la Seyne-sur Mer, classes préparatoires littéraires (histoire, géographie, français, philosophie, langues) au lycée Cézanne d'Aix-en-Provence, un Magistère (histoire, économie, droit, géopolitique) à l'Université Paris-1 La Sorbonne en parallèle à une maîtrise d'histoire (Paris-1), puis une formation doctorale (économie, sociologie, anthropologie) à l'EHESS Paris.

<sup>2</sup> Où je bénéficiais de l'hospitalité de Pascale et Joël Maïzi. Leur manière de vivre et de penser leur condition matérielle, sociale et politique d'allocataire de recherche, expatriés dans un pays du Sud, a été heureusement mon premier contact avec la population expatriée en Afrique.

<sup>3</sup> « Trajectoires pastorales et politiques d'élevage en Côte d'Ivoire », 1996, thèse EHESS, sous la direction de J. Coussy.

<sup>4</sup> Magistère de Relations Internationales à Paris 1 Sorbonne 1986-1989, Formation doctorale « Etudes comparatives du Développement » à l'EHESS 1989-1991.

<sup>5</sup> Polanyi K, 1983 [1944]. *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris: Gallimard. 420 p.

situer les régimes sociaux et économiques dans une dynamique historique. Les approches historiques et hétérodoxes étaient absentes de ma formation en économie, dont le corpus était néo-classique, mis à part l'analyse des politiques de développement et l'histoire de la pensée enseignées par Jean Coussy. Ce corpus occupait le terrain académique où l'enseignement consistait soit à diffuser ses principes, soit à souligner ses limites, au détriment d'une formation théorique et épistémologique à d'autres courants de pensée économique. Il a démontré sa capacité d'intégration théorique des critiques en étendant, dans ses versions enrichies, les outils conceptuels de l'offre et de la demande là où n'existe pas de forme apparente d'échange marchand, notamment en introduisant l'approche contractuelle dans la représentation des organisations sociales. L'économie des conventions était alors présentée comme une alternative audacieuse parce que les économistes des conventions refusaient ce « mythe du marché universel »<sup>6</sup> et s'intéressaient aux relations de confiance entre les agents. Les références en économie de cette première formation déjà pluridisciplinaire ne concernaient guère les économies agricoles ni celles du Sud. Il a été d'autant plus curieux et intéressant pour moi d'en retrouver des traces, certes ténues, quelques années plus tard, dans les politiques économiques mises en œuvre sur les terrains africains.

En parallèle au Magistère de Relations Internationales, les cours de licence et de maîtrise d'histoire contemporaine suivis à la Sorbonne m'ont fait saisir la coexistence des formes économiques au sein d'une société, à partir de la place centrale ou périphérique des échanges marchands dans diverses sociétés en Afrique<sup>7</sup> et en Europe<sup>8</sup>, puis les processus d'adaptation des circuits marchands africains aux bouleversements politiques et économiques coloniaux,<sup>9</sup> l'articulation des modes de production, les variations d'échelles et les rapports de domination. Mon mémoire de maîtrise (sur le commerce africain du bétail) a été dirigé par Jean Devisse, qui a joué un rôle important dans l'histoire et l'archéologie africaniste, en établissant la valeur scientifique des objets et des récits africains, en contrepoint du discours des vainqueurs. Le souvenir personnel le plus vif que je garde de lui date de ma soutenance de maîtrise. Je n'étais

---

<sup>6</sup> Favereau O, 1986. "Evolution récente des modèles et des représentations théoriques du fonctionnement du marché du travail". *Problèmes économiques* n°1955. Pp 3-14.

<sup>7</sup> Dalton G, Bohannan P, 1962. *Markets in Africa*. Northwestern University Press (IS).

<sup>8</sup> Le Goff J, 1956. *Marchands et banquiers du Moyen Âge*. Presses universitaires de France Paris. 1980, 2001.

<sup>9</sup> Meillassoux C, 1971. *The development of indigenous trade and markets in West Africa*. Oxford University Press.

pas satisfaite de mon travail et lui avais annoncé d'emblée que je le présentais pour respecter mon engagement mais que je n'espérais pas qu'il le valide... Après mon exposé, il m'a demandé ce qui motivait le choix de mon objet ; j'ai répondu « son utilité ». Il m'a jeté un regard intense et mon mémoire a reçu la mention très bien. Ma formation historique m'a conduite à étudier des pratiques d'acteurs avec à la fois une temporalité historique et un grain ethnologique, en tenant compte de leur environnement proche, mais aussi du contexte national et international. Cette base conduit à utiliser la notion de trajectoire individuelle et collective, dans des processus socio-économiques de moyen et long terme, pour rendre compte des parcours géographiques des éleveurs dans tout le Sahel, des changements sociaux et économiques, à travers les aléas des modes de vie dus au climat et aux politiques. Ces références m'ont sans doute disposée à préférer la notion de logique d'action à celle de stratégie, qui réduit trop souvent les parcours dans une reconstruction ex-post rationalisante. J'avais plutôt compris que d'une génération à l'autre, les trajectoires combinent des stratégies, mais aussi des effets de situation, des hasards et des choix de survie que l'histoire et la force des choses transforment en destins.

Des travaux sur le commerce introduisaient la notion de pratiques redistributives sociales et économiques, et prenaient en compte le poids des organisations collectives comme un facteur déterminant pour les échanges.<sup>10</sup> La notion de conversion, utilisée déjà par Bohannan et Dalton (1965) pour expliquer les investissements sociaux des commerçants, permettait de relier les domaines d'activité entre eux, en tenant que *« toute forme d'échange est indistinctement économique et sociale et qu'il n'y a guère de raison pour évacuer de la sphère économique les usages redistributifs ou les charges destinées à établir puis à faire apercevoir des inégalités de position sociale »*<sup>11</sup>. A l'époque et dans le contexte de ma formation, je trouvais cette extension de l'économie intéressante car elle *réhabilitait* en quelque sorte tout un « commerce » social informel et une part des activités et des organisations sociales, qu'elles soient africaines ou occidentales, dans le champ d'étude des rationalités. Elle réfutait

---

<sup>10</sup> « A consensus is now emerging that agentless structure versus structureless agency is a false dilemma and that this long-standing dualism has now to be set aside in favour of theories that permit reciprocal interaction between the individual and the social setting. The argument here is owed to Giddens (1984), but many others, including Lawson (1985), Hodgson (1988), and Dearlove (1989), have endorsed it. » Toye J, 2014. "Is there a new political economy of development?" *Occasional Paper*. Pp 160-85.

<sup>11</sup> Grégoire E, Labazée P, 1993. *Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest: logiques et pratiques d'un groupe d'hommes d'affaires contemporains*. Karthala. 266 p.

les présupposés méprisants de certains savants du début du siècle ; elle savait les fondements de la domination rationnelle de la politique occidentale... La démarche heuristique m'intéressait davantage que l'enjeu politique des ancrages et des contours débattus : pluridisciplinarité, socio-économie, sociologie économique.... Pourtant, je me suis progressivement demandée si la *réhabilitation* des formes alternatives de rationalité que j'avais cru trouver dans ces approches n'était pas piégée par une forme d'économisme, à ramener ainsi d'autorité toutes les activités sociales dans le champ économique. Déclarer que toute forme d'échange est indistinctement économique et sociale, que les capitaux sont fongibles, cela revient concrètement à verser les activités dans une analyse de type économique. C'est ma formation pluridisciplinaire et mon ancrage entre/sur les terrains d'enquête et dans le milieu de la recherche qui m'ont fait douter. Ni un empirisme total ni un débat purement épistémologique (encore moins une lutte de position universitaire), mais quelque chose puisant aux deux.

Au Centre d'Etudes africaines de l'EHESS, le séminaire d'anthropologie sur les sociétés pastorales dirigé au début des années 1990 par Gianni Albergoni et François Pouillon m'a fait connaître entre autres les travaux de Georges Duby, Jean-Pierre Le Goff, Ernest Gellner, Jacques Berque et Fredrik Barth. Il a aussi essentiellement orienté mon intérêt vers les problématiques de la représentation : contre une problématique du cache, de la distorsion ou du dévoilement, le séminaire s'attachait à étudier dans plusieurs contextes comment peuvent exister des analyses pertinentes des sociétés exotiques. « *La perspective critique allait de soi dès que l'on prenait au sérieux les parcours singuliers, qu'ils s'inscrivent dans le sens ou à contre-courant de l'entreprise coloniale* ». Comme tous les bons enseignements de l'EHESS, ce séminaire a vécu sa vie suivant l'évolution des recherches de ses animateurs. Mais dès avant le lancement de son séminaire d'enseignement sur l'histoire sociale et les représentations des mondes arabes et méditerranéens<sup>12</sup>, la pensée de François Pouillon et ses associés se construisait à l'encontre des globalisations et des présupposés sur « la pureté fondamentale des dominés » et sur « la vilénie du pouvoir », et se démarquait par conséquent à la fois du populisme méthodologique<sup>13</sup> et des globalisations des *subaltern studies*, tout en intégrant

---

<sup>12</sup> A partir du milieu des années 1990, et je n'ai pas suivi ce séminaire.

<sup>13</sup> Analysé par Olivier de Sardan J-P, 1990. "Populisme développementiste et populisme en sciences sociales: idéologie, action, connaissance". *Cahiers d'études africaines*. Vol 30 n°120. Pp 475-92.

explicitement dans l'analyse les enjeux du pouvoir. Mais intelligemment : c'est -à dire en prenant en compte les jeux de pouvoir et de désir de la part de tous les acteurs, y compris chez les dominés de l'affaire, et chez l'observateur : intégrant, autrement dit, la configuration de l'observation dans l'objet de la recherche. Ces rapports entre les observateurs et leur objet renvoient à plusieurs types de relations identifiés en philosophie des sciences, en sociologie et en histoire. Ces enseignements m'ont aidée à intégrer ces rapports de savoirs, de désir et de pouvoirs dans l'analyse de mon contexte.

La pratique de la sociologie n'est donc pas chez moi une formation académique initiale, mais le résultat d'un cheminement à la fois universitaire et empirique au cours duquel j'ai invariablement vérifié que je trouvais plus de plaisir à saisir l'intelligibilité des faits, plutôt qu'à perfectionner la cohérence d'un modèle. En définitive, cette définition de la sociologie que j'emprunte à François Vatin convient aussi aux chercheurs africanistes qui m'ont inspirée (Georges Balandier, François Pouillon) et qui sont plutôt connus comme anthropologues. Elle correspond parfaitement à ma démarche.

## **B. Des pistes ouvertes par les terrains pastoraux**

### **Un territoire d' «endodromie » scientifique**

Les territoires d'endodromie pastorale<sup>14</sup> couvrent l'aire des parcours saisonniers, annuels ou inter annuels que suivent les pasteurs en transhumance. Leurs points stratégiques (forages et bourgoutières) et leurs transects peuvent varier d'une année à l'autre selon des contraintes et des opportunités singulières, mais ils deviennent familiers ; on s'y reconnaît entre habitués mais dans cette économie de ressources partagées surviennent continuellement de nouvelles figures qui viennent bousculer ou conforter les hiérarchies et les alliances. Les territoires pastoraux ne sont pas appropriés mais leur structure est connue et repérable, autant par les parcours et les infrastructures, que par la constitution de

---

<sup>14</sup> Le terme d'endodromie n'est peut-être éloquent que pour les pastoralistes. Il évoque l'aire couverte annuellement et pluri-annuellement par les parcours de transhumance des groupes pastoraux, au moyen desquels les éleveurs assurent en saison sèche la couverture des besoins nutritionnels de leurs troupeaux extensifs. Barral H, 1977. *Les populations nomades de l'Oudalan et leur espace pastoral*. Travaux et Documents Vol 77. ORSTOM, 119 p.

connaissances et de réseaux. Il arrive aussi que sur la longue durée, les pasteurs changent de territoire: en témoignent les migrations connues du Sahel vers les régions plus méridionales. Celles-ci se sont accompagnées de transformations lentes et plus irréversibles dans la génétique des troupeaux, dans la place et les relations des sociétés pastorales avec leur environnement naturel et social. Après près de vingt ans de fréquentations pastoralistes, on me pardonnera cette métaphore pour évoquer mon parcours dans les champs et les réseaux de la recherche.

Mon stage de fin d'études de magistère m'avait insérée dans une équipe de recherche qui étudiait les comportements des agents sur le marché, en lien avec la structure économique et politique nationale et régionale<sup>15</sup>. Les enquêtes montraient comment les réseaux commerçants s'adossent aux disparités des politiques commerciales et monétaires des Etats pour orienter les flux régionaux de produits, céréales locales et marchandises manufacturées. Dans l'équipe, mon travail était de trouver le rapport économique entre les importations de viande congelée européenne dans le golfe de Guinée et la filière sous-régionale du commerce du bétail entre Etats sahéliens et villes côtières. Au Burkina-Faso, j'ai enquêté sur le marché régional de bétail à Pouytenga<sup>16</sup> et frontières avec le Bénin, le Togo et le Ghana, pour instruire un dossier économique et historique. La question d'économie politique traitait la contradiction entre le soutien affiché par la coopération du Nord au développement de l'élevage en Afrique, et les exportations subventionnées de stocks de viandes en Afrique par l'Union européenne à la fin des années 1980. En Europe, l'intensification des productions animales, résultant de la politique agricole commune, a fourni à côté des morceaux choisis par les consommateurs, d'autres morceaux non consommés (caparaçon gras, paupières, mamelles...), coûteux à conserver et par conséquent subventionnés à l'exportation en Afrique. Au Sahel, le commerce de bétail irrigue un espace économique sous-régional vivace, bien qu'informel. Il relie entre eux des pays sahéliens enclavés, arides, producteurs de coton et de bétail, et des pays côtiers plus urbanisés, peu ou pas producteurs de gros bétail. L'enquête

---

<sup>15</sup> Programme de recherche sur les échanges régionaux et les politiques agricoles en Afrique de l'Ouest (IRAM-INRA UNB) coordonné de 1988 à 1991 par Johny Egg, Jérôme Coste et John Igué.

<sup>16</sup> Au démarrage, un étudiant en géographie, Soulé Bio Goura, avait été désigné par nos patrons communs pour prolonger son propre stage en étant mon chaperon à Pouytenga. C'est donc lui qui sur mon premier terrain d'enquête, avec tout ce que cela a de fondateur, classait au fur et à mesure tout ce qui nous arrivait, ce qui allait de soi et ce sur quoi il attirait mon attention. Il est devenu plus tard directeur du bureau d'études du LARES au Bénin.

caractérisait l'organisation de ce commerce, évaluait la concurrence entre le « capa »<sup>17</sup> congelé importé de l'Union Européenne et d'Argentine et le bétail sahélien acheminé vers les marchés des villes du golfe de Guinée.

Les travaux de l'équipe INRA, IRAM et UNB m'ont formée à l'idée que l'élaboration des politiques économiques obéit à des compromis d'idéologies, de rationalités et d'intérêts selon un processus qui n'est ni linéaire, ni unilatéral. En effet, selon les hypothèses sous-jacentes au programme de recherche sur les échanges céréaliers et les politiques agricoles, l'élaboration des politiques ne se résumait ni à un choix rationnel, ni à une dépendance politique aliénante. Ces travaux se démarquaient donc de la théorie du choix public et la théorie de dépendance, pour révéler la nature des compromis qu'élaborent les Etats, entre projet global de développement, contraintes financières internes, conditionnalités de l'aide internationale et intérêts locaux. Dans ce cadre, le rôle politique des grands commerçants et l'économie du pouvoir politique ont été particulièrement mis en évidence. Ces travaux ont donné une épaisseur socio-économique contextuelle à la notion de dépendance popularisée dans les années 1960 et 1970 en Amérique latine et en Afrique<sup>18</sup>. La notion d'extraversion<sup>19</sup> désignant l'instrumentalisation des contraintes externes par des Etats, à des fins de légitimation interne, dans un contexte de pluripartisme, renvoie elle aussi à l'analyse empirique et positive de la construction des politiques économiques, et s'appuie à la fois sur la notion de dépendance, la « situation coloniale » de Balandier<sup>20</sup> et une conception wéberienne de l'Etat.

A partir de cette enquête, j'ai orienté ma thèse vers l'histoire sociale des sociétés pastorales et des politiques au Sahel. J'y ai analysé les pratiques et les représentations locales de l'élevage chez les administrateurs, les vétérinaires coloniaux et les commerçants africains de bétail, trouvées dans les archives, comme des habitus construits par des interactions

---

<sup>17</sup> Le terme technique général était « caparaçon » mais les cartons pouvaient contenir également des résidus de toutes les parties animales.

<sup>18</sup> Prebisch R. *Vers une nouvelle politique commerciale pour le développement: rapport du secrétaire général de la CNUCED* New York, CNUCED, 1964. Amin S, 1972. "Sous-développement et dépendance en Afrique noire: les origines historiques et les formes contemporaines" *Revue Tiers Monde*. Vol 13 ; n°52. Pp 753-78.

<sup>19</sup> Utilisée par Bayart J-F, 1999. "L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion" *Critique internationale*. Vol 5 ; n°1. Pp 97-120. et Nubukpo K, 2011. *L'improvisation économique en Afrique de l'Ouest. Du coton au franc cfa*. Karthala. 137 p.

<sup>20</sup> La « situation coloniale », expression phare de Georges Balandier, est empruntée selon François Vatin aux travaux d'Octave Mannoni sur la psychologie de la colonisation (Vatin F, 2012. *L'espérance-monde. Essais sur l'idée de progrès à l'heure de la mondialisation*. Albin Michel. 320 p. p 41 et suivantes).

(Barth, op.cit.) autant que par des structures, qui façonnaient un imaginaire des représentations, des discours de politique générale, des actions de terrain. Concernant les populations pastorales, les trajectoires et les modes de vie n'étaient pas réductibles à des stratégies individuelles ou familiales et se conjuguait avec les strates, les échelles de temps et les événements<sup>21</sup>. Les migrations pastorales avaient une histoire sociale et économique moins lisse que le récit de la « *recherche de l'herbe* », répété par un discours officiel techniciste et essentialiste, parfois repris par les pasteurs eux-mêmes. En effet, en enquêtant à Barani, au Burkina Faso, principal foyer d'émigration des éleveurs peuls installés au Nord de la Côte d'Ivoire, j'avais compris que la forte différenciation d'accès au pouvoir entre les lignages se reflétait dans la démographie des migrations. Les campements de pasteurs du Nord de la Côte d'Ivoire devaient gérer leur affiliation aux autorités administratives et coutumières locales tout en respectant plus ou moins les formes d'allégeance aux dignitaires lignagers et religieux de leur région d'origine. Mais je n'ai pu aborder cet aspect avec eux qu'après mon détour par Barani, en leur posant des questions factuelles. Pendant les mois précédents, le thème récurrent de nos entretiens avait été l'accès aux ressources et les relations avec les paysans ivoiriens, et il aurait été possible de croire au communautarisme affiché par les familles, et de penser que l'accès aux ressources était la priorité absolue des éleveurs, au même titre que le sujet d'un chercheur spécialisé sur ce thème. Revenir de Barani avec des informations contradictoires m'a permis de relancer l'enquête, au sens criminologique, pour comprendre les différences statutaires entre les familles et leurs trajectoires non seulement géographiques mais sociales. Le voyage à Barani a été un tournant. Il me permettait d'aborder un thème nouveau avec les familles pastorales émigrées, grâce à des informations de première main ; mais surtout, il m'a fait réaliser comment les faits scientifiques sont construits par les chercheurs, voire comment des scientifiques à l'esprit accaparé par une thématique peuvent non seulement croire, puérilement, que c'est aussi une priorité pour leurs interlocuteurs mais aussi, parvenir à focaliser sur elle, en pratique, la production du récit et donc des connaissances. Je soupçonnais même que les familles des campements, obnubilées par les questions des enquêteurs depuis plusieurs années, avaient trouvé de guerre lasse une

---

<sup>21</sup> Braudel F, 1985. *La dynamique du capitalisme*. Arthaud Paris. Le Goff J., Op.Cit.

manière courtoise, sinon rapide, de se débarrasser d'eux en leur servant un discours attendu. Une autre question était de savoir dans quelle mesure elles y adhéraient, à force de répétition.

C'est d'abord la description anthropologique des relations d'échanges des pasteurs qui les a reliés à l'extérieur et au marché<sup>22</sup> ; une analyse historique des politiques administratives, des circuits marchands et des stratégies des éleveurs d'Afrique de l'Est a montré l'évolution parallèle des pouvoirs publics et des systèmes d'élevage<sup>23</sup> ; un essai socio-économique a confronté les configurations de la raison marchande<sup>24</sup> des éleveurs bretons ou peuls, des modernisateurs et des intermédiaires, appliquant la même exigence aux différents contextes sociaux, avec l'ambition théorique d'inscrire les rapports sociaux dans la matérialité du monde, en faisant une sociologie du lait. Ces différents travaux de recherche ont replacé les échanges à la portée des éleveurs, dans leur temporalité et dans leur sphère d'organisation économique, en contextualisant leur raisons pratiques singulières.

Ma thèse s'est faite comme beaucoup d'autres en plusieurs lieux et plusieurs moments distincts : en 1991 et 1992, j'occupais un emploi de chargée d'étude sur les stratégies de sécurité alimentaires<sup>25</sup> dans l'ONG Solagral, à Paris puis Montpellier. Les conventions signées entre Solagral et le Ministère de la Coopération m'amenaient à faire des missions d'enquêtes sur les politiques d'élevage en Afrique. J'étais assez naïve pour aller demander conseil à des experts chevronnés de bureaux d'études<sup>26</sup> sur le développement en Afrique, qui avaient déjà compris que la concurrence objective des ONG dans le genre de Solagral, pas plus compétentes mais bien moins coûteuses, allait provoquer la faillite de leur structure. Ils ont pourtant eu la gentillesse de m'accorder des entretiens instructifs, autant sur les questions du bétail que sur l'évolution de l'expertise – et des experts- en Afrique. En 1993, j'ai démissionné pour me consacrer entièrement à la thèse, plongé dans les archives d'Outre-Mer d'Aix en

---

<sup>22</sup> Khazanov AM, 1984. *Nomads and the outside world*. Cambridge Cambridge University Press. 382 p.

<sup>23</sup> Kerven C, 1992. *Customary commerce. A Historical Reassessment of Pastoral Livestock Marketing*. Overseas Development Institute.

<sup>24</sup> Vatin F, 1996. *Le lait et la raison marchande : Essais de sociologie économique*. Rennes, Presses universitaire de Rennes. 205 p.

<sup>25</sup> Où travaillaient ou passaient Jean Coussy, Johny Egg, Laurence Tubiana, François Lerin, Roger Blein, Antoine de Ravignan, Benoit Daviron, Benoit Vergriette...

<sup>26</sup> A la SEDES : Guy de Gonneville, Jean Sarniguet...

Provence, puis dans celles d'Abidjan. De mars 1994 à juillet 1995, j'ai séjourné autour de Korhogo, au Nord de la Côte d'Ivoire. J'avais une moto pour aller dans les campements, prêtée par la Société Nationale de Développement des Productions Animales, alors en liquidation. De mois en mois je prenais le bus pour aller passer une semaine à transcrire mes notes sur un ordinateur au centre de recherche de l'ORSTOM à Petit-Bassam. Ce lieu et ses occupants : chercheurs, chauffeurs, techniciens, allocataires, étaient alors pour moi aussi spatialement situés et exotiques que les campements d'éleveurs du Nord. L'EHESS avait financé mon billet aller-retour en Côte d'Ivoire. J'ai vécu sur mes subsides et de brefs contrats passés avec la Coopération allemande (GTZ) à Korhogo, pour qui j'ai fait du traitement de données. L'ORSTOM a financé le temps de rédaction de la thèse, l'hiver 1995-1996 à Bondy grâce à l'intervention de Catherine Aubertin -nous étions tombées nez à nez sur un petit barrage au nord de la Côte d'Ivoire-.

Après ma thèse, mes deux années d'expérience comme PAST à l'IUT d'Orsay ont été extrêmement formatrices, parce qu'il fallait intéresser des étudiants de première et deuxième année en informatique à l'économie générale. J'ai été recrutée sur un poste de Professeur associé à temps partiel (PAST) grâce à Jean-Jacques Gabas qui était rapporteur dans mon jury de thèse. J'étais chargée de Travaux Dirigés en première année d'études des étudiants en informatique. Le programme d'enseignement n'incluait guère les enjeux de l'économie du développement. J'ai cependant essayé d'en aborder quelques uns, mais mon défi principal était de convaincre ces jeunes étudiants en informatique qu'ils étaient capables de comprendre le discours économique courant, et même de s'y intéresser. Pour cela, j'ai procédé par analogie, non entre l'analyse économique et le diagnostic médical, qu'affectionne Jean-Jacques Gabas, mais en comparant l'enquête économique et l'enquête policière. Mon plus grand regret de cette époque est de n'être pas descendue du plateau du Moulon où se trouvait l'IUT, à la faculté Jean Monnet, pour assister au séminaire de Serge Latouche et Gérard Azoulay qui enseignaient alors dans la même Université (Paris-Sud). J'allais découvrir ce campus plus de dix ans plus tard, en intervenant dans le Master Développement Agricole Durable dirigé par Gérard Azoulay.

Dès mon recrutement au Cirad en 1999, j'ai été affectée au Sénégal pour une période indéterminée qui a duré 12 ans, dans un dispositif partenarial, le Pôle Pastoral Zones Sèches (PPZS), unissant le CIRAD et quatre institutions sénégalaises : l'Institut Sénégalais de

Recherche en Agriculture, l'Université Cheikh Anta Diop, le Centre de Suivi Ecologique, l'Ecole Nationale d'Economie Appliquée. D'abord sollicitée sur les enjeux liés aux ressources naturelles, j'ai progressivement construit des problématiques socio-économiques sur la sécurité alimentaire, la vulnérabilité, le rapport au changement, et la construction sociale des formes de sécurisation des sociétés pastorales. Cette période professionnelle se caractérise par l'immersion dans une équipe pastoraliste dont j'ai tiré un bilan riche et contrasté. J'ai découvert un mode de partenariat, l'essai de pluridisciplinarité, le fonctionnement d'un EPIC, le formatage des projets de recherche et parfois, celui de la pensée, par l'ingénierie des conventions de financement. Localement, j'ai participé à des projets, des expertises, encadré des étudiants du Sud et du Nord, (une quinzaine de masters, une première thèse), donné des cours à l'Ecole Inter Etats de Médecine Vétérinaire et à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, participé à la programmation scientifique du PPZS, géré une convention et animé un volet de recherche. De février 2010 à mon départ en juillet 2011, j'ai coordonné le PPZS, devenu dispositif stratégique prioritaire du CIRAD. A une autre échelle, j'ai fait des expertises sous-régionales (Burkina 2002, Niger 2005, Tchad 2009), donné des cours en France (Supagro depuis 2007, Paris-sud depuis 2010), co-animé un volet de projet ANR (2006-2009) participé en 2007-2008 au groupe de travail Cirad-Inra-Supagro pour élaborer le programme scientifique de la future UMR Selmet, co-organisé le colloque international « Agir en situation d'incertitude » (Novembre 2010, Montpellier). Cette situation professionnelle impliquée dans la recherche finalisée pendant une dizaine d'années m'a permis de poursuivre l'analyse des politiques d'élevage des Etats souverains en Afrique de l'ouest, suivant la démarche adoptée plus tôt : considérer les constructions sociales des représentations, qu'elles soient historiques ou contemporaines, coloniales ou indigènes, savantes ou populaires, au moyen de toutes les sources accessibles, écrites ou orales. Mais il devenait nécessaire de refonder mes collaborations scientifiques pluridisciplinaires en assumant une interdisciplinarité de « clôture » selon l'expression a priori énigmatique de Bruno Lemery : le dialogue peut être fécond aux clôtures communes, entre des objets de recherche définis par chaque discipline. Pour accomplir cette transition, il était nécessaire de s'extraire des routines du creuset local et des sentiers de dépendance individuels et collectifs tracés pendant une dizaine d'années. Cependant il n'a pas suffi de bouger géographiquement et de rentrer en France pour rompre avec ce rôle assigné ; c'est pourquoi j'ai changé d'environnement scientifique de proximité en

quittant mon unité de recherche à forte valence zootechnique, pour une unité de recherche ancrée davantage dans les sciences sociales au sein du CIRAD.

### **Des pistes anciennes retrouvées**

Pendant les deux ans de mon affectation à l'IUT d'Orsay (1997-1999), j'ai participé aux travaux du centre de recherche fondé et dirigé par Jean-Jacques Gabas : le Centre d'Observation des Economies Africaines (COBEA), en lien avec le Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RPCA) animé par le CILSS, le Club du Sahel et plusieurs chercheurs associés. Dans ce cadre j'ai mené des enquêtes à Ouagadougou (1997) et Niamey (1998), auprès de femmes de plusieurs catégories socio-professionnelles et aux niveaux de vie extrêmement inégaux, des épouses de hauts fonctionnaires aux mendiants vivant sous une tente sur un carrefour, pour comprendre comment celles qui font au sens strict bouillir la marmite s'adaptent aux contraintes et aux chocs économiques que nous supposons prégnants à l'époque (dévaluation du franc CFA, hausse tendancielle des prix des céréales, licenciements)...et affrontaient aussi bien entendu d'autres difficultés que nous n'avions pas imaginées. Les travaux et les débats du RPCA ont créé un espace régional d'analyse et de propositions sur les politiques alimentaires qui est aujourd'hui toujours apprécié. Mais deux souvenirs d'un autre ordre marquent cette période.

A Niamey, pendant un entretien dans une salle des archives de l'Education Nationale du Niger : une employée à qui je demandais de me raconter comment elle « se débrouillait » depuis quelques mois, par le truchement d'une interprète djerma-français, a revécu, à ma demande, toutes les épreuves qui rendaient sa vie épuisante, et s'est mise à pleurer. Bouleversée et honteuse, je me suis excusée ; j'ai tiré de cette expérience ma leçon la plus marquante sur l'entretien compréhensif, la position et l'engagement de l'enquêteur et de l'enquêté.

A Ouagadougou, ma collègue de terrain était Béatrice Ki-Zerbo<sup>27</sup> qui achevait alors ses études à l'ENSA de Montpellier. Je n'oublierai pas son trouble en découvrant scientifiquement au plus près le détail des conditions de vie de ses compatriotes, y compris des employés de sa famille, et les questionnements que nous avons partagés à cette occasion.

---

<sup>27</sup> Fille cadette du grand historien burkinabé et citoyen exemplaire, Joseph Ki-Zerbo

Au cours des années, j'ai retrouvé et approfondi quelques uns des thèmes entraperçus pendant mes premiers travaux. Pour moi un objet de recherche ne se « trouve » pas n'importe où par hasard, mais sur notre parcours personnel de pistes de recherche. Sur ce parcours, fait à la fois de choix et d'une dépendance de sentier, nous choisissons notre piste en fonction de nos acquis et de nos limites.

✓ *Le rapport au changement : le développement, le changement social, la durabilité.*

J'ai tenté d'approfondir les questions du rapport au changement sous divers angles pendant l'encadrement des thèses. La thèse en zootechnie de Claire Manoli<sup>28</sup> (2012) tentait de démontrer comment les choix et les pratiques des pasteurs tissent entre eux des objectifs de sécurisation et de production qui permettent de reproduire leurs moyens d'existence. Durant ce travail de recherche centré sur les ressorts de la durabilité du pastoralisme, les enquêtes de terrain ont ouvert un point de fuite, en rendant compte des pratiques de jeunes hommes tentés par une autre vie, dans un autre rapport au changement que celui présupposé par les zootechniciens (à savoir la reproduction améliorée de l'existant pastoral). Ces migrants exprimaient leur envie d'autre chose dans leurs tentatives d'émigration, de pratiques professionnelles, de résidence urbaine, et même leurs relations complexes et tendues avec leur famille pastorale<sup>29</sup>. L'analyse des rapports au troupeau s'inscrivait dans un programme de recherche sur les changements à long terme et se référait à Castel<sup>30</sup> et ses perspectives de mise en place des systèmes de protection autour de l'individu moderne. En étudiant la configuration sahéenne pastorale de la construction des protections, nous pensions initialement caractériser le contexte sahéen en référence à ses valeurs et décrire un aspect des dynamiques de sociétés souvent caractérisées par leur gestion de l'incertitude. Le retour au terrain et l'évidence des points de fuite des acteurs, leur négociation difficile avec les

---

<sup>28</sup>Claire Manoli, « Le troupeau et les moyens de sécurisation des campements pastoraux: une étude de la gestion des troupeaux de Tessekre, dans le Ferlo Sénégalais ». Thèse de zootechnie, Montpellier Supagro, 12 décembre 2012. Direction Benoit Dedieu et Charles-Henri Moulin. Encadrement Véronique Ancey, Christian Corniaux, Alexandre Ickowicz.

<sup>29</sup> Manoli C, Ancey V, 2013. "Effets ambigus de la mobilité des jeunes pasteurs: entre la sécurisation des conditions de vie pastorales et l'émancipation individuelle au Ferlo." In: Azoulay G, Ancey V, Crenn C, Dormoy D, Thomashausen A, Mangu A eds, *Mobilités et migrations: figures et enjeux contemporains*. Harmattan, Université Paris-Sud, pp. 185-201.

<sup>30</sup> Castel R, 2003. *L'insécurité sociale: qu'est-ce qu'être protégé?* : Seuil. 96 p.

valeurs pastorales, mais surtout les débats avec François Vatin et sa position ferme sur les limites heuristiques de la notion de « sécurisation », qui allait pourtant de soi dans mon environnement proche, m'ont fait apparaître le risque de fonctionnalisme dans cette recherche sur les liens entre familles et troupeaux.

L'encadrement d'une deuxième thèse traitant explicitement du rapport au changement<sup>31</sup> m'a fourni l'occasion de travailler sur ce thème de manière plus directe en étudiant les relations entre les champs d'une politique de « développement » et des sociétés pastorales au Sénégal à la fin des années 2000<sup>32</sup>. La thèse d'Astou Diao Camara traitait du rapport au changement dans les « mondes » du développement de l'élevage au Sénégal, renvoyant à l'espace des politiques publiques et au monde des éleveurs et de leurs organisations. Cette recherche abordait les positions et les mouvements qui structurent et traversent le secteur de l'élevage au Ferlo (prescripteurs, professionnels, inscrits dans une communauté peule et dans la société sénégalaise), en cherchant à rompre avec tout culturalisme centré sur l'élevage ou les Peuls. Le corpus théorique de la sociologie des professions, peu usité en Afrique, a été allié aux enquêtes par immersion, plus habituelles en anthropologie. Les déterminants et les pratiques du rapport des éleveurs au changement ont été identifiés à partir d'une typologie de professionnels issue de portraits individuels axés sur les discours et les pratiques d'élevage, les usages du marché, de l'école et des interventions de projets de développement. Ces interventions « des projets de développement » sont assimilées par les éleveurs, de manière révélatrice, à l'essentiel de l'action publique. A travers l'enquête dans le monde des prescripteurs, la thèse a montré comment des schémas propres à l'histoire de la profession agricole en France et en Europe ont des échos actuels en Afrique, par le biais des organisations professionnelles agricoles du Nord qui interviennent dans la coopération pour le

---

<sup>31</sup> Diao Camara Astou. « Le rapport au changement en société pastorale. Le cas des éleveurs du Ferlo et de Colonnat ». Thèse de sociologie, Université de Bourgogne. UFR Sciences Humaines -École doctorale LISIT. 20 décembre 2013. Direction Bruno Lémery secondé par Claude Compagnone. Encadrement Véronique Ancey.

<sup>32</sup> J'ai co-animé pendant trois ans un collectif de recherche sur le thème du rapport au changement sur le long terme en élevage. Dans le projet de recherche « Transformations de l'Élevage et dynamiques des espaces » du programme « Agriculture Développement Durable » (ADD) 2006-2009, financé par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR), le collectif (work package, WP en langage ANR) portant sur « le rapport au changement sur le temps long » étudiait sur des terrains amazoniens, montagneux français et sahéliens, comment les éleveurs mettent en cohérence leurs systèmes de production, sur le moyen et le long terme, compte tenu de la manière dont ils envisagent la « durabilité » de leur activité. Il cherchait également à évaluer ce que veut dire la durabilité des activités d'élevage (appréhendées dans leur diversité), et ce qui conditionne cette durabilité.

développement, directement à travers la coopération décentralisée, ou indirectement, en diffusant des schémas de modernisation. Mais l'analyse a également mis en relief les tensions et les dynamiques propres à chacun de ces mondes et les transactions qui se négocient entre eux. Le développement de l'élevage pose question, car les conceptions des acteurs concernés sont divergentes, les injonctions de changement sont de plus en plus prégnantes et les programmes de modernisation s'attèlent dans leur pluralité à traduire les orientations politiques. Dans ce contexte, l'identité professionnelle d'éleveur ne renvoie pas à la même chose chez les éleveurs et chez les prescripteurs. Pour ces derniers, l'éleveur professionnel est à « créer » et doit remplacer le pasteur qualifié d'irrationnel attaché à son bétail et insensible aux innovations techniques. La représentation que les politiques ont des éleveurs pastoraux au Sénégal dans les années 2000 – 2010 reste attachée à une ambition transformatrice qui s'inspire toujours de modèles extérieurs, en ce qui concerne le potentiel zootechnique ou l'organisation de la profession. Mais leur multiplicité non coordonnée accroît l'incertitude<sup>33</sup>.

Il y a bien d'autres manières de s'intéresser au changement. La troisième thèse que j'ai encadrée<sup>34</sup> a traité des voies sociales et des itinéraires techniques de l'intensification en milieu pastoral ; les éleveurs réinterprètent les incitations dont ils sont l'objet, en fonction de leurs propres visions de leurs ressources, de leurs systèmes d'élevage et de leur devenir. La thèse étudie leur positionnement social et anthropologique par rapport aux transformations en cours, mais s'intéresse également à caractériser les changements eux-mêmes (notamment en termes de réversibilité, d'autonomie). Démarrant comme une thèse d'anthropologie du développement qui étudiait les stratégies, les discours et les interactions entre des groupes d'éleveurs et des intervenants intéressés par l'intensification laitière (projet, entreprise, ou Etat), ce travail a progressivement défini son objet socio-économique. L'analyse comparée de trois situations de changement en élevage au Sénégal, endogènes ou orchestrées, autour de trois objets socio-techniques (les races, le lait, l'alimentation) au cœur des systèmes d'élevage, a démontré en quoi le paradigme techno-scientifique associant intensification et

---

<sup>33</sup> Diao Camara A, 2013a. "Des injonctions de développement créatrices d'incertitude" In: Ancey V, Avelange I, Dedieu Be eds, *Agir en situation d'incertitude en agriculture : regards pluridisciplinaires au Nord et au Sud*. Bruxelles: PIE-Peter Lang. 422p. Pp. 109-27.

<sup>34</sup> Sergio Dario Magnani. « Le lait local au Sénégal : intensifier pour développer ? Dynamiques socio-techniques et anthropologie des pratiques. » Thèse de socio-économie, EHESS. Soutenance 2 Décembre 2016. Direction Bernard Hubert. Encadrement Véronique Ancey.

développement fonctionne en référence à soi-même, en occultant d'un côté les fondements des politiques et de l'autre, les pratiques non conformes à ses schémas d'intervention. Un principe fondateur des systèmes d'élevage est une gestion basée sur le collectif et sur le temps long : même si les éleveurs tirent parti des potentiels individuels et s'adaptent en permanence aux variations saisonnières, leurs critères d'évaluation et de gestion de leur bétail sont plus complexes que la productivité laitière par individu et se situent sur une temporalité pluri annuelle. Les races locales jouent un rôle irremplaçable par leur rusticité adaptée aux contraintes, mais l'importance culturelle des lignées de vaches héritées dans les relations entre familles et troupeaux<sup>35</sup> n'empêche pas les meilleurs éleveurs de ruser avec leurs valeurs pour s'adapter aux contraintes et aux opportunités, par exemple en vendant un animal ou en pratiquant une sélection génétique adaptée aux finalités économiques.

Caractériser cette économie nous conduit à repérer des processus de fond irréversibles, même dans cette société connue pour ses allers-retours entre spécialisation et diversification des systèmes d'activités<sup>36</sup>. Les recompositions sociales sont captées à travers l'organisation familiale du rapport aux troupeaux et à l'environnement, à travers les aspirations des jeunes et de certains éleveurs, leur rapport au changement, notamment aux figures du « développement » (interventions extérieures, projets, Etat, accessoires occidentaux incorporés sur place, ou par les migrations), etc. Ces mutations mettent à l'épreuve aussi bien les analyses de ces sociétés pastorales, que les représentations que les pasteurs donnent d'eux-mêmes. Reconnaître ces changements engage l'observateur à accepter son objet se transformer : il ne s'agit plus du groupe pastoral, d'un système d'activités, mais du fragment d'une société diversifiée en train de changer.

Ma participation à trois direction de thèses s'est toujours fondée jusqu'ici sur les mêmes bases : d'abord la formation d'étudiants à la recherche, en master, et la confiance qui en

---

<sup>35</sup> J'avais en 2006 encadré le mémoire de master de Sergio Magnani, en binôme avec une étudiante vétérinaire, et accompagné les deux étudiants dans leurs enquêtes sur les relations entre familles et troupeaux.

Ancey V, Ickowicz A, Corniaux C, Manoli C, Magnani S, 2009. "Stratégies pastorales de sécurisation chez les Peuls du Ferlo (Sénégal)". *Journal des africanistes*. N° 78. Vol 1/2. Pp 105-19.

<sup>36</sup> Bonfiglioli, A.M, 1990. « Pastoralisme, agro-pastoralisme et retour : itinéraires sahéliers. » Cahiers des sciences humaines N° 26 (1/2), *Sociétés pastorales et développement*, Orstom, 1990. pp: 255-266

découle ; mon fond de compétence sur des terrains pastoraux, et une collaboration passionnante pour moi avec des chercheurs, les directeurs de ces thèses.<sup>37</sup>

✓ *Les registres d'action en situation d'incertitude*

Mes activités de recherche et d'expertise à propos des sociétés pastorales m'ont mise au contact de deux manières de vivre l'incertitude, dans le monde pastoral et dans celui de l'aide au développement<sup>38</sup>. Une recherche collective m'a permis de comprendre la pluralité des registres d'action en situation d'incertitude<sup>39</sup>. En regroupant des contributions de chercheurs de sciences biotechniques ou humaines et des textes écrits par des acteurs du développement, en confrontant des réalités du Nord (France) et du Sud (avec des exemples d'Afrique et d'Amérique du Sud), nous tentions de dégager autant les similarités que les différences entre mondes paysans et de surmonter la tendance à analyser les régions de façon séparée, en considérant que l'incertitude du Nord serait plutôt technologique alors que celle du Sud serait climatique, politique et sociale. Nos sources, allant des Farming systems Research à la sociologie de Robert Castel, et des enquêtes menées sur des terrains latino-américains, européens, et sahéliens, montraient par exemple que chez les éleveurs de montagne en France, comme les gauchos de la Pampa et les pionniers d'Amazonie, les pasteurs transhumants du Sahel et les paysans centrafricains, les trajectoires de long terme marquent plus souvent le souci d'une sécurisation face à une incertitude radicale que la recherche d'équilibres stables, d'optimisation des performances, ou de limitation de la prise

---

<sup>37</sup> C'est ainsi que j'ai eu la chance de me former à la direction de thèse avec Bruno Lemery, Benoit Dedieu et Bernard Hubert.

<sup>38</sup> Ancey V, Azoulay G, 2013. "Différents rapports à l'incertitude dans l'aide au développement. Une expertise sur l'hydraulique pastorale au Tchad." In: Ancey V, Avelange I, Dedieu B eds, *Agir en situation d'incertitude en agriculture. Regards pluridisciplinaires au Nord et au Sud*. Bruxelles, Peter Lang. 422 p. Pp. 33-49.

<sup>39</sup> De 2006 à 2009, la co-animation d'un collectif de recherche sur le rapport au changement sur le long terme, dans le cadre d'un projet ANR sur les Transformations de l'élevage, m'a conduite à traiter plusieurs registres de rapport à l'incertitude. A travers l'organisation d'un colloque et l'édition d'un ouvrage, nous nous proposons de rendre compte de ce qui est incertain, de ce qui est complexe, de ce qui renvoie au long terme, et des capacités à tenir, à se transformer, à apprendre d'un environnement en changement, de la part de sociétés, que nous résumions aux systèmes socio-techniques en agriculture : pour rendre compte de ce qui se joue entre paysans et dans leurs relations aux autres parties de la société mais aussi dans les choix techniques et plus largement dans la gestion de systèmes ayant des composantes et des dynamiques biotechniques incontournables.

Ancey V, Avelange I, Dedieu B, 2013. *Agir en situation d'incertitude en agriculture: Regards pluridisciplinaires au Nord et au Sud*. Bruxelles, Peter Lang International. 422 p.

de risque dans la décision. Partout, ces choix sont inclus dans des stratégies individuelles et collectives : le rapport au changement et les protections mises en place face à l'incertitude sont des constructions sociales. En rupture avec l'idée d'un grand clivage entre les situations au nord et au sud, nous avons abouti à classer les modes d'action en « incertitude », de milieux et de contextes différents, en quatre types : maîtriser par les normes, accompagner l'action, comprendre les dynamiques, instrumenter ou modéliser<sup>40</sup>.

J'ai élargi cette réflexion dans le champ des agricultures familiales, en coordonnant avec Sandrine Fréguin la rédaction d'un chapitre d'ouvrage sur les familles en exploitation familiale agricole<sup>41</sup>. Ce chapitre, illustré de plusieurs cas de pluri activité et de mobilité, relativisait la représentation d'exploitations ancrées sur des territoires locaux, où toutes les ressources humaines se consacrent à plein temps à la production agricole ; il montrait, avec l'invisibilité du travail des femmes, que les liens « organiques » entre famille et exploitation ne signifient pas une organisation « naturelle » du travail, mais correspondent très souvent en milieu agricole familiale, à une économie domestique héritée du patriarcat, et actualisait l'assertion féministe (?)<sup>42</sup> que la valeur économique assignée à une tâche ne dépend pas de la production, mais du rapport social de production. Nous concluons que comprendre la diversité, les points de débat et les compromis à l'œuvre dans un système social sert à comprendre les dynamiques et la résistance de l'ensemble. C'est pour cela qu'il serait en particulier nécessaire de caractériser les dynamiques mobilisant aujourd'hui les jeunes et les femmes, forces de travail stratégiques rendues invisibles par les rapports d'autorité et de domination existant dans les agricultures familiales, dans le monde rural plus largement et peut-être aussi dans l'ensemble de la communauté scientifique. Dans le même but, les études de cas que nous avons réunies plaident pour intégrer les dimensions de la pluriactivité et de la mobilité spatiale dans les études des agricultures familiales. Ces éléments structurants constituent dans de nombreux cas des pivots assurant la pérennité des agricultures familiales au Sud, toutefois, les approches pour analyser ces dimensions peuvent faire défaut. Étudier ces

---

<sup>40</sup> Cette « typologie » inductive a été forgée au fur et à mesure des travaux ; elle s'est stabilisée en grande partie grâce aux apports de Bernard Hubert.

<sup>41</sup> Ancy V, Fréguin-Gresh S, 2014. "Les familles, le travail et l'exploitation agricole." In: Sourisseau J-M ed, *Agricultures familiales et mondes à venir*. Montpellier: Quae. 360 p. Pp. 61-75.

<sup>42</sup> Delphy C, 1998, 2009, 2013. *L'ennemi principal, 1-Économie politique du patriarcat*. Editions Syllepse. 276 p.

phénomènes constitutifs des agricultures familiales ne signifie ni encourager la sortie de l'agriculture des familles ou l'exode rural, ni se résigner à une diversification qui n'est bien souvent qu'une réponse de survie à la misère agricole. Mais, faute de traiter ces dimensions inhérentes aujourd'hui aux agricultures familiales, il est peu probable que de meilleures politiques parviennent à maintenir les familles agricoles sur leur territoire dans des conditions de vie acceptables.

✓ *Les formes de citoyenneté et le système d'aide*

Ces travaux sur le rapport au changement et l'analyse répétée et participante du système d'aide « atterrissent » en plusieurs occasions, de développement<sup>43</sup> ou d'urgence<sup>44</sup>, aujourd'hui sur les questions de l'émergence de formes de citoyenneté, en régime d'aide<sup>45</sup>. Comme je l'explique en conclusion de mon mémoire de synthèse, deux leçons me servent de point d'appui : d'une part, la nécessité de renouveler radicalement la perspective de l'enquête : l'injonction faite date de plus d'un demi-siècle<sup>46</sup> et a été répétée par la plupart des anthropologues concernés par le développement. Pourtant elle mérite encore d'être appliquée aux recherches actuelles. D'autre part, les capacités reconnues d'adaptation des populations pastorales en ASS sont aujourd'hui clairement en décalage avec l'action collective susceptible de peser sur leur devenir citoyen au sein des sociétés auxquelles elles appartiennent. Prendre en compte le régime d'aide dans une recherche sur l'émergence de formes de citoyenneté, se démarque des études sur les conditions de reproduction, de durabilité<sup>47</sup>, mais invite à identifier ce qui advient.

---

<sup>43</sup> Ickowicz A, Aminou BK, Ancey V, Azoulay G. *Rapport d'évaluation externe rétrospective. Projet d'hydraulique pastorale dans le Borkou-Ennedi-Tibesti Phase II*. Montpellier: CIRAD, 2010a.

<sup>44</sup> Ancey Bouarfa Y, Blein R, Girerd-Barclay, Ancey V, Mossi I. *Evaluation de la réponse du PAM à la crise alimentaire au Niger en 2005*. Roma: World Food Program, 2006.

<sup>45</sup> Ancey V, 2014. "La recherche liée au système d'aide publique au développement: comment produire des connaissances utiles? Une expertise sur l'hydraulique pastorale au Tchad." *Mondes en développement*. N° 165. Pp 105-18.

<sup>46</sup> Par Georges Balandier qui disait que faire des sciences sociales en Afrique sans prendre en compte la situation coloniale, c'est se moquer du monde.

<sup>47</sup> Ou pire, à utiliser sans réfléchir le mot clé du moment, l'un des plus porteurs récemment étant la résilience. Voir Ancey V., Pesche D., Daviron B., « Résilience et développement : complément, substitut ou palliatif ? Le cas du pastoralisme au sahel ». A paraître dans la Revue Tiers Monde. Et infra, chapitre 6.

## C. Privilèges et contraintes de la recherche en sciences sociales au CIRAD

### Plusieurs gammes de pluridisciplinarité

Les sociologues recrutés au CIRAD depuis les années 1980 restent minoritaires et dispersés dans les unités de l'établissement, où se combinent des disciplines, des thématiques et des configurations de travail très variées. Les chercheurs expatriés travaillent de plus en plus souvent dans des dispositifs scientifiques en partenariat, variés d'un cas à l'autre.

En expatriation au Sénégal dans un dispositif de ce type<sup>48</sup>, j'ai fait valoir une approche pluridisciplinaire et impliquée des enjeux du pastoralisme, en organisant des rencontres dans la sous-région : ateliers régionaux sur les systèmes d'information et les relations entre pastoralisme et environnement en 2002 à Dakar, puis en 2005 à Ouagadougou et à Niamey ; ainsi qu'un atelier national foncier à Saint-Louis en 2006 ; ces événements impliquaient systématiquement des décideurs politiques, des représentants d'Organisations Professionnelles et des bailleurs de l'Aide Publique au Développement à côté des chercheurs. J'ai également coordonné la rédaction du programme scientifique du dispositif partenarial en 2006. Nos travaux d'équipe ont promu la visibilité sous-régionale des enjeux de gestion des ressources naturelles, de mise en valeur pastorale, des systèmes d'information, des indicateurs de vulnérabilité. Ils concernaient d'une manière générale les conditions d'amélioration des conditions de vie des populations en milieux arides et de soutien aux systèmes pastoraux, notamment à travers l'enjeu crucial de la sécurisation de la mobilité. J'ai aussi participé à la définition du programme scientifique de la future UMR Systèmes d'élevages en milieux tropicaux (Selmet) créée par le CIRAD, SupAgro et l'INRA. Dans le domaine de la formation, j'ai contribué à rédiger la maquette du Master Agro-Foresterie de l'Université de Dakar adossé au PPZS, enseigné dans plusieurs masters au Sénégal et en France à partir de 2005, et encadré les stages d'une vingtaine d'étudiants de différents Masters 2 au Sénégal et en France.

---

<sup>48</sup> Le « Pôle Pastoralisme et zones sèches », PPZS. CIRAD, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Institut Sénégalais de Recherche en Agriculture, Centre de Suivi Ecologique.

J'ai conclu cette période de construction partenariale et de terrain scientifique en assumant la coordination du PPZS<sup>49</sup> pendant près de deux ans jusqu'à mon retour en France en juillet 2011.

Mon rattachement à une UMR à plus grande valence en sciences sociales, Acteurs-Ressources -Territoires et Développement (ART-Dev) depuis 2013 a reconfiguré la pluridisciplinarité dans laquelle je travaille désormais : géographie, sciences politiques, sociologie et économie. Du point de vue du CIRAD, ce collectif présente l'originalité d'être le seul à associer des Universités (Montpellier et Perpignan) et le CNRS.

### **La recherche en coopération**

La commande n'exclue pas les trouvailles – et les retrouvailles.

#### *✓ Les migrations : du repérage des parcours à l'identification du changement social*

Rapidement après mon recrutement au CIRAD et mon affectation au Sénégal, j'ai participé à une mission d'appui en 2000 d'un projet de recherche-développement géré par l'INERA au sud du Burkina Faso. Les nombreuses données acquises par le projet devaient permettre de caractériser les systèmes d'élevage dans la région des fronts pionniers. Dans un cadre de coopération scientifique entre le CIRAD, le CIRDES et l'INERA, les travaux appuyés analysaient la durabilité des systèmes de production pastoraux, principalement en rapport avec le gradient de pression agricole. A l'occasion de ces enquêtes sur les fronts pionniers, j'ai rencontré des éleveurs apparentés à ceux que j'avais fréquentés quelques années auparavant, dans ce que je classais comme une autre vie, mon terrain de thèse au nord de la Côte d'Ivoire. A l'époque, c'est-à-dire la fin des années 1990, quand était inventée et perfectionnée la notion identitaire « d'ivoirité », avant son instrumentalisation dans la guerre civile, les éleveurs peuls imaginaient et décrivaient leur situation au nord de la Côte d'Ivoire et leur avenir à titre individuel, et toujours sur le registre de la citoyenneté. « *Nous sommes des citoyens burkinabé (ou maliens) et si les choses tournent vraiment mal ici, nous serons accueillis chez nous, derrière la rivière de la Leraba* ». Malheureusement les « retours » ne furent pas aussi simples dans la

---

<sup>49</sup> Le dispositif comptait une quinzaine de chercheurs, enseignants-chercheurs et consultants des 4 institutions membres.

région de Bobo Dioulasso au début des années 2000. La saturation des terroirs allait créer des tensions entre les éleveurs transhumants du centre du Burkina Faso, des agro-pasteurs du sud du pays investissant dans l'élevage et pratiquant de petites transhumances, et les éleveurs transhumants expulsés de Côte d'Ivoire<sup>50</sup>.

En 2006, mes enquêtes au nord de Tahoua pour une évaluation de l'action du PAM montraient un autre rôle des réseaux migratoires dans les sociétés pastorales. J'ai instruit ce dossier pendant quelques années à travers le suivi d'une thèse<sup>51</sup>, puis en enquêtant à Dakar auprès de chauffeurs, infirmiers ou mécaniciens issus du monde pastoral, enfin en pilotant l'organisation en 2012 d'un colloque international sur le thème « Mobilités, migrations, développement, environnement » en Afrique du Sud, ce qui m'a permis de situer ces acquis dans les débats pluridisciplinaires autour des migrations.<sup>52</sup>

✓ *Le lait : une filière économique et un objet socio-technique*

Autour de 2006, j'ai participé aux travaux d'une équipe pluridisciplinaire de sociologues et de zootechniciens sur la filière et les réseaux du lait en Afrique ; c'est à cette occasion que j'ai travaillé avec François Vatin sur des terrains ouest-africains, au Sénégal et au Mali. Ce n'était pas ma première expérience professionnelle sur les filières laitières africaines : des missions alimentaires parallèles à ma thèse m'avaient fourni l'occasion de mener une étude de faisabilité sur un projet laitier au Burkina Faso, pour le compte de l'ONG VSF, mais sur le lait ce furent certainement les missions les plus enrichissantes intellectuellement<sup>53</sup>. Les réflexions entamées à cette occasion m'ont amenée à demander à François Vatin de me guider dans la préparation de mon dossier d'habilitation et à partir du travail sur le lait, j'ai pu reprendre et développer les questions empiriques et scientifiques que j'avais entrevues plusieurs années auparavant.

---

<sup>50</sup> Ickowicz A, Ancy V, Touré I. *Mission d'appui au volet pastoralisme du projet "Fronts pionniers de migration de l'ouest du Burkina Faso." Cartographie, systèmes d'élevage et socio-économie (du 03 au 10 juin 2000 et du 04 au 11 novembre 2000)*. Montpellier: CIRAD-EMVT, 2001b.

<sup>51</sup> Manoli Claire, Op. cit.

<sup>52</sup> Ancy V., Azoulay G., Introduction. In Azoulay G, Ancy V, Dormoy D, Crenn C, 2013. *Mobilités et migrations: figures et enjeux contemporains: Pluralité des regards et des disciplines*. L'Harmattan-Presses universitaires de Sceaux. 319 p.

<sup>53</sup> Corniaux C, Vatin F, Ancy V, 2012. "Lait en poudre importé versus production locale en Afrique de l'Ouest : vers un nouveau modèle industriel ?" *Cahiers Agricultures* Vol 21 N°1. Pp 18-24.

### ✓ De l'évaluation des crises à l'analyse de l'Aide

La mission d'expertise sur l'intervention du PAM au Niger après la crise de 2005<sup>54</sup> m'a entraînée à interroger la marginalité des populations pastorales dans les analyses publiques des crises, la construction des systèmes d'informations<sup>55</sup>, les conséquences actuelles des stratégies historiques d'évitement par les sociétés pastorales,<sup>56</sup> la gestion internationale des crises et de l'aide. Enfin, ces évaluations et en particulier une expertise pour l'Agence Française de Développement sur une série de projets d'hydraulique pastorale au Tchad<sup>57</sup> m'ont donné matière à étudier la constitution et la reproduction des certitudes régissant le système d'aide et l'impact des projets comme forme dominante d'action publique<sup>58</sup>. Dans le même temps, je contribuais à des rapports techniques pour l'OCDE et la FAO<sup>59</sup> destinés à clarifier les enjeux des politiques de soutien à l'élevage en zones pastorales.

### Accès à l'enseignement et la formation

Les chercheurs du CIRAD bénéficient de conditions d'enseignement extrêmement privilégiées : ils n'interviennent qu'en troisième cycle, généralement sur l'objet de leurs travaux, sont dispensés des cours d'introduction de première année, des corrections de copies en grand nombre et des charges administratives assumées par leurs collègues universitaires.

Longtemps après mes deux premières années de chargée de TD (1997-1999), j'ai repris des enseignements annuels dans plusieurs formations : depuis 2012, dans le Master

---

<sup>54</sup> Ancey V., 2006, Op.Cit.

<sup>55</sup> Ickowicz A, Ancey V, Leclerc G, Touré I, Damman G, Darly S. *Programme LEAD "Pastoralisme et environnement au Sahel" : (PESah). Rapport final*. Montpellier: CIRAD-EMVT, 2005.

<sup>56</sup> Ancey V., 2016. « Comment se construit l'invisibilité des populations pastorales au Sahel : l'expérience de la crise alimentaire de 2005 au Niger ». *Cahiers Agricultures*, Vol 25. 5503.

<sup>57</sup> Ickowicz A, Aminou BK, Ancey V, Azoulay G, Benamour A. *Interventions financées par l'AFD dans le secteur de l'hydraulique pastorale au Tchad sur la période 1994-2004*. Paris: AFD, 2010b.

Ancey V, Azoulay G, Ickowicz A. "Social sustainability in arid regions: viability of the pastoral systems, of human development and sovereignty of the public policies" : [Abstract]. In: Feldman Susana R OGESMB ed. Buenos Aires. INTA, 2011.

<sup>58</sup> Ancey V., Azoulay G., 2013, Op.Cit.

<sup>59</sup> Ickowicz A, Ancey V, Corniaux C *et al.* "Crop–livestock production systems in the Sahel: increasing resilience for adaptation to climate change and preserving food security." In: Meybeck A, Lankoski J, Redfern S, Azzu N, Gitz V eds. *Building resilience for adaptation to climate change in the agriculture sector*. Rome. OCDE/FAO, 2012b. P261-295.

« Environnement, Dynamiques, Territoires et Sociétés » (EDTS) du Museum - AgroParisTech, avec un cours annuel (5h) : « Gestion pastorale des ressources et modèles de développement » ; depuis 2005, dans le Master Productions Animales en Régions Chaudes (PARC) de SupAgro, avec un cours annuel (5h) « Gestion pastorale des ressources au sahel et modèles de développement, en contexte de mobilité et d'incertitude » ; depuis 2011, dans le master Développement Agricole Durable de Paris-Sud, avec un cours annuel (15h) « Vulnérabilités, politiques, et crises alimentaires ». Je suis invitée à dispenser 20 heures de cours dans le module de sciences sociales du Master « Pastoralisme et Développement » créé par le DP PPZS à Dakar, récemment agréé par le Ministère de l'Enseignement supérieur du Sénégal. Depuis 2015, j'interviens dans deux unités d'enseignement (UE) du master Etudes du Développement (EDEV) porté par l'UMR Art-Dev : UE « Problématisation et démarches » (exposé sur « Les démarches projets et l'action publique » (4H) et UE « Du développement rural au développement territorial » (exposé sur les catégories et les structures sociales en Afrique)

Dans ce master, j'ai organisé en 2015-2016 un atelier professionnel lors duquel la première promotion d'étudiants de M2 a mené des enquêtes de terrain avec 6 étudiants ingénieurs de l'Ecole Supérieure d'Economie Appliquée de Dakar, grâce au partenariat entretenu au Sénégal. En amont du voyage (janvier 2016), une base documentaire et cartographique, des séances de méthodologie, trois visio-conférences entre Montpellier et Dakar ont permis aux étudiants de préparer leur enquête collective dans la vallée du fleuve, sur la thématique « Mobilités et Développement local ». L'objectif de l'atelier était de mieux comprendre les articulations entre les mobilités (migrations internes et externes, travail saisonnier, transhumance pastorale, etc.) et les politiques publiques locales ou nationales. 26 entretiens semi-directifs ont été réalisés en petits groupes d'étudiants en majorité dans des familles rurales et des collectifs (Collectif du Ndiabel, Interprofession Tomate) mais aussi dans quelques collectivités et institutions actives localement (Mairie de Gnith, SAED, Laiterie du Berger, Senhuile SA, CSS, Office du Lac de Guiers, West African Farm). Cette formation à la recherche a abouti à un rapport collectif rédigé par les étudiants et les encadrants. Les résultats les plus significatifs de cet atelier sont à mon avis d'avoir pu « embarquer » les étudiants de l'ESEA de Dakar avec les étudiants de Montpellier dans un module d'enseignement innovant et une recherche de terrain, d'avoir consolidé et étendu le

partenariat entre le PPZS et ART-Dev et d'avoir concrétisé de nouvelles collaborations Art-Dev, en définissant à l'épreuve du terrain de nouvelles perspectives de recherche collectives.

En conclusion de cet exposé, je réalise à quel point l'auto-analyse rétrospective de mes travaux et de mon parcours m'étaient indispensables pour compléter les expériences et les réflexions vécues au fil du temps. Finalement, l'exercice aura servi, non à construire un récit avantageux, mais à retrouver dans une histoire singulière, avec toutes ses limites, un sens utile pour poursuivre et diriger des recherches.

## Bibliographie et publications personnelles citées

- Amin S, 1972. "Sous-développement et dépendance en Afrique noire: les origines historiques et les formes contemporaines." *Revue Tiers Monde* Vol 13, n°52. Pp 753-78.
- Ancey V., 2016. « Comment se construit l'invisibilité des populations pastorales au Sahel : l'expérience de la crise alimentaire de 2005 au Niger ». *Cahiers Agricultures*, Vol 25. 5503.
- Ancey V, 2014. "La recherche liée au système d'aide publique au développement: comment produire des connaissances utiles? Une expertise sur l'hydraulique pastorale au Tchad." *Mondes en développement*. N° 165. Pp 105-18.
- Ancey V, Avelange I, Dedieu B, 2013. *Agir en situation d'incertitude en agriculture: Regards pluridisciplinaires au Nord et au Sud*. Peter Lang International.
- Ancey V, Azoulay G, 2013. "Différents rapports à l'incertitude dans l'aide au développement. Une expertise sur l'hydraulique pastorale au Tchad." In: Ancey V, Avelange I, Dedieu B eds, *Agir en situation d'incertitude en agriculture. Regards pluridisciplinaires au Nord et au Sud*. Bruxelles, Peter Lang International. 422 p. Pp 33-49.
- Ancey V, Azoulay G. 2011. "Social sustainability in arid regions: viability of the pastoral systems, of human development and sovereignty of the public policies" : [Abstract]. In: Feldman Susana R OGESMB ed. Buenos Aires. INTA.
- Ancey V, Fréguin-Gresh S, 2014. "Les familles, le travail et l'exploitation agricole." In: Sourisseau J-M ed, *Agricultures familiales et mondes à venir*. Montpellier: Quae, 360 p. Pp 61-75.
- Ancey V, Ickowicz A, Corniaux C, Manoli C, Magnani S, 2009. "Stratégies pastorales de sécurisation chez les Peuls du Ferlo (Sénégal)". *Journal des africanistes* N° 78. Vol 1/2. Pp 105-19.
- Ancey V., Azoulay G. Introduction. in Azoulay G, Ancey V, Dormoy D, Crenn C, (eds) 2013. *Mobilités et migrations: figures et enjeux contemporains: Pluralité des regards et des disciplines*. L'Harmattan - Presses universitaires de Sceaux. 319 p.

- Azoulay G, Ancey V, Dormoy D, Crenn C, (eds) 2013. *Mobilités et migrations: figures et enjeux contemporains: Pluralité des regards et des disciplines*. L'Harmattan - Presses universitaires de Sceaux. 319 p.
- Barral H, 1977. *Les populations nomades de l'Oudalan et leur espace pastoral*. Travaux et Documents Vol 77. ORSTOM, 119 p.
- Bayart J-F, 1999. "L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion." *Critique internationale*. Vol 5 ; n°1. Pp 97-120.
- Bonfiglioli, A.M, 1990. « Pastoralisme, agro-pastoralisme et retour : itinéraires sahéliens. » Cahiers des sciences humaines N° 26 (1/2), *Sociétés pastorales et développement*, Orstom, 1990. pp: 255-266
- Bouarfa Y, Blein R, Girerd-Barclay, Ancey V, Mossi I. *Evaluation de la réponse du PAM à la crise alimentaire au Niger en 2005*. Roma: World Food Program, 2006.
- Braudel F, 1985. *La dynamique du capitalisme*. Arthaud Paris.
- Castel R, 2003. *L'insécurité sociale: qu'est-ce qu'être protégé?* : Seuil. 96 p.
- Corniaux C, Vatin F, Ancey V, 2012. "Lait en poudre importé versus production locale en Afrique de l'Ouest : vers un nouveau modèle industriel ?" *Cahiers Agricultures* Vol 21 N°1. Pp 18-24.
- Dalton G, Bohannon P, 1962. *Markets in Africa*. Northwestern University Press (IS).
- Delphy C, 1998, 2009, 2013. *L'ennemi principal, 1-Économie politique du patriarcat*. Syllepse, 276 p.
- Diao Camara A, 2013. "Des injonctions de développement créatrices d'incertitude." In: Ancey V, Avelange I, Dedieu Be eds, *Agir en situation d'incertitude en agriculture : regards pluridisciplinaires au Nord et au Sud*. . Bruxelles: PIE-Peter Lang, 422p. Pp 109-27.
- Favereau O, 1986. "Evolution récente des modèles et des représentations théoriques du fonctionnement du marché du travail." *Problèmes économiques* n°1955. Pp 3-14.

- Grégoire E, Labazée P, 1993. *Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest: logiques et pratiques d'un groupe d'hommes d'affaires contemporains*. Karthala. 266 p.
- Ickowicz A, Aminou BK, Ancey V, Azoulay G. 2010a *Rapport d'évaluation externe rétrospective. Projet d'hydraulique pastorale dans le Borkou-Ennedi-Tibesti Phase II*. Montpellier: CIRAD.
- Ickowicz A, Aminou BK, Ancey V, Azoulay G, Benamour A. 2010b *Interventions financées par l'AFD dans le secteur de l'hydraulique pastorale au Tchad sur la période 1994-2004*. Paris: AFD.
- Ickowicz A, Ancey V, Corniaux C *et al.* 2012. "Crop–livestock production systems in the Sahel: increasing resilience for adaptation to climate change and preserving food security." In: Meybeck A, Lankoski J, Redfern S, Azzu N, Gitz V eds. *Building resilience for adaptation to climate change in the agriculture sector*. Rome. OCDE/FAO.
- Ickowicz A, Ancey V, Leclerc G, Touré I, Damman G, Darly S. 2005. *Programme LEAD "Pastoralisme et environnement au Sahel" : (PESah). Rapport final*. Montpellier: CIRAD-EMVT.
- Ickowicz A, Ancey V, Touré I. 2001. *Mission d'appui au volet pastoralisme du projet "Fronts pionniers de migration de l'ouest du Burkina Faso." Cartographie, systèmes d'élevage et socio-économie (du 03 au 10 juin 2000 et du 04 au 11 novembre 2000)*. Montpellier: CIRAD-EMVT.
- Kerven C, 1992. *Customary commerce. A Historical Reassessment of Pastoral Livestock Marketing*. Overseas Development Institute.
- Khazanov AM, 1984. *Nomads and the outside world*. Cambridge Cambridge University Press
- Le Goff J, 1956, 1980. *Marchands et banquiers du Moyen Âge*. Presses universitaires de France Paris.
- Manoli C, Ancey V, 2013. "Effets ambigus de la mobilité des jeunes pasteurs: entre la sécurisation des conditions de vie pastorales et l'émancipation individuelle au Ferlo." In: Azoulay G, Ancey V, Crenn C, Dormoy D, Thomashausen A, Mangu A eds, *Mobilités et migrations: figures et enjeux contemporains*. Harmattan, Presses universitaires de Sceaux, pp. 185-201.
- Meillassoux C, 1971. *The development of indigenous trade and markets in West Africa*. Oxford University Press.

- Nubukpo K, 2011. *L'improvisation économique en Afrique de l'Ouest. Du coton au franc cfa.* . Karthala. 137 p.
- Olivier de Sardan J-P, 1990. "Populisme développementiste et populisme en sciences sociales: idéologie, action, connaissance". *Cahiers d'études africaines*. Vol 30 n°120. Pp 475-92.
- Polanyi K, 1983 [1944]. *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris: Gallimard. 420 p.
- Prebisch R. 1964. *Vers une nouvelle politique commerciale pour le développement: rapport du secrétaire général de la CNUCED* New York, CNUCED.
- Toye J, 2014. "Is there a new political economy of development?" *Occasional Paper*: 160-85.
- Vatin F, 1996. *Le lait et la raison marchande : essais de sociologie économique.*: Rennes, Presses universitaire de Rennes.
- Vatin F, 2012. *L'espérance-monde. Essais sur l'idée de progrès à l'heure de la mondialisation*. Albin Michel 320p

## **Section 2**

### **Synthèse de travaux**

# TABLE DES MATIERES

---

---

|   |           |
|---|-----------|
| <b>Introduction : Eléments d'une histoire sociale</b> .....   | <b>43</b> |
| <b>PARTIE 1 : Les représentations du pastoralisme à l'épreuve de l'histoire et du terrain</b> ..... | <b>54</b> |
| Chapitre 1 : L'imagerie coloniale du pastoralisme. ....   | 55        |
| A) Abondance, sous-exploitation, atavisme : la fabrique de l'imagerie coloniale .....               | 56        |
| B) L'élevage et la « modernisation » : l'âge d'or des années 1950. ....                             | 64        |
| C) Comment moderniser ?.....  | 73        |
| Chapitre 2 : Politique coloniale, économie de métropole et commerce local.....                      | 79        |
| A) Politiques et trajectoires d'acteurs, un champ de recherche socio-économique. ....               | 79        |
| 1-Les projets d'approvisionnement métropolitain en viande .....                                     | 80        |
| 2-Les débats métropolitains sur la politique coloniale d'élevage .....                              | 88        |
| B) La Côte d'Ivoire, une colonie tardive : géopolitique européenne et contraintes territoriales     |           |
| 92  |           |
| 1-Le projet d'intensification de l'élevage .....  | 92        |
| 2- Les tentatives de maîtrise de la circulation du bétail.....                                      | 96        |
| 3- Formation sociale, Etat, identité .....  | 102       |
| Chapitre 3 : Représentations post –coloniales et politiques publiques.....                          | 108       |
| A) Le référentiel sectoriel du pastoralisme.....  | 109       |
| 1-Les ambitions modernisatrices dans les politiques de l'élevage .....                              | 109       |
| 2-La collecte laitière au Sénégal .....   | 115       |
| 3-foncier pastoral au Sénégal et au Niger : une opportunité pour l'agro-écologie ? .....            | 118       |
| 4-Le rapport au changement : prescriptions et dynamiques sociales. ....                             | 122       |
| B) Eléments du référentiel global : environnement, Aide publique au développement .....             | 129       |
| 1-Des injonctions productrices d'incertitude, un contexte freinant le changement. ....              | 131       |
| 2-Reproduction ou transformation de l'Aide .....  | 133       |

|  |            |
|--|------------|
| <b>PARTIE 2 : Déconstruire les représentations pour imaginer une citoyenneté .....</b>                       | <b>138</b> |
| Chapitre 4 : Déconstruire les représentations : risques, incertitude, kisal .....                            | 140        |
| A) Comment appréhender le risque .....   | 140        |
| B) Registres d'action en situation d'incertitude .....   | 145        |
| C) L'hydraulique pastorale au Tchad : une illustration du rapport à la connaissance et à l'incertitude ..... | 149        |
| D) Les rapports entre famille et troupeau : au-delà d'une approche déterministe.....                         | 160        |
| E) Les migrations : pléthore et limites des analyses.....  | 169        |
| 1- Le contexte sahélien.....   | 173        |
| 2- Les migrations, enjeux de l'Aide.....   | 183        |
| Chapitre 5 : Illusions techno-économiques versus évidences des ressources partagées .....                    | 188        |
| A) Les Systèmes d'Information et le partage des connaissances .....  | 191        |
| 1- Systèmes d'information et réalités pastorales.....  | 194        |
| 2- Systèmes d'information et capacité auto régulatrice des marchés au Sahel .....                            | 196        |
| B) Une approche pertinente : l'unité écologique et sociale pastorale.....                                    | 198        |
| C) Le partage des informations et des ressources.....  | 201        |
| D) Le paiement de l'eau au Ferlo : enjeux anthropologiques et politiques.....                                | 206        |
| 1- Hydraulique pastorale : de la fragmentation des espaces au désencastrement des ressources.....            | 207        |
| 2- Les choix rationnels, le calcul coût-bénéfice et la gestion de l'eau. ....                                | 217        |
| 3- Ce qui fait ressource est construit socialement. ....   | 220        |
| 4- La fourniture de l'eau au Sahel ; un service de base ... ..   | 223        |
| E) Un système axé sur l'aide qui freine le changement social .....   | 224        |
| Chapitre 6 : Enjeux politiques du vocabulaire: pauvreté, vulnérabilité, résilience.....                      | 228        |
| A) Du développement à la résilience : la succession des mots clés .....                                      | 229        |
| 1- « Livelihoods », vie matérielle quotidienne ou actifs en capitaux .....                                   | 230        |
| 2- Résilience : émergence et diffusion. ....   | 236        |
| B) Le champ de l'aide, le renouvellement du langage, la standardisation des techniques ....                  | 239        |

|  |            |
|--|------------|
| C) La résilience, nouveau mot clé pour développer le pastoralisme.....                 | 243        |
| D) Résilience, politique sécuritaire/compassionnelle néo-libérale .....                | 248        |
| E) L'usure des métaphores systémiques : les sociétés ne sont pas des écosystèmes. .... | 251        |
| <b>En conclusion générale : quelles formes de citoyenneté en régime d'aide ? .....</b> | <b>259</b> |
| A) Bilan/résultats de recherche, leçons d'expérience .....                             | 260        |
| 1- Les représentations savantes et l'action publique.....                              | 260        |
| 2-La recherche sur l'action publique pour le développement. ....                       | 263        |
| B) Quelques pistes de recherche.....   | 264        |
| 1- Le rapport au changement .....  | 264        |
| 2- Introduire les notions de 'régime' et de 'situation' .....                          | 266        |
| 3- La construction de la citoyenneté .....   | 267        |
| Sigles et acronymes, par ordre d'apparition. ....                                      | 269        |
| BIBLIOGRAPHIE.....   | 271        |

**« ...Je parie que ce qui s'est passé c'est que les canaux qui vont des yeux au cerveau se sont bouchés, Quel imbécile, grommela l'aide-pharmacien avec indignation, Qui sait, le médecin sourit involontairement, en fait les yeux ne sont rien de plus que des lentilles, des objectifs, c'est le cerveau qui voit réellement, exactement comme l'image qui apparaît sur la pellicule... »**

**Saramago<sup>60</sup>**

## **INTRODUCTION : ELEMENTS D'UNE HISTOIRE SOCIALE**

---

Que voyons-nous, et pourquoi ? Au fil du travail sociologique, ces questions demeurent, comme les roches émergées au milieu d'un torrent résistent au courant. Les représentations scientifiques et l'action publique concernant le développement rural se forment, se maintiennent et se transforment selon des logiques diverses ; en même temps les mondes ruraux, savants et politiques interagissent. A propos des dynamiques repérées autour et au sein des sociétés pastorales au Sahel<sup>61</sup>, depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle à celui du XXI<sup>e</sup>, cet essai rend compte « *des idées et des politiques qui animent le monde du développement, [...] des relations en tous sens entre ces registres relativement autonomes mais condamnés à interférer* »<sup>62</sup>. Les modèles actuels du développement pastoral en milieu sahélien sont restitués dans une double perspective historique : celle des relations politiques et

---

<sup>60</sup> Saramago J, 1997 [1995]. *L'aveuglement*. Editions du Seuil. P 81.

<sup>61</sup> Le Sahel désigne un ensemble de territoires en bordure Sud du Sahara entre les isohyètes de 100 et 400 mm, réparti d'Ouest en Est entre le Sénégal, le Mali, le Burkina-Faso, le Niger et le Tchad. L'activité dominante de la population, estimée à cinquante millions de personnes, y est l'élevage extensif de zébus et de petits ruminants, ou de dromadaires plus au Nord.

<sup>62</sup> Sur les pistes ouvertes par l'ouvrage dirigé par Bernus E, Pouillon F, 1990. *Sociétés pastorales et développement*. Paris: ORSTOM. Cahiers des Sciences Humaines, vol 26, 297 p.

intellectuelles internationales, et celle des changements sociaux locaux. Leur analyse s'appuie sur une recherche empirique au long cours. Le questionnement sur les représentations scientifiques concerne donc aussi inévitablement le rôle politique et social de la recherche actuelle liée au développement. Après des décennies de débats sur le rôle de la recherche dans le développement, nous n'avons plus besoin d'illustration supplémentaire des fonctions de la science coloniale et post-coloniale, de la construction de formes de rationalité, des usages politiques de la domination rationnelle ou de l'instrumentation tactique de la recherche. Ici, sans ignorer ces enjeux critiques, le propos est un peu différent. Les interférences, étudiées au « point d'impact » local des interventions publiques et privées successives, de mise en valeur puis de développement, sont resituées dans le cadre plus large des économies nationales et des débats politiques internationaux, de l'empire colonial aux Etats sous régime d'Aide Publique au Développement. Des enquêtes de terrain menées pendant une vingtaine d'années en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Burkina Faso, au Niger et au Tchad, et du matériel d'archive consulté à Aix-en-Provence, Abidjan et Dakar me permettent de situer socialement la recherche et les politiques concernant le pastoralisme au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Cette réflexion se nourrit de toutes les sources et de toutes les expériences : la littérature grise et scientifique, les documents d'archives et les entretiens de terrain, les débats entre experts et l'observation des pratiques pastorales. Faut-il préciser que l'objet de cette recherche n'est pas seulement la mesure de l'efficacité des interventions mais l'histoire des rapports sociaux entre ces mondes ?

Les modèles et les valeurs coloniales de « mise en valeur » ont été perpétués puis transformés dans le monde de l'aide et de la pensée du « développement ». Le mot de développement a plusieurs acceptions : dans la perspective d'économie humaniste de F. Perroux, l'un des premiers théoriciens du développement, il a désigné les dynamiques de changement social et économique ayant pour effet un accroissement de la production et du niveau de vie observables ou attendues dans toutes les économies<sup>63</sup>, en référence au phénomène singulier de l'industrialisation occidentale survenue à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle en

---

<sup>63</sup> Perroux F, 1961. *L'économie du XXe siècle* Paris: Presses Universitaires de France.

Angleterre<sup>64</sup>. Les analyses dépendantistes<sup>65</sup> ont situé les processus de développement dans des rapports impérialistes entre un centre occidental et ses périphéries (les nations du « Tiers-Monde ») ; avant que les sciences sociales revalorisent les enquêtes empiriques dans les années 1970 et 1980 et recentrent l'intérêt sur les dynamiques locales de changement social, que les analyses à grands traits tendaient à négliger. A l'échelle du point d'impact des interventions politiques, le développement désigne couramment aujourd'hui les transformations techniques, sociales et économiques survenues dans les groupes sociaux au contact d'intervenants publics et privés qui se nomment eux-mêmes « développeurs »<sup>66</sup>. Les recherches anthropologiques, économiques et politistes depuis une quarantaine d'années<sup>67</sup> ont rendu justice à la complexité des enchâssements sociaux et économiques des activités et des valeurs des populations rurales, que plus personne aujourd'hui ne réduit à de purs agents économiques, ni à l'inverse, à des acteurs de villages en autarcie, ou à des collectivités en résistance contre le marché, ou rétives au changement. Enfin dans une acception plus étroite, d'autres travaux sur le développement se concentrent sur le monde de l'aide, ses acteurs, ses procédures et ses discours officiels, ses mythes, ses modèles et ses logiques de reproduction<sup>68</sup>.

---

<sup>64</sup> Rist G, 1996. *Le développement: histoire d'une croyance occidentale*. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques Paris.

<sup>65</sup> Dont deux auteurs phares sont Samir Amin, *L'accumulation à l'échelle mondiale: critique de la théorie du sous-développement*. Anthropos Paris. qui anime toujours le Forum des Tiers-Mondes à Dakar, et Raul Prebisch. Prebisch R. *Vers une nouvelle politique commerciale pour le développement: rapport du secrétaire général de la CNUCED* New York, CNUCED, 1964.

<sup>66</sup> Chauveau J-P, 1985. "Mise en valeur coloniale et développement". In: Boiral P, Lantéri J-F, Olivier de Sardan J-P eds, *Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire. Sciences sociales et développement rural*. Paris: Karthala, pp. 143-66.

<sup>67</sup> Pour ne citer que quelques références déjà anciennes dans deux champs désormais classiques des sciences humaines : - le champ politique à l'échelle locale ( Spittler G, 1984. "Peasants, the administration and rural development." *Sociologia Ruralis* Vol 24, n°1. Pp 7-9. ; Olivier de Sardan JP, Bierschenk T, 1993. "Les courtiers locaux du développement." *Bulletin de l'APAD*. ; Olivier de Sardan JP, "Le développement comme champ politique local. » Scott JC, 2009. *The art of not being governed. An anarchist History of upland*. Yale University Press. 442 p)

- et la socio-économie des stratégies paysannes (Ancey G, 1983. *Monnaie et structures d'exploitations en pays Mossi, Haute-Volta*. Coll Initiations, Documentations techniques n° 57. Orstom. Dupré G, 1991. *Savoirs paysans et développement*. Karthala. Spittler G, 1993. *Les Touaregs face aux sécheresses et aux famines : les Kel Ewey de l'Air (Niger) ; (1900 - 1985)*. Éd. Karthala. Cohen M, Duqué G, 2001. *Les deux visages du Sertão: stratégies paysannes face aux sécheresses (Nordeste du Brésil)*. IRD Editions.

<sup>68</sup> Les travaux traitant du développement dans cette acception font une analyse critique plus ou moins radicale de ses fondements idéologiques et de sa rhétorique. Latouche S, 2004. *Survivre au développement: De la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative*. Fayard/Mille et une nuits.)

Etudier le « développement », c'est donc étudier non seulement un projet de transformation, mais aussi un rapport de pouvoirs politiques et scientifiques. Le cas sahélien est riche d'enseignements à ce sujet : territoire d'échanges, de parcours, de cultures et de conflits avant et pendant la colonisation, puis successivement terrain d'expérimentations des politiques de développement (ranchs et rizières) à partir des années 1930, métonymie connotant la malnutrition et l'échec du « développement » depuis les vagues de sécheresses des années 1970, avant de devenir emblématique à la fois de résilience et d'insécurité depuis la fin des années 2000.

La problématique de la représentation d'autrui, d'un Autre d'autant plus insaisissable qu'il ne se résume pas à notre contraire, et qu'il exige de nouvelles catégories de compréhension, nourrit la curiosité humaine depuis Hérodote, précurseur des récits d'explorations. De l'histoire à la psychanalyse en passant par l'anthropologie, la sociologie et la philosophie des sciences, les représentations et la mise en scène de l'autre mobilisent toujours un projet politique<sup>69</sup>. Dans quelle mesure ces systèmes de relations sont-ils déclinés dans les processus culturels, politiques, sociaux ou interdisciplinaires ?

Ces rapports asymétriques renvoient à plusieurs systèmes de relations. Un premier caractérise le processus de représentation savante, un second caractérise les interactions entre sociétés et développement.

---

Mosse D, 2005. *Cultivating development: An ethnography of aid policy and practice* (anthropology, culture and society series). London: Ann Arbor.

<sup>69</sup> Il y a toujours une dimension politique dans la représentation de « l'autre » comme entité, quel que soit le couple des protagonistes : entre colonisateurs et colonisés, l'enjeu de domination et d'assimilation au risque de l'aliénation : Fanon F, 1963. *Peau noire, masques blancs*. Paris, Seuil, [1952].; les ambitions et les impasses de l'universalisation : Bessis S, 2002. *L'Occident et les autres. Histoire d'une suprématie*. La Découverte. Parler de l'autre c'est aussi parler de soi : après l'expédition d'Égypte du XVIIIe siècle, l'Orient des Orientalistes renvoyait aux représentations de soi des Européens ; avant que les « images » de soi forgées par l'Orient soient elles-aussi instrumentalisées : Pouillon F, Volait M, 2011. *Après l'orientalisme: l'Orient créé par l'Orient*. IISMM: Karthala.

De même, les représentations des animaux en disent aussi long sur les valeurs des observateurs : à preuve les découvertes successives et contradictoires selon le genre des observateurs, de l'usage de la domination masculine puis de la coopération chez les primates. Et l'interprétation éthologique du deuil chez les babouins. Despret V, 2013. *Que diraient les animaux, si... on leur posait les bonnes questions?* : la Découverte. Enfin, Stengers & Despret, faisant une philosophie genrée des sciences, montrent comment dans un projet politique non marqué, c'est-à-dire masculin, l'autre genre ne se signale pas tant par le partage des rôles ou la division du travail, que par son invisibilité et son inconsistance. Elles invitent plusieurs chercheuses à témoigner de leur rapport singulier à la recherche, pour identifier les contours éventuels de ce *Que font les femmes à la pensée ? Les faiseuses d'histoires*. Despret V, Stengers I, 2013. La Découverte.

Dans les représentations savantes du développement pastoral à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, le système à l'œuvre combine la *projection affichée de l'universel* par l'Occident, avec la *laboratorisation* du monde par la démarche expérimentale dominant la recherche.

*La projection de l'universel par l'Occident*, au risque de la contradiction avec l'application concrète des principes (Bessis, op.cit.). L'exemple le plus connu est la contradiction entre l'exportation par l'Europe de principes humanistes et les formes successives d'exploitation des ressources (naturelles et humaines) conquises ou asservies dans les territoires colonisés. Les axiomes de la théorie économique néoclassique sur la capacité auto régulatrice du marché et la rationalité économique des acteurs posent des problèmes particuliers dans les « Pays Moins Avancés » (PMA). Ces pays ne sont pas moins économiques que les pays industrialisés et post industriels et les acteurs n'y sont pas moins rationnels : l'organisation sociale de la production, les échanges marchands et non marchands, la qualification des gestes et des biens relèvent comme partout de rapports de production, de processus sociaux et économiques, d'activités économiques et sociales dans des contextes historiquement et socialement construits. Mais l'exportation de politiques économiques nées et conçues pour le développement au nord franchit ici plusieurs niveaux d'altérité, sociale, géographique, culturelle. Il ne s'agit pas ici de faire le bilan de l'aide publique au développement, mais de s'interroger sur l'enracinement et la fonction politique des représentations et des interventions dans le développement.

*La simplification.* La démarche expérimentale, qui fonde sa puissance de conviction sur l'autonomie de ses protocoles, procède à une « laboratorisation » du monde<sup>70</sup> en exportant le modèle du laboratoire dans la réalité, puis en retraduisant la réalité selon ses principes d'interprétation. Pratiquées à propos des sociétés, ces opérations de traduction/modélisation/simplification mentale du monde, destinées à nourrir et perfectionner les grilles d'analyse et d'opération, peuvent converger avec l'intention politique de projeter un modèle universel. La transposition des solutions tient aussi d'une traduction de la réalité étrangère dans un vocabulaire et des catégories familières et opérationnelles, par

---

<sup>70</sup> « Cette mobilisation du monde qui, après avoir été réduit, est transporté dans le laboratoire pour être soumis aux épreuves de l'expérimentation, est commune à toutes les disciplines : aux sciences de la nature comme à celles de la vie, mais également aux sciences de la société » Callon M, Lascoumes P, Barthe Y, 2001. *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*. Paris: Seuil. p77.

une sorte de version<sup>71</sup> qui est aussi une réduction : simplification et stabilisation des réalités sociales selon la grille de lecture de l'observateur, producteur de discours et prescripteur de normes. Récemment, la notion de résilience importée par le champ du développement et appliquée aux sociétés pastorales façonne les représentations, définit ce qui doit être pensé (les risques) ou impensé (l'économie politique), caractérise les populations par leur capacité de survie, et contribue à reformater les interventions publiques. Du point de vue des interactions entre sociétés et développement, le système de relations combine des *jeux d'assignation / d'auto-assignation* (entre producteurs de normes et populations cibles) et un effet *miroir* inhérent au milieu de l'aide.

*Les jeux d'assignation et d'auto-assignation.* Les représentations identitaires et politiques ont créé des limites et des catégories, ethniques, fonctionnelles, statutaires ou religieuses, au sein de groupes dont la composition, les pratiques, les droits et les croyances sont plus fluides dans la réalité. Dès que les populations se positionnent par rapport à des identités assignées, à des modèles de développement ou de gouvernement, elles se situent par rapport à des règles et des notions qui leur sont imposées : par exemple celui de l'ethnie, de l'Etat, d'un modèle de développement. Un courant de la pensée du développement s'est fondé sur les analyses marxistes des formes de domination et a repris l'idée de la dépendance, apparu pour la première fois chez Mannoni<sup>72</sup> avec une connotation politique autant que psychologique. En réaction aux deux aspects de l'impérialisme que sont la domination et la dépendance intellectuelle et économique, plusieurs auteurs néo-marxiste ont appelé les intellectuels et les peuples du sud à prendre une distance critique par rapport aux concepts et aux dogmes du modèle dominant, « *rupture nécessaire pour se constituer en sujets autonomes*

---

<sup>71</sup> En linguistique, l'exercice de version traduit le texte d'une langue étrangère dans la langue « maternelle », et le thème fait l'opération inverse. V. Despret propose la démarche du thème en éthologie pour restituer dans notre structure de pensée une intelligibilité et une cohérence qui peuvent lui être « étrangères ». Despret, Vinciane. *Que diraient les animaux, si... on leur posait les bonnes questions?* La Découverte, 2014. Cet effort de compréhension d'une réalité sociale et culturelle étrangère dans sa globalité est certes la base de toute enquête ethnologique mais l'analogie avec la version et le thème prévient en somme utilement contre tous les –centrismes.

<sup>72</sup> Voir l'analyse de Vatin (2012) dans « La dépendance, un débat à l'aube de la décolonisation » in *L'Espérance-Monde* pp 41-77, sur le parcours intellectuel et biographique de Mannoni, sa pensée de la dépendance, le rejet unanime puis le pillage de ses contemporains intellectuels anti-coloniaux.

face à la nécessité de (se) réappropriier les débats fondamentaux »<sup>73</sup>, devenir actrices de leur temps, accéder à la citoyenneté dans un territoire, une société ou une nation. L'enjeu est alors de se distancier de la représentation construite par autrui, et de maîtriser un projet politique et économique, en décolonisant l'imaginaire<sup>74</sup>, nécessité valant pour les uns comme pour les autres, d'ailleurs<sup>75</sup>. Force est de constater que rien n'annonce aujourd'hui cette rupture dans le milieu de l'aide, pour des raisons structurelle.

*L'effet de miroir.* Le milieu de l'aide étant peu propice à l'innovation ou à l'émergence d'une pensée critique, pour des raisons qui seront développées notamment dans les chapitres trois et six, il importe et recycle des préoccupations des bailleurs et prescripteurs. L'analyse critique de l'aide a montré que ce recyclage et cette transposition des solutions du développement sont légitimés vis-à-vis des sociétés destinataires de l'aide et des contribuables au nord par la mise en forme d'une demande sociale<sup>76</sup>.

De ce point de vue, les populations pastorales fournissent un objet d'étude intéressant. Elles sont passées en un siècle du statut d'objet ethnologique, symboliquement chargé, à celui de bénéficiaires / partenaires de projets de développement. Le discours scientifique et politique qui leur prêta autrefois un détachement splendide vis-à-vis des raisons et des contingences de la modernité économique, leur a attribué ensuite des capacités d'auto-assignation, de récupération et d'instrumentalisation des catégories (ethniques, puis économiques, par exemple les degrés de vulnérabilité) dont on les affublait. Les stratégies de résistance ou d'alliance à la conquête coloniale au Mali au sein des groupes peuls et touaregs ont été complexes et changeantes mais ont installé une représentation durable et simplifiée d'une dichotomie entre les deux populations.

L'ingénierie micro-économique du développement a mesuré « la » rationalité à la capacité à utiliser le marché. Les représentations négatives en termes de stagnation et d'archaïsme, remplacées par leur représentation inversée en termes d'adaptations et de

---

<sup>73</sup> Ela J-M, 1997. "Culture, pouvoir et développement en Afrique." Claude Beauchamp (dir), *Démocratie, culture et développement en Afrique noire*. Paris/Montréal: L'Harmattan. : 102

<sup>74</sup> Latouche S, 2005. *Décoloniser l'imaginaire*. Parangon, Lyon.

<sup>75</sup> Mbembe A, 2005. "La République et l'impensé de la «race»." in *La fracture coloniale*. Bancel, N, Blanchard P, Lemaire S. eds La Découverte. Pp. 137-53.

<sup>76</sup> Naudet J, 1996. *Trouver des problèmes aux solutions: introduction à un diagnostic critique des méthodes et des instruments de l'aide au Sahel*. Club du Sahel, OCDE-OECD.

résilience, résultent des mêmes processus. Les indicateurs et autres critères scientifiques se fondent sur des schémas cognitifs, des modèles, des généralisations inscrits dans des conditions historiques de production : scientifiques, institutionnelles, politiques. Mais, au-delà de chaque configuration, on peut se demander si le rapport entre ceux qui sont décrits et ceux qui produisent les discours, les représentations, les descriptions, a fondamentalement changé historiquement, malgré les crises au Nord, l'explosion des diversités et des inégalités au Sud, les changements de paradigmes scientifiques en écologie et en économie. Nous faisons l'hypothèse que les intentions humanistes et les connaissances accumulées ne suffisent pas à changer fondamentalement le regard extérieur, tant que les rapports politiques restent inégalitaires, internationalement entre Nord et Sud et localement, entre populations pastorales et élites dirigeantes.

Le statut, l'indépendance et les impacts de la recherche structurellement liée au développement dans les organismes de recherche en coopération (IRD, CIRAD) sont discutés et critiqués depuis qu'elle existe. Mais il importe aussi de savoir en quoi l'aide au développement et les pratiques de recherche ont permis d'enrichir les analyses. La description scientifique vise à rendre des faits et des valeurs intelligibles, sachant qu'« *une société ne se donne pas à lire comme un livre* »<sup>77</sup>. Comprendre ce qui détermine et fait évoluer les analyses et les productions savantes, et quelle fonction elles occupent aujourd'hui dans les décisions et les projets concernant les populations pastorales des pays sahéliens, est donc un travail d'intérêt public.

Un plaisir majeur du métier de sociologue, ou d'ethnologue, est la possibilité de changer de monde, autant pour découvrir autre chose que pour éclairer le plus familier. Les enquêtes de terrain sont de plus en plus nécessaires, en contexte général « d'hypertexte », de reproduction de généralités synthétiques et de certitudes recopiées. Il faut alors trouver comment enquêter, c'est-à-dire mettre en doute les catégories, scénariser les faits et hiérarchiser leurs effets, au sens de l'histoire et des recherches en sciences sociales : définir et assumer le choix d'un champ événementiel, « *pour échapper à l'éparpillement en*

---

<sup>77</sup> Bensa A, Pouillon F, 2012. *Terrains d'écrivains, littérature et ethnographie*. Toulouse: Ed. Anacharsis. Dit autrement, un mode de production ne peut être appréhendé immédiatement, mais résulte d'une construction théorique.

*singularités* »<sup>78</sup> ; retrouver une organisation –et éviter les anachronismes. L'enquête ne se suffit pas à elle-même : la recherche a la responsabilité de démontrer les liens intelligibles entre des mondes apparemment distincts. Dans un schéma général de « domination rationnelle », la connaissance est utilisée par le pouvoir à des fins complexes, pour éclairer les choix politiques mais aussi pour les légitimer au moyen d'un usage tactique<sup>79</sup>. Dans le milieu de la recherche et de l'aide, considéré comme un marché du travail, la mise en forme des connaissances est une ressource qui accroît l'employabilité des acteurs.

**La première partie** de ce mémoire rend compte de représentations de l'économie pastorale et discute les ambiguïtés, les permanences et les changements du discours du développement. Le **chapitre 1** montre que les représentations construites sur les sociétés pastorales ouest-africaines ont radicalement changé en apparence, passant en moins d'un siècle de l'imagerie de l'abondance aux clichés sur la résilience. Le processus de construction des regards (ce que l'on se met en situation de remarquer) et des représentations (ce qu'on l'on choisit de montrer) renvoie aux fondements sociaux de l'imaginaire et de la rhétorique des observateurs : leur fond culturel personnel inclut leur situation par rapport aux enjeux métropolitains et aux réalités du « terrain » africain. Les regards extérieurs sont sociologiquement structurés par des systèmes de contraintes qui évoluent et englobent les analyses contemporaines. Aux débuts de la colonisation, personne ne parlait d'aide, les enjeux étant alors de tirer profit à court terme des ressources conquises et de les mettre en valeur à long terme. Au-delà du bonheur primitif de recherche que fournissent les archives coloniales et les séjours dans les campements pastoraux en brousse, ce chapitre tente de restituer les questions auxquelles ont été confrontés les observateurs et de montrer comment le discours du développement s'est structuré dans un cadre d'action publique et de connaissance

---

<sup>78</sup> Veyne P, 1971. *Comment on écrit l'histoire*. Editions du Seuil.

<sup>79</sup> Weiss CH, 1979. "The many meanings of research utilization." *Public administration review*: Pp 426-31. La typologie proposée par Weiss sur l'utilisation de la recherche en sciences sociales dans la prise de décision publique distingue sept modèles :- *Le modèle tiré par la connaissance*. - *Le modèle de résolution des problèmes*. - *Le modèle interactif*. - *Le modèle politique*. Les résultats de la recherche sont utilisés de manière sélective pour justifier une position politique déjà prise. - *Le modèle tactique*. La recherche est instrumentalisée par le décideur. - *Le modèle de l'éclairage progressif*. Divers résultats de recherche informent progressivement le public et changent sa vision initiale des choses, éventuellement sur un sujet complètement nouveau. - *Le modèle de la recherche* comme ambition intellectuelle de la société toute entière.

scientifique fondé sur la rationalité, la technique et la métrologie. Après cet avertissement, le **chapitre 2** présente le dispositif qui articulait la politique coloniale, l'économie de la métropole, la production de savoir et les interventions sur le terrain. Cette étape historique permet de poser les bases d'une discussion des représentations et des politiques contemporaines. Le **chapitre 3** analyse les traces d'ambitions modernisatrices, en lien avec le fonctionnement du système d'aide au développement ; il lie l'évolution récente des représentations du pastoralisme non seulement au progrès scientifique, mais aussi à l'émergence d'une réflexion globale sur des enjeux communs, tels qu'un environnement fini et les préoccupations sécuritaires du début du XXI<sup>e</sup> siècle.

Les fondements, les permanences dans les représentations et les politiques étant identifiées, **la partie 2** retourne à l'économie pastorale sous l'angle de la déconstruction des représentations. Le **chapitre 4** compare les rapports aux risques et à l'incertitude respectivement dans différents milieux et en société pastorale, et propose une grille de registres d'actions en incertitude. Le **chapitre 5** traite du rapport aux ressources naturelles à travers les enjeux de l'information dans une économie de ressources partagées, et le cas de la tarification de l'eau. Il aborde d'une part les enjeux anthropologiques de la pluralité des normes portées par les institutions et par les acteurs. Il renvoie d'autre part à l'enjeu politique du poids de l'aide extérieure, qui apparaît de plus en plus dans les pays sahéliens comme un frein à l'émergence d'une pensée alternative. De ce fait, il interroge les chances de l'idée de progrès dans une société qui peine à s'instituer de manière autonome. Le **chapitre 6** analyse de manière critique l'expansion de la notion de résilience dans le champ de l'aide au développement, et la fonction politique du vocabulaire de la résilience aujourd'hui. La notion de résilience véhicule des traits compassionnels et sécuritaires caractéristiques d'une politique néolibérale entraînant par ailleurs l'affaiblissement des politiques publiques. Au-delà d'une alternative entre rhétorique et innovation, cette notion perfectionne le cadrage idéologique tenant lieu d'orientation du développement depuis les années 1980. A l'échelle locale, le chapitre questionne l'originalité des projets de soutien à la résilience et la pertinence de cette notion dans le champ social. Un **chapitre conclusif** propose les bases d'un programme de recherche : travailler sur la dialectique entre le changement social et l'autonomie, en recherchant le dialogue interdisciplinaire ; comprendre dans ce contexte l'évolution des enjeux de souveraineté et de citoyenneté.

\*\*\*\*\*

## **PARTIE 1 : LES REPRESENTATIONS DU PASTORALISME A L'EPREUVE DE L'HISTOIRE ET DU TERRAIN**

---

Pendant une vingtaine d'années au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'empire colonial français envisagea d'approvisionner en viande les villes métropolitaines à partir du bétail africain ; cet objectif fut abandonné à cause des difficultés de collecte du bétail, d'acheminement de la viande ou du bétail vif par bateau depuis les colonies et, surtout, pour ne pas concurrencer l'élevage qui s'industrialisait en métropole dans les années trente. La Commission de l'Agriculture des colonies commença alors à considérer les éleveurs africains comme de potentiels concurrents des éleveurs métropolitains ; la politique coloniale, puis les politiques nationales assignèrent un autre rôle aux populations transhumantes du Sahel. Les histoires de vies de ces familles telles qu'elles se racontaient au Burkina, au Nord de la Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Niger, au Tchad, depuis les années 1990, avec la mémoire de plusieurs générations, recoupent ponctuellement les discours politiques et techniques. Auteurs et locuteurs, savants, lettrés, administrateurs ou « gens de peu », les acteurs de cette histoire n'avaient pas les mêmes horizons ; ils n'appartiennent même pas tous à la même époque ; mais tous donnent de la chair à un moment de l'histoire et permettent de montrer ce que je veux dire.

## Chapitre 1 : L'imagerie coloniale du pastoralisme.

---

Les médiations entre le monde du développement et le monde pastoral – médiations savantes ou profanes, politiques et pratiques – mobilisent l'imaginaire et la situation des acteurs : leur « fond culturel »<sup>80</sup>, soit une culture apprise, partagée, transmise, « recopiée » d'une manière nécessairement imparfaite, dans un processus continu de changement, incluant leurs schémas institutionnels et techniques du progrès ; dans cet imaginaire, leur situation comprend les contraintes matérielles contemporaines et héritées, l'organisation sociale et des institutions de référence relativement stables. Les pratiques individuelles et collectives, comme les discours du développement et les analyses scientifiques, renvoient autant à l'expérience sociale et personnelle des acteurs qu'à une finalité instituée comme étant rationnelle. Dans le domaine du pastoralisme sahélien, l'analyse porte de manière symétrique sur la raison sociale à l'œuvre et ses transformations dans les actions, des pasteurs comme des développeurs.

Les archives coloniales conservées à Aix-en-Provence et à Abidjan permettent d'identifier les priorités et les modalités d'intervention des principaux acteurs intervenant dans le secteur de l'élevage (hommes politiques, administrateurs et vétérinaires coloniaux), en distinguant trois niveaux de représentation et d'action : les représentations des populations pastorales ; les discours de rhétorique générale sur la politique qu'il convenait de mener pour développer un élevage colonial ; le suivi quotidien et le bilan des mesures appliquées sur le terrain. Tous ces témoignages résultaient de l'imaginaire de ces observateurs et des questions qu'ils se posaient face à « leur terrain » et dans leur contexte social ; en va-t-il fondamentalement de même aujourd'hui, dans d'autres configurations, à propos de la sécurité alimentaire, de l'information, de la vulnérabilité dans le milieu du développement et dans le milieu pastoral ?

Dans la littérature coloniale et dans les travaux de recherches tropicalistes sur l'élevage, les éleveurs peuls tiennent un rôle récurrent d'une longévité remarquable : cette

---

<sup>80</sup> Au sens de Barth F, [1969] 1998. "Introduction." *Ethnic groups and boundaries. The social organization of culture difference*. Illinois: Waveland Press.

figure emblématique de l'élevage extensif nourrit l'imaginaire occidental et le romantisme européen depuis le début du siècle<sup>81</sup>.

Les éleveurs peuls, nomades ou transhumants, ont été représentés comme une figure inverse de la modernité, d'une manière ambiguë : dans tel manuel de synthèse sur l'élevage, les éleveurs peuls sont cités à plusieurs reprises, tantôt comme le peuple symbolisant le pastoralisme en Afrique, tantôt comme l'exemple d'un élevage médiocre «où l'homme intervient à contre-sens»<sup>82</sup> par opposition à l'élevage performant en Europe. Jusqu'au XXI<sup>e</sup> siècle, les discours des politiques sectorielles d'élevage en Afrique reproduisent cette dichotomie, reconnaissant l'omniprésence des Peuls comme pasteurs tout en dénonçant leur élevage comme une pratique résiduelle hors des normes de la productivité économique. A quoi tient cette ambiguïté ? Dans quelle mesure ces analyses témoignent-elles des préoccupations des observateurs ou des progrès de la connaissance ? Ces deux questions font l'objet des pages suivantes.

---

#### A) ABONDANCE, SOUS-EXPLOITATION, ATAVISME : LA FABRIQUE DE L'IMAGERIE COLONIALE

---

Plusieurs corpus donnent une idée des doctrines sur la mission coloniale d'exploitation des ressources animales d'Afrique noire, mission inscrite à la fois dans le champ d'action de l'administration vétérinaire et dans celui où étaient débattus les enjeux métropolitains.<sup>83</sup> Ces publications techniques, où se trouvent des opinions et des observations parfois odieuses de pseudo supériorité, et parfois étonnantes de précision et de lucidité sur les conditions du milieu sahélien, ont forgé une doctrine professionnelle qui a évolué en parallèle aux enjeux de l'agriculture métropolitaine, débattus à la commission sur l'agriculture de l'assemblée

---

<sup>81</sup> Vieillard G, 1939. "Notes sur les coutumes des Peuls au Fouta-Djallon" *Bulletin de l'IFAN*. Vol II N°1/2 Pp 85-210.

<sup>82</sup> Veyret P, 1951. *La géographie de l'élevage*. Paris: Gallimard.

<sup>83</sup> Les doctrines élaborées par les vétérinaires coloniaux en Afrique noire ont été étudiées dans un article remarquable par Etienne Landais à partir du corpus du Recueil de Médecine Vétérinaire Exotique, jusqu'en 1940 et du bulletin du service zootechnique et des épizooties de l'Afrique Occidentale Française (AOF) jusqu'en 1942-1943. Landais E, 1990. "Sur les doctrines des vétérinaires coloniaux français en Afrique noire." *Cah. Sci. Hum* Vol 26. Pp33-71.

nationale, et dont on trouve les traces aux archives coloniales d'outre-mer<sup>84</sup>. Ce corpus témoigne des orientations techniques et politiques suivies pour moderniser l'élevage africain, en référence au progrès de la science, et aux intérêts de l'empire ; plus rarement, mais cela apparaît aussi, en référence aux besoins et aux contraintes du milieu rural et urbain africain. Si la question sociale n'est pas traitée directement, elle affleure à travers les notations des meilleurs observateurs vétérinaires proches du terrain, dès les années 1920.

*Une source intarissable* : Pour les acteurs français du secteur de l'élevage au début du XX<sup>e</sup> siècle, il existait au-delà des rivages de la Méditerranée et de ceux du désert du Sahara, au Sahel, un élevage renouant avec les très anciennes figures mythiques des royaumes d'abondance de l'Eldorado et de l'empire du Kankou Moussa : «*Le Soudan et le Sénégal, avec son élevage fulbé sont une source presque intarissable qui se déversera vers la côte au fur et à mesure des vides que nous y ferons par nos achats ...* »<sup>85</sup>.

Après la première guerre mondiale, des témoignages plus réalistes ont tenté de démonter cette fiction des ressources inépuisables : «*seul le Soudan peut encore approvisionner la métropole de quelques milliers de têtes, à condition que l'on y investisse* »<sup>86</sup>. La première guerre mondiale avait marqué partout en Afrique la fin d'une brève période de prospérité, après une grave épidémie de peste bovine qui avait traversé le continent d'Est en Ouest à partir de 1886. Les épizooties de 1918 à 1922, venant après les réquisitions de bétail pendant la première guerre mondiale, ont entravé brutalement la croissance du cheptel. Et en 1934, le vétérinaire Piettre<sup>87</sup> estimait que l'élevage africain en était au niveau de 1919.

*La sous-exploitation* : Néanmoins l'abondance supposée reposait sur une idée perpétuée durant plusieurs décennies : la sous-exploitation du cheptel. Dans l'imaginaire occidental de

---

<sup>84</sup> Consultées au musée des archives nationales d'Aix-en Provence.

<sup>85</sup> Pierre C. *Les produits de l'élevage en A.O.F.*, 1918.

<sup>86</sup> (Cosnier, 1919)

<sup>87</sup> Le Dr vétérinaire Maurice Piettre (1878-1954) fut vétérinaire major en Amérique Latine (1915-1919) ; c'est peut-être là qu'il découvrit les conserveries de viande alors en plein essor. Ses publications montrent un intérêt durable pour les techniques de conservation des denrées périssables - il dirigea d'ailleurs l'Institut National du Froid (1952), à côté de considérations plus générales sur l'organisation de l'élevage colonial. Piettre M, 1934. "Bilan de l'élevage colonial, son organisation économique et technique." *Rec. Med. Vét. Exot.* Vol 7. Pp 21-8.

l'époque, les éleveurs peuls, peu intégrés aux circuits d'échanges monétaires, étaient considérés comme des thésaurisateurs en comparaison avec les paysans. Certains vétérinaires<sup>88</sup> démontrèrent pourtant que les éleveurs avaient une gestion productive, au sens où ils s'adaptaient aux risques économiques et sanitaires pesant à long terme sur la reproduction du troupeau : malgré ces observateurs respectés, la conviction générale perdurait que les éleveurs retenaient un capital improductif à l'écart des circuits économiques et financiers. De nombreux programmes de développement agricole cherchaient donc à capter ce que l'on prenait pour une épargne des éleveurs, de manière à stimuler la circulation monétaire, en méconnaissant les nombreuses fonctions nutritionnelles, économiques et sociales remplies par les troupeaux.

Cette rhétorique de l'abondance a duré d'autant plus qu'elle remplissait deux fonctions politiques importantes. D'abord, l'accès des nations européennes aux ressources des « nouveaux mondes » (l'Amérique esclavagiste et les colonies) était un facteur crucial de leur développement industriel et un enjeu majeur de la concurrence géopolitique qui les opposait, qu'on envisage cet accès aux ressources et cette exploitation comme l'extension impérialiste d'un long processus d'accumulation<sup>89</sup> ou comme un facteur contingent dans l'histoire globale<sup>90</sup>. Dans ce contexte, l'abondance des ressources animales disponibles en Afrique ouvrait un nouveau champ d'exploitation économique. Par rapport aux enjeux métropolitains de l'entre-deux guerres, où l'actualité économique et politique intérieure avait la priorité sur des colonies qui ne posaient pas encore de « problèmes », évoquer des ressources abondantes et facilement valorisables facilitait le plaidoyer des observateurs, le plus souvent vétérinaires ou administrateurs en poste « aux colonies », en faveur d'investissements métropolitains politiques et financiers dans le sous-secteur de l'élevage, méconnu par rapport à celui du coton, du café et du cacao.

---

<sup>88</sup> Doutressoulle G, 1947. *L'élevage en A.O.F.* Paris: Larose. Plus tard Lacrouts M, 1964. "Contribution à l'étude des problèmes posés par la production du cheptel africain et malgache. Aspects de commercialisation. Perspectives d'avenir, améliorations souhaitables." *Revue d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux*.

<sup>89</sup> Samir Amin, Op.cit.

<sup>90</sup> Pomeranz K, 2010. *Une grande divergence. La Chine, l'Europe et la construction de l'économie mondiale*. Paris, Albin Michel.

*L'atavisme pastoral* : Le terme de « sous-exploitation » renvoyait logiquement au projet de l'administration coloniale : en effet la loi de 1900 prévoyant le financement autonome des colonies, légalisait l'appropriation des ressources, par la réquisition de viande ou par l'impôt. Dans l'esprit de certains observateurs, la sous-exploitation de ces ressources tenait à l'atavisme des pasteurs, une sorte d'anti-esprit du capitalisme. Mystère, irrationalité voire magie furent les premières caractéristiques de l'élevage peul décrites par les administrateurs et vétérinaires coloniaux. La femme peule était mentionnée pour « *son influence intime considérable (...) qui contribue grandement à la dissimulation de la vérité* » vis-à-vis de l'enquêteur. L'élevage africain est un « *art primitif* » pratiqué avec « *un sens pratique* » reconnu mais sans rationalité ; « *les méthodes d'élevage ne varient guère chez les populations, qu'elles soient pastorales (Peules, Touarègues, Maures) ou agricoles (Bambaras, Malinkés, Foulahs, Sérères)* »<sup>91</sup>. Ce constat est nuancé à propos des populations agricoles, qui « *s'appliquent à augmenter constamment leurs troupeaux. C'est le placement de leur économie, la constitution d'un capital ; ils sont loin, toutefois, d'avoir une connaissance aussi étendue de l'élevage du bétail que les pasteurs, dont c'est l'unique profession. Dans la plupart des endroits le troupeau du village est confié à un berger peul ou toucouleur* ». <sup>92</sup>

La catégorie « toucouleur » est problématique. Cette invention coloniale forgeait une limite d'ordre ethnique au sein de la population Haalpuular (puularophone) des deux rives du fleuve au nord du Sénégal, sur la base de la réification des systèmes d'activités, du mode de vie simplifié classé schématiquement comme sédentaire ou nomade, et du degré d'islamisation : il y aurait d'un côté les Peuls, nomades, pasteurs et musulmans tièdes voire franchement animistes, en tous cas versés dans la thérapeutique traditionnelle du corps et de l'âme, et d'un autre les Toucouleurs, sédentaires, propriétaires de droits fonciers le long du fleuve, et investis de l'autorité religieuse musulmane. Les observations ont montré que les dynamiques historiques des pratiques, des droits et des croyances oscillent en réalité entre tous ces pôles et la catégorie toucouleur s'est effacée aujourd'hui. Peuls et « toucouleur » sont aujourd'hui communément confondus dans la population puularophone, qui comprend néanmoins des groupes fonctionnels : agriculteurs, pêcheurs, imams et éleveurs, dont la

---

<sup>91</sup> Pierre. Op.cit.

<sup>92</sup> Ibid.

composition est plus fluide que ces distinctions ne le laissent penser - tous peuvent posséder un troupeau, des éleveurs peuvent cultiver un champ d'arachide ou de riz. Quant au système de caste qui hiérarchisait les groupes statutaires des griots, des forgerons, des boisseliers et des descendants de familles serviles, il subsiste dans les mémoires et peut encore être parfois instrumentalisé socialement et politiquement, même s'il n'est pas reconnu ni par l'islam ni par l'administration.

Les Toucouleurs avaient également bonne réputation en Côte d'Ivoire, où les gérants de la ferme de Bouaké cherchaient à recruter des bergers. L'expansion historique de l'élevage dans les économies agricoles a commencé par la garde de quelques animaux par des bergers étrangers.

Mais les rapports sociaux des productions animales n'intéressaient pas les premiers observateurs ; la division du travail liée au système de caste structurant la société peule n'est pas évoquée. Les rapports n'indiquent pas de quel type sont les rapports entre un berger et le propriétaire du troupeau : à l'époque, il peut tout autant s'agir d'un lien servile entre un esclave de case<sup>93</sup> et un éleveur de caste supérieure (*ceddo*) tout au long des générations des deux familles, que d'un lien filial, donc intra familial, entre un futur héritier apprenant le métier d'éleveur, et son père ou son oncle chef de famille et de troupeau (*Jom Galle*). Etant entendu que selon l'idéologie qui régit et représente toutes les formes de servitude dans le monde, les esclaves font partie de la « maison », et, d'une certaine manière, de la famille, à leurs yeux et à ceux de leurs maîtres, ce qui dispense ces derniers de la question de la rémunération. L'émancipation officielle des esclaves par l'administration coloniale ne prend effet que plus tard<sup>94</sup> et provoquera une réorganisation profonde du travail pastoral dans la société peule et entraînera des flux migratoires entre la région de l'Etat satellite de

---

<sup>93</sup> Maccudo (sg)/ maccube (pl) dans le Fouta (Sénégal, Guinée), Dimadjo/Rimaibe plus à l'est dans l'ex Haute Volta.

<sup>94</sup> Les stigmates de l'esclavage continuent de ressurgir au XXI<sup>e</sup> siècle dans un pays aussi sourcilieux sur les procédures démocratiques que le Sénégal [http://www.seneweb.com/news/9/abdoulaye-wade-laquo-macky-sall-est-descendant-d-rsquo-esclaves-ses-parents-etaient-des-anthropophages-raquo\\_n\\_148672.html](http://www.seneweb.com/news/9/abdoulaye-wade-laquo-macky-sall-est-descendant-d-rsquo-esclaves-ses-parents-etaient-des-anthropophages-raquo_n_148672.html) ; et les castes sont invoquées à l'occasion, bien que discréditées aussi bien par le droit positif que par la religion musulmane [http://www.seneweb.com/news/Societe/enquete-les-castes-au-senegal-c-rsquo-es\\_n\\_143561.html](http://www.seneweb.com/news/Societe/enquete-les-castes-au-senegal-c-rsquo-es_n_143561.html) consulté le 26 juillet 2016.

Barani dans l'ex Haute Volta et les territoires plus méridionaux de Côte d'Ivoire<sup>95</sup>. Les premières formes de salariat en élevage apparaissent probablement à la même époque que les descriptions par d'Aillerie et Cosnier, dans les années 1920, des fermes coloniales créées à proximité des villes. Dans la société agricole senoufo du Nord de la Côte d'Ivoire, l'idéologie égalitaire imposant au moins jusque dans les années 1980 de détruire lors des funérailles les surplus accumulés, n'empêchait pas de constituer un troupeau bovin, mais imposait la discrétion : les animaux possédés par des agriculteurs sénoufos étaient gardés par un berger isolé donc peu coûteux, d'origine peule donc jugé compétent, contre habillement et nourriture, et à qui on concédait une partie du produit (lait, veau). Dans les sociétés pastorales où la division du travail, l'exploitation et la transmission des troupeaux sont gérées au sein des exploitations familiales, le salariat en élevage s'est développé plus tardivement (cf infra). Dans l'opinion générale, le savoir-faire pastoral est un monopole ethnique : « *pas d'élevage sans Peul* »<sup>96</sup>. L'intérêt des développeurs de l'époque se concentre sur le potentiel d'exploitation technique des ressources, négligeant les rapports sociaux organisés autour des productions.

### **Des processus endogènes d'adaptation identifiés, oubliés, puis reconnus**

Depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle, des vétérinaires recensés par Landais<sup>97</sup> et des anthropologues<sup>98</sup> ont mis en évidence les capacités des sociétés pastorales à s'adapter au milieu et aux contraintes diverses : «*Si nous nous plaçons uniquement du point de vue indigène, nous devons admettre que l'exploitation des animaux domestiques, telles qu'ils la*

---

<sup>95</sup> Documentés par Youssouf Diallo pour les années 1950 dans sa thèse sur la constitution d'une chefferie « satellite » de l'empire du Macina. Diallo Y, 1994. "Barani: une chefferie satellite des grands États du XIX<sup>e</sup> siècle." *Cahiers d'études africaines*. Vol 34. Pp 359-84.

<sup>96</sup> Richard-Molard J, 1949. *L'Afrique Occidentale Française*. Berger-Levrault.

<sup>97</sup> Op.cit.

<sup>98</sup> Stenning DJ, 1957. "Transhumance, migratory drift and Migration: patterns of pastoral Fulani nomadism." *Journ. Royal Anthropol. Institute* 87. Dupire M, 1957. "Les forages dans l'économie peul" In: Grosmaire M ed, *Éléments de politique sylvo-pastorale au sahel sénégalais*. Saint -Louis: Service des Eaux et Forêts. Pp. 19-24.

, Dupire M, [1962], 1996. *Peuls Nomades. Etude descriptive des Wodaabe du Sahel nigérien*. Paris: Karthala.

*conçoivent et la pratiquent, leur permet d'en retirer des bénéfices bien supérieurs à ceux qu'ils obtiendraient en les exploitant selon nos principes zootechniques».*<sup>99</sup>

Prendre en compte les contraintes du milieu relevait d'une démarche heuristique permettant de reconnaître aux éleveurs des contraintes, des objectifs, une raison, une organisation. Cela n'allait pas jusqu'à reconnaître une légitimité à leur conduite, mais il s'en fallait de peu : les éleveurs africains pratiquaient une sélection « *sinon bien rigoureuse, du moins assez intelligente des reproducteurs mâles* »<sup>100</sup>.

C'était non seulement reconnaître aux pratiques autochtones une valeur propre dans un système alternatif, mais les juger localement meilleures que les principes zootechniques français, même et surtout au regard des objectifs modernes. L'évolution est nette par rapport à la position de G. Wery au début du siècle, au temps du positivisme triomphant : « *Ce n'est pas à l'indigène qu'il faut s'adresser pour porter la productivité du pays à sa plus haute puissance, c'est à la science* ». <sup>101</sup>

#### **Encadré 1 : Des adaptations à la résilience, l'imagerie contemporaine**

Comprendre la construction des représentations historiques aide à analyser l'imagerie contemporaine scientifique. Aujourd'hui les populations pastorales, nomades ou transhumantes, sont devenues emblématiques de la notion de résilience, appliquée en sciences sociales aux pauvres parmi les pauvres.

Le regain d'intérêt pour le pastoralisme dans les années 1990 mobilise les avancées en écologie<sup>102</sup>, les notions d'incertitude<sup>103</sup> et d'adaptation. Il est contemporain de la diffusion des

---

<sup>99</sup> Doutressoulle. Op.cit.

<sup>100</sup> Ibid.

<sup>101</sup> Cité par Bonneuil C, 1990. *Des Savants pour l'Empire. La structuration des recherches scientifiques coloniales au temps de "la mise en valeur des colonies françaises" 1917-1945*. ORSTOM. 124 p.

<sup>102</sup> Behnke R, Scoones I, 1992. *Rethinking Rangeland Ecology*. Drylands Issue Paper N° 33. Les auteurs exploitent la théorie du déséquilibre pour relativiser l'impact anthropique sur les variations des ressources naturelles dans les écosystèmes arides en mettant en évidence des cycles pluri annuels de pluviosité. D'autre part ils montrent que la gestion extensive d'un troupeau de grande taille est à la fois rationnelle en système de production pastoral et efficace en milieu aride à condition que la mobilité soit possible.

<sup>103</sup> Scoones I, 1994. *Living with uncertainty: new directions in pastoral development in Africa*. Intermediate Technology Publications. Van Dijk H, 1997. "Risk, Agro-Pastoral Decision-Making and Natural Resource Management in Fulbe Society, Central Mali." *Nomadic peoples, Vol 1*. Pp 108-32.

analyses en termes de vulnérabilité et de *sustainable livelihoods systems*, avec un article fondateur en 1991<sup>104</sup>.

Autour de 1996 puis autour de 2005, le mot clé de résilience, notion issue de la métallurgie puis raffinée en écologie et en psychologie, se multiplie dans la littérature sur le développement.

Les notions de vulnérabilité puis de résilience sont devenues des mots-valises. Leur légitimité est hégémonique, mais leurs cadres conceptuels, les fondements, les conséquences scientifiques, pratiques et politiques sont passées sous silence dans l'usage commun du monde du développement. La vulnérabilité est devenue à la fois une caractéristique et un jeu d'indicateurs, sous-tendu par le cadre conceptuel canonique des *livelihoods systems*; aujourd'hui elle est parfois jugée usée, à force d'être utilisée comme une catégorie a priori : les protocoles de ciblage (*targeting*) assimilent souvent les femmes, les vieux, les enfants... à des groupes cibles vulnérables, sans distinction socio-économique supplémentaire fondant leurs inégalités<sup>105</sup>. L'abus d'usage des notions intuitives obscurcit leur sens : dans la seule littérature sur la vulnérabilité et les systèmes complexes, la résilience renvoie simultanément à plusieurs définitions : parfois assimilée à l'inverse de la vulnérabilité, et synonyme de capacité d'adaptation : « *adaptive capacity = a means of improving the resilience of a system* »<sup>106</sup>, parfois au contraire, l'adaptation est assimilée au changement, et la résilience est assimilée à un enracinement (*entrenchment*)<sup>107</sup>. Le terme est enfin utilisé dans des registres multiples : le registre descriptif, mais aussi un postulat de capacités, enfin, un motif de plaidoyer pour le développement et l'humanitaire.

Les capacités d'adaptation des populations pastorales reconnues au milieu du XX<sup>e</sup> siècle ont été réhabilitées par les cadres d'analyse de la vulnérabilité puis de la résilience ; les « systèmes sociaux » pastoraux sont aujourd'hui caractérisés par un environnement contraignant et incertain : le pastoralisme est donc un terrain rêvé pour la notion de résilience. Entretemps ces capacités auront été éclipsées par la doctrine de la modernisation qui marque l'orientation du développement à partir des années 1950.

---

<sup>104</sup> Chambers R, Conway GR, 1991. Sustainable rural livelihoods : practical concepts for the 21st century. IDS discussion Paper 296

<sup>105</sup> Alagbe MF. "La résilience et le cash transfert : les nouvelles antilogies de l'humanitaire." Background Paper « Human, social and political dimensions (HSP) of resilience. *Grotius International* 2013. <http://www.grotius.fr/la-resilience-et-le-cash-transfer-les-nouvelles-antilogies-de-lhumanitaire/>

<sup>106</sup> Walker J, Cooper M, 2011. "Genealogies of resilience from systems ecology to the political economy of crisis adaptation." *Security dialogue* Vol 42. Pp 143-60.

<sup>107</sup> Smithers J, Smit B, 1997. "Human adaptation to climatic variability and change." *Global Environmental Change* Vol 7. Pp 129-46.

---

## B) L'ELEVAGE ET LA « MODERNISATION » : L'AGE D'OR DES ANNEES 1950.

---

A partir de la création du Fonds d'Investissement pour le Développement Economique et Social (FIDES) en 1946, un instrument financier et politique qui canalise l'investissement public et se réfère à la planification indicative, les ambitions de transformation de l'élevage se sont traduites sur tout le continent par des opérations sanitaires, génétiques, hydrauliques, commerciales ou productives visant à développer les potentiels du contexte et des ressources animales, en appliquant à l'élevage des techniques fondées sur des schémas industriels ; elles renvoyaient à une certaine vision de ce que devrait devenir l'élevage. Cette ambition est mise en œuvre à grande échelle jusqu'aux sécheresses du milieu des années 1970. Après une période de latence qui a débuté avec les sécheresses des années 1970 et s'est poursuivie jusqu'aux années 1990, l'intérêt pour l'élevage pastoral est réapparu sur le thème de la lutte contre la pauvreté, décliné successivement dans le vocabulaire et les approches de la vulnérabilité, de la sécurisation et actuellement, de la résilience. Le chapitre 6 montrera les enjeux politiques de ces termes, au-delà d'un simple renouvellement de langage. La période de modernisation de l'élevage dans les années 1950 et 1960, fondée sur un modèle industriel, fait l'objet des pages qui suivent.

Les discours de politique sectorielle empruntent aux modèles théoriques contemporains de Harrod-Domar l'idée que la pénurie de capital est le principal goulot d'étranglement du développement ; les coopérants se basent sur l'espoir de l'efficacité à long terme de l'investissement public, tout en appelant à la rentabilité immédiate d'un investissement privé. Les équipements et les infrastructures dans le secteur de l'élevage de cette région d'Afrique dans les années 1950 proviennent essentiellement des crédits du FIDES à partir de 1946. Les colonies n'étaient plus tenues de pourvoir elles-mêmes à leur budget comme l'avait instauré la loi de finance de 1900, et recevaient au contraire de la métropole des fonds destinés à l'investissement. Les travaux entrepris en Afrique peuvent être rapprochés de ceux qui ont eu lieu en Europe occidentale après les injections de capitaux du Plan Marshall en 1947. Les politiques économiques en Afrique se réfèrent au même type de développement confiant dans les solutions techniques et véhiculant l'idéal de la modernisation. Les théories économiques qui servent ces instruments de développement et de coopération ont évolué, introduisant la productivité et la substitution du travail au capital.

Dans le secteur de l'élevage, les équipements tels que des forages, des abattoirs, des parcs, sont particulièrement visibles et identifiables dans le paysage du développement rural et la décennie est marquée par l'orientation des investissements dans le secteur de l'élevage vers les infrastructures : première école d'infirmiers vétérinaires, secteurs et postes vétérinaires, ouverture de la station à Samandéni en 1957, abattoirs-séchoirs, parcs à vaccination, ouverture du service de la production animale et construction de l'abattoir à Bobo Dioulasso en 1960. Dans la région aride du Sénégal des forages sont forés dans la nappe maestrichtienne profonde. Cependant le budget d'équipement, relativement facile à mobiliser dans le cadre du FIDES, n'a pas eu d'équivalent en budget de fonctionnement, structurel et moins visible, ce qui a remis en cause le modèle public de l'hydraulique pastorale dès le milieu des années 1950.

Les investissements publics prennent le relais. Les débouchés côtiers s'accroissent et l'on parle de plus en plus d'unités d'abattage : les abattoirs représentent des sources de plus-value et marquent l'ambition de moderniser la filière en la rendant industrielle et plus productive. Répartir les bénéfices dans les différents pays de la colonie doit permettre d'intégrer les fonctions économiques dans un système productif à l'échelle régionale. Plusieurs établissements d'élevage sont créés entre 1949 et 1955. L'élevage en A.O.F dépendait du centre fédéral de Dakar-Hann au Sénégal, qui s'appuyait sur un réseau de laboratoires territoriaux installés pour l'A.O.F. à Saint Louis (Sénégal), Bamako (Soudan, aujourd'hui Mali), Niamey (Niger), Ouagadougou (Haute-Volta, aujourd'hui Burkina Faso). L'administration installa également des postes vétérinaires, centres d'immunisation et de traitement, dotés d'équipes mobiles, et des établissements expérimentaux chargés de pratiquer des essais locaux, en Haute Volta à Banankéléda, en Côte d'Ivoire à Korhogo. Dans la décennie 1959-1969, les investissements publics dans l'élevage, essentiellement sur fonds extérieurs, ont dépassé le triple des investissements privés (environ 557 millions).

Le congrès vétérinaire de Bamako en 1951<sup>108</sup> cristallise les tendances coexistant à ce moment : il dessine les orientations possibles d'ingénierie technique, sociale ou politique. Le

---

<sup>108</sup> Ce congrès vétérinaire est au cœur d'un moment complexe : du côté africain, c'est l'éclosion des partis politiques, les mouvements au grand jour sont encore riches de potentialités qui seront élaguées à partir des indépendances, neuf ans plus tard. A Bamako s'est tenu en 1946 un autre congrès, politique, à l'issue duquel est fondée une fédération des partis politiques, le *Rassemblement démocratique africain (RDA)*, auquel se réfèrera notamment le PDCI-RDA du candidat puis du président ivoirien Félix Houphouët-Boigny.

débat vétérinaire entamé quelques années auparavant sur les priorités d'actions en milieu pastoral africain renvoyait à des questions sur les relations de l'homme à son milieu, à une science ou une technique. Le *facteur humain*, expression utilisée à l'origine pendant la deuxième guerre mondiale dans une approche techniciste du risque, est désormais considéré comme une composante des milieux et des ressources vivantes, végétales, animales ou humaines, à disposition de l'entreprise coloniale de production et de modernisation. Le terme apparaît dans le bilan rédigé par Mornet en 1951 sur l'introduction d'animaux améliorés dans les pays tropicaux : « Quels que soient les facteurs mis en avant pour expliquer les échecs : climat, nutrition, maladies, *facteur humain*, l'apport d'animaux exotiques en milieu africain est rarement concluant ». <sup>109</sup>

Simultanément en métropole, les débats de 1950 à l'Assemblée de l'union nationale au sujet de l'industrialisation en Afrique posent également la question du facteur humain et social dans le modèle d'industrialisation. Le 21 décembre 1950, M. Griaule<sup>110</sup>, alors conseiller affilié au Mouvement Républicain Populaire (MRP)<sup>111</sup>, s'inquiète de voir formée pour l'industrie la fraction de la population africaine échouée en ville, c'est-à-dire considérée comme la plus fragile, la plus vulnérable « *aux faux semblants de la civilisation* ». Le député Marcel Griaule était informé des débats sur le travail colonial, autant par sa fonction politique que par son métier d'ethnologue. Sa position est jugée irrecevable de tous les côtés : balayée sur-le-champ par d'Arboussier, qui juge l'industrialisation inévitable ; qualifiée de néo-rousseauiste plusieurs années plus tard<sup>112</sup>. Elle est originale dans le débat juridique qui s'est constitué depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle à propos de la mise au travail dans les colonies en Afrique. En effet, au cours des périodes contrastées des années 1910 où s'achève l'expansion coloniale territoriale et se formule le projet de mise en valeur, de l'entre-deux guerres où

---

<sup>109</sup> Mornet P, 1951. "Evolution de l'élevage" Conférence de Bamako, 22-27 juin 1951. *Bulletin des Services de l'Elevage et des Industries animales de l'AOF*. Vol 4. Pp 157-67. On a là un exemple de termes et d'approches qui marquent leur période en voyageant entre les secteurs d'activités et les domaines de pensée : ici le terme de facteur humain passe de l'ergonomie à la zootechnie, plus tard la résilience voyage de la métallurgie aux socio-écosystèmes en passant par la psychologie.

<sup>110</sup> Marcel Griaule (1898-1956) est surtout connu comme ethnologue par ses travaux sur les dogons et ses responsabilités à l'Institut d'ethnologie de l'Université de Paris et du Musée de l'Homme.

<sup>111</sup> Le MRP fondé en novembre 1944 par Georges Bidault se voulait le parti de résistants démocrates-chrétiens souhaitant dépasser le clivage droite-gauche et fidèles au Général de Gaulle.

<sup>112</sup> Par Yves Benot à qui nous empruntons la citation de Griaule. Benot Y, 1989. *Les députés africains au Palais Bourbon*. Editions Chaka.

début l'industrialisation de l'élevage, et des années 1950, lorsque le FIDES finance des investissements dans un cadre d'action publique que la puissance coloniale veut croire pérenne, les juristes ont tenté d'élaborer un code du travail colonial. Les difficultés sont aussi bien pratiques que philosophiques et juridiques, pour créer un droit à partir de textes rares, justifier rationnellement le remplacement de l'esclavage par le travail forcé (ce qui vaut comme justification morale, dans un système de domination rationnelle) et mettre en application les nouvelles lois.<sup>113</sup>

Les dénominations données aux prestations de travail sont nombreuses, les affiliations idéologiques des juristes sont contrastées et leurs efforts pour justifier la contrainte peuvent varier (par le devoir de civilisation, par les intérêts coloniaux, en contrepartie anticipée des bienfaits attendus du travail), mais en définitive tous légitiment la mise au travail par la nécessité du développement économique des colonies.<sup>114</sup>

La position de Griaule tranche car il ne discute pas des modalités ou de l'efficacité de l'entreprise : c'est le postulat de la mission civilisatrice et de ses bienfaits qu'il remet en question. Sa radicalité le démarque de ses contemporains et de la culture du consensus prévalant dans les institutions du développement à la fin du XX<sup>e</sup> siècle<sup>115</sup>.

Le secteur d'activités du pastoralisme n'a pas été marqué par les débats sur le travail colonial. A la fin des années 1940, les compétences des éleveurs sahéliens sont admises par certains observateurs et la sous-exploitation du bétail fait débat mais dans un cadre essentiellement technique. Plusieurs raisons expliquent cela.

D'abord mon corpus est vétérinaire et anthropologique, non juridique. Les auteurs et les hommes politiques qualifiés pour s'exprimer à propos de l'élevage colonial manifestent à

---

<sup>113</sup> Le corpus juridique à ce sujet est limité, au début du siècle. Mais voir F. Vatin (2012, op.cit.) sur l'histoire de la pensée du travail et ses configurations sociales.

<sup>114</sup> Vatin, op. cit.,: 83.

<sup>115</sup> Le contexte est très différent près d'un demi-siècle plus tard, après la décennie des ajustements au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle. Selon B. Lautier, le consensus proclamé par la communauté internationale du développement sur des objectifs (du millénaire pour le développement, puis du développement durable) et sur des outils standards d'opération et de mesure, n'est pas l'aboutissement d'une convergence de pensée. Au contraire, il résulte selon lui d'une dépolitisation des termes, de leur usage et de leurs implications. « L'hégémonie terminologique » a pour effet de clore la discussion, d'imposer des trajectoires homogènes et efface les dissensus, les différences entre les réalités, les intérêts et les opinions. Lautier B, 2010. "Qui ne dit mot consent –qui consent ne dit mot. L'usage du mot consensus dans le vocabulaire du développement." *Economie et institutions* 14. Cartier Bresson Cartier-Bresson J, Destremau B, Lautier B, 2009. *Les mots du développement: trajectoires et pouvoirs*. Armand Colin.

l'occasion des opinions idéologiques contrastées (Piettre et Doutressoulle par exemple) mais leur propos n'est pas lié au cadre, aux objectifs, ni aux conditions de la « mise au travail » dans les colonies. Ultérieurement les sciences humaines détailleront les divisions statutaires et du travail en élevage dans une perspective de recherche. Pourtant le vétérinaire colonial Doutressoulle, observateur de terrain respecté par ses pairs et connu hors de sa profession, devait savoir ce que pouvait connaître un homme cultivé et impliqué dans les affaires coloniales.

Une autre raison tenant le pastoralisme à l'écart des débats sur le travail colonial est que le secteur ne se prêtait pas à de grands déménagements de main d'œuvre pratiqués pour les cultures de rente comme le riz, le coton ou l'arachide. Ces mobilisations, travail forcé ou encadré sur place, ont été pratiquées aussi bien par l'administration à l'Office du Niger du Soudan de l'époque, que par des acteurs privés, entreprises européennes ou marabouts au Sénégal. Les ranchs en Afrique de l'Est et du centre furent plus rares en Afrique de l'Ouest, et ne nécessitaient pas autant de main d'œuvre que les travaux agricoles.

De plus, la catégorisation historique et économique des cultures selon une vocation assignée, rente ou vivrière, ne s'appliquait pas à l'élevage pastoral africain : les productions animales des colonies africaines en A.O.F. n'ont pas été exploitées industriellement sur les territoires ou à l'étranger, malgré les tentatives d'entrepreneurs dès les années 1910 pour conditionner et importer bétail ou viande en métropole, les plans récurrents d'abattoirs industriels. Plus tard, les laiteries industrielles installées à la fin du XX<sup>e</sup> siècle ont soit fermé, soit fonctionné en sous-régime, et celles qui maintiennent leur activité le font en utilisant régulièrement de la poudre de lait importée, créant un type d'industrialisation syncrétique<sup>116</sup>. Cette place incertaine dans les classifications coloniales n'a pas mis les sociétés pastorales à l'abri des réquisitions de bétail et de grands remuements. Ceux qui touchent les pasteurs sont généralement un effet indirect d'ouvrages ou d'événements concernant plutôt les affaires agricoles : « dérangement » ou « dislocation » dont parlent les Peuls<sup>117</sup> pour évoquer le refoulement des familles pastorales et leur troupeaux par les différentes forces armées, après

---

<sup>116</sup> Corniaux Corniaux C, Vatin F, Ancey V, 2012. "Lait en poudre importé versus production locale en Afrique de l'Ouest : vers un nouveau modèle industriel ?" *Cahiers Agricultures* Vol 21. Pp 18-24.

<sup>117</sup> Cités par Santoir C, 1990. "Le conflit mauritano-sénégalais: la genèse." *cahiers des sciences humaines* Vol 26. Pp 553-76.

le conflit de 1989 entre Sénégalais, Peuls mauritaniens et Maures ; fragmentation des territoires de transhumance provoquée par les barrages sur le fleuve dans les années 1980 qui ont supprimé les pâturages de décrue et spécialisé les meilleures terres dans la riziculture.

Enfin, tout se passe comme si les productions animales étaient ethnicisées par les observateurs de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle et cette perception (pas d'élevage sans Peul, sinon pas de Peul sans élevage) perdure dans les milieux techniques au XXI<sup>e</sup> siècle en dépit de nombreux transferts de propriété du bétail et l'implication accrue des paysans dans l'élevage. Le champ technique du corpus, l'axe racio-ethnique d'analyse de l'élevage et la vocation incertaine des productions animales dans la mise en valeur coloniales puis dans le développement expliquent sans doute la faiblesse des débats économiques et juridiques. La teneur zootechnique des écrits sur l'élevage reste largement dominante pendant le XX<sup>e</sup> siècle, avec deux variantes : les recherches en sciences humaines sur les sociétés pastorales, qui s'intéressent assez peu à la valorisation marchande des productions animales et encore moins à la consommation de ces produits hors de l'espace domestique pastoral, et les études économiques de filières qui détailleront les coûts de tous les intrants, du crédit consenti par les intermédiaires à la main d'œuvre, au fourrage ou au dispositif de contention (corral, cordes...) <sup>118</sup>. Cependant, si les productions animales et les populations pastorales ont été tenues à l'écart des processus d'industrialisation coloniale et des diverses entreprises de « mise au travail » des éleveurs (transferts géographiques de main d'œuvre vers des zones économiques prometteuses ou recrutement obligatoire sous différentes formes, permanentes ou temporaires), les troupeaux font l'objet de réquisitions en pendant les deux guerres mondiales, qui m'ont été racontées par des personnes âgées au milieu des années 1990.

Des rapports techniques sur le développement de l'élevage citent encore la sous-exploitation du cheptel sahélien comme une donnée de départ <sup>119</sup>, alors que d'autres estiment

---

<sup>118</sup> Cf Les études en plusieurs volumes produites dans les années 1970-1980, aujourd'hui introuvables, d'un bureau d'études dissout, la Société d'Etudes pour le Développement Economique et Social (SEDES), sur l'approvisionnement en viande de l'Afrique de l'Ouest, produites par des experts spécialisés dans les filières animales : Jean Tyc, Jean Sarniguet, Guy de Gonneville...

<sup>119</sup> Balay R, 1951. "Le problème de la viande". Conférence de Bamako, 22-27 juin 1951. *Bulletin des Services de l'Elevage et des Industries animales de l'AOF*. Vol 4. Pp 207-51.

que les disponibilités annuelles théoriques du cheptel bovin en Haute Volta sont utilisées à 90%<sup>120</sup>. Détaillant le taux d'exploitation national moyen du cheptel, ces auteurs distinguent les habitudes des pasteurs en zone méridionale, où la disparition rapide des jeunes animaux (l'épuisement du «croît annuel») vient d'un prélèvement récurrent pour les réjouissances familiales et les fêtes rituelles. Les pratiques des éleveurs du nord<sup>121</sup> sont jugées « plus économes» car les éleveurs puisent parmi les animaux en pleine maturité : signe d'une exploitation mieux orientée vers le marché, puisque les bêtes vendues en plein état de développement offrent un bénéfice optimal au vendeur. Ces constatations remettent comme de poétiques élucubrations les qualificatifs de contemplatifs boolâtres, autrefois accolés aux éleveurs.

Dans ses rapports sur le milieu des commerçants, Larrat<sup>122</sup> évoque les opérateurs intermédiaires, acteurs devenus incontournables par la suite dans les rapports d'expertise et dans les travaux sur le commerce. Alors que les rapports officiels sont en général plus détaillés sur les flux des marchandises que sur le mode des échanges, Larrat perçoit la portée fondamentale du crédit, donc de la dette, sur le réseau du commerce régional. Il mentionne les interdépendances sociales entre les acteurs de la filière 30 à 40 ans avant que les « aléas », les « incertitudes», les « difficultés» et les « servitudes» qu'il évoque soient modélisées par les économistes institutionnalistes sous la forme de réseaux, de conversions sociales de bénéfices économiques, de coordinations non marchandes entre acteurs.

Les coûts du commerce et les risques encourus limitent les ambitions privées d'industrialisation ; l'époque des mirages du transsaharien est révolue. Au niveau pragmatique de la gestion locale de la coopération, les intervenants mettent en avant leur souci de rentabilité à court terme des investissements privés. Dès 1951, à Bamako, Mornet (op.cit.)

---

<sup>120</sup> Larrat R, Thevenot R, 1955. Le problème de la viande en Afrique Equatoriale Française. *Bulletin technique d'information de l'Institut d'Elevage et de Médecine Vétérinaire des Pays Tropicaux*: 13-34.

<sup>121</sup> Elle n'est pas encore désignée comme le Sahel ; les sécheresses et la médiatisation n'ont pas encore donné à cette zone la célébrité et son emblème.

<sup>122</sup> Op.cit.

déplore la faible rentabilité des investissements dans le secteur de l'élevage, ce qui incite selon lui les colons à investir dans d'autres filières, cacao ou café.

La faible absorption des investissements dans le secteur de la production animale est imputée à la résistance des filières de production et de commerce et à des goulets d'étranglement dans l'industrialisation de la filière de la pêche, qui sont identifiés dès 1954<sup>123</sup>. Cependant les sources des financements ne tarissent pas encore : à la fin des années 1960, dans le débat entre l'option de moderniser la filière existante, ou de créer en parallèle une filière moderne, qui capterait la main d'œuvre de la filière dite traditionnelle, une conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)<sup>124</sup> privilégie la deuxième option, qui suppose un fort investissement public.

Les vétérinaires plaident pour que l'Etat investisse dans un élevage qui, en Haute Volta par exemple, promet d'être rentable à cause des échanges régionaux : « *Plus encore que le Soudan, la Haute Volta est bien placée pour approvisionner la Gold Coast et la Côte d'Ivoire ; l'élevage est susceptible d'y être rentable* » (Balay, op cit).

Cependant les handicaps de la filière d'élevage deviennent visibles, dans un modèle économique orienté vers l'industrialisation : "*Nulle part l'élevage ne peut suffire à justifier la création d'infrastructures lourdes ; en un mot l'élevage, richesse foncière fondamentale, ne se révèle jamais un moteur de l'économie d'un pays, surtout pour ceux en développement*".<sup>125</sup> Après 1960, les stratégies nationales du développement économique favorisent désormais d'autres investissements que ceux destinés aux productions animales. C'est dans le développement économique agricole et industriel que les nouveaux pouvoirs nationaux prévoient d'investir ou d'orienter les investissements étrangers.

L'élevage occupe dès lors une place secondaire dans les politiques de développement. Un ancien responsable du développement rural, en poste dans la Haute-Volta de 1954, témoigne de la position en retrait qu'entretiennent des éleveurs face aux interventions, propositions et injonctions à la modernisation. « *La priorité à cette époque était de donner à manger aux hommes, on faisait beaucoup de riz, on appelait ça l'auto-suffisance alimentaire.*

---

<sup>123</sup> Corden, cité par Philippe Couty en 1971. L'organisation artisanale et collective des producteurs oppose un frein aux innovations technologiques implantées en aval de la filière.

<sup>124</sup> Food and Agriculture Organization of the United Nations

<sup>125</sup> Lacrouts, op.cit.

*L'élevage venait en supplément et ce n'était pas un problème primordial pour l'administration; les éleveurs eux-mêmes percevaient ça très bien, ils étaient un peu en retrait, ils savaient qu'ils n'avaient pas grand-chose à dire. Des chefs peuls assistaient aux réunions des SNDR (Sociétés nationales de développement rural). Quand on leur demandait ce qu'ils pensaient, ils disaient « Nous on se débrouillera toujours ». Eux-mêmes optaient beaucoup plus pour recevoir de l'alimentation : ils pensaient que pour les bœufs, ils pourraient toujours se débrouiller. Dans les débats que j'ai pu avoir par la suite, les agriculteurs ont toujours eu des revendications plus précises. Je vois les choses comme ça : les éleveurs disposent d'un capital entre les mains. Un agriculteur qui va faire du coton ou du riz, n'a guère à perdre : un an de semence de riz... alors qu'un éleveur a tout à perdre. Il préfère se taire et gérer son capital en se disant « mon capital est hérité de mon grand-père, je me suis toujours débrouillé... » : s'il perd son troupeau, non seulement il perd sa fortune, il perd sa considération...il perd tout. Dans les réunions, les éleveurs qui parlaient le plus étaient souvent ceux qui avaient peu d'animaux. Souvent ils exprimaient des souhaits mais on n'avait pas l'impression qu'ils étaient des gens déterminants. Ceux qui possédaient beaucoup, faisaient très attention parce qu'ils ne voulaient pas perdre ce qu'ils avaient. Et j'ai eu cette impression dans tous les projets d'agriculture ou d'élevage dans le développement »<sup>126</sup>.*

Cette situation objective a souvent été interprétée par des traits culturels, comme l'individualisme et la méfiance ; l'analyse socio-économique observe plutôt que l'économie pastorale est alors plus enchâssée qu'aujourd'hui dans une organisation sociale spécifique qu'elle soutient et dont elle dépend.

Un autre facteur de la marginalisation de l'élevage dans les politiques de développement en Afrique serait la perte d'influence des vétérinaires, d'après Landais (op.cit.). Les premiers vétérinaires coloniaux affectés au service de la zootechnie et des épizooties, créé par le Gouverneur Roume en 1904, étaient polyvalents. Les vétérinaires étudiaient aussi bien les axes commerciaux, les marchés, les abattoirs, que les maladies des animaux et les techniques sanitaires locales et firent les premières études microbiennes précises. Peu à peu apparut la nécessité d'une spécialisation tropicale dans la formation des vétérinaires, qui continuèrent à traiter plusieurs aspects de l'élevage africain. Ils n'étaient pas

---

<sup>126</sup> J-B D, coopérant en retraite, Comm personnelle. Korhogo, 1995.

les seuls représentants des pouvoirs publics auprès des éleveurs mais ils détenaient un pouvoir particulier, notamment parce que le recensement des troupeaux déterminait l'impôt sur le bétail. Ces vétérinaires polyvalents auront conservé leur hégémonie jusqu'à l'entre-deux-guerres dans les institutions françaises. Quelques années avant la deuxième guerre mondiale, l'institut de zootechnie fut rattaché au Ministère des Colonies; après-guerre, des modifications institutionnelles lui confièrent le contrôle et l'exploitation de l'élevage tropical. Entre 1920 et 1960, les conflits de pouvoir dans les institutions tournèrent à l'avantage des agronomes : une partie des prérogatives des vétérinaires fut confiée à l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA), créé en 1946, où les agronomes représentaient la plupart des cadres; l'autorité des vétérinaires se restreignit progressivement à la pathologie et à la physiologie animale, même si en Afrique, les vétérinaires conservaient leurs pouvoirs au sein des administrations<sup>127</sup>.

---

### C) COMMENT MODERNISER ?

---

Au moment de la planification indicative à l'échelle régionale financée par le FIDES, se met en place un débat zootechnique entre les partisans d'une modernisation zootechnique et les partisans d'une amélioration du milieu.

Les options de modernisation se fondent sur des visions anthropologiques différentes, qui s'opposent significativement par exemple sur la question de la « sous-exploitation ». En constatant « *l'évolution considérable de la mentalité de la plupart des éleveurs* » en 1918, Pierre les admettait, au début du XX<sup>e</sup> siècle, de la sorte, dans l'histoire commune : « *Les difficultés de l'existence actuelle ne sont pas l'apanage de notre vieille Europe ; elles ont une contrepartie chez nos populations noires pour lesquelles la réalisation de tous leurs revenus devient chaque jour plus nécessaire. N'est-ce pas là, d'ailleurs, un des facteurs du progrès ?* ». La domination politique s'exprime aussi affectivement « *Nos populations noires* » et se manifeste par les prélèvements en bétail et en impôts. Elle se réfère à des principes étrangers aux réalités sociales et économiques locales, et exige un effort permanent pour attacher à la

---

<sup>127</sup> Landais, *ibid.*

doctrine du développement les réalités qui lui résistent. Le volontarisme technique du corpus de textes administratif et vétérinaire a souvent occulté les rapports sociaux pastoraux. De la sorte, les populations pastorales ont semblé à l'écart des échanges et des évolutions historiques ; leur place est parmi les biens et facteurs de production.

Dès les années précédentes, Peuls et Sérères étaient en particulier accusés d' « *un scepticisme absolu à l'égard de l'intervention économique* », cherchant « *une production maximum pour un effort minimum* »<sup>128</sup>. N'est-ce pas une définition de la productivité ? Désormais pour atteindre l'objectif d'une exploitation rationnelle des ressources animales, on savait qu'il était indispensable de « *moderniser* » les éleveurs bon gré mal gré. Reconnus comme étant indispensables aux soins et à la croissance du cheptel, ils retenaient davantage l'attention. Comme par ailleurs on continuait d'implanter des ranchs, de créer des marchés, des sociétés de prévoyance... on continuait à leur trouver de nombreuses résistances à la modernisation ; à la même époque cependant, le savoir-faire technique qui leur était reconnu n'était plus réductible à de l'atavisme.

En 1951, l'évolution démographique du cheptel, où l'on voyait essentiellement les résultats des interventions vétérinaires, suscitait des débats sur les priorités de l'action, le plus souvent dans les termes suivants : faut-il commencer par améliorer le bétail? si oui, à partir de races exotiques ou locales? ou faut-il d'abord améliorer le milieu de l'élevage? et comment, alors, transformer les pratiques pastorales ? De là naîtront les questions sur la nécessaire "*transformation en profondeur de la mentalité de l'éleveur*". Le débat technique évolue : contre Piettre, et les partisans de l'amélioration génétique du cheptel en priorité, Doutressoulle et Traoré faisaient en 1949 le bilan des faibles résultats obtenus depuis des décennies et recommandaient de s'intéresser davantage au milieu<sup>129</sup>. C'est le premier signe de la réorientation de la politique coloniale vétérinaire, officialisée en 1951 à Bamako. C'est aussi l'époque des bilans des travaux d'amélioration génétique : les performances techniques étaient quantifiables et tangibles mais elles n'avaient aucune diffusion en dehors des laboratoires. « *Il paraît inutile d'entreprendre l'amélioration du bétail sans en améliorer au préalable les conditions de vie, répétant l'erreur que nous avons souvent commise. Notre*

---

<sup>128</sup> Pierre. Op. cit.

<sup>129</sup> Doutressoulle G, Traoré S, 1949. "L'élevage dans la boucle du Niger." *Rev. El. Méd. Vét. Pays Trop.* Vol 3. Pp 17-28.

*cheptel est parfaitement adapté à ce milieu sahélien ; il constitue avec les nomades une symbiose que nous ne devons pas rompre. Vouloir lui demander à l'heure actuelle plus de viande, de lait, de laine, est une utopie. Nous devons nous contenter d'en augmenter le nombre en diminuant la morbidité et la mortalité de nos troupeaux. Plus tard, mais bien plus tard, nous améliorerons les individus. »<sup>130</sup>*

Mais les vieilles tendances durent : la plus représentative est la recherche d'amélioration génétique au moyen d'infusion de sang, ou de croisement avec des bêtes européennes. Les bilans concordent toujours : succès expérimental et échec de la vulgarisation. Parfois très critiques sur les opérations menées, les réflexions sur la politique d'élevage concernaient la méthode mais n'étaient pas des remises en cause : *« Pleins d'idées préconçues, de préjugés scolaires, l'esprit souvent faussé par une science qui n'avait pas été "rodée" au contact souvent rude de la brousse africaine, bien des praticiens ont dû réviser leur jugement et prendre le problème par le bon bout »* (Mornet, op.cit.).

Si les contraintes et les rationalités locales devenaient un des facteurs à prendre en compte pour assurer l'efficacité d'un projet, ce projet lui-même restait immuable. Mornet exprimait bien les aspects parfois contradictoires de ce raisonnement : tout d'abord certaines précautions s'imposaient dans l'intervention : *« Le paysan africain passant directement d'une agriculture primitive, itinérante, à une agriculture moderne, mécanisée sans avoir traversé des siècles de labeur patient, obstiné, où les innovations s'étaient étalées sur des dizaines d'années et la terre est le bien de famille, tourné et retourné, brisé, fumé, engraisé, façonné avec amour, risque de perdre ses qualités natives d'observation et de bon sens sans acquérir la science de l'agriculteur moderne »* (Mornet, ibid)

...mais paradoxalement, les vertus d'un bon exemple moderne étaient supposées valoir toute l'expérience du milieu : *« Il est regrettable qu'aucune société européenne, qu'aucun planteur ou colon n'ait cherché sérieusement à diriger son activité vers les spéculations pastorales. Leurs efforts, comme exemples, auraient été salutaires pour les Africains ».*

Les observations de Doutressoulle et Traoré en 1949 sur les fondements rationnels de l'élevage pastoral, dans son milieu et dans son économie, butaient sur le fondement légitime de l'intervention extérieure : *« Cette conception particulière de l'économie rurale qui se*

---

<sup>130</sup> Doutressoulle et Traoré, cité par Landais, op.cit.

*justifiait dans la société indigène primitive, où elle répondait à des nécessités, doit fatalement évoluer et se rapprocher de la nôtre* », identifiant l'institution de la domination coloniale au destin d'un progrès considéré comme universel. C'est ici, sensible, l'effort de concilier mentalement le destin commun humain et l'évolution française, européenne, ou occidentale. Devant les résistances, les tentatives pour s'approprier une réalité alternative et rétive devaient aller de plus en plus profond.

Il était impossible de reconnaître aux éleveurs une entière rationalité sans remettre en cause la légitimité de la domination coloniale sur eux, puisque la domination était justifiée par une rationalisation inéluctable de l'organisation économique. La notion d'autorité légitime est souvent assortie de la notion de rationalité dans l'esprit des dominés comme des dominants.<sup>131</sup>

La notion de rationalité est omniprésente dès les premiers documents coloniaux, tantôt à propos du but à atteindre et comme justification de l'intervention coloniale, tantôt à propos des indigènes ; tantôt présentée de manière universaliste (le progrès), tant contextuelle (dans les écrits de Doutressoulle par exemple) ; en revanche la légitimité n'est jamais remise en question : le politique est hors-champ. A l'issue du congrès de Bamako, les politiques d'élevage semblent évoluer dans la direction qui recommande d'améliorer en priorité le milieu. En quelques années, les nouveaux moyens financiers et techniques disponibles pour l'administration rurale, les modes d'intervention possibles, ont privilégié les investissements en infrastructures, avant de moderniser « l'homme ».

Les sciences sociales modifient tardivement les représentations des logiques de production et d'échange en milieu pastoral et le long de la filière de commerce du bétail entre le Sahel et la côte en tant que système de prestations économiques et sociales. Les interdépendances entre éleveurs, intermédiaires et commerçants ne sont plus considérées comme des survivances archaïques, comme des vestiges de la domination du « social » sur un marché « moderne » économique<sup>132</sup>. Après Bourdieu, il est commun de dire que les intrications entre les différents types d'investissements sont propres à tous les milieux sociaux

---

<sup>131</sup> Cette dimension de pouvoir permet de dire « *qu'il n'existe pas de rationalité proprement économique* » Godelier M, 1966. *Rationalité et irrationalité en économie*. Maspero. Pp 232-293.

<sup>132</sup> Agier M, 1983. *Commerce et sociabilité. Les négociants soudanais du quartier zongo de Lomé*. ORSTOM. 317p.

d'affaires, sur les terrains de la bourgeoisie française ou dans les réseaux commerçants africains.

La représentation des moyens de subsistance du pastoralisme par le tryptique Echanges - Ressources multiples- Adaptation<sup>133</sup> a fondé l'idée que ces sociétés ne sont pas des blocs homogènes de culture et de pratiques, mais sont traversées par des clivages et des mutations, interagissent avec les intervenants, les observateurs, les politiques. Enfin elles s'inscrivent dans une histoire, réagissent à des événements plus ou moins médiatisés (sécheresses...) ; elles participent à leur époque, celle de la durée moyenne de la conjoncture braudélienne, au sein de laquelle les deux ou trois générations de pasteurs co-résidentes peuvent exprimer des aspirations différentes, comme le montrent les avis divergents dans les campements au sujet de la transhumance, du travail d'élevage, des téléphones portables ou des mobylettes ; le temps long, de plus d'un siècle, met à l'épreuve le système pastoral fondé sur les ressources d'un troupeau extensif, et fait aussi évoluer les rapports au troupeau, à la consommation, à la mobilité.

Les éleveurs peuls se sont adaptés à toutes sortes de perturbations : climatiques, politiques, économiques, chocs ou dégradations lentes des conditions d'élevage, et leur logique de s'assurer « de quoi tenir », au lieu de maximiser, s'est révélée plus durable et même plus productive que des performances techniques expérimentales, coûteuses et sans lendemain. «*Although they are sentimentally attached to their livestock, they live off them physically, socially and morally and if their attitude towards them were not realistic they would long since have disappeared from the map of Africa* ». <sup>134</sup>

La crise systémique déclenchée par le Mexique en 1982 provoque la fin du régime d'endettement international. Une série d'années de sécheresses menace les sociétés pastorales qui disparaissent des radars du développement pour apparaître sous celui de l'aide humanitaire qui, depuis la guerre du Biafra entre 1967 et 1970, conquiert le champ de l'aide au développement. Le désintérêt pour le pastoralisme se prolonge pendant la décennie 1980,

---

<sup>133</sup> Khazanov AM, 1984. *Nomads and the outside world*. Cambridge University Press. 382 p.

<sup>134</sup> Dupire M, 1965. "The Fulani. Peripheral markets of a pastoral people." *Markets in Africa, eight subsistence economies in transition*. Doubleday and Co.

lorsque les économies africaines sont orientées vers la spécialisation des cultures d'exportation, qui ne concernait ni les productions animales, ni les économies pastorales.

## Chapitre 2 : Politique coloniale, économie de métropole et commerce local

---

Dans l'ombre des doctrines vétérinaires et des politiques de modernisation de l'élevage africain pendant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les relations professionnelles se tissent entre administrateurs, vétérinaires, commerçants et bouchers de Côte d'Ivoire. L'administration conjugue les principes généraux de la mission coloniale, les impératifs de la gestion du court terme et les réalités locales. Le bétail est convoyé depuis le Nord, franchissant des frontières entre Haute-Volta, Côte d'Ivoire et Soudan plusieurs fois modifiées par l'administration de l'A.O.F. Le territoire de Côte d'Ivoire est parcouru par les convois de bétail destinés aux marchés urbains du centre (Bouaké) et du Sud (Abidjan). Les vétérinaires et les administrateurs en poste sur place composent avec les orientations générales de leur administration, les besoins d'approvisionnement des villes et des casernes et le commerce local, social et économique. Au milieu des années 1990 à Korhogo, ville du Nord de Côte d'Ivoire, les souvenirs personnels recueillis auprès d'un ancien convoyeur de bétail devenu commerçant, et les histoires de familles de plusieurs éleveurs dans les campements en brousse, descendants de migrants de Haute Volta, faisaient pendant aux sources historiques datant d'un demi-siècle et provoquaient un étrange télescopage. Leurs récits rendaient le passé proche et encore sensible, à portée de mémoire et d'oreilles, alors que la période étudiée aux archives apparaissait sans aucun doute comme « une autre époque », non seulement intellectuellement, à cause des ruptures historiques survenues depuis le milieu des années 1940, mais aussi à cause de la matérialité des archives : télégrammes et feuilles ronéotypées, textes bruts, cartons jaunés et rongés.

---

### A) POLITIQUES ET TRAJECTOIRES D'ACTEURS, UN CHAMP DE RECHERCHE SOCIO-ECONOMIQUE.

---

Pendant qu'en France, la Commission de l'Agriculture des colonies commençait à considérer les éleveurs africains comme des concurrents potentiels des éleveurs métropolitains, la politique coloniale, puis les politiques nationales assignaient un rôle aux populations transhumantes considérées comme détenant le monopole du savoir-faire en élevage. Pendant une vingtaine d'années au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'empire avait envisagé d'approvisionner en viande les villes métropolitaines mais les difficultés de collecte du bétail

sur le terrain, d'acheminement de la viande ou du bétail vif par bateau depuis les colonies et, surtout, l'argument de l'industrialisation de l'élevage en France dans les années trente ont mis fin à cet objectif. Les histoires de vies recueillies au Burkina, au Nord de la Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Niger, au Tchad, sur la mémoire de plusieurs générations, étaient singulièrement différentes des discours politiques et techniques, qu'elles recoupaient ponctuellement. Ces sources orales et les archives s'éclairent mutuellement d'une manière extraordinaire. L'enquête ethnologique sur l'élevage historique et contemporain et ses acteurs, en montrant ce qui échappe au discours institué sur cet objet et ce qui le confirme, révèle les enjeux principaux et les procédés de fabrication de celui-ci ; l'enquête renvoie également l'observateur à ses catégories d'interprétation. Le discours (politique, technique) témoigne de la situation historique qui forge et institue les questionnements et les objectifs des responsables politiques. L'enquête en brousse et dans les archives d'Aix-en-Provence, d'Abidjan et de Dakar, furent l'expérience quasiment tactile que l'histoire se déploie ou se verrouille au fur et à mesure selon la manière d'aborder ses points sensibles. Encore a-t-il fallu déplier aussi le récit des éleveurs autour de Korhogo en Côte d'Ivoire sur les causes de leurs migrations et celles de leurs parents, en allant écouter, à cinq cents kilomètres au Nord, ce qu'en disaient leurs « parents » restés à Barani, puis en retournant discuter de cette version en Côte d'Ivoire.

## 1-LES PROJETS D'APPROVISIONNEMENT METROPOLITAIN EN VIANDE

---

Le rôle géographique et économique attribué aux territoires coloniaux apparaît dans les schémas de l'organisation administrative.

En parallèle aux entreprises d'exportation de viande depuis les zones d'élevage, encouragées par les besoins massifs de la première guerre mondiale, se développe un schéma qui articule la mise en valeur économique coloniale à la politique industrielle et commerciale métropolitaine. L'exploitation des matières premières doit alimenter l'industrie métropolitaine et renforcer la position économique française en Europe. Mais en 1916, un administrateur pose l'enjeu commercial des colonies en termes de sous-développement...métropolitain : la France importe de l'étranger des produits que ses colonies pourraient lui fournir, à cause de son retard industriel et de la faiblesse de son équipement colonial : son industrie est insuffisante pour traiter les matières premières, sa flotte

commerciale est trop faible pour transporter les produits à coût aussi bas que les bateaux étrangers et elle manque de marchés judicieusement situés et installés pour attirer acheteurs et vendeurs. *«C'est avant tout à la France qu'il faut dire : Créez des usines. Organisez des marchés. Augmentez votre flotte commerciale et vous drainerez chez vous non seulement le produit de nos colonies mais encore probablement ceux des colonies étrangères. Et c'est en France que, renversant ce qui existe maintenant, les étrangers viendront s'approvisionner.»*<sup>135</sup>

Les possibilités d'exploitation industrielle des productions coloniales sont prises au sérieux. Dans le domaine des productions animales, les registres de contrôle de stocks et de qualité de cuirs, et les rapports administratifs régionaux comportent systématiquement un chapitre sur l'exploitation des cuirs et peaux, même si cette rubrique reste quasiment vide. En 1924, le syndicat américain des producteurs de feutre enquête auprès de l'administration coloniale française : le 11 juillet 1924, le Gouverneur général par interim diffuse aux Lieutenants-Gouverneurs de huit territoires d'AOF<sup>136</sup> la copie d'un questionnaire remis à l'attaché commercial de l'ambassade de France aux Etats-Unis à propos de la production de poils de bétail en Afrique Occidentale.

Les premiers projets ambitieux d'amélioration génétique et d'exploitation économique du cheptel africain se sont concrétisés autour de la première guerre mondiale. Pour créer et contrôler une filière commerciale d'approvisionnement des villes, dès la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, administrateurs coloniaux et politiciens français ont formé le projet d'importer en France de la viande à moindre coût. En 1918, un haut responsable de l'administration coloniale comptait sur l'exploitation du cheptel africain pour ravitailler la métropole et s'affranchir du même coup des fournisseurs étrangers habituels plus coûteux. On annonçait aussi que ce prélèvement contribuerait à la mise en valeur économique des colonies, mais cette clause obligée restait vague. Le commissaire général du gouvernement pour l'agriculture pour les colonies, Henri Cosnier, estimait en 1918 *"Le ravitaillement de la France est actuellement l'une des questions les plus préoccupantes ; la diminution en nombre, en poids et en qualité de notre cheptel national d'une part et l'accroissement de la consommation de*

---

<sup>135</sup> «Correspondance relative aux moyens à mettre en œuvre pour développer les productions coloniales en vue d'approvisionner la métropole 1916-1917 » Archives nationales d'Abidjan

<sup>136</sup> Sénégal, Guinée, Côte d'Ivoire, Soudan français, Haute Volta, Niger, Mauritanie, Dahomey. *Correspondance au sujet de la production des poils de bétail en Afrique occidentale.*

*chaque français d'autre part, principalement des hommes, par suite de l'habitude contractée journallement pendant quatre ans de guerre par nos poilus, nous oblige à recourir dans une large mesure à l'importation de viandes frigorifiées provenant surtout de l'Australie ou de la république d'Argentine. Ainsi la France ne doit pas hésiter à mettre en valeur les ressources que peut lui offrir le cheptel de ses colonies. L'exploitation rationnelle de ces ressources par trop négligées jusqu'alors permettrait de réduire les achats de viande effectués à l'étranger, tout en faisant bénéficier les colonies d'un important apport de capitaux provenant de la métropole."*

Cet argument économique et politique était avancé stratégiquement dans les débats parlementaires de l'assemblée pour justifier le financement des expérimentations dans les colonies.

Les investissements réclamés par Cosnier concernent plus vraisemblablement les infrastructures de production et de commerce, que la rémunération des ventes de bétail par les indigènes. Ces entreprises empiriques et bricolées préfigurent les schémas théoriques du développement fondé, après la deuxième guerre mondiale, sur l'apport du capital technique. De fait, pendant la première guerre, le bétail n'est pas acheté mais purement réquisitionné : *« On nous faisait conduire nos bœufs jusqu'à Kaolack. On les prenait sans aucune contrepartie. On les tuait, puis on les mettait en conserve pour les donner aux soldats »*<sup>137</sup>.

La conviction que les ressources étaient abondantes et aisément disponibles a certainement facilité le démarrage de projets ambitieux d'exploitation, tels que l'usine de conserve de Lyndiane, ou le train transsaharien, devant acheminer entre autres marchandises le bétail du Sahel vers les côtes sénégalaises. Quelques industriels convaincus ont tenté d'organiser une filière privée : depuis qu'en 1909, 1 500 bœufs du Sénégal et du Haut-Sénégal Niger avaient été admis en franchise en métropole, le gouvernement évoluait prudemment vers une politique d'approvisionnement africain en viandes. Les coûts de transport étaient favorables au commerce : dans une étude de 1911, l'administrateur Camille Pierre indiquait qu'à qualité égale, un bovin sur pied coûtait 65 à 120 francs à Dakar, 300 à 350 francs à Marseille, le frêt coûtant 27 francs le mètre cube au milieu de la première guerre mondiale. Cependant la tentative d'importation de bétail sur pied en 1911 à Marseille fut un fiasco :

---

<sup>137</sup> Source orale citée par Mbodj M, 1983. "Un essai d'implantation agro-industrielle coloniale au Sénégal: la conserverie de Lyndiane 1912-1919." *Entreprises et entrepreneurs en Afrique*. Harmattan. Pp 351-365.

arrivé en mauvais état, le bétail ne trouva pas d'acquéreur. Les importateurs s'intéressèrent alors davantage à la viande en conserve. En deux visites dans le Saloum en 1912 et 1913, l'administrateur Pierre avait convaincu un industriel du Havre, M. de Chanaud, d'investir dans la construction d'une usine de conserve à Lyndiane. *«L'entreprise est soutenue par la banque Mirabeaud, vieille banque de la haute finance protestante. Les travaux de la route Kaolack-Lyndiane ont commencé en juillet; l'usine est inaugurée le premier décembre 1914.»* (Mbodj, op.cit.). L'usine de conserve de Lyndiane devait être approvisionnée par le Saloum, au moyen du chemin de fer Thiès-Kaolack. Les chaudières à vapeur Delauney-Belleville fournissaient 375 000 frigories par heure ; 2 500 bœufs pouvaient être stockés, soit 350 tonnes de viande, grâce à 5 000 kg de glace fabriquée chaque jour. 3 000 à 4 000 kg de conserve produits quotidiennement devaient ravitailler l'intendance. L'usine pouvait abattre 250 bœufs par jour ; en réalité le maximum atteint pendant une courte période fut de 100 à 200 et l'usine n'a tourné qu'au tiers de ses capacités. Fin 1916, soit deux ans après son inauguration, l'usine avait expédié 2 400 tonnes de viande frigorifiée, 1 400 tonnes de cuir et des sous-produits. Le contrat signé entre De Chanaud et le ministère du ravitaillement n'avait pas été rempli.

**Encadré 2 : L'administration et les mouvements commerciaux du bétail au Sahel, d'une guerre mondiale à l'autre.**

Les mentions les plus anciennes du commerce de bétail retracent ses grands axes, du Sahel à la forêt, utilisés pour le commerce de cola, puis l'importation de marchandises, des côtes vers les régions de savane.

Pour les villageois, le gros bétail avait une double valeur d'échange, sous forme « réalisée » et d'épargne. Le cycle des prix était redevenu régulier vers 1918, après les réquisitions et la famine de 1916. Les faibles fluctuations de prix du bétail, augmentant aux récoltes, baissant au moment des impôts (Pierre, op.cit.), semblent indiquer une relative tranquillité : peut-être pas de disette, du moins pas d'indication de grands mouvements migratoires, qui auraient bouleversé les stocks régionaux du bétail et ses prix. Les cours sont aussi liés à la présence coloniale, et chutent lorsque les éleveurs vendent des bœufs pour payer leur impôt.

Sur ce terrain relativement stable, les administrateurs coloniaux orientent les échanges de bétail vers l'approvisionnement métropolitain et urbain et projettent d'intensifier la production. C'est ce dont témoignent des notes techniques sur la commercialisation du bétail dans la région, basées sur les recensements de cheptel, à la rubrique sur les mouvements de bétail.

Au début des années 1930, plusieurs facteurs concourent à la diminution du cheptel dans les territoires sous administration française : la peste bovine, les suites de la sécheresse au Niger, et la crise économique aggravant un régime fiscal déjà pesant.

Le bilan sanitaire montre que les campagnes de vaccination ont supprimé ou affaibli la plupart des foyers pestiques, sauf ceux du Sud du Soudan. La peste, maîtrisée relativement vite, n'explique donc pas l'ampleur des pertes. Mais le contexte économique et fiscal est dramatique : la crise de 1929 a provoqué le repli sur elles-mêmes des économies nationales dans les pays industrialisés. Avec l'effondrement des cours internationaux des matières premières, les exportations africaines ont perdu de la valeur. Le commerce du bétail ne subit pas la crise directement, car les échanges régionaux se replient souvent sur des produits locaux non touchés par les fluctuations mondiales, tels que le bétail, la cola, le sel<sup>138</sup>.

En revanche, la crise a des répercussions indirectes sur les ventes et sur les mouvements des troupeaux, à cause des mesures prises par l'administration pour renflouer ses caisses. En 1931 au Sahel, une sécheresse aggrave les effets indirects de la lointaine crise économique et le régime fiscal colonial aggrave l'ampleur de la famine au Niger : malgré la prévision de récoltes nulles, l'impôt est maintenu, obligeant la vente des réserves (Egg, op.cit.). La crise de 1931 n'a pas remis en cause le système de prélèvements, d'imposition ou de taxes sur les marchés au bétail. Entre 1929 et 1933, l'impôt représentait 65% à 78% des recettes du budget du territoire du Niger et la pression fiscale est maintenue malgré la diminution de la population. Des témoignages isolés<sup>139</sup> ont incriminé la responsabilité du régime fiscal dans la famine ; les ponctions économiques, les réquisitions de bétail apparaissaient comme les éléments normaux de l'administration en toutes circonstances, y compris et surtout au moment des crises. Du reste, dans les documents à l'époque on ne devine leur impact sur l'économie locale que par des allusions à partir d'un certain niveau hiérarchique, telles que celles de Balay sur l'abandon de certains marchés autrefois florissants.

Les ventes de bétail aux colonies anglaises ne sont qu'une partie d'un vaste mouvement de débandade des populations du Niger. Les migrations depuis le Niger, dont l'ampleur inquiétait l'administration, concernent aussi et surtout les populations soumises à une pression fiscale insupportable en période de disette, et des chefs incapables de remplir leurs obligations vis-à-vis des autorités coloniales<sup>140</sup>.

Les archives administratives (Sol) ont révélé que des informations précises étaient disponibles et auraient permis d'anticiper la crise. Mais les informations et les mises en garde furent progressivement filtrées par la hiérarchie des rapports administratifs ; les risques et les responsabilités des pertes humaines furent occultés. Famine et disette encadrèrent largement

---

<sup>138</sup> Harding L, Kipre P, 1992. *Commerce et commercants en Afrique de l'Ouest*. L'Harmattan.

<sup>139</sup> Tels que celui du capitaine Sol

<sup>140</sup> Kerven C, 1992. *Customary commerce. A Historical Reassessment of Pastoral Livestock Marketing*. Overseas Development Institute.

la seule année 1931 ; les difficultés les plus graves s'étendirent sur deux ou trois ans mais les dégâts économiques et sociaux se répercutèrent plusieurs années par la suite.

Il n'y eut pas à ma connaissance d'opération de secours. Près de 80 ans plus tard en 2005, les distributions générales d'alimentation organisées au Niger par un consortium réunissant le gouvernement et plusieurs institutions internationales ont également laissé de côté les populations pastorales, au terme d'un processus de recensement et d'information qui sera décrit plus bas. Les départs et les morts dus à la famine de 1931 amputèrent la population du Niger de 25% à 60%<sup>141</sup>, et les fuites et ventes forcées de bétail pour payer les impôts diminuèrent le cheptel.

Les migrations et les transactions de bétail entre le Niger et le Nigéria avaient déjà augmenté en 1906 : lorsque l'administration française avait rétabli les taxes sur les marchés au Niger, cette mesure eut pour effet immédiat de déplacer les centres de commerce au sud de la frontière du Nigéria. En 1924, des postes frontaliers étaient créés pour contrôler les flux commerciaux ; en 1926, la suppression des taxes ne suffit pas à réorienter les échanges, et en 1931 la dévaluation de la livre sterling attira davantage encore de commerçants nigériens, soudanais ou ivoiriens de bétail au Nigéria et en Gold Coast.<sup>142</sup> Les services vétérinaires enregistrent une hausse subite des exportations de bétail du Soudan et de Côte d'Ivoire vers la Gold Coast (Ghana) entre 1933 (51 572 têtes au total) et 1934 (52 187 têtes du Soudan, 33 000 de Côte d'Ivoire, 85 187 au total) (Curasson, IEMVT). Les prix du bétail s'effondrèrent au Soudan, au Niger, en Guinée, où les éleveurs ont dû vendre davantage de bêtes pour répondre à leurs obligations fiscales.

La deuxième guerre mondiale n'enleva pas que des hommes en A.O.F. ; comme la première, elle se fit sentir par des réquisitions de récoltes et de bétail ; leur ampleur est mal connue mais à cette époque les campagnes de vaccination étaient bien lancées et l'on peut supposer que la stagnation des effectifs vient surtout des ponctions opérées sur les troupeaux au nom de l'effort de guerre.

Les prélèvements sur le bétail touchèrent naturellement surtout les pays sahéliens, où l'élevage représentait la première richesse à prendre. Au Niger, la proximité du Nigéria sous administration britannique, de la Libye italienne et du Tchad gaulliste incita l'administration pétainiste à partir de 1941 à prendre des mesures particulières : des contingents d'hommes furent expédiés en garde aux frontières, entraînant des réquisitions de bétail accrues, pour la viande et pour le bât. Le cercle de Maradi devait ainsi fournir 400 têtes par mois.

Ces pratiques nous furent confirmées en 1994 au nord de la Côte d'Ivoire par un éleveur originaire de Barani (Burkina Faso), âgé d'environ 70 ans (Campement de Ladjivogo) :

---

<sup>141</sup> Kimba I, 1992. In: Coquery-Vidrovitch C, ed, *L'Afrique occidentale au temps des français, colonisateurs et colonisés, 1860-1960*. La Découverte.

<sup>142</sup>

« Pendant la deuxième guerre mondiale, Assane Sidibé s'est vu réquisitionner deux taureaux par la société de commerce Peyrissac, pour les troupes coloniales : sur ordre d'un agent venu de Bamako, le chef de canton de Barani est allé dans les campements, a compté les taureaux dans les parcs et choisi ; contre deux taureaux, Assane Sidibé a reçu une pièce de percale, de quoi tailler deux boubous ; certains recevaient du sel, ou un peu d'argent. Les agents ont emporté 50 taureaux au total : Assane Sidibé les a suivis jusqu'à Falmana, à la frontière actuelle entre le Mali et le Burkina. Assane Sidibé faillit d'ailleurs être réquisitionné lui-même dans les troupes : il était officiellement recruté mais son nom a été rayé grâce à un ami de son frère qui était chef de canton à Koutiala. »

### **Encadré 3 : Les circuits régionaux de commerce de bétail**

Parmi les circuits d'échanges africains, le commerce du bétail fut traité par les chercheurs comme un domaine à part, fermé et autonome<sup>143</sup>, face à la pénétration du commerce de traite européen. En Guinée, où le commerce semblait lié à l'implantation d'une population européenne consommatrice de viande, la vitalité du commerce des régions du Futa et du Kaldé démontre a contrario l'imbrication entre les réseaux de commerce locaux et coloniaux. Le bétail convoyé des savanes vers le golfe de Guinée s'échangeait contre la cola. Celle-ci, transportée en retour depuis les forêts vers le Sahel, assurait un commerce lucratif pendant le XIX<sup>e</sup> siècle. Des plantations de cacao au Nigéria ont alors été transformées en plantations de cola, rapportant davantage et nécessitant moins de travail.<sup>144</sup>

Une partie du bétail, vendue sur les marchés qui jalonnaient les routes commerciales, était abattue sur place ou entrainé dans un nouveau lot. Le commerce a largement précédé l'installation d'une clientèle européenne et militaire, et s'est ensuite amplifié pour l'approvisionnement. Au XX<sup>e</sup> siècle, il apparaît partout lié à l'expansion urbaine. Les flux se sont intensifiés en direction des territoires les plus peuplés et riches.

Au Sénégal, l'acheminement ferroviaire du bétail tenté à Lyndiane avant 1915 fut une exception éphémère. Le transport routier et ferroviaire du bétail entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire, à partir de la fin des années 1980, n'hérite pas directement de cette lointaine innovation technique. Entre temps, les conditions économiques régionales du marché de bétail et le fonctionnement du réseau des commerçants ont progressivement déterminé l'adoption des camions et du train.

La diffusion des moyens techniques a modifié l'ampleur financière et le rythme du commerce, mais l'organisation de base s'est reproduite tout le long du siècle ; l'administration est intervenue dans le commerce par le biais de la tarification et des règlements.

---

<sup>143</sup> Coquery-Vidrovitch C, ed, 1992. *L'Afrique occidentale au temps des français, colonisateurs et colonisés, 1860-1960*. La Découverte.

<sup>144</sup> Webster J, Boahen AA, Tidy M, 1980. *West Africa since 1800, the Revolutionary Years*. Longman.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, pour les administrateurs soucieux de ravitailler leurs villes en viandes, les principales entraves à la circulation du bétail étaient les risques sanitaires et l'insécurité. Les administrateurs avaient pour interlocuteurs les professionnels citadins, bouchers et commerçants, et les vétérinaires chargés de contrôler la circulation du bétail. La contrainte de l'approvisionnement a poussé fréquemment les administrateurs à réclamer l'assouplissement des procédures de contrôle sanitaire, en contradiction avec la tâche des vétérinaires.

La rivalité entre les administrateurs des territoires coloniaux s'est manifestée du côté français par la crainte que le Sahel, territoire français, se vide de son bétail au profit des marchés sous contrôle britannique.

*« Les courtiers anglais pratiquent le marché noir et offrent aux propriétaires d'échanger les shillings contre des pièces de cinq francs mais à des taux allant de 7 à 10 shillings pour 10 francs. Les prix offerts dans les colonies anglaises ont toujours été supérieurs à ceux pratiqués dans nos régions d'élevage. Les éleveurs y trouvent un bénéfice certain malgré la tsé tsé et le manque d'eau en route. En 1912 des boeufs achetés 50 F dans le Liptako et le Yatenga se revendaient 150 F au Ghana, le paiement se faisait en or dans les colonies anglaises jusqu'au début de la guerre. De plus l'exportation du bétail est liée à l'importation de cola et de tissus. Au Sénégal et en Guinée les courtiers des colonies anglaises enlèvent le meilleur, payent au comptant, et mieux. Maintenant que les débouchés existent chez nous, il faut détourner ces flux d'exportation » (Pierre).*

Pour maîtriser les flux commerciaux, d'abord on légifère. En octobre 1919, l'administrateur du cercle de Bondoukou, dans l'Est de la Côte d'Ivoire, transmet au Lieutenant-Gouverneur de Côte d'Ivoire la requête inquiète du capitaine Valoussière, chef de subdivision à Bouna (Nord-Est) : celui-ci réclame l'autorisation d'interdire l'exportation du bétail vers la Gold Coast, et s'enquiert des moyens légaux disponibles. L'administrateur de Bondoukou joint à la requête de Valoussière sa propre opinion sur la question : selon lui, il faut maintenir les exportations, qui assurent des recettes fiscales mais il ne faut pas courir le risque d'appauvrir la région en bétail, en autorisant les commerçants de bétail à faire des ventes massives. Il suggère donc au Gouverneur de contrôler les exportations pour garantir à court terme les recettes douanières et fiscales, et à long terme la ressource régionale. Interdire l'exportation des femelles fécondes lui semble une restriction suffisante. L'intensité des enjeux du moment, l'urgence pratique et concrète et l'implication des acteurs, administrateurs et commerçants, est sensible dans les correspondances, jusque dans le traitement du matériau, à travers les ratures, les formules maladroitement de salutation et les signatures manuscrites.

## 2-LES DEBATS METROPOLITAINS SUR LA POLITIQUE COLONIALE D'ELEVAGE

---

*« ...des limites, des gestes obscurs, nécessairement oubliés dès qu'accomplis, par lesquels une civilisation rejette quelque chose qui sera pour elle l'Extérieur; et tout au long de son histoire, ce vide creusé, cet espace blanc par lequel elle s'isole la désigne autant que ses valeurs».*

Michel Foucault, Histoire de la folie à l'âge classique.

En France, les premiers débats sur la politique d'élevage aux colonies concernent des intérêts métropolitains, dans les cercles législatifs à l'Assemblée, scientifiques-industriels à l'Institut du froid, coloniaux à la Commission de l'Agriculture des Colonies. A la fin des années 1920, il n'est déjà plus question de créer un circuit d'importation de viandes africaines : au contraire, l'élevage en métropole craint la concurrence, y compris de la part de ses propres colonies. La productivité de l'élevage augmente, or déjà l'Algérie et Madagascar livrent tous les ans à la métropole respectivement 800 000 têtes de mouton et 75 000 quintaux de viandes frigorifiées ; les représentants des éleveurs français s'inquiètent de l'éventuelle arrivée des viandes d'A.O.F. sur leurs marchés. Cette nouvelle situation métropolitaine remet en cause toute la politique de l'élevage en Afrique ; le 6 février 1935, les représentants des éleveurs français et les agents des politiques d'élevage en A.O.F. s'expriment devant l'Académie d'Agriculture. Les discussions les plus vives concernent l'élevage bovin : M. Massé, désigné pour représenter l'Académie d'Agriculture à la Conférence économique chargée d'étudier les relations commerciales entre la métropole et la France d'Outre-Mer, demande quels débouchés aurait une production accrue : *"Ne risque-t-on pas de lancer nos colonies dans une voie dangereuse où elles ne trouveraient que mécomptes et désillusions si leurs troupeaux se développaient au-delà de ce qui est nécessaire pour satisfaire les besoins locaux ?"*

Ni le président de la Commission, rappelant que beaucoup de colonies souffraient de malnutrition et que le développement de l'élevage n'y serait que bénéfique, ni M. Moussu, chef de travaux en pathologie à l'école vétérinaire de Maisons-Alfort, affirmant que *"en A.O.F. la situation de l'élevage est particulièrement rassurante pour l'élevage français"*, du fait des prélèvements opérés sur le cheptel à la fin de la guerre et des épidémies de peste (sic), ne rassurent M. Beaumont, le président du groupe parlementaire de l'élevage, et M. Rouy, de l'association des producteurs de viandes, qui menacent d'empêcher, par la force s'il le faut, l'entrée en France des viandes des colonies.

De leur côté, les partisans du développement de l'élevage africain réclament davantage d'équipement et de moyens en hommes ; selon eux les besoins en viande s'accroissent *"en Côte d'Ivoire, au Togo, au Dahomey, partiellement au Cameroun et toute l'AEF, y compris en Gold Coast et au Nigéria"*; grâce à des équipements, *"les exportations s'irradieront forcément de différents côtés, parce que l'effectif en bétail dans la région du Soudan et de la Haute Volta surtout est très supérieur aux besoins locaux"*. Finalement l'augmentation des financements de soutien à l'élevage en Afrique est votée à trois conditions :

- que cette augmentation soit réglée d'après les besoins des populations,
- d'après les possibilités d'exporter dans les pays étrangers,
- et qu'en aucun cas on n'envisage l'importation de viandes coloniales en métropole.

Cette polémique montre comment les frontières internes de l'empire colonial pouvaient être effacées ou au contraire soulignées selon les impératifs économiques : pendant la pénurie de la première guerre mondiale, la métropole se fournit naturellement dans les colonies et les frontières disparaissent ; en 1931 au nom de la solidarité obligée, les populations sahéniennes sont ponctionnées d'une aide spéciale pour les populations sinistrées du midi de la France (Sol); mais lorsque la production métropolitaine craint la concurrence, la France se protège contre ses colonies comme elle le faisait vis-à-vis de l'étranger, et plus efficacement, dans la mesure où la gestion de la production coloniale dépend d'elle. Ce cas souligne aussi la hiérarchie entre l'objectif économique de protéger la production métropolitaine et le souci d'approvisionner les villes africaines en viandes, qui lui était explicitement subordonné.

Les débats sur les affaires coloniales reflètent également les thèmes de politique intérieure ; comme en témoigne le discours prononcé en février 1944 par Maurice Piètre, alors membre de l'Académie d'Agriculture et futur directeur de l'Industrie du Froid. Dans sa diatribe, l'enjeu central est métropolitain : *« Pendant longtemps les Français ont négligé leur empire, le considérant comme un champ d'activité pour les soldats et une lourde charge pour la métropole. Il a fallu deux guerres et une active propagande pour attirer l'attention... Contre l'obstination aveugle de politiciens à vue bornée et mesquine, les efforts d'administrateurs inlassables d'activité et de dévouement, les populations pacifiées et moralement élevées par des missionnaires admirables de patience et d'abnégation. Au cours de la catastrophe*

*déchaînée en 1914 par la folie des peuples dits civilisés, on a fait appel à toutes les ressources disponibles de nos colonies. Pour la viande et les sous-produits : Madagascar, pour les matières grasses : l'A.O.F., pour le riz : l'Indochine. Débordés par les tâches d'après-guerre, replongés dans les mares stagnantes d'une détestable politique intérieure, les gouvernements n'ont pensé que par passade aux colonies et à leur mise en valeur (...)*

Suit une longue description de la politique de croisements génétiques : « *A partir de 1930, cette abondante sève se tarit peu à peu et l'arbre du progrès commence à se dessécher. Insuffisance des crédits, multiplicité et diversité des tâches entreprises, lassitude, valse des techniciens, orientation nouvelle vers des buts théoriques alors que les colonies ont surtout besoin d'applications pratiques. Il faut conclure avec peine qu'en 1939 l'élevage se retrouve au même point qu'en 1919.* »

En AEF, à Mousso, au Bas Congo, fut installé en 1936 un centre d'abattage et de fabrication de viande salée et desséchée suivant la technique des saladeros sud-américains, que Piettre avait pu étudier lors de son affectation comme vétérinaire de réserve en Amérique latine, de 1915 à 1919.

« *Malheureusement Antonetti partit à la retraite et son successeur, M. Renard, selon la règle en France, ne donna aucune suite aux projets, préférant enseigner aux Batékés les beautés et les finesses de la législation socialisante en honneur alors dans la métropole.* » (Piettre, op.cit.)

Les causes du retard français sont métropolitaines et idéologiques : « *La politique respectant avec les plus grands scrupules les droits et les traditions des indigènes et surtout la libre disposition du sol (le communisme agraire), se refusant à constituer pour l'Etat ces grands domaines où il eut été si facile d'organiser ensuite les essais d'agriculture ou d'élevage.* » (ibid.)

Ce qui est en jeu ici, c'est l'autorisation d'acquérir des concessions sur le modèle de celles qui existaient dans le Congo belge. En conclusion, M. Piettre prend modèle sur la colonisation anglaise: « *...En Rhodésie, cette colonie peut envoyer en Angleterre des chargements non seulement de boeuf congelé mais aussi de boeuf réfrigéré de qualité très honorable. Bel exemple de ténacité britannique !* ».

M. Piettre vitupère autant qu'il réclame le soutien constant de l'administration, illustrant les deux faces des relations entre l'administration et les entrepreneurs privés,

lorsqu'il enjoint l'administration centrale d'appuyer «*la bonne volonté du Gouverneur Carde, conscient des problèmes*»<sup>145</sup>.

Dans l'histoire commune aux colons, aux populations colonisées, aux agents publics et privés, la métropole distribuait les rôles et les colonies étaient tantôt un objet d'application et d'expansion, tantôt un auxiliaire plus ou moins intégré à l'histoire économique française.<sup>146</sup> Dans le contexte politique colonial, les rôles attribués par la métropole aux territoires coloniaux rappellent ce processus de construction politique d'une mentalité collective. Les espaces, les ressources et les dynamiques sociales sont découpés comme des éléments ou des segments distincts sur lesquels le progrès devrait opérer par parties pour obtenir une modernisation d'ensemble.

La situation coloniale de la Côte d'Ivoire montre les interactions entre un projet d'intensification de l'élevage, les compromis entre administrateurs (gouverneurs, vétérinaires), commerçants et bouchers ; c'est aussi un foyer d'immigration pour les éleveurs peuls du Soudan (Mali) et de Haute-Volta (Burkina-Faso). Cette recherche socio-historique a mobilisé les sources publiées, les archives nationales à Abidjan, et des entretiens autour de Korhogo, la capitale du nord du pays.

---

<sup>145</sup> Le gouverneur Carde est pourtant entré en conflit avec les groupes de pression coloniaux, pour avoir refusé aux entreprises des dégrèvements fiscaux pendant la crise de 1929.

<sup>146</sup> Michel Foucault a analysé le processus d'objectivation et de mise à distance d'une partie de l'histoire dans le cas particulier du partage entre la raison et la folie : il emploie l'expression « se partager », pour désigner à la fois le processus, et les limites entre les parties obscures et reniées et les parties que les sociétés se reconnaissent. Foucault M, [1976] 1991. *Histoire de la folie à l'âge classique*. Gallimard.

---

## B) LA CÔTE D'IVOIRE, UNE COLONIE TARDIVE : GEOPOLITIQUE EUROPEENNE ET CONTRAINTES TERRITORIALES

---

### 1-LE PROJET D'INTENSIFICATION DE L'ELEVAGE

---

En Côte d'Ivoire, le projet d'intensification de l'élevage illustre le compromis entre la géopolitique des empires européens, les exigences et les modèles de la politique coloniale vétérinaire, et les contraintes propres au territoire.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle la Côte d'Ivoire était surnommée la «*Cendrillon de l'Empire*». Le climat et des difficultés d'implantation coloniale en Côte d'Ivoire lui avaient forgé la réputation de «*white man's grave*». La tradition française en Afrique privilégiait les territoires du Sénégal et négligeait les vieux comptoirs du sud. La Côte d'Ivoire faisait d'ailleurs partie d'un lot que la France avait proposé sans succès à l'Angleterre en échange de la Gambie, dans l'espoir de regrouper ses possessions autour du Sénégal, selon le vœu de Faidherbe. "*Le coq gaulois aime avoir des sables à gratter*" aurait dit Salisbury en 1890.

Les premiers engagements publics en Côte d'Ivoire ont été accélérés par la rivalité franco-anglaise: en 1842, quatre ans après la mission de reconnaissance effectuée par Bouët-Willamez pour le ministère de la Marine, le roi Louis-Philippe décida de construire trois forts, à Ganaway, Assinie et Gabou, coupant court aux tergiversations avec la chambre de Commerce de Bordeaux sur les droits commerciaux à instaurer dans les territoires entrevus. L'Angleterre restaurait ses possessions sur la Gold Coast voisine, il fallait assurer la présence française. Les fortins français se limitèrent longtemps à une enceinte de tronc, un blockhaus en bois et des baraques en planches (Atger, 1962). L'influence anglaise domina en Côte d'Ivoire jusqu'à la fin du siècle : on parlait anglais dans les transactions, on mesurait en yards, on payait en livres sterling. En 1871, la souveraineté française restait théorique sur l'ensemble de la Côte d'Ivoire : Atger raconte que la plupart des Africains n'avaient vu des Français qu'une seule fois, le jour où ils leur avaient abandonné leurs droits ; par la suite ils continuaient de hisser les couleurs de l'Union Jack chaque fois qu'un bateau passait au large.

Le retard français s'accusait dans les pratiques commerciales : dans le commerce de troque sous voile, puis troque à terre, les Français ne vendaient que de la pacotille à côté des

marchandises anglaises : tissus taillés aux mesures africaines, fusils à silex anglais, allemands ou danois, couteaux de Sheffield ou Birmingham...

Le traité franco-anglais de libre échange n'affaiblit pas la rivalité commerciale et suscita les revendications des agents commerciaux ; Régis, puis Verdier se posaient en patriotes pour exiger une protection commerciale et politique.

La défaite de Sedan précipita le retrait politique français de Côte d'Ivoire; la période de 18 ans qui suivit est présentée par Atger comme une succession de demi-mesures, qui auront desservi la politique mais profité commercialement aux agents en place, devenus de fait les représentants de la France.

Cependant la conférence de Berlin de 1885 liait la reconnaissance des souverainetés à une occupation réelle des territoires. Le retour de la politique française en Côte d'Ivoire, vers 1887, l'année où Treich-Laplène et Binger joignent à Kong les parcours coloniaux sahéliens et forestiers, est motivé autant par la rivalité européenne que par l'intérêt de désenclaver les territoires sahéliens en créant un débouché maritime. Mais cette politique ne montre jusqu'alors guère d'intérêt pour les ressources de la Côte d'Ivoire.

Le port maritime de commerce ivoirien ne date que des années trente, lorsque grandit l'intérêt français d'ouvrir un débouché maritime à ses territoires sahéliens, enclavés derrière les possessions anglaises du golfe de Guinée.

L'administration en Côte d'Ivoire, en revanche, se souciait de son approvisionnement en viande bien avant le développement d'Abidjan pendant les années 1930 : avant 1920, le marché de Bouaké absorbait 1500 bœufs par mois ; le cheptel se composait alors de petits troupeaux erratiques ; on rêvait sur les ressources pastorales du Sahel, supposées inépuisables. A partir des années 1920, les ressources minières offrirent des illusions éphémères ; quelques colons possédaient des plantations et l'économie des années 1920 se construisit autour du commerce et de quelques cultures d'exportation.

En 1933, enrichie de huit cercles supplémentaires sahéliens et de leur cheptel, la Côte d'Ivoire devint subitement un pays d'élevage. Agrandie des cercles de Bobo et de Ouagadougou, grâce à la suppression de la Haute Volta<sup>147</sup>, elle acquérait institutionnellement des ressources animales et la main d'œuvre dont elle manquait.

---

<sup>147</sup> Le territoire de Haute Volta avait été créé en 1919 après des révoltes incessantes ; la dernière, en 1916, avait décidé le Gouverneur Général à renforcer la présence politique et militaire française sur place, en délimitant un

Grâce aux troupeaux de la zone nord, le cheptel ivoirien avait plus que doublé, passant de moins de 100 000 bovins à plus de 200 000. Avec les petits ruminants (un million selon Aillerie), l'ensemble du cheptel représentait 14 millions de francs, « *aux prix les plus bas pratiqués* ».

La Côte d'Ivoire changea rapidement de physionomie : en 1949 Richard-Molard qualifiait Abidjan de vraie capitale de l'A.O.F. Entre temps, elle avait bénéficié de la reconfiguration régionale et du lancement des cultures d'exportation. La Côte d'Ivoire devenait le pays le plus diversifié d'AOF du point de vue de l'élevage, selon Aillerie<sup>148</sup>.

De plus la Côte d'Ivoire bénéficiait de son retard : le mythe de l'élevage sahélien avait souffert des semi-échecs des tentatives précoces de modernisation et certains responsables imaginaient mieux désormais l'avenir de l'élevage dans les pays du Sud, où émergeaient aussi les villes, centres de consommation : « *On pourrait sans paradoxe soutenir que l'avenir de l'élevage en zone sud est plus important pour la fédération que l'élevage extensif des parcours du nord* ». <sup>149</sup>

Dans ce contexte, « *la Côte d'Ivoire est le champ d'expériences le plus passionnant* ». Sans doute le Sahel représentait-il encore l'espace pastoral par excellence. Mais déjà les pays côtiers avaient pris l'avantage pour les recettes économiques et le rythme d'urbanisation. L'exploitation économique du cheptel y semblait davantage à portée de main.

L'intensification est présentée comme une nécessité d'évidence par Aillerie, le seul vétérinaire de la colonie. Selon lui, l'élevage extensif témoignait d'un laisser-aller et l'administration avait le devoir de remédier à cette négligence pour assurer l'approvisionnement des villes. Il avait tiré un bilan critique de l'introduction en 1930 de races

---

territoire distinct. Mais un bilan économique négatif avait remis les frontières en question : la Haute Volta apparaissait comme une aberration, un « *coeur claqué* » souffrant de « *déficiences structurelles* ». En 1933 elle fut partagée entre le Soudan, le Niger et la Côte d'Ivoire. Elle retrouvera ses frontières en 1947.

<sup>148</sup> Aillerie s'exprimait en 1951 au congrès vétérinaire de Bamako. La basse côte comprise entre le 5ème et le 7ème degré de latitude, comptait au plus 9 000 bovins; c'est-à-dire que l'élevage y était quasiment inexistant ; la zone moyenne comprise entre le 7ème degré et le cercle de Man, portait 13 500 bovins ; la haute Côte d'Ivoire comptait environ 76000 bovins dans sa partie dite de transition (Odienné, Kong, Bouna, Bondoukou, Bobo Dioulasso, Gaoua, Batié), et environ 110 000 zébus dans sa partie soudanaise, au nord du 13ème parallèle, dans les cercles de Dédougou, Koudougou, Ouagadougou, Tenkodogo, Kaya.

<sup>149</sup> P. Mornet, « *L'amélioration de l'élevage* », *Bulletin des services de l'Elevage et des industries animales de l'AOF, 1951*. Op.Cit.

européennes en Côte d'Ivoire destinées à améliorer le cheptel local, et exprimait une opinion nette sur les priorités politiques à mettre en œuvre : « *La ferme d'élevage est donc là par ses sacrifices pour appeler l'attention des éleveurs et du colon sur les conditions de l'acclimatation, sur les maladies qui guettent les animaux importés à leur arrivée, sur la meilleure formule de croisement* ». La politique préconisée par Aillerie nécessitait des moyens supplémentaires, qu'il justifiait par l'ampleur de la tâche, et les réalisations à son actif: à son arrivée en 1923, seul et sans directives, il avait créé une station d'expérimentation près de Bouaké, suivie dix ans plus tard par celle de Korhogo, mis en place des fermes d'élevage et un cordon sanitaire d'infirmiers; il réclamait les moyens de former des auxiliaires et de créer trois postes de vétérinaires. « *Tout ne pouvait être assuré par un seul vétérinaire comme [il] le fut pendant huit ans* » car il envisageait les responsabilités du vétérinaire au sens large : il devait assurer un service sanitaire mais voulait veiller également à l'économie de l'élevage, surveillant les transactions, en vertu d'un arrêté du 21 novembre 1918. Ces moyens lui manquaient manifestement : il imputait à son dénuement la résurgence de plusieurs foyers de peste dans la colonie. Aillerie se référait à un texte et à la position d'origine des vétérinaires coloniaux, résumant la vocation de vétérinaire colonial et du rôle économique attribué à l'élevage, destiné à économiser la main d'œuvre agricole ; par ailleurs il exprimait la représentation contemporaine d'une colonisation civilisatrice et volontariste.

Aussi proposait-il d'intensifier l'élevage suivant un protocole précis, allant de la protection du cheptel à l'amélioration génétique des races locales, puis l'éducation des éleveurs ; enfin l'institution de foires locales et de concours devrait installer le processus de modernisation en stimulant les bonnes volontés. Cette forme d'incitation avait déjà été proposée au tout début du siècle; périodiquement on avait invoqué le rôle des Sociétés Indigènes de Prévoyance (S.I.P.), dont Aillerie définissait ainsi le rôle pour l'élevage : « *Les sociétés de prévoyance qui sont un acheminement vers les syndicats d'élevage pourront aussi dans l'avenir, espérons-le, par des prêts en argent ou en nature (...) permettre aux cultivateurs indigènes d'améliorer et d'accroître leur troupeau, de contracter des assurances collectives contre la mortalité, d'importer des géniteurs* ».

Cette proposition contient quelques principes importants de la politique d'élevage de l'époque: pour diffuser l'élevage en milieu paysan, la S.I.P. intervenait suivant la formule des « noyaux d'élevage » expérimentés en Haute Volta : un petit nombre de vaches et un taureau

étaient prêtés sous contrat à un agriculteur pendant quelques mois. Il en était responsable et leur progéniture lui appartenait ; le noyau reproducteur était ensuite prêté ailleurs, pour diffuser l'élevage. Mais l'évidence s'est imposée : c'est un constat d'échec. Ces incitations étaient insuffisantes, aussi les concepteurs de l'expérience à Bobo comptaient-ils sur « l'impulsion impérative d'une autorité supérieure » : « *Les présidents des S.I.P. ne sont en effet pas très enclins à écouter les suggestions faites à ce sujet par les vétérinaires, en raison des risques indéniables inhérents à cette œuvre et à son caractère peu spectaculaire* ». <sup>150</sup>

Quels que furent les obligations et le fonctionnement des S.I.P., ces réticences indiquent que l'élevage apparaissait d'emblée comme une entreprise relativement risquée et peu rentable à court terme, même pour un organisme supposé « mutualiste ».

L'organisation d'un système de crédit agricole devait contribuer à la diffusion des systèmes de productions agro-pastoraux.

Cette politique de développement de l'élevage moderne concernait explicitement les cultivateurs (désignés comme les autochtones) ; les éleveurs peuls intéressaient les responsables de l'élevage dans la mesure où ils étaient jugés les seuls capables de vivre en brousse, c'est-à-dire d'entretenir un élevage dans une région inculte sans empiéter sur les terrains agricoles.

Après la deuxième guerre mondiale et ses répercussions outre-mer, les prémisses des mouvements de décolonisation, et malgré des aveuglements tardifs sur la fin de la mission coloniale, de nouvelles réalités allaient s'imposer. Pourtant, dans le domaine de l'élevage, il n'y eut, pas plus qu'ailleurs, de révolution des regards techniques ou politiques, mais l'ébranlement de petits pans de certitudes.

## 2- LES TENTATIVES DE MAITRISE DE LA CIRCULATION DU BETAIL

---

### *Les commerçants africains réclament le soutien de l'administration*

Le souci d'approvisionner les villes africaines en viande est aussi ancien que la colonisation et fournit un sujet de préoccupation majeur de ce secteur dans les documents d'archives. Cet objectif concret qui s'impose à l'administration détermine ses relations avec les bouchers et avec les vétérinaires, dans une moindre mesure avec les éleveurs. La

---

<sup>150</sup> Mornet, op.cit.

correspondance administrative en Côte d'Ivoire retrace les relations quotidiennes entre les bouchers et les fonctionnaires. Pour assurer l'approvisionnement urbain en viande, l'administration avait conclu des contrats avec des bouchers, qui ne manquaient pas cette occasion d'asseoir leur pouvoir, par exemple en réclamant aux administrateurs leur appui afin de limiter la concurrence, tel le signataire d'une lettre du 10 juillet 1912, « *boucher du chemin de fer à Bouaké* »<sup>151</sup> qui demandait à l'administrateur d'écarter du marché les Dioulas qui emmènent le bétail en Gold Coast, et d'augmenter le prix officiel de la viande afin qu'il puisse soutenir la concurrence des acheteurs de bétail en achetant lui-même le bétail plus cher, et remplir le contrat qui le lie aux pouvoirs publics. La correspondance quotidienne échangée entre les cercles prouve l'intérêt de l'administration pour la circulation du bétail et évoque un mélange de familiarité et de défiance au sein d'une population citadine, administrateurs et commerçants, dépendants les uns des autres dans la vie quotidienne. Dans leur précision et leur prosaïsme, les télégrammes compilés dans d'épais dossiers jaunis des archives d'Abidjan ressusitent une version diurne et adoucie des rapports sociaux que l'on retrouve dans les romans de Joseph Conrad, Louis-Ferdinand Céline, Amadou Kourouma et Amadou Hampaté Ba.<sup>152</sup>

Le 4 novembre 1922, le boucher de Bingerville, au sud du pays, recommande son berger aux bons soins des agents administratifs de Bouaké, dans le centre du pays, d'où le bétail est convoyé en train à travers la forêt jusqu'à la côte: « *Veillez bien je vous prie aider Demba N'diaye à trouver les wagons pour les [bœufs] expédier au plus tôt car la ville manque totalement de viande* ».

Ce même boucher pratique un commerce distant sans marchander les prix : « *Je remets cette note au porteur Demba Ndiaye mon serviteur envoyé au sujet des 12 bœufs que le gouvernement s'est proposé de me délivrer pour ravitailler la ville de Bingerville, dont leur prix total (sic) est à déterminer d'après le prix courant du poids total de ces bestiaux. A cet effet je remets au dit Demba Ndiaye la somme de 3 200 F. Si dans le cas où cette somme ne fera pas le prix (sic) je vous prierai de me dresser la différence que je vous adresserai. (...) Pour le restant*

---

<sup>151</sup> Correspondance relative aux conditions d'exportation du bétail, d'abattoirs et conditions de vente de la viande; cercle Kong, 1910-1912. Archives nationales d'Abidjan

<sup>152</sup> Conrad J, 1925. *Au coeur des ténèbres*. Gallimard. Céline L-F, [1932], 1996. *Voyage au bout de la nuit*. Gallimard. Kourouma A, 1990. *Monnè, outrages et défis*. Le Seuil. Ba AH, [1973], 1992. *L'étrange destin de Wangrin ; ou les roueries d'un interprète africain*. 10/18.

*des bœufs je viendrai ou enverrai le chercher le mois prochain. Avec mes salutations du coeur.*  
*A. Sarr. »*

La demande urbaine explose, tandis que les prix bas fixés par l'administration encouragent les exportations vers la Gold Coast ; périodiquement, les administrateurs s'inquiètent et envoient des télégrammes pressants à leurs collègues en poste au Sahel pour qu'ils expédient des convois de bœufs vers la Côte d'Ivoire. En 1915, un télégramme adressé de Bingerville à Bamako mentionne les 7 000 hommes du contingent de Bouaké : il leur faut 1200 bœufs par mois. Et qu'on ne craigne rien, précise l'expéditeur: grâce au désarmement imposé depuis 7 ans, les convoyeurs traverseront un pays tranquille. Ce n'est pas toujours le cas dans les régions voisines, où à propos d'un convoi de bétail, l'administrateur s'inquiète des conditions d'achat et de voyage. En réalité, même en Côte d'Ivoire, l'acheminement tarde parfois malgré la « pacification » violente d'Angoulvant : un télégramme expédié de Bouaké en 1915 enjoint les administrateurs du nord de la Côte d'Ivoire de s'entendre avec leurs collègues du Haut Sénégal-Niger pour organiser l'envoi et le passage des animaux. Trois ans plus tard, en août 1918, en même temps que les tentatives de régulation du commerce extérieur, les premières infrastructures de commerce officiel du bétail sont construites : les administrateurs d'Abidjan, Dimbokro et Bouaké avertissent les bouchers des mesures de regroupement du bétail. Les convois seront regroupés au départ pour un contrôle sanitaire, ils suivront des pistes spéciales équipées de parcs tous les 25 kms.

#### *La loi métropolitaine et les arrangements locaux entre administrateurs et vétérinaires*

Administrateurs, vétérinaires et commerçants se côtoient, voire se fréquentent ; les relations personnelles déterminent l'application plus ou moins stricte du règlement. Ils sont tous sensibles à la nécessité de l'approvisionnement en viandes, qui se heurte parfois aux lois sanitaires.

En juin 1913, l'administrateur du cercle réclame au Gouverneur Bille un assouplissement du contrôle sanitaire ; en janvier 1914, le Lieutenant-Gouverneur du Haut Sénégal Niger demande à son homologue en Côte d'Ivoire d'alléger les formalités sanitaires aux frontières, qui détournent les convoyeurs vers les marchés de Gold Coast. Contre l'avis de l'administrateur du cercle nord de Bouaké, le médecin de 2ème classe des troupes coloniales, Chef du service

de santé de Côte d'Ivoire, exige le maintien des examens de sang entre l'abattage et le commerce, comme le seul moyen de dépister la trypanosomiase animale.<sup>153</sup>

Le règlement sanitaire contraint aussi la main d'œuvre, et il faut parfois remplacer des bergers tuberculeux. En 1921, à la ferme d'élevage de Bouaké les bergers tombent malades les uns après les autres ; comme il est difficile de trouver sur place des bergers peuls, l'administrateur du nord du pays est chargé des recrutements<sup>154</sup>. En 1922, l'embarras du gouverneur de Côte d'Ivoire, Chapon, se devine aux ratures qui surchargent le télégramme reproduit ci-dessous:

Gouverneur de Côte d'Ivoire au Gouverneur de Ouagadougou:  
« Peste bovine sévissant encore cercle de Kong, ~~ne puis conseiller la pénétration animaux~~  
~~provenant Bobo-Dioulasso mais~~ n'y fais pas opposition »  
Chapon

Fin juillet 1922, un autre télégramme informe l'administrateur de Korhogo (au nord de la Côte d'Ivoire) que les bouchers sont autorisés à acheter « *dans les lots sains* » pour approvisionner les villes de la côte.

La vie coloniale crée une pratique, des arrangements, un milieu sinon une communauté entre les acteurs locaux de l'administration, des services techniques et les commerçants ; la distance est bien plus grande entre le milieu social de ces opérateurs de terrain et celui des responsables politiques de métropole, tels que le ministre des Colonies, M. Lebrun (Lettre du 13 octobre 1912) : enthousiaste sur « *les moyens accordés aux scientifiques pour préparer l'industrialisation de l'Afrique par les investissements français* », celui-ci voulait appliquer à la faune coloniale les principes d'une exploitation rationnelle scientifique, et envoyait par dépêche l'ordre de collecter quelques échantillons : « *L'étude scientifique doit être placée à la base même de toute exploitation industrielle ou commerciale. C'est la condition nécessaire pour éviter des catastrophes financières de nature à empêcher l'exode des capitaux français déjà si timorés vers les affaires coloniales sérieuses et consciencieusement étudiées* ».

Le parcours de cette dépêche à travers la hiérarchie administrative, du ministre Lebrun au Gouverneur Général Ponty, au Lieutenant-Gouverneur de Bingerville, puis aux administrateurs de terrain, permet d'apprécier comment les déclarations politiques furent

---

<sup>153</sup> Correspondance sur la viande de boucherie à Bouaké 1913 -191 Archives nationales d'Abidjan, service zootechnique.

<sup>154</sup> Extrait d'un rapport de la ferme d'élevage de Bouaké. Décembre 1921. Archives nationales d'Abidjan

traduites sur le terrain. Les administrateurs évoquent les obstacles à la collecte mais assurent leurs supérieurs de leur bonne volonté, pour peu qu'on leur fournisse « les moyens nécessaires».

Pour atteindre leur principal objectif dans le domaine de l'élevage, à savoir le ravitaillement en viande, les administrateurs locaux semblent avoir mis de côté les modèles scientifiques de modernisation, pour collaborer avec les réseaux économiques actifs sur le terrain. Cela n'allait pas sans heurts avec les vétérinaires. Sur place, le commerce se faisait entre administrateurs, vétérinaires, commerçants et bouchers, en bricolant selon les opportunités et les contraintes, financières, techniques ou administratives, à l'écart de l'ingénierie technique imaginée en métropole.

Au milieu des années 1990, un ancien commerçant de bétail de Korhogo raconte comment le commerce du bétail s'est réorienté en direction de la Côte d'Ivoire au moment des Indépendances. Il évoque la fin de la convertibilité de la monnaie ghanéenne (cedi) : le cloisonnement des systèmes bancaires n'entravait pas les échanges régionaux mais il incitait les commerçants spécialisés dans le bétail à devenir polyvalents, pour acheter au Ghana des produits avec le gain de leur vente de bétail.

*« Au Garbal<sup>155</sup>, il y a des gens plus âgés que moi, mais j'ai été l'un des premiers à faire le commerce de bétail ici. Je partais vendre en Gold Coast, dans le plus grand parc : Paré, où 4000 têtes de bétail entraient chaque jeudi. Puis, à l'Indépendance, la Côte d'Ivoire a gagné en puissance ; beaucoup d'étrangers venaient. Le marché de Paré est tombé avec la fin de Kwamé Nkruma : à son époque c'est le gouvernement qui s'occupait de la monnaie: après leurs ventes, les commerçants maliens versaient les francs ghanéens sur leur compte au Ghana et repartaient au Mali l'encaisser. Le gouvernement après Kwamé Nkruma a changé de système: on ne pouvait plus transférer de chèques d'un pays à l'autre. Et puis les prix des animaux ont baissé. J'ai laissé le Ghana pour aller à pied à Bouaké. De là, on se dispersait pour continuer vers Daloa, Abidjan... Au début, le marché de Bouaké était plus grand que celui d'Abidjan; contrairement à Paré, les animaux y entraient chaque jour.*

---

<sup>155</sup> Le marché au bétail.

*Je suis allé aussi à Kano (au Nigéria) pour le commerce de tissus. Je vendais du bétail : c'était mon métier ; mais si on entend qu'il y a des colas quelque part à bon prix, on y va pour les revendre à Mopti. Certains parmi mes aïeux portaient au Ghana avec des ânes pour y acheter de la cola rouge. D'autres la transportaient sur leur tête, de Kumassi à Mopti.*

*Je faisais travailler des jeunes qui allaient à Bobo acheter plusieurs variétés de thé en caisses que je revendais ici. Entre 1970 et 1980, j'achetais à la SODEPRA<sup>156</sup> des produits vétérinaires que je revendais sur le Garbal et aux Peuls qui ont de grands troupeaux en brousse. Ensuite, eux demandaient à un agent de venir faire les piqûres. »*

Les commerçants africains ont rapidement associé le commerce du bétail aux échanges de produits importés ; et les caravanes du bétail allongent leur voyage vers des villes du Sud (Coquery-Vidrovitch, op. cit.), où les commerçants achetaient « *la cola, les pagnes haoussas et l'or britannique ensuite revendus vers le pays mossi* ».

Le commerce colonial de traite à partir des comptoirs, puis les disparités monétaires entre les territoires coloniaux stimulèrent certains courants commerciaux entre la côte, la forêt et le Sahel, activés par des caravanes bien avant la colonisation.

En somme, l'exportation du bétail vers la Gold Coast n'avait rien d'une hémorragie brutale. Mais cet ancien circuit commercial nord-sud, qui s'allongeait vers la côte, prenait du volume à cause de l'avance économique du comptoir sous tutelle britannique par rapport aux ports ivoiriens.

Mettre en rapport les unes avec les autres les sources historiques sur la politique générale définie par les enjeux métropolitains, les correspondances locales quotidiennes traitant d'enjeux immédiats, enfin le récit oral des acteurs, révèle comment les niveaux s'articulent, comment les strates du commerce de proximité et de longue distance interagissent, comment les gestes quotidiens se situent dans leur contexte historique. Cette expérience donne l'impression sensible de toucher l'histoire. Mais dans cette histoire économique, jusqu'ici, il a été davantage question de viande et de bétail que d'éleveurs. Pour

---

<sup>156</sup> « Société de Développement des Productions animales », SODEPRA, ex société nationale chargée d'encadrer et de développer les productions du sous-secteur de l'élevage en Côte d'Ivoire. Dissoute en 1994.

étudier les réalités pastorales passées et présentes, mes travaux ont mobilisé des méthodes et des notions plus inscrites en sciences sociales.

### 3- FORMATION SOCIALE, ETAT, IDENTITE

---

La population au nord de la Côte d'Ivoire du début des années 1990, habitants des campements pastoraux au nord de la Côte d'Ivoire, commerçants peuls et dioulas de Korhogo, paysans sénoufos et dioulas cultivateurs de coton, de maïs, voire d'igname, chasseurs dozos, ne formait pas une communauté unique mais une société diversifiée, contrairement aux amalgames produits quelques années plus tard. Les éleveurs peuls en particuliers n'avaient pas de revendication identitaire spontanée jusqu'aux expulsions xénophobes encouragées par l'idéologie de l'ivoirité à la fin des années 1990, et mettaient en avant leurs différences entre eux d'une manière qui prouvait leur décontraction sur ce sujet. L'« identité » mobilisait de nombreuses facettes en constante évolution, avec lesquelles chacun entretenait un rapport singulier.

Sur les contours ethniques, les éleveurs et commerçants peuls se distinguaient radicalement des populations agricoles, par la couleur « *baleebé*<sup>157</sup> », mais certains interlocuteurs évoquaient aussi une différence entre Peuls « noirs » (*baleejo*) et « rouges » (*bodeejo*), conforme aux classifications des études des années 1960<sup>158</sup>.

De la même manière, les éleveurs peuls au Nord de la Côte d'Ivoire se distinguaient eux-mêmes de leurs voisins ivoiriens par la langue fulfuldé, mais celle-ci faisait aussi l'objet plaisanteries et d'épreuves infinies entre eux à propos de compétence et d'orthodoxie linguistique: d'une certaine manière, ces compétitions confortaient un collectif commun, voire une communauté, tout en établissant et mettant à l'épreuve une hiérarchie interne. Les Peuls nés et élevés au Mali houspillaient les plus jeunes, natifs de Korhogo, à propos de leur identité, en les disqualifiant à cause de la langue: c'est à celui qui parlait le mieux la langue " la plus pure". A ce jeu, la suprématie des natifs du Mali sur les plus jeunes ne semblait faire

---

<sup>157</sup> Noir, en fulfuldé

<sup>158</sup> Schmitz, J. 1990 « Les Peuls. Islam, pastoralisme et fluctuation du peuplement. » *Cahiers des Sciences Humaines*, vol 26. N° 4. Pp 499-509.

aucun doute. Peut-être retrouve-t-on ici, sous un aspect accidentel et plus sommaire, les joutes poétiques dans lesquelles s'affrontent traditionnellement les bergers du Macina au retour de la transhumance. Mais au lieu des symboles de fécondité et de pérennité que Christiane Seydou attribue à cette poésie dans son beau livre, l'enjeu ici serait de l'ordre de l'appartenance culturelle.

Un autre marqueur de leur origine ethnique commune aux yeux de l'administration, le rapport à l'élevage, se manifestait de diverses manières dans la réalité : le rapport à l'élevage était symbolique pour les Peuls citadins, alors qu'il organisait le mode de vie pratique des éleveurs de brousse. Une revendication commune aux citadins peuls propriétaires de bétail était « *le bétail c'est notre affaire* » quel que soit leur engagement pratique dans les travaux et la gestion du troupeau, ou bien la durée depuis laquelle la propriété du bétail avait cessé. « *Est-ce que quand on rentre de voyage, on a besoin de demander la clé de chez soi à quelqu'un? nous pouvons reprendre l'élevage à tout moment* ».

La division du travail entre ces propriétaires et leurs bergers était plus tranchée que chez les éleveurs de brousse, qui confient eux-aussi une part du travail technique à leur berger peul ; les propriétaires citadins n'avaient souvent aucun savoir-faire technique. Aussi ces propriétaires de bétail pouvaient-ils verser des salaires relativement élevés (17 500 Fcfa) parce qu'ils déléguaient entièrement la responsabilité des soins à un homme de confiance. Toutefois, certains bergers préféraient travailler pour des éleveurs de brousse en disant que ceux-ci, dépendants de leur bétail, respectent mieux leurs engagements qu'un propriétaire absentéiste, absorbé par d'autres activités. Proches et voisins citadins s'incitaient à commencer un élevage, et si cette émulation ne formait pas un groupe, encore moins un groupement, toujours connoté d'une façon officielle, cela révélait bien l'existence d'une communauté. Les nouveaux propriétaires échangeaient des noms de bergers, des informations sur les produits alimentaires. Si le nombre des bœufs d'autrui n'était pas connu officiellement, en réalité l'on savait quand une vente se préparait, et l'on se tenait mutuellement au courant des péripéties que vivaient le troupeau et son berger, particulièrement dans les moments de tension avec les paysans, comme c'était le cas en 1995. A côté de la culture musulmane, de la langue, de l'origine géographique et des activités du commerce, l'élevage était donc mobilisé pour revendiquer une identité commune. Ce mode d'élevage devenait à la fois une pratique économique opportuniste, une gestion rationnelle

de l'épargne et l'affichage d'un pseudo héritage commun, prenant un aspect communautaire et identitaire.

Enfin, la religion musulmane n'était pas nettement discriminante d'une identité ethnique puis « nordiste » stigmatisée au milieu des années 1990 par un discours xénophobe. L'Islam était évoqué comme un héritage et non en réaction au reste de la société ivoirienne. Malgré le climat délétère de la période préélectorale en 1994, ce n'est ni défensivement ni agressivement que se définissait la composante de l'identité peule qui se référait à l'Islam, mais dans un mouvement plus long et plus ample, capable d'intégrer certains traits locaux, comme les rites d'initiation sénoufo du *Poro*.

Quant à la nationalité des éleveurs peuls, malienne ou burkinabé, autre trait courant d'identité, elle se référait à des réseaux institutionnels. La majorité des citadins peuls, se disant maliens, possédaient une carte consulaire malienne ou burkinabé, certifiant leurs relations avec le représentant des ressortissants maliens à Korhogo et dans chaque ville. Ils étaient sollicités en tant que ressortissant malien, officiellement en cas d'événement dans la communauté (décès, accident, visite officielle) et officieusement en tant que personne ayant les moyens d'aider financièrement. L'identité d'étranger justifiait une certaine discrétion dans la vie publique, et la prudence dans les investissements, à cause du risque constamment perçu d'être expulsé. Cet élément de l'identité était moins intime et plus formel que l'élément religieux ou l'appartenance locale. Le représentant des Burkinabé à Korhogo, ancien infirmier d'origine mossi, se plaignait du manque de contact avec les ressortissants burkinabé de brousse : tous éleveurs et peuls, ceux-ci s'adressaient de préférence au représentant des Maliens, Peul, représentant aussi les Peuls de Mopti et intervenant pratiquement auprès des éleveurs, notamment en plaçant des bergers. De plus, la carte d'identité consulaire malienne était plus simple à obtenir. La nationalité était en fait très instrumentale.

Les éleveurs transhumants installés au nord de la Côte d'Ivoire citaient deux terroirs de référence: l'un quotidien, en Côte d'Ivoire, et l'autre historique, au Boobola. Ce dernier se rappelait notamment aux éleveurs quand les marabouts de Barani venaient en visite prélever les taxes (la *zakkat*). Ces références étaient complémentaires: le lignage, l'histoire, le nom, et

les épouses si possible, venaient de ce terroir lointain. Les pratiques quotidiennes agro-pastorales, l'enrichissement et l'essentiel des relations sociales se faisaient en Côte d'Ivoire.

Au milieu des années 1990, les éleveurs transhumants faisaient référence au Burkina et au Boobola pour affirmer qu'ils y seraient traités comme des citoyens à part entière, au contraire de la Côte d'Ivoire. Dans chaque sous-préfecture du nord ivoirien, l'administration avait nommé des représentants peuls ; mais le rôle de ce pouvoir administratif (*laamu*) était insignifiant aux yeux des éleveurs transhumants, contrairement à ce qu'il représente au Nord Cameroun. Les éleveurs affichaient également leur distance vis-à-vis de l'autorité lignagère (*Kanaanké*) affaiblie depuis longtemps au Burkina. Il arrivait bien que des notables de Barani arbitrent des conflits dans des familles peules citadines à Korhogo mais les éleveurs de brousse ne se sentaient pas concernés par leur autorité.

Leur présence en Côte d'Ivoire était « plus un produit de l'événement qu'un fait de la structure »<sup>159</sup>. Une identité collective y était convoquée, à l'occasion. Les gens partageaient des références à un territoire d'origine et une idéologie commune, reliant des valeurs pastorales et musulmanes aux pratiques de prêt de bétail et de mobilité. Mais la situation présente au nord de la Côte d'Ivoire et les solutions d'avenir étaient envisagées systématiquement à titre individuel par les éleveurs, et toujours sur le registre de la citoyenneté. « *Nous sommes des citoyens burkinabé (ou maliens) et si les choses tournent vraiment mal ici, nous serons accueillis chez nous, derrière la rivière de la Leraba* » espérait un chef de campement peul de Nambingué (Nord de Korhogo) à la fin des années 1990. Malheureusement les « retours » ne furent pas aussi simples dans la région de Bobo Dioulasso au début des années 2000. La saturation des terroirs allait créer des tensions entre les éleveurs transhumants du centre du Burkina Faso, des agro-pasteurs du sud du pays investissant dans l'élevage et pratiquant de petites transhumances, et les éleveurs transhumants expulsés de Côte d'Ivoire<sup>160</sup>.

L'identité de "nordiste", au contraire de l'identité religieuse, s'exprimait davantage comme une réaction que comme un héritage. Au milieu des années 1990, cette facette avait

---

<sup>159</sup> E. Terray, *L'homme*, 1969

<sup>160</sup> Ickowicz A, Ancey V, Touré I. *Mission d'appui au volet pastoralisme du projet "Fronts pionniers de migration de l'ouest du Burkina Faso."* Cartographie, systèmes d'élevage et socio-économie CIRAD-EMVT, 2001a.

une signification nettement politique, en référence au contexte ivoirien, électoral en particulier. Face à une population du sud certes hétérogène mais considérée depuis le nord comme un ensemble agricole, planteur ou fonctionnaire, riche, chrétien, les gens du nord évoquaient leurs traditions musulmanes, orales, des structures et des comportements familiaux différents de ceux qu'ils connaissent, ou qu'ils attribuent aux populations du Sud. S'ils parlaient d'une manière générale des Ivoiriens du sud, l'ensemble qu'ils évoquaient pour se définir eux-mêmes en réaction dépassait largement les frontières ivoiriennes pour couvrir une aire régionale, et était composite et détaillé, tissé de traits musulmans, de culture mandingue, d'activités de voyages et de commerce.

Les citadins de Korhogo et les éleveurs des campements environnants, d'origine peule et burkinabe ou malienne, une fois leur origine posée, avec toutes les nuances et les ombres qu'il leur convenait de préserver, se distinguaient aussi volontiers entre « eux » que des autres, par leur nationalité, burkinabè ou malienne, par leur mode de vie, « Peul du marché » ou « Peul de la brousse ». S'il y avait communauté, elle mobilisait un principe d'identification,<sup>161</sup> qui fonctionnait en mettant en évidence non seulement les points communs, les différences perçues depuis l'extérieur, mais aussi ce qui est nuancé, et dynamique en interne. Néanmoins, dans le territoire de résidence nord ivoirien de la fin des années 1990, occupé et parfois conflictuel, la notion de constitution ethnique proposée par Barth<sup>162</sup> éclaire aussi les relations que les groupes voisins ont instaurées entre eux, et qu'ils reconstruisent en permanence. Les petits barrages publics où les éleveurs abreuyaient leurs troupeaux, l'évolution des champs de coton dans le Nord et leur emprise spatiale sous la direction de la société nationale cotonnière, puis la diversification maïs-élevage des agriculteurs sénoufos et dioulas en réaction à la dégradation des cours mondiaux du coton<sup>163</sup>, enfin la concurrence créée entre eux et les pasteurs peuls, étaient autant de produits ou de conséquences des politiques.

---

<sup>161</sup> Au sens développé par François Jullien. Jullien F, 2008. *De l'universel, de l'uniforme, du commun et du dialogue entre les cultures*. . Paris: Fayard. 263p.

<sup>162</sup> Barth F., 1969 Op. Cit. *Ethnic groups and boundaries. The social organization of culture difference*. Introduction traduite, PUF, 1995.

<sup>163</sup> Bassett TJ, 1988. "The political ecology of Peasant-Herder conflicts in the northern ivory coast." *Annals of the association of American geographers*. Vol 78. Pp 453-72.

Les circonstances de l'installation de ces éleveurs au nord du pays en firent donc un groupe qu'on pouvait difficilement qualifier de groupe réel, tant par leur dispersion géographique que par l'autonomie individuelle qu'ils revendiquaient. Par ailleurs, les producteurs extensifs peuls formaient une société économiquement de plus en plus hétérogène, inscrite dans un contexte de nouveaux clivages et d'interactions entre des villes et un milieu rural en recomposition<sup>164</sup> mais aussi entre des territoires instrumentalisés politiquement, au point d'en arriver à une guerre civile en Côte d'Ivoire quelques années plus tard.

La description de l'imagerie et des politiques coloniales du pastoralisme n'entendait pas exposer une collection de clichés déformant la réalité, afin de mieux révéler celle-ci par contraste, grâce au progrès supposé cumulatif de la recherche et à la rationalité de l'histoire. Au contraire, les travaux empiriques et une épistémologie considérant les représentations comme des constructions sociales, qu'elles soient historiques ou contemporaines, coloniales ou indigènes, permettent d'analyser les politiques publiques, lieu où une société définit son rapport au monde, et tente d'avoir prise sur la réalité qu'elle se représente. Cette démarche se poursuit dans le chapitre suivant avec l'analyse des politiques d'élevage des Etats souverains en Afrique de l'ouest.

---

<sup>164</sup> Bonfiglioli, *"La spécificité peul doit être désormais située dans le contexte des clivages nouveaux qui apparaissent en Afrique, au-delà de toute catégorie ethnique, entre un milieu rural en train de se prolétarianiser et d'être dépossédé de ses propres moyens de production et une nouvelle élite urbaine, qui accède à un contrôle de plus en plus grand de la terre et des animaux"*, cité par Jeremy Swift. Swift J. *Les grands thèmes du développement pastoral et le cas de quelques pays africains* FAO, 1988.

### Chapitre 3 : Représentations post –coloniales et politiques publiques

---

Les représentations contemporaines et l'action publique concernant le pastoralisme ont un lexique partiellement renouvelé mais leur référentiel n'a guère changé.<sup>165</sup> Expriment « *non seulement des idées, mais des idées en action* », un référentiel d'action publique contient une forte composante identitaire et ne constitue pas un simple stock d'images, ou une « *ressource manipulable à volonté* ». Considérer en parallèle les représentations individuelles comme forgées à partir de la position occupée dans un champ socio-historique, permet de ne pas perdre de vue les situations générales dans lesquelles s'inscrivent les acteurs ; de ne pas cliver artificiellement les mondes « d'en haut » et « d'en bas » ; sur un autre plan, cette démarche tente d'éviter le « *dialogue de sourds* » fréquent entre les donneurs de leçons et les agents à la base<sup>166</sup> ; elle renvoie néanmoins à l'ambiguïté de la position de la recherche-développement.

Lorsqu'on confronte les représentations des prescripteurs sur ce que devrait être l'élevage moderne et celles des éleveurs sur leur identité et leur avenir, on comprend comment la simplification des problèmes locaux permet de projeter des valeurs et des normes tenues pour universelles. Les populations qui sont objet des politiques s'en accommodent et les utilisent ; la dialectique d'assignation / auto assignation entre prescripteurs et éleveurs joue à plein à propos de l'identité professionnelle d'éleveur, activant un débat sur le fondement ethnique de cette identité. Enfin, l'étude du secteur illustre aussi le recyclage des enjeux et des solutions des bailleurs par le milieu de l'aide.

Les champs savants et politiques qui produisent les discours et les normes sur le pastoralisme mobilisent d'une part un référentiel sur le pastoralisme, l'environnement, le développement, les risques, l'insécurité, et d'autre part celui des modalités et des normes des interventions publiques et privées de l'aide au développement. Dans les faits, la prolifération d'injonctions, de normes et d'interventions accroît l'incertitude. Elle renvoie au besoin de

---

<sup>165</sup> La notion de référentiel en science politique « *rassemble des images, des valeurs, des normes et des mesures techniques prenant sens les unes par rapport aux autres* » Muller P, 2009. *Les politiques publiques*. P.U.F. Un référentiel traduit « *les intérêts et la vision du monde d'un groupe dominant au sein d'un système d'action publique* » Muller P, 2014. "Référentiel." In: Boussaguet L, Jacquot S, Ravinet P eds, *Dictionnaire des politiques publiques*: 4e édition précédée d'un nouvel avant-propos. Paris: Presses de Sciences Po. 561 p.

<sup>166</sup>Pouillon F, 1990, Op.Cit.

refonder la compréhension de l'écologie pastorale et traduit un système d'aide publique au développement qui freine le changement.

---

## A) LE REFERENTIEL SECTORIEL DU PASTORALISME

---

### 1-LES AMBITIONS MODERNISATRICES DANS LES POLITIQUES DE L'ELEVAGE

---

Les ambitions de transformation de l'élevage, son métier et ses conditions de production en Afrique de l'Ouest ont pour principal but affiché l'approvisionnement des villes. D'autres objectifs concernent la gestion des territoires ruraux où les pressions démographique et foncière s'accroissent, où les systèmes d'activités entrent en compétition pour l'accès aux ressources. Les conditions de production et de vie des populations pastorales sont plus rarement évoquées dans les documents de politiques sectorielles et semblent relever des politiques sociales.

Dans leurs principes directeurs, les politiques alimentaires se réfèrent aujourd'hui plus fréquemment à la souveraineté alimentaire<sup>167</sup>, affirmant le retour du politique dans l'ensemble de ses dimensions spatiales, temporelles, économiques et sociétales. Au Sénégal, cette ambition générale est toutefois difficile à concrétiser et à mettre en œuvre autour des politiques sectorielles d'élevage. Au milieu des années 2000, au Sénégal, le discours officiel de l'administration du secteur de l'élevage était marqué par le souci d'améliorer la productivité des élevages « traditionnels », de moderniser les structures de production. Les techniciens évoquaient, comme leurs prédécesseurs quatre-vingt ans auparavant, des « goulets d'étranglement » à lever, pour déclencher le « destockage » (augmentation significative et durable du taux de commercialisation du bétail) et impulser dans l'élevage une véritable modernité agro-industrielle, synonyme de développement agricole et économique. Ce langage technique mobilise des conceptions mécanistes déjà recensées au milieu du XX<sup>e</sup>

---

<sup>167</sup> «Droit des peuples de définir leurs propres politiques en matière d'alimentation et d'agriculture, de protéger et de réglementer la production et le commerce agricole intérieurs afin de réaliser leurs objectifs de développement durable, de déterminer dans quelle mesure ils veulent être autonomes et de limiter le dumping des productions par rapport aux importations » (Sommet mondial de l'alimentation, 1996).

siècle.

Le pastoralisme avait une place réduite dans le développement de la filière, d'après les documents de programmation technique et politique du sous-secteur de l'élevage au Sénégal. La consultation de tels documents de « littérature grise à diffusion interne ou restreinte » permet de connaître les principales orientations et de lire en creux les représentations qui les sous-tendent.<sup>168</sup>

La Loi d'orientation agricole et sylvo-pastorale votée en avril 2003 était conçue initialement comme un projet de loi strictement agricole. La portée du projet a été étendue aux domaines sylvo-pastoraux lorsque le processus d'élaboration a intégré dans les débats la structure faîtière des organisations paysannes au Sénégal, le Conseil national de concertation des ruraux (CNCR). La reconnaissance du mode pastoral de mise en valeur des ressources fut une avancée du texte ; toutefois, le sous-secteur y restait subordonné aux besoins spatiaux de l'agriculture et à la préservation de l'environnement.

Afin de « *produire plus et mieux avec des fermes privées modernes* », la modernisation de l'élevage reposait sur des « Centres d'impulsion pour la modernisation de l'élevage » (CIMEL), destinés à essaimer sur le territoire. 9 600 unités de production modernes devaient encadrer à terme la stabulation de 230 000 bovins et 300 000 petits ruminants. Tout l'espace devait être découpé en « unités pastorales », inventées dans les années 1990 par un Projet d'appui à l'élevage (PAPEL), financé par la Banque Africaine de Développement (BAD) et concentrant l'essentiel des moyens d'intervention pour l'élevage en zone pastorale. Ces unités (progressivement une cinquantaine) devaient couvrir chacune une aire d'une quinzaine de kilomètres de rayon autour d'un forage, correspondant à l'espace desservi pour l'abreuvement des campements et des troupeaux résidents. Elles ne correspondent pas toujours au finage d'une communauté rurale (premier échelon administratif des collectivités locales).

---

<sup>168</sup> L'article 44 de la Loi d'orientation agricole et sylvo-pastorale, (LOASP), votée en 2003 : « *Le pastoralisme est reconnu comme constituant un mode de mise en valeur de l'espace rural et des ressources naturelles. Les activités pastorales doivent être exercées dans le respect de l'environnement et des autres activités agricoles, sylvicoles et rurales.* ». En contradiction avec les discours techniques sous-sectoriels, le pastoralisme reste considéré comme un mode de production résiduel. Citation du président de la République en exergue du document de la Nouvelle Initiative sénégalaise pour le développement de l'élevage (NISDEL) en 2004 : « *L'image de bovins faméliques et cachectiques errant à la recherche d'hypothétiques pâturages et points d'eau doit à jamais disparaître du paysage agricole sénégalais* ».

Dans la zone méridionale, relativement plus arrosée (400 mm/an), la population est en majorité agropastorale et sédentaire, même si les troupeaux transhument. Dans le Nord, en revanche (moins de 300 mm de pluie par an), à quelques kilomètres de la vallée du fleuve Sénégal dont les rives aménagées ne sont plus accessibles aux transhumants, l'élevage est quasiment la seule activité possible. En saison sèche, la plupart des familles quittent leur campement d'hivernage pour installer un ou plusieurs campements successifs, en accompagnant la transhumance des troupeaux. Dans ces agglomérations autour des forages du Nord, l'activité s'assouplit jusqu'aux retours de transhumance.

Pour les pouvoirs publics, ce modèle spatial d'organisation devait couvrir tout le territoire national et organiser l'élevage pastoral en « vivier du dispositif » de modernisation. L'organisation exclusive de l'espace en « unités pastorales » (NISDEL, p. 6) démontrait une profonde méconnaissance des contraintes bioclimatiques, puisque l'on prétendait circonscrire dans une seule unité pastorale les pâturages d'hivernage et de saison sèche. Le pastoralisme devait, à nouveau, remplir les tâches traditionnellement dévolues à l'élevage naisseur<sup>169</sup> au temps de la politique de stratification régionale tentée sans succès dans le Ferlo et ailleurs au Sahel pendant la décennie 1970. Selon ce modèle, la zone la plus aride (au nord de l'isohyète des 400 mm) avait une vocation d'élevage naisseur ; les éleveurs des régions méridionales plus arrosées avaient pour rôle d'élever les veaux achetés aux pasteurs du Nord ; enfin les exploitants des régions les mieux pourvues en pâturages et les plus proches des marchés devaient se spécialiser dans la « finition » des bœufs destinés aux abattoirs. Le domaine sahélo-soudanien s'organisait théoriquement en zones agro-écologique et économiques spécialisées. Ce modèle a massivement échoué faute d'avoir tenu compte des réalités socio-économiques pastorales : notamment la multifonctionnalité du bétail dans les systèmes sahéliens : les familles pastorales exploitant économiquement et socialement leur troupeau pour gérer l'incertitude et « sécuriser » leurs conditions de vie<sup>170</sup> n'ont aucune raison de décapitaliser leur troupeau sans garantie. De plus selon la structure familiale peule,

---

<sup>169</sup> Élevage naisseur : système centré sur la production et l'exploitation commerciale des jeunes animaux.

<sup>170</sup> Manoli C, Ancey V, Corniaux C, Ickowicz A, Dedieu B, Moulin CH, 2014. "How do pastoral families combine livestock herds with other livelihood security means to survive? The case of the Ferlo area in Senegal." *Pastoralism: Research, Policy and Practice* Vol 4: n.p.

l'organisation de la propriété et la division du travail, les femmes ont des droits sur le troupeau et sur les revenus laitiers ; elles n'ont pas d'intérêt à la vente systématique des veaux. Enfin dans les régions les plus méridionales l'élevage entrait principalement dans les systèmes de production et d'épargne mais ne constituait pas une spéculation commerciale. Dans la politique de développement de l'élevage au Sénégal proposée à partir des années 2000, il n'est plus question de découpage spatial strictement agro-écologique ; le projet d'artificialisation progresse : c'est grâce à l'implantation d'îlots d'intensification que doit se diffuser progressivement « la modernité » à l'ensemble de l'espace pastoral.

Une intensification en milieu pastoral engendrerait un renchérissement notable des coûts de production. L'implantation de Centres d'impulsion pour la modernisation de l'élevage (CIMEL) et de fermes privées modernes nécessite des investissements, des équipements et des intrants coûteux. Ainsi, les coûts de l'alimentation des vaches métisses, issues de programmes d'insémination artificielle, sont nettement supérieurs à ceux des races locales. L'effet « mécanique » attendu de la baisse des prix liée à une hausse de la production et aux gains de productivité serait amorti par la hausse des coûts de production et des intrants. Par ailleurs, la structure de la filière élevage au Sénégal induit des coûts de transaction, de transport et de transformation incompressibles : en effet, l'organisation socio-économique repose sur des commerçants, des convoyeurs et des intermédiaires assurant des prestations sociales et économiques : garantie de l'origine des animaux et paiement à crédit, rotation des capitaux, maîtrise des rapports de travail. Les passeurs remplissent les formalités douanières pour le compte de vendeurs étrangers ou peu avertis ; les logeurs hébergent des commerçants et garantissent l'origine et la qualité du bétail ; enfin, les courtiers de petite ou de haute volée s'entremettent dans les transactions et spéculent parfois pour leur propre compte. Dans la filière du bétail<sup>171</sup> comme je l'avais remarqué autour de la ville de Korhogo, l'appartenance ethnique des acteurs, Peuls éleveurs, Dioulas commerçants, fait partie du jeu social que tous les acteurs maîtrisent avec une certaine distance.

Les politiques d'élevage affichant dans les années 2000 des objectifs d' « assainissement » de la filière par la réduction du nombre d'intermédiaires entre le producteur et le consommateur

---

<sup>171</sup> Van Ufford PQ, Zaal F, 2004. "The transfer of trust: ethnicities as economic institutions in the livestock trade in West and East Africa." *Africa* Vol 74. Pp 121-45.

final reproduisaient la tentation historique entre deux options débattues au congrès de Bamako de 1951 : l'entrisme dans la filière ou la création parallèle d'un circuit « moderne » qui court-circuiterait les intermédiaires. De l'A.O.F. interventionniste du milieu du XX<sup>e</sup> siècle au Sénégal libéral une soixantaine d'années plus tard<sup>172</sup>, malgré le changement de contexte idéologique et politique, persiste le même souci de mise en ordre, de rationalisation et de modernisation.

Si le fond du débat était inchangé, l'option prise au milieu des années 2000 par l'administration sectorielle n'était plus de transformer massivement les systèmes pastoraux : les techniciens préféraient créer en parallèle des îlots techniques modernes. La volonté n'était plus de transformer et d'intégrer l'ensemble des producteurs au sein d'une filière « améliorée », mais de juguler peu à peu un système agro-pastoral de production et de vie par l'implantation d'unités pastorales à mobilité réduite.

Les enquêtes de terrain permettent d'apprécier la discordance entre les dynamiques sociales et économiques et un discours sur l'enchaînement linéaire de la modernisation technique et de ses effets économiques.

Au Salon international de l'agriculture de Paris de 2005, le ministre de l'Élevage sénégalais déclarait que « les soutiens à l'élevage » contribueraient à l'amélioration des niveaux de productivité et « [permettraient] de nourrir au moins le Sénégal et [de] baisser de manière drastique les importations en lait et en viandes »<sup>173</sup>. Il affirmait déjà en 2004 la nécessité de prendre en compte « les difficultés d'approvisionnement des villes en forte croissance démographique »<sup>174</sup>, thème récurrent des politiques publiques en Afrique subsaharienne<sup>175</sup>. Or si le caractère incontournable de la croissance de la demande intérieure ne peut être nié, en revanche la viande bovine, indigène ou importée, devient progressivement un luxe et les protéines animales viennent de plus en plus d'un produit moins valorisé, la volaille. Cet enjeu

---

<sup>172</sup> Gning M. *Trade, political influence and liberalization : situating the Poor in the political Economy of Livestock in Senegal*. Rome: FAO, 2004.

<sup>173</sup> *Le Soleil*, 1er mars 2005.

<sup>174</sup> *Le Quotidien*, 22 juin 2004

<sup>175</sup> Atelier « Approvisionnement et distribution alimentaire dans les villes francophones d'Afrique », Dakar, 1997 mais voir aussi les télégrammes des administrateurs en Côte d'Ivoire dans les années 1920.

reste cependant occulté dans le discours officiel et les documents stratégiques proposaient d'« accroître la production annuelle de viande de 125 000 t en 5 ans (2005 – 2010) pour porter la consommation par habitant à 20 kg » alors qu'on observait depuis trente ans une baisse de la consommation annuelle de viande par habitant (tous ruminants confondus), accentuée par la hausse des prix au kilo sur les marchés terminaux. Le bétail des pays de la sous-région, à vocation exportatrice et bénéficiant de la franchise de droits, pénètre et pénètre peu sur le marché sénégalais, si ce n'est lors de la Tabaski (la grande fête de l'Aïd el Kebir). Inversement, entre 1986 et 1997, la consommation de viande de volaille a triplé pour atteindre 22 % de la consommation globale de viande dans le pays. Les niveaux des prix se conjuguent avec un pouvoir d'achat qui diminue.

La stratégie basée sur la constitution de Centres d'impulsion et de modernisation de l'élevage (CIMEL), se référant aux projections de croissance de la demande urbaine, apparaît en contradiction avec la faible solvabilité de la majorité urbaine. Le décalage remarqué près de vingt ans auparavant entre les réalités pastorales et les discours des politiques de développement (Bonfiglioli, 1991) persiste et s'aggrave.

La mortalité du bétail a diminué grâce à des campagnes de vaccinations systématiques, l'installation d'un maillage régulier de forages à partir des années 1950. L'aménagement des bas-fonds du fleuve Sénégal, l'intervention sur les prix du bétail et ses coûts de production au début des années 1980, les grands barrages de la fin des années 1980, les projets de gestion des ressources naturelles depuis les années 1990<sup>176</sup> ont provoqué de profondes réorganisations dans la mobilité. Mais ces transformations n'ont pas eu d'effets durables sur le taux de commercialisation ni sur la productivité de la filière. Par ailleurs, la compétitivité externe des produits bovins dépend moins des niveaux de productivité de l'élevage extensif que de la capacité de ces produits à remplir les normes sanitaires imposées par les pays du Nord. La conquête de nouveaux marchés ne dépend pas de l'accroissement de la productivité

---

<sup>176</sup> Dupire 1957, Op. Cit. Barral H, Bénédicte E, Boudet G *et al.*, 1983. *Systèmes de production d'élevage au Sénégal dans la région du Ferlo: synthèse de fin d'études d'une équipe de recherches pluridisciplinaire*. GRIZA/LAT-ISRA ; GERDAT/ORSTOM, 172 p. Sutter J, 1987. "Cattle and inequality : Herd size differences and pastoral production among the Fulani of northern Senegal." *Africa* Vol 57. Pp 196-218. Touré O, 1986. *Peul du Ferlo*. Editions L'Harmattan.

et de la baisse des prix de la viande, mais de la capacité à franchir les barrières sanitaires. La sécurisation des systèmes de production allant dans le sens d'une politique alimentaire souveraine ne découle pas automatiquement de la modernisation et de l'intensification des filières.

Un hiatus sépare également les procédures affichées et l'élaboration réelle des politiques. Ici, il ne s'agit pas simplement de l'écart habituel entre la cohérence d'un récit politique achevé et le bricolage d'une politique en train de se faire, ou entre la science enseignée et la science se faisant : l'enjeu est d'occulter un déficit de souveraineté. Alors que le système d'aide au développement rappelle communément le besoin de « concertation d'acteurs », de « prise en compte des aspirations à la base », de « développement local aut centré », suivant le principe d'appropriation des politiques par les Etats souverains introduisant la Déclaration de Paris de 2005, le mode d'élaboration des documents fondateurs se poursuit trop souvent sans consultation ni participation des organisations professionnelles, de l'interprofession, des techniciens, ni de la recherche, sans partage de l'information ni consultation des objectifs auprès de la « société civile ». Dans la forme autant que dans les objectifs juxtaposés, les documents de politique s'apparentent plus à une expertise de « projet »<sup>177</sup> qu'à un texte politique. Au nom de l'urgence et de la modernité, l'ensemble du processus politique d'élaboration de ce cadre d'intervention est court-circuité. Que reste-t-il alors du concept de souveraineté alimentaire, valorisant l'autonomie des politiques, des objectifs et des moyens ? Sur quels fondements économiques et sociaux repose cette politique affichée ? La reconduction des orientations montre qu'une telle politique remplit des fonctions politiques et sociales de régulation autant que de développement<sup>178</sup>.

## 2-LA COLLECTE LAITIERE AU SENEGAL

---

Les initiatives de collecte laitière en milieu pastoral sont révélatrices des dynamiques au

---

<sup>177</sup> En témoignent l'approche, les objectifs visés, les méthodes mises en œuvre (cadre logique, budget, bénéficiaires, *packages* techniques, appels aux financements extérieurs).

<sup>178</sup> Hibou B, 1996. *L'Afrique est-elle protectionniste ? Les chemins buissonniers de la libéralisation extérieure.* : Karthala. Dans cet ouvrage tiré de sa thèse, Béatrice Hibou a analysé la libéralisation du secteur stratégique de la filière du riz au Sénégal, comme un champ politique où se négocient les prérogatives internes de l'Etat et des grands commerçants et importateurs.

sein des familles d'éleveurs producteurs et entre celles-ci et les intervenants extérieurs, consommateurs, commerçants, services techniques et projets de développement, Etats et firmes. Ces dynamiques reposent sur des équilibres sociaux, écologiques et politiques, donc historiques et instables par nature. Dans une histoire sociale des sociétés pastorales, des représentations et des politiques en interaction avec l'aide au développement, le lait offre un cas d'étude révélateur des réalités locales, des politiques, des disciplines et des champs de la recherche, et des interactions entre ces registres.

Le lait est un objet socio-technique complexe : produit périssable, sa transformation met en jeu la division du travail et les logiques industrielles et domestiques ; bien que normalisé et standardisé par l'action publique, il révèle différentes formes de rationalité : celles des éleveurs (où il faut distinguer les intérêts de genre au Sahel), celles des savants, des entrepreneurs et des pouvoirs publics, chacune d'entre elles ne pouvant être réduite à un archétype.<sup>179</sup> Le commerce international et des commerces sociaux et économiques locaux se constituent autour de produits laitiers différenciés : des produits frais ou de garde - caillé, fromage ou beurre-, des espèces, voire des races animales diverses. Cette sociologie économique a donc également une ambition théorique, c'est-à-dire politique : partir de l'objet pour traiter sa matérialité, son traitement, ses usages marchands ou non marchands, ses transformations, conduit à prouver les emprunts obligés entre les sciences de la société, des techniques et de la nature. Ce faisant, une sociologie économique du lait traite aussi les activités économiques comme une partie de la vie sociale, à l'inverse de l'économie institutionnaliste qui tend à traiter les compétences individuelles et collectives et les liens sociaux comme des capitaux (sociaux, humains) valorisables et échangeables, dans un univers représenté en référence à un marché abstrait<sup>180</sup>.

En Afrique, les interventions les plus récentes relèvent d'entreprises privées revendiquant l'inscription dans le social business, avec l'appui d'Organisations Non Gouvernementales (O.N.G.), et remplacent des projets antérieurs de transformation des races. Les sociétés

---

<sup>179</sup> Vatin F, 1996. *Le lait et la raison marchande : essais de sociologie économique*. Presses universitaire de Rennes. a mobilisé des enquêtes empiriques sur des espaces dans des situations contrastées, en Bretagne et au Sahel, pour comparer deux essais d'industrialisation laitière à près d'un siècle d'intervalle.

<sup>180</sup> François Vatin, *ibid.*

pastorales se les approprient en fonction de leurs conditions sociales, économiques et écologiques. Le projet technico-politique de l'intensification laitière s'inscrit dans le discours international sur l'élevage concernant l'expansion de la demande urbaine pronostiquée pour les années 2000<sup>181</sup>. L'accroissement de la demande mondiale en produits animaux est entré en tension avec l'intensification des systèmes et leurs impacts environnementaux ainsi que la concurrence entre l'alimentation humaine et animale<sup>182</sup>.

Cette vision productiviste technicise les enjeux de production animale, au risque d'occulter le rapport des éleveurs à l'environnement, aux marchés et d'ignorer les dynamiques de changement des systèmes d'élevage. L'Etat et les industriels tiennent un discours enjoignant à l'augmentation de la production laitière par la sédentarisation, l'apport d'intrants et l'amélioration génétique du bétail. Comme toujours, les réalisations régionales et locales sont plus diverses, qu'elles relèvent d'initiatives privées individuelles ou de projets de développement aux multiples statuts.

Au Sénégal, la périphérie de la capitale, Dakar, se caractérise par un élevage intensif conduit par des investisseurs urbains ; la ceinture périurbaine de la ville de Kolda, au sud du pays, se caractérise par des exploitations qui intègrent agriculture et élevage et par un réseau de mini-laiteries ; au nord, autour de la ville de Richard Toll, l'élevage pastoral rencontre l'implantation récente (2006) d'une laiterie industrielle. La logique industrielle (sédentarisation et spécialisation de la production ; usage accru des intrants ; amélioration génétique par insémination artificielle) rencontre celle des pasteurs (multifonctionnalité ; modèle allaitant ; vente saisonnière du lait). La volonté d'intensification, ignorant ces spécificités (la mobilité, l'usage optimal de ressources aléatoires)<sup>183</sup>, a justifié historiquement des actions publiques qui ont compromis les complémentarités agro-écologiques entre

---

<sup>181</sup> Delgado CLR, Marc W. ; Steinfeld, Henning ; Ehui, Simeon K ; Courbois, Claude. *Livestock to 2020: The next food revolution* IFPRI, 1999. Basé sur une prospective démographique et économique prévoyant l'explosion de la demande en protéines animales dans les pays émergents, ce rapport a influencé les modèles de développement des productions animales dans les institutions du développement, Banque Mondiale et FAO, juste avant qu'un autre rapport de la FAO établissant les impacts environnementaux de l'élevage intensif ne complique les choix : Steinfeld H, Gerber P, Wassenaar T, Castel V, de Haan C, 2006. *Livestock's long shadow: environmental issues and options*. Food & Agriculture Org.

<sup>182</sup> Steinfeld H, Mooney HA, Schneider F, Neville LE, 2013. *Livestock in a changing landscape*, Volume 1: Drivers, consequences, and responses. Island Press.

<sup>183</sup> Krätli S, Schareika N, 2010. "Living off uncertainty: the intelligent animal production of dryland pastoralists." *European Journal of Development Research* Vol 22. Pp 605-22.

espaces (vallée du fleuve Sénégal et arrière-pays). Cette approche technique dominante occulte un choix politique d'importation de poudre de lait détaxée. Ce schéma fait abstraction des visions et des pratiques des éleveurs liées aux contextes économiques et environnementaux. Or, compte tenu des limites de plus en plus évidentes des modèles de production conventionnels, ces dimensions économiques et environnementales sont incontournables dans les choix politiques.

### 3-FONCIER PASTORAL AU SENEGAL ET AU NIGER : UNE OPPORTUNITE POUR L'AGRO-ECOLOGIE ?

---

Un deuxième champ d'intervention important dans les politiques contemporaines concernant le pastoralisme subsaharien est la réforme des codes fonciers, parce qu'elle concerne la construction de la citoyenneté pastorale autant que la sécurisation de la mobilité. En milieu non artificialisé, la reproduction du mode de vie pastoral se joue sur des ajustements constants des pratiques à des ressources aléatoires et dispersées. C'est le cas au nord et au sud du Sahara, où la pluviosité varie annuellement de 30% en moyenne. De ce fait, les sociétés pastorales nomades et transhumantes ont historiquement créé et pratiquent des droits fonciers sophistiqués : droits de parcours, droits prioritaires, réciprocités sur des territoires voisins ou distants... Ces droits reposent sur une mobilité socialement instituée, mais le droit positif centralisé et sédentariste peine à reconnaître deux stratégies vitales pour la vie économique et pour la reconnaissance politique des populations pastorales : les formes singulières d'appartenance à des territoires d'attaches fréquentés de loin en loin, et la mise en valeur pastorale des ressources partagées, parcours et eaux de surface.<sup>184</sup>

---

<sup>184</sup> Une journée d'étude (15 avril 2014 à Montpellier) organisée sur le foncier pastoral dans le cadre du Groupement d'Intérêt Scientifique du Pôle Foncier proposait de relier les enjeux de citoyenneté des populations pastorales aux contraintes de leur mobilité, à travers plusieurs regards disciplinaires, dans le cadre de son programme de recherche « Les politiques de la terre dans les pays du Sud : entre Etat, marchés et dispositifs coutumiers », animé à la Maison des Sciences de l'Homme. Les contributions d'André Marty (- Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement Iram Montpellier), d'Oussoubi Touré (EPAR Dakar) apportaient des éclairages historique et anthropologique sur la construction des politiques foncières concernant le pastoralisme. Bernard Hubert (Inra-Agropolis Montpellier) intégrait ces questions foncières dans une réflexion sur les enjeux agro-écologiques des frontières et de la transformation de l'agriculture.

Le Niger et le Sénégal<sup>185</sup> présentent deux cas contrastés de réforme. Au Niger, la loi de 1959 fixant une limite nord aux cultures s'inscrivait dans le registre colonial reconnaissant « des terres vacantes et sans maître » : en revanche dès 1961, la limite nord des cultures est repoussée et la zone au nord est érigée en zone de « modernisation pastorale », équipée de pompes, de réserves de pâturages de 40 kms de côté. Une nouvelle génération de textes est produite à partir de 1987 : un comité national prépare un code rural, prenant en compte la zone spécifique pastorale. Un bilan réalisé en 1990 par le Ministère des Affaires Pastorales et Nomades identifie des problèmes (méconnaissance des textes, divergence des discours publics par rapport aux textes, évaluation de la sécurité alimentaire restreinte aux productions agricoles, y compris au Nord, difficultés à prendre en compte dans la loi les réalités pastorales, manque de distinction entre les pouvoirs juridiques et judiciaires, instabilité du personnel administratif, donc des décisions, et problèmes jamais réglés...). Le groupe de travail sur le code rural a identifié trois régimes de droits en vigueur : les sources traditionnelles locales reconnaissant des territoires d'attache, le droit classique musulman établissant une jurisprudence à partir de textes du XV<sup>e</sup> siècle, et des éléments du droit moderne.

Un code rural est promulgué en 1993. Le décret de 1997 fixe le statut du territoire d'attache des pasteurs, qui ne relève pas d'un droit de propriété, mais d'un droit d'occupation à faire reconnaître avec l'appui de commissions foncières. Dans les années 2000, le processus de démocratisation heurté pousse à préciser encore le code rural de 1993 : l'émergence d'une société civile pastorale active contribue à diffuser la notion de mobilité pastorale de manière plus positive que dans les années 1990 ; de nombreuses versions de l'ordonnance se succèdent, en complément au texte de 1993. C'est un régime militaire qui publie en 2010 le texte de l'ordonnance remettant en question l'existence de ranchs privés et affirmant fortement l'existence d'un droit collectif. L'ordonnance apporte trois compléments notables : trois pages de définitions de termes liés au pastoralisme, la reconnaissance du droit fondamental de la mobilité pastorale, comme mode d'exploitation rationnel et durable, et la

---

<sup>185</sup> Eléments tirés des deux présentations « Foncier pastoral au Niger : autour du processus d'établissement des textes nigériens », André Marty et « Foncier pastoral au Sénégal : la gestation difficile d'une législation sectorielle et les enjeux de positionnement des acteurs », Oussouby Touré, 15 avril 2014.

limite Nord des cultures est reprécisée. Un tel texte aurait-il été voté par une assemblée nationale ?

La gestation de l'avant-projet de code pastoral au Sénégal (2013) et les enjeux de positionnement des acteurs concernés se font dans un contexte différent. Le code pastoral entend, « *en tant qu'aménagement (s) législatif(s) et réglementaire(s), formaliser la volonté politique des « gouvernants, exprimée sous l'influence des aspirations des catégories socioprofessionnelles dont il conditionne l'exercice de l'activité* ». Le texte part du constat d'un déséquilibre entre les droits reconnus aux différents acteurs par la Loi sur le Domaine National (1964) : l'affectation de terres aux agriculteurs est un droit d'usage précaire entériné comme un véritable droit, alors que le pastoralisme, mode collectif de mise en valeur, ne permet pas de bénéficier d'un droit d'affectation. Le décret de mars 1980 portant organisation des parcours se focalisait sur le règlement des conflits, au détriment de la conservation des droits d'usage pastoraux, et ses dispositions sont difficiles à appliquer concernant le bornage des pâturages. Près de dix ans après la promulgation de la Loi d'Orientation Agro-Sylvo-Pastorale en 2004, l'alternance politique de 2012 a relancé la promotion d'un code pastoral. Cependant le processus a été critiqué par un réseau d'experts et de militants associatifs (Réseau Billital Maroobe) pour le manque de participation accordée aux éleveurs, et le défaut de cohérence institutionnelle qui démarque le droit pastoral d'un schéma agricole global marqué par une ambition productiviste (fermes, îlots d'investissement). Cette priorité conduit les investissements publics à se faire au détriment des systèmes pastoraux. Dans son analyse, O. Touré insiste sur l'instabilité institutionnelle qui prévaut, rendant difficile la consolidation d'une coalition d'acteurs associatifs, techniques et politiques : dans le milieu social et professionnel, l'émiettement des forces, les stratégies de positionnement institutionnel et le manque de légitimité ou de compétence des leaders restent des éléments de blocage. Au niveau institutionnel, la politique agricole se traduit par une somme de décisions qui n'abordent pas le grave enjeu de la réforme foncière et agricole, faute de capacité d'élaboration et de mise en œuvre cohérente face aux directives des institutions internationales d'aide au développement.

En regard des expériences politiques exposées ci-dessus, il semble utile de refonder les modes d'explication du pastoralisme, compte tenu des enjeux de l'économie et du vivant,

pour renouveler les politiques<sup>186</sup>. Les modes explicatifs dominants qui fondent la conception des politiques publiques et induisent les pratiques courantes sont limités : la configuration actuelle des politiques, des marchés et des savoirs agronomiques met en avant les enjeux de dégradation des terres et d'industrialisation des productions. Dans ce schéma, il est difficile de faire entrer le complexe et le vivant, qui sont pourtant des caractéristiques du pastoralisme. On se trouve dans une situation de lock-in technologique où pèsent les choix antérieurs technologiques (mécanisation, sédentarisation, engrais) et cognitifs (savoir, représentations de la nature)<sup>187</sup>, alors que l'enjeu n'est plus d'assurer les conditions du maintien des formes d'exploitation, mais de permettre l'émergence de nouvelles formes de gestion du vivant<sup>188</sup>.

Une transition intellectuelle est nécessaire pour déverrouiller la situation. Ainsi en agro-écologie, les priorités courantes sont le contrôle de la frontière agraire, en développant l'agriculture tout en préservant les principales fonctions écologiques dans les espaces non cultivés (par le zonage, les Paiements de Services Environnementaux, la concentration). En alternative à ce modèle qui cherche à recomposer l'agriculture en recherchant la suffisance des ressources, et qui découle d'une approche utilitariste de la nature comme un capital donné, le paradigme de l'intégrité fonctionnelle vise à transformer l'agriculture, créer des mosaïques paysagères, générer des économies de diversité, prendre en compte des faisceaux de droits : penser l'intégration au lieu de la stratification, pour maîtriser un monde poreux par nature.<sup>189</sup>

---

<sup>186</sup> Réflexion tirée de la présentation de B. Hubert (op.cit.)

<sup>187</sup> Cette histoire traverse au cours du XX<sup>e</sup> siècle des ruptures pratiques et/ou épistémologiques dans les métiers de l'agriculture comme de la recherche. Hubert B, 2010. "L'agronomie, science de l'agriculture?" *Le mouvement social*. Vol 4 ; n°233. Pp 143-57.

<sup>188</sup> Bernard Hubert (op.cit., p155-156) : Il ne s'agit plus seulement de respecter l'environnement, ou pire, de concilier l'agriculture et l'environnement mais de faire en sorte que l'environnement soit bien, parmi d'autres, une des productions de l'agriculture (...) pour cela, une des premières tâches pour lui donner sens consisterait à produire des critères de performance (...) et une métrologie liée qui prennent en compte ces complémentarités ».

<sup>189</sup> Paul Thompson distingue deux significations philosophiques – et deux voies de mise en œuvre – dans la notion de soutenabilité : la suffisance des ressources, ou l'intégrité fonctionnelle. Se préoccuper de la suffisance des ressources conduit à recomposer l'agriculture en assurant un usage durable des ressources et des productions suffisantes pour les générations futures. Dans une approche d'intégrité fonctionnelle, l'agriculture est considérée comme un système complexe de pratiques productives, de valeurs sociales et de liens écologiques. Thompson PB, 1997. "Sustainability as a norm." *Techné: Research in Philosophy and Technology* Vol 2. Pp 99-110. Thompson

Une écologie fondée sur ce courant appelle le dialogue avec les sciences sociales, pour requalifier les ressources : les deux approches montrent que les ressources n'existent pas en elles-mêmes, mais à travers l'usage de certains éléments du milieu qu'exploitent certains groupes humains. Ce qui est ou fait ressource un temps, pour un groupe donné, ne le sera pas à un autre moment ou pour un autre groupe. Pour le pastoralisme, le droit à la mobilité est une ressource immatérielle nécessaire à la reproduction du système, permettant aux pasteurs et leurs troupeaux d'accéder aux ressources d'écosystèmes complémentaires, dans des espaces discontinus et différents, suivant plusieurs temporalités : saisonnières, inter-saisonnières, annuelles ou pluri annuelles.

Il est donc remarquable que les critiques de la réforme du code pastoral au Sénégal aient porté précisément sur le clivage reconduit entre le droit pastoral et un schéma agricole global marqué par une ambition productiviste, sans que le mot d'agro-écologie ne soit écrit une seule fois...

#### 4-LE RAPPORT AU CHANGEMENT : PRESCRIPTIONS ET DYNAMIQUES SOCIALES.

---

Un tel rapport au changement, d'une ambition considérable, semble hors de portée d'une politique nationale dont la souveraineté est contrainte par l'aide, et son orientation est très éloignée des objectifs de modernisation de l'agriculture, définie comme l'accroissement des rendements et de la productivité. Les deux priorités du Plan Sénégal Emergent (PSE) sont 1) l'accélération de la croissance économique 2) l'amélioration de l'environnement des affaires. Dans le secteur de l'agriculture, ce plan met l'accent sur la structuration de la filière arachide et le développement de corridors céréaliers, puis des micro-projets de soutien à l'agriculture familiale, aux filières à « haute valeur ajoutée » et à l'élevage<sup>190</sup>. La politique

---

PB, 2007. "Agricultural sustainability: what it is and what it is not." *International Journal of Agricultural Sustainability* Vol 5. Pp 5-16.

<sup>190</sup> *Plan Sénégal Emergent. Plan d'actions prioritaires 2014-2018*. P6. *Situation économique et financière en 2014 et perspectives en 2015*. La fiche pays rédigée par le Ministère français de l'Agriculture définit l'agriculture sénégalaise de manière dualiste : « des exploitations, familiales à 90%, combinant cultures vivrières et cultures de rentes, produisant essentiellement pour l'auto-consommation, et des exploitations entrepreneuriales dénommées agrobusiness sur base d'investissements nationaux et étrangers » . *Sénégal : contexte agricole et relations internationales*. Paris: Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, 2016. P3.

agricole du Sénégal s'inscrit dans le cadre de la politique régionale de la CEDEAO<sup>191</sup> qui vise à «construire un marché régional performant en s'appuyant sur les exploitations familiales et la promotion des entreprises agricoles grâce à l'implication du secteur privé » (Ministère Agriculture, Agroalimentaire et Forêt, op.cit.). Dans un contexte d'affaiblissement des structures d'encadrement hérité des années 1980-1990, les éleveurs assimilent les interventions « des projets de développement » à l'essentiel de l'action publique. Ces projets constituent le point d'impact le plus visible des incitations au changement.

Les organisations professionnelles agricoles du Nord qui interviennent dans la coopération pour le développement, directement à travers la coopération décentralisée, ou indirectement, en diffusant des schémas de modernisation, ont reproduit des schémas propres à l'histoire de la profession agricole en France et en Europe<sup>192</sup>. Au-delà des processus de création, « top-down » ou « bottom-up », de nombreuses formes d'organisations (coopératives, Groupements d'Intérêt Economique...), tensions et transactions relient les mondes des éleveurs au milieu de l'administration et des projets. Le développement de l'élevage pose question aujourd'hui dans ces différents espaces socio-professionnels, où les conceptions des acteurs sont divergentes, les injonctions de changement sont de plus en plus prégnantes et les programmes de modernisation s'attèlent dans leur pluralité à traduire les orientations politiques. Dans ce contexte, l'identité professionnelle d'éleveur ne renvoie pas à la même chose chez les éleveurs et chez les prescripteurs. Pour ces derniers, l'éleveur professionnel est à « créer » et doit remplacer le pasteur qualifié d'irrationnel attaché à son bétail et insensible aux innovations techniques. La représentation que les politiques ont des éleveurs pastoraux au Sénégal dans les années 2000 – 2010 reste attachée à une ambition transformatrice qui s'inspire toujours de modèles extérieurs, en ce qui concerne le potentiel

---

<sup>191</sup> Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest. ECOWAP/PDDA = Economic Community of West Africa States Agricultural Policy.

<sup>192</sup> Sur les débats et les problèmes liés à la « professionnalisation » de l'agriculture en France ou en Afrique (études des transformations et réflexions sur le terme), voir Lémery B, 2003. "Les agriculteurs dans la fabrique d'une nouvelle agriculture." *Sociologie du Travail* 45: 9-25. ; Pesche D, 2008. "Dynamique d'organisation des ruraux et renforcement des capacités pour l'élaboration des politiques publiques en Afrique subsaharienne." *Développement local, gouvernance territoriale. Enjeux et perspectives*: 69. ; Devèze JC, 1992 "Les organisations rurales au coeur de la transformation des campagnes africaines ?" *Bulletin de l'APAD* 4: 7p. Guillermou Y, 2003. "Organisations paysannes et mutations rurales sur les hautes terres de l'Ouest Cameroun. Professionnalisation ou auto-promotion assistée?" *Afrique des réseaux et mondialisation*, Bart F, Lenoble-Bart, A eds. Karthala.

zootechnique ou l'organisation de la profession.

### **Les représentations par les éleveurs**

Dans les systèmes pastoraux, les efforts sont constants pour tenir et renouveler des équilibres satisfaisants entre des ressources pastorales par nature instables. L'incertitude, l'hétérogénéité et les déséquilibres sont des conditions connues dans les systèmes pastoraux, mais on connaît moins tout ce que les familles pastorales recomposent sans cesse, en leur sein et par rapport au monde extérieur, y compris leurs arrangements familiaux et leurs déchirements intimes, pour changer comme pour reproduire leur mode de vie. Les éleveurs ont des visions du monde variées, voire conflictuelles ; et les représentations de leur identité sociale, de leur métier et de leur avenir font également débat, bien loin du communautarisme souvent prêté aux sociétés pastorales. A partir de l'étude des discours, des positions professionnelles et des choix techniques des éleveurs, plusieurs sens peuvent être donnés à l'élevage (cf encadré 4).

#### **Encadré 4 Les sens donnés à l'élevage par des éleveurs au Sénégal vers 2010**<sup>193</sup>

**1) Investir dans l'adoption de techniques modernes compatibles avec le système extensif, pour faire face aux conditions du milieu, continuer d'exister comme éleveur et pouvoir se réaliser ailleurs.**

Pour Alpha, il ne s'agit plus « *d'entretenir un troupeau pour le plaisir de rester éleveur et pour la subsistance comme le faisaient les parents* ». Son élevage, même s'il s'inscrit dans une logique de reconnaissance sociale, n'est guidé ni par un besoin d'affirmation d'appartenance à son groupe social, ni par un quelconque impératif de survie. « *En ce moment je suis en train de me remettre à l'élevage, car j'avais commencé à le délaissé au profit de la riziculture. L'année dernière j'ai acheté de nouvelles races : 2 Guzerats, 6 vaches mauritaniennes et une trentaine de vaches de race locale* » (Alpha).

Pour Coumba, le système d'élevage basé sur l'accumulation de grands troupeaux n'a pas d'avenir face aux contraintes d'accès aux ressources. « *Je crois que tôt ou tard, les gens finiront par se concentrer sur de petits effectifs gérables, car actuellement les tailles de troupeaux sont*

---

<sup>193</sup> Les témoignages ci-dessous sont extraits de la thèse en sociologie de Diao Camara AS, 2013b. Le rapport au changement en société pastorale. Le cas des éleveurs du Ferlo et de Colonnat., Université de Bourgogne. Direction Bruno Lemery, encadrement Véronique Ancey.

*très importantes et cela compromet la disponibilité des ressources. Le vol de bétail constitue également une contrainte majeure dans cette zone» (Coumba).*

Cependant, ce pronostic général contredit leur refus personnel de réduire la taille des troupeaux. Face à l'incertitude, les éleveurs, conscients de la nécessité de cette réduction de la pression sur les ressources fourragères, ne se sentent pas assez sécurisés pour renoncer à ce type d'élevage. *«Ceux qui pensent que le système d'élevage tel que nous le pratiquons est primitif et insensé n'ont rien compris. Moi qui pensais comme eux à un moment donné, j'ai bien fait de m'y remettre» (Alpha).* Il fait allusion à son échec dans l'intensification de son élevage.

La justification de ces éleveurs ne s'appuie pas sur le registre de la conservation de traditions léguées par des ancêtres mais plutôt sur des considérations pratiques et rationnelles. Les investissements dans d'autres domaines comme la riziculture pour Alpha et le projet d'investir dans le transport collectif pour Coumba confirment leurs postures d'investisseurs prompts à s'engager dans des créneaux prometteurs.

## **2) Un discours de continuité**

Les registres auxquels ce discours fait référence sont relatifs aux liens affectifs au bétail, aux connaissances sanitaires permettant d'entretenir les animaux et aux savoirs nécessaires pour trouver les ressources pastorales naturelles (eau et pâturages) dans un contexte d'aridité et d'incertitude. *« Je suis éleveur depuis que je suis né, c'est tout ce que je sais faire et je le fais bien et quand je serai vieux je passerai le flambeau à mon fils, qui je pense fera pareil » (Kalidou).*

Ce discours de continuité sociale est partagé par plusieurs éleveurs, l'héritage est à la fois utile et précieux et il faut le léguer à la jeune génération.

*«Il ne faut pas sous-estimer nos compétences en matière d'entretien du bétail, les techniques modernes sont certainement bonnes, j'ai participé à plusieurs sessions de formation et j'ai accepté d'inséminer deux vaches mais cela ne me convainc pas. » (Oumar).*

Ils sont comme *« héritiers d'une culture agricole menacée »* pour reprendre les termes de Dufour et al (op.cit.).

*« Ce type d'élevage que nous pratiquons ne tiendra plus longtemps car rien que pour entretenir le troupeau, les frais nécessaires concourent à tuer le système. Les choix ne sont pas larges quand on n'a pas de moyens financiers à investir dans le troupeau et les moyens physiques (main d'œuvre) pour transhumer ; si le bétail doit s'entretenir seul, cela ne durera pas. Si on devait intervenir ce serait dans l'amélioration de la nourriture des animaux. On entend parler de formation pour la constitution de réserve et de cultures fourragères mais on n'en a pas bénéficié » (Yoro).* Cette citation montre que l'éleveur est conscient qu'il ne suffit pas d'avoir une opinion traditionnelle sur la manière de mener l'élevage, mais il est nécessaire d'avoir des moyens, à la fois économiques et cognitifs, de défendre cette position. Les besoins de formations dont parle cet éleveur ne sont pas citées en référence aux nombreuses formations *« non pertinentes et tous azimuts » (Yoro)* qui leur sont destinées sans être efficaces. Il s'attend à des mesures d'accompagnement ciblées pour chaque contexte pour sécuriser l'élevage tel

qu'il le conçoit. Ce discours qui sublime le savoir-faire ne fait pas pour autant abstraction de la pénibilité du travail, de l'investissement humain que cela nécessite, surtout quand on se croit obligé de s'en tenir à cette identité sociale et professionnelle d'éleveur peul, comme l'illustre l'extrait suivant.

*« Le métier de pasteur est dur, il ne ressemble à aucun autre. On peut être agriculteur et se reposer après les récoltes pour savourer les fruits de ses récoltes, on peut prendre des congés dans un autre métier formalisé ; mais en élevage pastoral on ne se repose jamais, à la vieillesse on laisse les plus jeunes s'occuper du troupeau qu'ils doivent eux également laisser à leur progéniture »* (Kalidou).

### **3) Une activité pratiquée dans la contrainte.**

*« C'est uniquement par manque de choix qu'on continue de pratiquer ce type d'élevage. On est dans d'autres activités pour tenir. La brousse est actuellement dégradée, nos parents et grands parents ne se fatiguaient pas autant pour entretenir les troupeaux. Aujourd'hui les pâturages finissent tôt, l'aliment de bétail coûte cher, on ne sait pas où on va. J'ai été contraint de rester après le décès de mes parents. Je suis le seul homme de la famille, ma mère ne pouvait s'occuper du troupeau et là j'ai été piégé, je ne peux plus repartir avec deux épouses et de jeunes enfants »* (Babacar).

Un autre renchérit :

*« Le système extensif à outrance est appelé à disparaître en premier lieu. L'espace nécessaire à une bonne conduite des pratiques est compromis et les éleveurs dans leur majorité ne disposent pas de moyens financiers pour nourrir les animaux autrement »* (Demba).

Le discours sur l'élevage et ce qu'il doit être a permis l'identification de trois logiques d'élevage : une tendance à la spécialisation dans certaines production d'élevage et à rester ouvert sur d'autres activités potentiellement rémunératrices ; dans ce cas l'élevage n'est pas sublimé au point de monopoliser les investissements. Une deuxième logique consiste à se battre pour sauvegarder une certaine identité de la profession, portant une considération élevée au savoir-faire et aux habitus pastoraux. Cette position est la plus virulente vis-à-vis des injonctions et elle représente également la forme la plus résiduelle de l'activité pour les décideurs publics. Une troisième tendance consiste à s'accrocher à l'activité pour résister et se reconnaître dans l'identité sociale peule.

Comme on pouvait s'y attendre, il n'existe pas une façon unifiée d'orienter les pratiques d'élevage chez les éleveurs. Des raisons d'agir différentes sont identifiées entre des éleveurs confrontés aux mêmes prescriptions extérieures et aux mêmes contraintes écologiques.

Après plusieurs cycles de sécheresse culminant en 1973-1974, puis en 1984-1985, les sociétés pastorales ont rétabli leurs systèmes de production au prix de transformations parfois radicales : la migration vers les zones soudano-sahéliennes, qui permet d'accéder à une

biomasse plus abondante, impose de négocier avec les résidents au sujet de l'accès foncier, de réorganiser la mobilité, d'adapter le troupeau au risque de la trypanosomiase, par la mobilité ou par la transformation génétique. La perte des moyens de production impose de diversifier les activités, ajoutant parfois à la charge de travail domestique des femmes de petites activités de commerce ; poussant les éleveurs à pratiquer l'agriculture quand l'accès à la terre est possible, ou à devenir berger pour le compte d'un propriétaire, voire gardien ou maçon, le temps de reconstituer un troupeau. La complémentation alimentaire animale, d'abord pratiquée en urgence grâce aux aides, devient récurrente en saison de pénurie pour soulager les animaux les plus vulnérables. Mais il ne s'agit plus de la vaine pâture traditionnelle (*nyangal*), l'accès aux résidus de récolte des champs paysans, négocié et institutionnalisé entre familles en zone agro-pastorale, où les échanges des résidus agricoles contre la fumure animale participaient à la complémentarité des systèmes de production. Ces échanges de services entre familles, répétés chaque année, s'accompagnaient de relations personnelles et familiales, d'alliance matrimoniales, par exemple dans une zone agro-pastorale d'accueil de la transhumance, telle que le plateau mossi au Burkina Faso, lorsque ce pays s'appelait la Haute-Volta (Defaye, comm personnelle). En région sahélienne, le régime alimentaire de saison sèche des petits ruminants inclut jusqu'à 30% de feuilles et d'écorces d'espèces ligneuses, mais les éleveurs de petits ruminants et de zébus, utilisent désormais aussi des concentrés en saison sèche. L'extensification agricole et la mobilité pastorale accentuent la pression foncière et la complémentarité incertaine fait place à la compétition entre les systèmes de production. L'essor des petits ruminants chez des familles traditionnellement éleveuses de zébus devient une stratégie économique courante de portée familiale (répartir les risques de perte en cas de sécheresse, diversifier les sources de trésorerie) mais aussi individuelle : au sein de l'économie familiale reposant sur un troupeau de bovins géré par le chef de famille, les « cadets sociaux », femmes et frères cadets, s'assurent ainsi des revenus personnels en élevant quelques moutons et chèvres<sup>194</sup> (Ancey et al 2008). La scission des campements familiaux pour atténuer la pression sur les pâturages, et la prospection des zones de transhumance se font dans des conditions de pression foncière accrue, sans pour autant supprimer les cycles d'expansion-scission des campements qui s'enchaînent suivant la double

---

<sup>194</sup> Ancey V, Ickowicz A, Corniaux C, Manoli C, Magnani S, 2009. Stratégies pastorales de sécurisation chez les Peuls du Ferlo (Sénégal). *Journal des africanistes* 78: 105-19.

temporalité des saisons (départ et retour de transhumances) et des générations (avec des périodes où quatre générations peuvent cohabiter dans le campement familial (*wuro*), avant que les plus jeunes chefs de famille partent créer leur propre campement (*galle*). Cette résistance<sup>195</sup> et ces facultés d'adaptation forcent l'inversion du regard sur les sociétés pastorales. Après les travaux pionniers de vétérinaires et d'anthropologues dans les années 1950<sup>196</sup>, les observations sur les capacités à s'adapter et à se maintenir ont ressurgi dans des travaux d'inspirations théoriques diverses<sup>197</sup> : « *Il y a si longtemps que l'on considère les pasteurs nomades comme les représentants d'une formule sociologique obsolète, en tous cas condamnée à court terme, que l'on devrait commencer à s'étonner qu'ils se soient maintenus jusqu'à nous* »<sup>198</sup>. Alors que pour une sociologie évolutionniste les éleveurs nomades illustraient avec obstination « un cul-de-sac sociologique »<sup>199</sup>, la thèse de Khazanov (1984) explique les facultés de reproduction et d'adaptation des sociétés pastorales par leurs rapports permanents et variables au monde extérieur.

Mais ce n'est pas tout à fait la même chose que de constater qu'une société est adaptée à son milieu, comme l'écrivaient les premiers auteurs, et de postuler ses capacités d'adaptation, comme l'expliquent les travaux plus récents. Dans la littérature sur le pastoralisme à partir des années 1990, alors qu'on considérait auparavant les sociétés pastorales en symbiose avec leur environnement dans un écosystème perçu comme contraignant mais stable, désormais les observations des systèmes pastoraux mettent en évidence leurs capacités à s'adapter et à se maintenir dans un univers perçu comme limité, incertain et changeant<sup>200</sup>. A défaut de se moderniser, les sociétés pastorales illustrent désormais la capacité à se maintenir.

---

<sup>195</sup> Aujourd'hui on parlerait de résilience.

<sup>196</sup> Voir Chapitre 1

<sup>197</sup> La thèse d'Etat de Marguerite Dupire était une recherche structuraliste d'un modèle de parenté peule ; à la différence de Bonfiglioli et Khazanov utilisant des concepts empruntés au matérialisme dialectique marxiste.

<sup>198</sup> Pouillon F, 1990. Sur la "stagnation" technique chez les pasteurs nomades : les Peul du Nord-Sénégal entre l'économie politique et l'histoire contemporaine. In: Pouillon F, Bernus E. eds, *Sociétés pastorales et développement. Cah. Sci. Hum. Vol 26*. Pp. 173-92.

<sup>199</sup> L'expression est d'Ernest Gellner dans sa préface à A. Khazanov, *Nomads and the outside World*, 1984, op. cit.

<sup>200</sup> Scoones I. (dir) 1995. Op.cit. Berner B, Trulsson P, 2000. *Manoeuvring in an environment of uncertainty. Structural change and social action in sub-saharan Africa*. Ashgate. Morton J, 2001. *Pastoralism, drought and planning. Lessons from northern Kenya and Elsewhere.*: Chatham. UK. NRI. 259 p. Ickowicz A, Ancey V, al. "Crop-livestock production systems in the Sahel. Increasing resilience for adaptation to climate change and preserving

---

## B) ELEMENTS DU REFERENTIEL GLOBAL : ENVIRONNEMENT, AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

---

A partir de la fin des années 1970 et du début des années 1980, avec la mise sous ajustement structurel des Etats subsahariens et la crise internationale de l'endettement en 1982<sup>201</sup>, les Etats sous tutelle des institutions de financement mettent fin aux grands programmes publics nationaux d'encadrement des productions agricoles et animales, mis en place pendant la période coloniale et poursuivis après 1960. Les politiques agricoles sont recentrées sur quelques productions commerciales exportables (coton, café, cacao). En comparaison avec le développement agronomique et économique de ces cultures végétales, le pastoralisme apparaît plus que jamais comme une activité et une ressource résiduelle difficile à contrôler, quand bien même l'élevage représente le deuxième poste des recettes d'exportation des pays sahéliens (au Burkina et au Mali derrière le coton, au Niger après l'uranium, au Tchad avec le coton, jusqu'au début de l'extraction pétrolière en 2004). De plus, les effets des années de sécheresse culminant en 1973-1974 et 1984-1985 : pertes, transferts de propriété de cheptel, et migrations vers les zones méridionales, confortent l'image d'un pastoralisme irrécupérable en tant que filière de développement. Or, quand le pastoralisme réapparaît dans les projets de développement au début des années 1990, sa représentation a changé : d'irrécupérable pour le développement, le pastoralisme devient progressivement emblématique de la résilience.

Entretemps, le rapport à l'environnement dans les sociétés occidentales s'est transformé sous deux influences : la première est celle des préoccupations globales sur le renouvellement des ressources à partir du début des années 1970. Au moment où les sociétés pastorales sont directement touchées par des épisodes de sécheresse au Sahel qui marquent l'opinion publique internationale au milieu des années 1970, certains économistes hétérodoxes et la

---

food security." *Building resilience for adaptation to climate change in the agriculture sector*. . FAO/OECD, 2012a. Proceedings of a Joint FAO/OECD Workshop. 346 p.

<sup>201</sup> Crise de l'endettement amorcée par les contrecoups du choc pétrolier sur les économies occidentales dans la deuxième moitié des années 1970 et déclenchée par la décision du Mexique en 1982 de suspendre le remboursement de sa dette.

première branche de la bio-économie remettent en cause à une échelle globale les modèles de croissance de la théorie économique dominante<sup>202</sup>. La seconde influence est celle de la diffusion d'une pensée et d'une vision du monde néo-libérale, que je comprends non seulement comme un processus historique « d'accumulation par dépossession »<sup>203</sup>, mais comme l'extension des repères, des orientations et des mécanismes du libéralisme économique dans les différentes sphères politiques, sociales et individuelles. Cette réorganisation des représentations et des prérogatives ne se fait pas en opposition aux Etats, mais au contraire par un processus dans lequel l'action publique se redéploie et se redéfinit<sup>204</sup>. Cette transformation de la vision du monde est identifiée dès la fin des années 1960<sup>205</sup>, mise en œuvre de manière élargie à partir des années 1980<sup>206</sup>, et devient hégémonique depuis les années 1990<sup>207</sup>. La théorie économique standard a réagi aux critiques des effets écologiques d'une croissance économique infinie en produisant de nouveaux outils conceptuels (par exemple le Paiement des Services Environnementaux) et une nouvelle interprétation de la bio-économie, en étendant le corpus de ses axiomes au domaine des ressources du vivant et en défendant les mécanismes marchands comme fondements possibles d'un développement soutenable. Les conséquences de cette confrontation idéologique, théorique et politique dépassent les clivages théoriques. En effet, le développement de la métrologie intervient dans un cadre de pensée qui favorise la confusion entre mesure chiffrée et mesure monétaire. Il détermine le vocabulaire et l'orientation des

---

<sup>202</sup> Meadows Dea. *Halte à la croissance ?* Club de Rome, 1972. Passet R, 1979. *L'économie et le vivant*. Payot. Vivien F-D, 1994. *Economie et écologie*. éditions La Découverte.

<sup>203</sup> Harvey D, 2014 [2005]. *Brève Histoire du néolibéralisme*. Les Prairies ordinaires.

<sup>204</sup>Wacquant L, 2012. "Three steps to a historical anthropology of actually existing neoliberalism." *Social Anthropology / anthropologie sociale* 20: 66-79. doi doi:10.1111/j.1469-8676.2011.00189.x. Sur la fabrique du consentement indispensable à ce processus multidimensionnel, voir Harvey (op.cit), pp 67-101.

<sup>205</sup>Dès la fin des années 1960, les manifestations sociétales de cette évolution idéologique sont décrites : Marcuse H. *L'homme unidimensionnel: essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, 1968. et Debord G, [1967] 1992. *La société du spectacle*. Gallimard.

<sup>206</sup> Avec la mise en œuvre, par les institutions de financement international et par les Etats concernés, des premiers programmes d'ajustement structurel en Afrique et en Amérique latine, destinés à réduire le rôle des pouvoirs publics dans l'économie et la société et adapter les structures économiques nationales au fonctionnement du marché mondial.

<sup>207</sup> Lorsque l'effondrement idéologique et politique du bloc soviétique et de ses Etats satellites autour de 1989 anéantit l'idée communiste, et avec elle durablement, l'alternative entre le capitalisme mondialisé et une autre idéologie.

négociations internationales sur l'environnement (droit à polluer, marché du carbone, etc) et des politiques publiques nationales. Dans le domaine des politiques pastorales, les mesures techniques préconisées témoignent aussi du succès de cette pensée. Une autre écologie du pastoralisme explique le rapport au vivant selon des critères internes au système familles pastorales – troupeau – ressources et fait de la variabilité un atout<sup>208</sup>, à condition de s'affranchir d'une pensée et d'habitudes organisées autour de facteurs technico-économiques (productivité, production, optimum...). L'environnement, le troupeau, l'intensité, la mobilité, l'incertitude, la sécurisation, n'ont pas partout le même sens.

## 1-DES INJONCTIONS PRODUCTRICES D'INCERTITUDE, UN CONTEXTE FREINANT LE CHANGEMENT.

---

L'ambition de modernisation de l'agriculture africaine héritée des schémas politiques et techniques décrits plus haut est désormais institutionnellement publiée à plusieurs échelles de gouvernement. Le principe premier en reste la recherche de la croissance, dont les investissements sont un enjeu remis en avant, dans un contexte de baisse tendancielle de l'aide à l'agriculture<sup>209</sup> ; mais le référentiel a évolué et les fonds publics sont essentiellement considérés comme des leviers pour les investissements privés<sup>210</sup>.

Les politiques publiques sont à nouveau convoquées, pour créer et assurer un

---

<sup>208</sup> Krätli S, 2015. *Valuing variability: New Perspectives on climate resilient drylands development*. IIED. Hubert B, 2012. Preface. In: Toutain B et al eds, *Pastoralisme en zone sèche. Le cas de l'Afrique subsaharienne*. Montpellier: CFSD/Agropolis International. 60 p.

<sup>209</sup> C'est le thème et le titre du rapport annuel de la FAO en 2012. FAO. *Situation de l'alimentation et de l'agriculture. Investir dans l'agriculture pour un avenir meilleur*. Rome: FAO, 2012. Pour une analyse des tendances, voir l'article introductif au numéro 237 de la revue *Afrique Contemporaine* : Gabas J-J, 2011. "Les investissements agricoles en Afrique." *Afrique contemporaine*. n° 237. Pp 45-55.

<sup>210</sup> Sur la page infographie du site de la Banque Mondiale : « *L'aide publique au développement (APD) restera une importante source de financements publics extérieurs pour les pays les plus pauvres. Mais, à l'avenir, les milliards de dollars d'APD décaissés actuellement devront être utilisés d'une manière plus stratégique afin de mobiliser et catalyser des milliers de milliards de dollars d'investissements de toutes sortes : qu'il s'agisse d'investissements publics ou privés, de ressources nationales ou internationales, ou de capitaux et de capacités.* » <http://www.banquemondiale.org/fr/about/annual-report/infographics>, consulté le 5 septembre 2016.

Sur le rôle des organismes privés dans la pensée et les orientations du développement, voir Binet N, 2014. Le rôle des entreprises et des fondations privées dans la gouvernance mondiale agricole et alimentaire. *Mondes en développement*: 23-36.

environnement institutionnel favorable aux investissements<sup>211</sup> et pour prendre en charge des aspects que le marché n'est pas jugé capable de réguler : soutien aux populations les plus vulnérables, adaptation au changement climatique, atténuation de ses effets. Dans la réalité, le politique devient une source supplémentaire d'incertitude pour les populations rurales. Au Sénégal comme dans la plupart des pays sous assistance, l'inventaire des interventions de développement de l'élevage témoigne d'un bouillonnement « d'initiatives » tous azimuts autour de la modernisation de l'élevage, où des programmes se chevauchent, des mesures juridiques vont à l'encontre des objectifs annoncés, des options de développement se contredisent, notamment en ce qui concerne la sécurisation du pastoralisme et la modernisation du sous-secteur, et manquent à la fois d'informations sur les réalités de terrain et de moyens mis en œuvre. Dans de telles conditions, les interventions de l'Etat et celles du développement, entre contradiction et inachèvement, concourent à accroître l'incertitude politique, foncière et institutionnelle qui pèse sur les pasteurs. *« Les principaux acteurs du développement de l'élevage au Sénégal, éleveurs et développeurs prescripteurs de normes, ont des représentations contrastées du devenir de l'élevage. Une conception différente de ce que doit être le « bon » élevage constitue le point de discorde fondamentale entre éleveurs et prescripteurs. Les uns prescrivent le développement à travers des injonctions de modernisation, les autres réagissent selon leur positionnement professionnel et les opportunités qui se présentent à eux ».*<sup>212</sup>

La divergence des représentations entre acteurs n'est pas surprenante en soi, c'est le terreau habituel de toute vie sociale. Mais ici, la confrontation sociale n'a guère lieu. Les éleveurs ne peuvent se permettre de négliger « les projets », non pas tant qu'ils marquent la présence de l'Etat, mais parce qu'ils proposent unilatéralement de l'appui. Cependant, l'environnement du projet crée le plus souvent une hiérarchie sociale ou renforce celle qui existait. Aussi les rentes et les opportunités des projets sont utilisées et comprises pour ce qu'elles sont, sans créer en retour ni sentiment d'indépendance, ni transformation sociale. La culture de l'aide ne produit ni joie ni fierté, mais un discours politiquement correct de part et d'autre.

---

<sup>211</sup> Banque Mondiale op.cit. ; « Pour débloquer ces ressources, les pays doivent améliorer le climat des affaires, développer les marchés financiers locaux et atténuer le risque d'investissement ».

<sup>212</sup> Diao Camara A, 2013a. "Des injonctions de développement créatrices d'incertitude." In: Ancey V, Avelange I, Dedieu Be eds, *Agir en situation d'incertitude en agriculture : regards pluridisciplinaires au Nord et au Sud*. . Bruxelles: PIE-Peter Lang, pp. 109-27. 422 p. (Ecopolis, 17).

Cette situation démontre la permanence de schémas de modernisation mis en œuvre de manière partielle et inachevée. Elle met surtout en évidence le foisonnement des interventions financées par l'aide tenant lieu d'action publique. Au-delà de l'incertitude créée, il semble de plus en plus clair que ce type d'aide, au contraire de ses objectifs affichés, freine en réalité la transformation sociale.

## 2-REPRODUCTION OU TRANSFORMATION DE L'AIDE

---

L'hydraulique pastorale et les réformes foncières, deux chantiers d'action publique, s'inscrivent sur des territoires où le pastoralisme occupe des places diverses. Les régions rurales sub sahéliennes agricoles et agro-pastorales connaissent des transformations structurelles<sup>213</sup> : la réduction des espaces disponibles, du fait de l'augmentation démographique, la densification rurale, l'extensification agricole, dans une moindre mesure et plus récemment, les accaparements fonciers pour la production de produits agricoles ou d'agro-carburants, résultat de la financiarisation de l'agriculture et des tensions sur l'approvisionnement pétrolier. Dans ces territoires ruraux, le pastoralisme reste une activité et une ressource résiduelle dans la politique de mise en valeur des espaces potentiellement utiles. Pourtant cette politique est redéfinie par la Banque Africaine de Développement (BAD) et par l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) en vertu du principe d'une croissance qui doit désormais être « inclusive »<sup>214</sup>.

S'il est marginal dans les territoires méridionaux, le pastoralisme est indissociable des espaces sahéliens du Nord qui nourrissent depuis les années 2010 une préoccupation sécuritaire liée aux tensions internationales et aux conflits en Afrique du Nord et au Proche Orient en particulier. C'est pourquoi ici l'objectif de développement est étroitement lié à

---

<sup>213</sup> Pesche D, Losch B, Imbernon J, 2016. *Une nouvelle ruralité émergente. Regards croisés sur les transformations rurales africaines*. Montpellier: CIRAD, NEPAD.

<sup>214</sup> Selon la définition de Ali et Son, "growth is defined as inclusive if it increases the social opportunity function, which depends on two factors: (i) average opportunities available to the population, and (ii) how opportunities are shared among the population". Ali I, Son H H, 2007. "Measuring inclusive growth." *Asian Development Review*. Vol. 24, no 1.

Le succès de la formule s'accompagne d'usages plus imprécis et sa polysémie fait déjà l'objet de publications : Klasen S, 2010. "Measuring and monitoring inclusive growth: multiple definitions, open questions, and some constructive proposals." Asian Development Bank. <http://hdl.handle.net/11540/1404>. License: CC BY 3.0 IGO.

l'objectif sécuritaire. Les trafics ont toujours aisément traversé le Sahara et aujourd'hui certaines associations locales sahéliennes attirent l'attention en décrivant les jeunes à la fois comme « des victimes et des recrues potentielles » de l'islamisme et du banditisme. Dans cette perspective, le pastoralisme intéresse directement les projets de sécurisation de ces espaces, en tant que mode de vie et système de production principal des zones définies comme à risques, (le sahélistan), comme en témoigne le haut niveau de représentation politique aux récents séminaires sur le pastoralisme tenus au Tchad et en Mauritanie depuis 2013, rapidement concrétisés par un financement important (248 millions de \$ pour une durée de six ans) de la Banque Mondiale, dédié à un Projet Régional d'Appui au Pastoralisme (PRAPS) mis en œuvre par le Comité permanent Inter-Etats de Lutte Contre la Sécheresse au Sahel (CILSS)<sup>215</sup> et six pays sahéliens et bénéficiant de l'assistance technique de la FAO et de l'Union Européenne.

Les objectifs de la lutte contre la pauvreté, puis du soutien à la résilience ont remplacé les objectifs de transformation structurelle du développement dans la littérature spécialisée, où leurs définitions sont plus ou moins expliquées. Mais les mots de résilience, par exemple, sont repris aussi de manière moins précise dans les discours de politique générale. J'expliquerai plus bas en quoi ces changements de mots traduisent une inflexion des objectifs politiques, et des champs institutionnels décisifs pour l'action. Le vocabulaire a une portée politique, et parler de résilience à propos des sociétés pastorale au lieu de développement traduit autre chose qu'un progrès des connaissances : un changement de posture politique.

Comment expliquer la faiblesse du débat public professionnel alors que des représentations divergentes de l'élevage et de son avenir sont aussi clairement identifiées parmi les acteurs ? Pourquoi ne trouve-t' on pas l'équivalent en Afrique des formes de pensée critique d'Amérique Latine sur les modèles de développement : modèles conventionnels, alternatifs, mais aussi les alternatives au développement ?

L'aide au développement est devenue pour les Etats sub sahariens une rente structurelle dans leur fonctionnement et leur légitimation populaire. Aux populations sous assistance

---

<sup>215</sup> Les neuf Etats membres du CILSS, créé en 1976, sont : Mali Sénégal Burkina-Faso Cap Vert Tchad, Gambie Guinée-Bissau, Mauritanie, Niger.

comme aux organisations professionnelles en charge de les représenter, l'aide fournit quelques avantages dans le meilleur des cas, n'impliquant dans le pire des cas qu'une perte de temps et quelques compromissions. Même si l'Etat endosse certaines responsabilités, l'aide extérieure anéantit toute velléité de revendication adressée aux pouvoirs publics, donc de transformation dans l'arène sociale nationale.

Les sciences politiques et l'économie ont montré depuis deux ou trois décennies comment les Etats d'Afrique de l'Ouest internalisent les contraintes externes à des fins multiples : légitimation interne, pérennisation de la rente, optimisation de leurs ressources sur le marché du développement. Cette extraversion de l'économie<sup>216</sup> explique les discontinuités et l'inachèvement des réformes et va de pair avec une souveraineté faible et fondamentalement incertaine. Dans l'arène de confrontation institutionnalisée et revendiquée à propos d'enjeux définis, entre des citoyens et des institutions légitimes et durables : par exemple des propriétaires fonciers, des usagers, l'Etat ou ses représentants, interviennent également les multiples acteurs et ressources de l'aide et des investissements. En Afrique sahélienne, l'extraversion financière concerne l'action des acteurs privés, celle des projets et des institutions publiques. Les jeux d'acteurs locaux ne se comprennent pas si on n'a pas en tête que les véritables interlocuteurs des uns et des autres sont des prescripteurs et bailleurs pérennes. A l'inverse, le langage officiel du développement et des conditionnalités de l'aide destiné aux bailleurs n'exprime pas toute la réalité des enjeux prioritaires pour les acteurs et des arrangements internes. Lorsque les organisations professionnelles sont soutenues voire créées financièrement et institutionnellement par un Etat défaillant et des coopérations internationales en quête d'interlocuteurs ou d'entrepreneurs du développement, parfois sans concertation, dans le contexte du développement par projets, en porte-à-faux avec les réalités locales socio-démographiques, et faute d'Etat solide créateur de règles et/ou repoussoir, interlocuteur et adversaire contre quoi construire une mobilisation, le dialogue social sur le terrain national ressemble à un théâtre d'ombres alors que les enjeux et les rêves se situent à l'étranger. Cette extraversion renforce les effets de la construction socio-historique de

---

<sup>216</sup> Bayart J-F, 1999. "L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion". *Critique internationale*. Vol 5. Pp 97-120. Nubukpo K, 2011. *L'improvisation économique en Afrique de l'Ouest. Du coton au franc cfa*. . Karthala.137 p.

l'administration ouest-africaine<sup>217</sup>. Les enquêtes actuelles laissent espérer peu de réformes « par en haut » ni sous l'injonction extérieure des bailleurs. Dans le sous-secteur du pastoralisme, rien ne permet pour l'instant d'annoncer des réformes au niveau intermédiaire ou à la base<sup>218</sup>. L'aide, en tant qu'acteur structurel de l'action publique, ne peut pas être considérée comme un simple moyen neutre mais comme un facteur d'influence sur tous les acteurs.

\*\*\*\*\*

Appliquer la même distance et les mêmes outils d'analyse aux représentations historiques et contemporaines, revient à appliquer des principes de base en sciences sociales : situer l'analyse dans son contexte, qualifier des processus, non disqualifier des représentations.

Les orientations de la politique d'élevage au Sénégal semblent parfois recycler des perceptions comportant quelques contradictions (l'intensification sédentaire recherchée est coûteuse et interrompt les rythmes séculaires des complémentarités spatiales régionales), et qui ne prennent pas en compte les modes de gestion des ressources et les anticipations tactiques des risques par les pasteurs ne sont pas évoqués. Imposer une alternative à l'accumulation du bétail, supposée permettre aux pasteurs d'élargir leur gamme de gestion des risques pastoraux, ne peut se concrétiser sans fournir un accès aux investissements, à la production et aux débouchés commerciaux. Une telle réorganisation du secteur productif devrait suppléer aux fonctions multiples assurées par le cheptel extensif (épargne, trésorerie, production, alimentation). En effet, la diversification des activités et des ressources par les pasteurs (artisanat, commerce, prestations thérapeutiques, investissements dans les transports, etc.), contribue à limiter leur vulnérabilité alimentaire et économique aux fluctuations des prix du bétail, à la dégradation des termes de l'échange et leur dépendance par rapport aux ressources naturelles. A côté de stratégies d'appui aux capacités individuelles

---

<sup>217</sup> Olivier de Sardan J-P, 2004. "État, bureaucratie et gouvernance en Afrique de l'Ouest francophone." *Politique africaine*. Vol 4, n° 96. Pp 139-62. Dans cet article tiré d'une étude collective et d'enquêtes empiriques sur l'Etat et les services aux usagers dans plusieurs secteurs et pays d'Afrique, ressortent plusieurs traits de gouvernance communs aux pays investigués, que l'auteur fait remonter à la bureaucratie coloniale et dont il explique l'amplification après les Indépendances.

<sup>218</sup> Les niveaux intermédiaires et populaires sont identifiés par Olivier de Sardan aux deux titres de citoyen et de chercheur, comme lieux où soutenir et observer des réformes.

des acteurs, la régulation des conditions économiques générales de production et d'échange est incontournable, dans l'objectif de parvenir à un développement rural « durable » pour les prochaines générations, « acceptable » pour les sociétés concernées et « soutenable » d'un point de vue économique.

Le changement de regard sur le pastoralisme ne s'explique pas seulement par un progrès cumulatif des observations scientifiques, ou par des représentations spécifiques au secteur de l'élevage ; les travaux spécialisés sont également influencés par l'évolution des préoccupations, des représentations et des croyances plus générales, sociales et politiques, et par les transformations des cadres de l'action publique.

En dépit du succès rencontré par la notion de « souveraineté alimentaire », les avancées proposées par les nouvelles orientations de politique agricole restent timides face aux enjeux démographiques et économiques. Certes, elles satisfont aux exigences formelles des bailleurs de fonds, grâce à une réappropriation symbolique et politique des concepts et des postures (urgence, modernité, intensification). N'est-ce pas, malgré tout, au prix de l'ignorance de certaines réalités des systèmes agraires et du marché sénégalais ? On se demande alors si les conditionnalités de l'aide au développement ne sont pas incompatibles avec l'élaboration de politiques alimentaires nationales souveraines.

## **PARTIE 2 : DECONSTRUIRE LES REPRESENTATIONS POUR IMAGINER UNE CITOYENNETE**

---

En un siècle, les représentations savantes et politiques du pastoralisme et des pratiques d'élevage au sud du Sahara ont été forgées puis reconduites ou transformées par différents types d'acteurs (vétérinaires coloniaux puis nationaux, agronomes, agents de terrains et experts auprès d'institutions internationales ou consultants de bureaux d'études, agents des administrations, chercheurs ; organisations professionnelles récentes et rares). Le cadre de l'action publique sectorielle a changé : administration de l'AOF, Etats indépendants en coopération. Des acteurs plus ou moins autonomes ont remplacé les Sociétés Indigènes de Prévoyance du début du XX<sup>e</sup> siècle : institutions de développement bi et multi-latérale, ONGs du champ du développement ou de l'humanitaires, organisations professionnelles – coopératives, groupements de producteurs, interprofessions- et associations citoyennes. Enfin les modalités d'action évoluent (volontariat, expertise, projets, partenariat public-privé...). Ces représentations ont mobilisé un référentiel technique et savant foisonnant (mise en valeur, modernisation, prophylaxie vétérinaire, politiques hydrauliques, sédentarisation ou sécurisation de la mobilité, relevés agrostologiques, écologie des parcours...). Les représentations sectorielles ont fait aussi quelques emprunts aux termes et aux débats généraux de leur époque (facteur humain, risque, résilience...). L'histoire mondiale passe par l'Afrique, non seulement sous forme de répercussions mais aussi de dynamiques et de prémisses.<sup>219</sup>

---

<sup>219</sup> Répercussion de deux guerres mondiales sur des ponctions d'hommes et de bétail, dynamiques pré existantes indépendantistes ; processus de décolonisation très encadré par l'Empire colonial au sud du Sahara ; prémisses des ajustements structurels politiques, innovés en Afrique au début des années 1980, avant d'être appliqués

Cependant, ces changements politiques, le renouvellement des thèmes, la transformation des milieux sociaux et professionnels de l'élevage, de la recherche et de l'encadrement n'empêchent pas la constance des processus cognitifs et des rapports politiques qui les sous-tendent : démarche expérimentale et laboratorisation/simplification du monde, assignation/auto assignation des populations, recyclage ou circulation des idées dans le milieu de l'aide au développement.

Jusqu'où, et par quel moyen, est-il possible en sociologie de déconstruire les représentations contemporaines ? Après avoir montré la force des interférences entre les questions des chercheurs et leur situation socio-historique, est-il complètement aporétique de vouloir s'en affranchir ? Les chapitres suivants en proposent un essai. Le fil conducteur en est une sociologie (ou ethnologie) qui considère fondamentalement les populations pastorales comme actrices de leur propre histoire.

---

dans les pays d'Europe de l'Est dans les années 1990, et dans les pays du Sud de l'Europe occidentale fin des années 2000.

## Chapitre 4 : Déconstruire les représentations : risques, incertitude, kisal

---

La question des risques et de l'incertitude renvoie à différents enjeux dans la littérature et les pratiques liées au développement : dans l'action publique, le poids et la place des mots de risques, d'incertitude, de sécurité évoluent. Sur un plan épistémologique, le calcul de probabilité des risques renvoie à une tension qui traverse les sciences sociales en général, entre deux points de vue, descriptif et prescriptif. En effet, si les risques sont liés à l'incomplétude de notre connaissance et si l'incertitude n'est que la part non (encore) probabilisée des risques déjà connus, « *les probabilités indiquent à l'homme raisonnable des règles de comportement face à ce défaut d'information* »<sup>220</sup> ; en revanche, alors que la diversité et l'aléa sont dans la nature elle-même et ne résultent pas d'un savoir incomplet, la science a pour fonction de décrire des séquences observées. Dans une perspective socio-historique, « *la problématique du risque est indissociable de la construction sociale des systèmes de protection et des perceptions de la sécurité* »<sup>221</sup>. Encore faut-il comprendre quelles formes –et quels noms– chaque société donne à ses expériences, et comment elles se traduisent. Les deux études de cas clôturant ce chapitre, au Tchad et au Sénégal, illustrent deux remises en question des représentations, sur l'incertitude et sur les rapports entre familles et troupeaux.

---

### A) COMMENT APPREHENDER LE RISQUE

---

Sur le plan politique, le risque renvoie à la définition de ce qui ressort du domaine public ou privé <sup>222</sup>, de l'action publique de prévention et de contrôle ou des comportements individuels. La notion de risque renvoie donc aussi aux recherches et aux dépenses en ingénierie statistique, policière et sociale, de la gestion des risques, et notamment des groupes à risques, qu'ils soient perçus comme dangereux ou vulnérables. Le calcul du risque, quant à

---

<sup>220</sup> Desrosières A, 2000. *La politique des grands nombres: histoire de la raison statistique*. La Découverte.

<sup>221</sup> Castel R, 2003. *L'insécurité sociale: qu'est-ce qu'être protégé?* : Seuil.

<sup>222</sup> Foucault M., 1994. « La gouvernementalité » in Foucault M. *Dits et écrits*, tome 3, Gallimard. Pp 635-657.

lui, attribue aussi indirectement une valeur à ce qui doit être protégé. Le risque est le produit d'une probabilité par une valeur : valeur marchande des biens individuels couverts par une assurance personnelle, vulnérabilité d'une population exposée à un cataclysme ou une épidémie<sup>223</sup>. Le Ministère français de l'Écologie et du Développement Durable définissait en 2005 le risque comme une espérance mathématique<sup>224</sup>, correspondant à la vulnérabilité moyenne des personnes et des biens exposés, pondérée par la probabilité – l'aléa - d'une catastrophe. L'aléa est calculé selon une approche probabiliste, à partir de séries de données climatiques et sismiques sur trente ans et pondéré par le niveau de dangerosité du risque, assimilé au nombre moyen de morts causés par le phénomène. A partir de cette définition, une approche économique de la vulnérabilité met l'accent sur la valeur des biens : le risque est donc plus grand là où il y a plus de richesses (pays du nord). Une approche sociale met l'accent sur la faculté de retrouver l'équilibre après le choc : le risque est donc plus grand là où il y a plus de personnes démunies (pays du Sud). Les débats portent sur les méthodes de calcul, de l'aléa (l'occurrence des catastrophes) et de l'exposition au risque, selon que l'approche se fait par pays, par zones géographiques, par populations d'une même zone. Quand on met en jeu des valeurs infinies, on passe d'un raisonnement social à un raisonnement théologique et le calcul n'est plus possible. Mais c'est se situer dans un univers atemporel, dont les valeurs seraient non seulement infinies mais également fixes. En réalité, les individus comme les sociétés finissent par négocier avec leurs valeurs et créent du changement social. Sur le long terme, le risque n'est plus probabilisable et fait place à l'incertitude, selon la distinction canonique de Knight.<sup>225</sup>

---

<sup>223</sup> Y compris le salut de l'âme, selon le pari de Pascal (F. Vatin, comm personnelle).

<sup>224</sup> En théorie des probabilités, l'espérance mathématique d'une variable aléatoire réelle est intuitivement la valeur que l'on s'attend à trouver en moyenne si l'on répète une expérience aléatoire un grand nombre de fois

<sup>225</sup> Knight FH, 1921. "Risk, uncertainty and profit." Boston and New York: Houghton Mifflin Company. Chap VII, in *The meaning of risk and uncertainty* : «Generally speaking, exhaustive and quantitative analysis is impossible, and we estimate. Sa définition du risque et de l'incertitude dans les choix économiques a été reprise avec succès notamment par J.M. Keynes pour soutenir que la politique économique se situe à l'échelle pragmatique de l'action et non dans une fiction de calcul intégral. La célèbre citation « *In the long run we are all dead* », de Keynes attribuée généralement à Keynes (Keynes J, 1936. *Théorie générale de l'emploi, de la monnaie et de l'intérêt. Livres I, II*), critique la fiction du calcul économique à long terme et fonde la légitimité de l'intervention de l'Etat dans l'activité économique.

En économie agricole, deux hypothèses courantes dans l'étude des risques considèrent les éleveurs comme des agents économiques, dotés de rationalité au sens utilitariste, et forcent l'analogie entre les pratiques sociales et le fonctionnement d'un système. Ce point de départ est lourd de conséquences sur la manière de décrire les risques et les stratégies des acteurs : en réalité le simple fait d'énoncer l'enjeu de « gestion des risques » caractérise les acteurs comme des agents économiques, dotés d'une rationalité utilitariste – réduits à cela – et identifie un système et ses contours : celui des risques et de leur gestion, comme si c'était un champ de la vie sociale et économique. Leurs capacités à « gérer les risques » dépendent de facteurs variables en fonction du cadre d'analyse : les plus fréquemment cités sont les « capitaux » humains, financiers, physiques, sociaux, utilisés dans les études en termes de conditions d'existence, standardisées par les « livelihood studies » dans le milieu du développement. L'analogie des pratiques sociales avec le fonctionnement d'un système donne à voir un monde où les risques sont à l'extérieur de quelque chose (milieu social, systèmes de production), issus du domaine marchand (la volatilité des prix par exemple) ou des aléas climatiques. Dès lors il ne peut être question d'incertitude, d'insécurité structurelle, ou de quelconque indétermination.

Une acception utilitariste de la rationalité conduit à penser que les agents mettent en œuvre des stratégies avec de « bonnes raisons » de courir des risques ou de les éviter. Les simplifications dans ce sens ont été critiquées comme tautologiques, car toute situation d'un « agent », bonne ou mauvaise, peut être supposée directement liée à sa préférence individuelle, qui finit par ne plus rien expliquer. Les analyses économiques de la gestion des risques sont restées longtemps fondées sur une dichotomie entre des comportements propices ou adverses aux risques, au nom d'une typologie supposée universelle, donc naturelle, distinguant un type d'acteurs qui rechercherait les risques et l'optimisation des gains, et un type d'acteurs « adverse » au risque, qui *choisirait* un gain moindre mais plus sûr.

Puis on a considéré que les acteurs peuvent *gérer* les risques rationnellement pour se garantir une certaine sécurité, et non pour optimiser leurs rendements ou leur profit.

Cependant, une problématique des risques en sciences sociales ne se borne pas à étudier leur gestion par les acteurs, ni la distribution des « bonnes raisons » quel que soit le degré de raffinement de l'analyse. Les questions qui se posent en sciences sociales sont celles de la

création des risques, de la construction sociale du rapport au risque et à la protection. Et elles véhiculent des conceptions variées. Une sociologie des risques<sup>226</sup> tend à considérer que nous vivons dans une ère post moderne qui se caractérise par l'émergence de nouveaux risques (climatiques, sanitaires, sécuritaires) d'origine humaine. Dans la perspective socio-historique qui est la nôtre, chaque période se caractérise par un régime et des perceptions du risque et des protections individuelles et collectives socialement situées et temporaires. Cette mise en perspective est très proche de l'analyse que fait Spittler de l'attitude morale, des perceptions et des stratégies des Touaregs Kel Ewey du Niger face aux sécheresses et aux famines : « *Ce que signifie « exceptionnel » et « récurrent » ne peut être défini selon une chronologie absolue, mais d'après l'horizon d'expérience des personnes concernées.* »<sup>227</sup>

Quant à savoir comment, et en quels termes, un étranger peut-il comprendre et restituer la perception des risques, de l'incertitude, de l'insécurité, pour des pasteurs nomades et transhumants, c'est une question de traduction culturelle, et non seulement de construction sociale, que l'anthropologie pastoraliste et la philosophie des sciences aident à traiter.

Une autre voie de sortie de l'approche probabiliste des risques est l'analyse de l'incertitude et des registres d'action. Depuis une quinzaine d'année, des travaux pluridisciplinaires s'intéressent aux transformations et à la durabilité des systèmes en agriculture sur le temps long, en intégrant les aspects de l'apprentissage, l'organisation et la gestion des travaux, y compris non agricoles. Leur analyse interroge le rapport au risque en évoquant aussi l'incertitude<sup>228</sup> et, désormais, la notion de résilience inspirée par l'écologie<sup>229</sup>. Les travaux portent sur des transformations internes aux systèmes de production, et la tension se tient donc entre les adaptations et l'équilibre.

---

<sup>226</sup> Beck U, 2001. *La société du risque: Sur la voie d'une autre modernité*. Flammarion.

<sup>227</sup> Spittler G, 1993. *Les Touaregs face aux sécheresses et aux famines : les Kel Ewey de l'Air (Niger) ; (1900 - 1985)*. Karthala. Pp18-19

<sup>228</sup> Dedieu B, Ingrand S, 2010. "Incertain et adaptation: cadres théoriques et application à l'analyse de la dynamique des systèmes d'élevage." *INRA productions animales* Vol 23. Pp 81-90.

Lémery B, Ingrand S, Dégrange B, Dedieu B, 2004. La "flexibilité" des exploitations d'élevage de bovins allaitants face aux aléas de la filière: une approche pluri-disciplinaire. *Les systèmes de production agricole: performances, évolutions, perspectives*. Colloque SFER, Lille.

<sup>229</sup> <http://www.resalliance.org/>

Dès que la réflexion introduit la complexité et le long terme, elle doit traiter avec l'incertitude. Depuis la fin des années 1980, la notion a été utilisée par l'économie des conventions pour compléter la représentation du marché : «*Deux concepts, d'incertitude et d'incomplétude, remettent en cause le fonctionnement du paradigme standard et conduisent à l'introduction de la convention comme gestion de cette incertitude* »<sup>230</sup>. La notion d'incertitude offre un appui stratégique au projet de refondation théorique défini par Orléan<sup>231</sup>. Ce projet hétérodoxe vise « à l'intelligibilité des formes non contractuelles dans le fonctionnement de l'économie marchande », telles que la monnaie et les conventions. Or la convention est définie comme une routine à laquelle recourent les agents pour « éviter de se poser des questions qu'ils ne peuvent pas résoudre », en situation d'incertitude.

D'une manière plus générale, depuis les années 1990, l'incertitude a émergé dans divers champs de réflexion, tantôt comme un objet de réflexion, comme une notion utile à une stratégie théorique, ou comme une donnée qui s'imposait pour comprendre le contexte historique. En politique, le perfectionnement des appareils d'évaluation et de décision a accompagné une incertitude croissante sur les effets des actions, ce qui a conduit à questionner la réflexivité des politiques<sup>232</sup> et leur capacité « à affronter l'incertitude »<sup>233</sup>. Les changements géo-politiques et économiques, remettant en question les perspectives de coopération internationale, caractérisée par « le temps des incertitudes »<sup>234</sup>. Dans l'analyse économique, l'incertitude n'est pas seulement mobilisée dans le projet théorique hétérodoxe pour compléter le tableau des relations sociales au-delà des formes contractuelles de l'échange marchand ; elle s'impose aussi comme une donnée brute, une contrainte donnée

---

<sup>230</sup> Chevassus-Lozza E, Valceschini E, 1990. "Les concepts de l'économie des conventions et leur articulation." *Économie et Sociologie Rurales*: 13.

<sup>231</sup> Orléan A, 1987. "Anticipations et conventions en situation d'incertitude." *Cahiers d'économie politique*. Vol. 13, n° 1. Pp. 153-172.

<sup>232</sup> Nubukpo K, Janin P, 2005. "Incertaines et « jeux céréaliers » en Afrique de l'ouest: quels enseignements politiques?" *Revue Tiers Monde*. Vol 4. n° 184. Pp 811-35.

<sup>233</sup> Samoff, 1996. « Chaos and Certainty in Development », *World Development*, 24. « Only partially obscured by the mountain of paper the development generates, a striking tension is materializing. On the one hand, for most observers the world seems ever more uncertain. At the same time, development decision makers insist on ever higher levels of certainty before they will release funds and undertake programs »

Delville PL, 2012. « Affronter l'incertitude ? » Les projets de développement à contre-courant de la « révolution du management de projet ». *Tiers-Monde* Vol 3 n°211. Pp 153-68.

<sup>234</sup> Guichaoua A, Bessis S, Blaque-Belair P, Egger P, 1997. *Coopération internationale: le temps des incertitudes*. Presses universitaires de France.

par le contexte<sup>235</sup>, centrale dans l'analyse des crises des économies capitalistes<sup>236</sup>. Dans le champ plus restreint des études pastoralistes, les bilans des pratiques et l'écologie des milieux arides requalifiés comme « un univers d'incertitude » ont contribué à remettre en cause les bases des modèles techniques du développement<sup>237</sup>.

Une problématique sociale du risque et de l'incertitude est donc la construction des perceptions de ces risques, de ces incertitudes, et la construction des systèmes de protections individuelles et collectives. Mais plusieurs champs d'étude sont possibles à partir de là. S'il s'agit du rapport à l'incertitude en tant que tel, un scientifique pastoraliste et un pasteur n'ont sans doute pas exactement les mêmes motifs personnels d'incertitude dans leur vie quotidienne, mais il n'y aurait pas de raison particulière de comparer ces acteurs plutôt que d'autres. S'il s'agit des catégories émiques et scientifiques de phénomènes incertains en milieu pastoraux, on pourrait distinguer, par exemple, une prévision probabiliste de la date et du niveau d'un déficit pluviométrique, et une éducation en milieu aride pour parler des sécheresses. La section suivante traite un troisième aspect : celui des registres d'action en situation d'incertitude des acteurs de la recherche, de l'expertise technique dédiée à l'aide au développement, et du monde pastoral.

---

## B) REGISTRES D'ACTION EN SITUATION D'INCERTITUDE

---

Pour mieux situer les acteurs de notre histoire (les pasteurs, les experts/savants, les agents/pouvoirs en Afrique subsaharienne) et consolider leurs registres d'action en situation d'incertitude, un détour s'impose par d'autres régions d'élevage et d'autres métiers.

---

<sup>235</sup> Hugon P, 1996. "Incertain, précarité et financement local: le cas des économies africaines." *Revue Tiers Monde*. Vol 35, n°145. Pp 13-40.

<sup>236</sup> Boyer R, 1979. "La crise actuelle: une mise en perspective historique: quelques réflexions à partir d'une analyse du capitalisme français en longue période." Centre d'études prospectives d'écon. mathématique appliquées à la planification.

Boyer R, 2009. "Le régime d'accumulation tiré par la finance. La crise des subprimes en perspective historique." *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*. Dossier : Crise du capitalisme financier.

<sup>237</sup> Scoones I, 1994. *Living with uncertainty: new directions in pastoral development in Africa*. Intermediate Technology Publications

Chez les éleveurs de montagne en France, comme les gauchos de la Pampa et les pionniers d'Amazonie, les pasteurs transhumants du Sahel et les paysans centrafricains, les trajectoires de long terme marquent plus souvent le souci d'une sécurisation face à une incertitude radicale que la recherche d'équilibres stables, d'optimisation des performances, ou de limitation de la prise de risque dans la décision<sup>238</sup>. Partout, ces choix sont inclus dans des stratégies individuelles et collectives. En rupture avec l'idée d'un grand clivage entre les situations au nord et au sud, les modes d'action en « incertitude » de milieux et de contextes différents peuvent être classées en quatre types : maîtriser par les normes, accompagner l'action, comprendre les dynamiques, instrumenter ou modéliser.

**Maitriser par les normes.** Tendre à réduire l'incertitude est une tentation politique et scientifique. Ainsi des individus ou des collectifs cherchent à maîtriser l'incertitude en créant des normes ou en définissant des cadres normatifs. Pour ce faire, les collectifs développent des calculs de probabilités, et ou des modèles. Au final, ils mettent en place des procédures et des outils débouchant sur une tentative de maitrise par la production de normes, dispositifs de capture des peurs traduits en dispositifs de contrôle. L'ingénierie de la sécurité aérienne, où le rapport au risque et à l'incertitude passe par une normalisation technique, peut servir d'exemple emblématique décentré des questions agricoles. L'expertise de l'aide au développement produit ses cadres normatifs. En agriculture, la volonté de normalisation se traduit par des apprentissages organisés sur les mesures agri-environnementales territorialisées, ou sur la gestion de la qualité des eaux<sup>239</sup>.

**Accompagner l'action** dans des situations très perturbées ou extrêmes est une autre manière de préparer l'agir en situation d'incertitude. Ce registre d'action ressort d'analyses scientifiques des pratiques d'organismes de conseil, des formations centrées sur le travail réel

---

<sup>238</sup> Résultats d'enquêtes menées sur des terrains latino-américains, européens et sahéliens, dans le cadre d'un programme de recherche conduit sur les transformations de l'élevage (2006—2009) Dedieu Bc. *Transformations de l'élevage et dynamiques des espaces* INRA, 2009. Ancey V, Avelange I, Dedieu B, 2013. Op. cit Les articles cités ci-dessous sont publiés dans cet ouvrage.

<sup>239</sup> Ancey V, Avelange I, Dedieu B, 2013. Op. cit. les articles de Motet Gilles, Marsden Eric "Vers un nouveau concept de risque", pp 21-33 ; Ancey Véronique, Azoulay Gérard " Différents rapports à l'incertitude dans l'aide au développement. Une expertise sur l'hydraulique pastorale au Tchad", pp 33-49 ; Leblois Antoine, Quirion Philippe « Les assurances agricoles basées sur des indices météorologiques. Bilan des connaissances et agenda de recherche », pp 49-73 ; Del Corso Jean-Pierre « Réduire l'incertitude lors d'un changement de pratiques au moyen de la rationalité communicationnelle », pp 73-86.

en situations non contrôlées. Là encore, une situation non agricole (les expéditions polaires) révèle comment le management en situation extrême dépend des formes d'engagement de chacun et induit un apprentissage organisationnel. Les sources d'incertitudes sont également politiques : le cas du Sénégal illustre comment les injonctions au progrès dévalorisant les pratiques locales et la multiplication d'initiatives prétendant accroître la maîtrise des systèmes de production, favorisent des comportements opportunistes et individualistes et destructurent le monde de l'élevage. L'accompagnement permet de discuter des options, de « reprendre la main » et d'agir en dépassant les crises. L'accompagnement remplit son rôle lorsqu'il se met en question, qu'il reconnaît les savoir-faire et les raisons locales, l'incertitude multiforme et non spécifique ; il permet alors de « dépasser la peur face à ce qui ne peut être maîtrisé et d'apprendre ce qui n'est pas enseigné »<sup>240</sup>.

**Comprendre les dynamiques.** La notion d'adaptation individuelle ou collective à l'incertitude apparaît à travers les ajustements sociaux : la mobilité par les pasteurs du Tchad et du Niger, des trajectoires de vie le long de la Transamazonienne au Brésil, chez les colons et leurs descendants. La comparaison des irrigants du Nord et du Sud de la Méditerranée montre que tous les agriculteurs n'ont pas la même perception des sources d'aléas et ne disposent pas des mêmes marges de manœuvre. Dans le Ferlo du Sénégal, la place de l'élevage, pilier traditionnel de la sécurisation des sociétés pastorales, évolue sous l'effet des stratégies familiales qui se diversifient et d'un marché des produits animaux de plus en plus attractif. Les pratiques techniques s'en trouvent modifiées, deviennent plus hétérogènes. Au final, les options sont toujours reliées à la composition, l'histoire des familles, des dynamiques des exploitations et des opportunités du milieu environnant, comme le montre également l'analyse des processus de diversification d'activités dans des exploitations d'élevage des Alpes<sup>241</sup>.

---

<sup>240</sup> Moneyron Anne « Pratiques et savoirs d'agriculteurs en AB et de bergers/éleveurs face à l'aléa et au risque. L'apport des concepts d'éco-savoir et d'éco-formation », pp 167-188. Ancey et al 2013, Op. Cit. Voir dans le même ouvrage les articles de Lièvre Pascal « Repères pour un management des situations extrêmes de gestion », pp 89-107 ; Diao Camara Astou « Des injonctions de développement créatrices d'incertitude », pp109-126 ; Lacroix, Sicard Gabrielle, Zimmermann Joo « Des repères pour l'accompagnement collectif des agriculteurs en situation de crise. L'expérience des associations de formation collective à la gestion », pp 127- 144 ; Richard-Ferrouddji Audrey et al « Engager des agriculteurs à répondre à l'injonction d'adapter la gestion de l'eau au changement climatique » pp 145-166.

<sup>241</sup> Même ouvrage, articles de Bonnet Bernard, Sambo Bodé, Hérault Dominique « Sécurisation des systèmes pastoraux au Sahel face aux incertitudes », pp 189-212 ; Tourrand Jean-François et al « Pionniers d'Amazonie : une vision particulière de l'incertitude », pp213-2228 ; Billaud Jean-Paul, Temple-Boyer Elise « Prise de risque

**Instrumenter, modéliser.** Pour appuyer la construction de normes, pour accompagner l'action individuelle ou collective, pour rendre compte des dynamiques d'adaptation, de résistance et de changement, les scientifiques développent des instruments, des cadres théoriques, des modèles. L'incertitude est parfois traitée comme un objet de connaissance. Ainsi, la théorie de la viabilité permet de définir des indicateurs dynamiques appropriés à des systèmes se développant sous incertitude, l'enjeu étant de laisser ouvertes les possibilités d'adaptation ou de se prémunir contre des éventualités néfastes, et, pour les politiques, de se situer par rapport au principe de précaution. La principale difficulté de cette approche reste la complexité algorithmique de l'étude de viabilité qui traite des sources d'incertitude. Un chapitre montrait que les modèles agronomiques largement utilisés dans les processus de normalisation incluent de manière implicite plusieurs sources d'incertitude à l'origine d'erreurs importantes de prédiction ou de classement, qui peuvent réduire considérablement la valeur des informations fournies. Le concept de système socio-écologique permet d'analyser les interactions entre des pratiques agro-sylvo-pastorales et le fonctionnement de paysages à fortes contraintes naturelles (hautes montagnes, zones arides), là où les aspects d'incertitude occupent une place centrale. Enfin, la notion de résilience a été utilisée notamment pour qualifier le comportement de villageois centrafricains soumis aux exactions de bandes armées<sup>242</sup>.

#### **ENCADRE 5 : Une tentative de transfert des risques par le micro-crédit**

Les mesures adoptées dans la filière de production animale au début des années 2000 peuvent se lire rétrospectivement comme une tentative politique de transfert de risque des éleveurs sur les intermédiaires.

---

ou logique assurantielle. L'irrigation sous tension en région méditerranéenne », pp 229-252 ; Manoli Claire et al « Quels rôles pour l'élevage dans la sécurisation des familles ? une approche par les trajectoires socio-techniques dans le Ferlo sénégalais », pp 253-273 ; Madelrieux Sophie et al « La diversification : au-delà de la sécurisation, quels enjeux dans les exploitations d'élevage ? Etude de cas dans les Alpes », pp 275-296.

<sup>242</sup> Dans le même ouvrage, voir : Durand Marie-Hélène et al « Incertitude contingente, adversité tychastique », pp 297-308 ; Alvarez Isabelle et al « Indicateurs de sécurité et de restauration dynamiques », pp309-326 ; Makowski David « Incertitude des modèles utilisés pour l'analyse des risques agro-environnementaux », pp 327-340 ; Genin Didier « Entre gestion des risques et projets de vie. Une approche conceptuelle illustrée pour une relecture des pratiques agro-sylvo-pastorales en milieux contraignants », pp 353-366 ; Lallau Benoît, Mbetitd-Bessane Emmanuel « De la survie à la résilience ? Adaptations des paysans à l'insécurité militaire autour de Paoua (RCA) », pp 367-3991.

Une étude sur la filière bovine commanditée dans plusieurs pays sahéliens par le CILSS en 1998 avait conclu que les prélèvements opérés par les intermédiaires de la filière étaient particulièrement importants au Sénégal. Des analyses anciennes de la filière du commerce de bétail avaient déjà démontré le rôle essentiel du crédit dans la régulation de la filière «*L'engrenage du crédit rend étroitement solidaire les différents éléments d'une chaîne étirée sur des centaines de kilomètres*»<sup>243</sup>. Après plusieurs tentatives infructueuses d'« assainissement » de la filière, les politiques entendaient modifier les règles du jeu sans supprimer des acteurs qui avaient montré leur efficacité et leur pouvoir au sein de la filière. Dans un contexte de libéralisation, les outils de réglementation sont abandonnés au profit d'instruments de micro-finance. Le recours au micro-crédit deviendrait un instrument de transfert des risques de l'éleveur vers les intermédiaires puisque le producteur pourrait fonder ses choix de vente sur le calcul d'opportunité en termes de prix et ne serait plus contraint d'accepter de vendre à crédit. En offrant aux intermédiaires un instrument financier qui leur permet de payer les éleveurs au comptant, les politiques entendent accroître les capacités des éleveurs à exploiter les opportunités du marché et donc accroître les ventes. En réalité, développer le crédit aux intermédiaires afin de limiter la pression sur les éleveurs déplace le risque puisque les intermédiaires qui libèrent les éleveurs-vendeurs par le paiement endossent seuls les risques de la commercialisation. Le pouvoir libérateur de la monnaie reste à évaluer dans ce cas. L'augmentation de la liquidité financière, supposé supprimer un goulet d'étranglement pour les intermédiaires et les éleveurs, devait modifier également le rôle structurant des intermédiaires au sein de la filière, qui est de garantir la provenance et l'engagement sur la qualité.

---

### C) L'HYDRAULIQUE PASTORALE AU TCHAD : UNE ILLUSTRATION DU RAPPORT A LA CONNAISSANCE ET A L'INCERTITUDE

---

La production de certitudes est nécessaire pour maintenir la légitimité du système politique de connaissance et d'aide au développement et assurer sa reproduction<sup>244</sup>. Dans le

---

<sup>243</sup> Larrat R, Thevenot R, 1955. "Le problème de la viande en Afrique Equatoriale Française." *Bulletin technique d'information de l'Institut d'Elevage et de Médecine Vétérinaire des Pays Tropicaux*: 13-34.

<sup>244</sup> Ancey V, Azoulay G, 2013. Différents rapports à l'incertitude dans l'aide au développement. Une expertise sur l'hydraulique pastorale au Tchad. In: Ancey V, Avelange I, Dedieu B eds, Op. cit. Pp. 33-49.

milieu de l'expertise, le besoin de certitude reproduit un système de connaissance, d'action et politique, et s'oppose à l'invention.

Le processus d'évaluation d'un projet de développement<sup>245</sup> se construit en référence à plusieurs mondes qui n'ont pas les mêmes rapports à la connaissance et à l'incertitude. Cela tient à la double nature de l'évaluation<sup>246</sup>, qui prétend au savoir (exercer une recherche appliquée) et au pouvoir (fournir un jugement argumenté à l'usage des décideurs).

Les méthodes d'évaluation des politiques, telles que la méthode des effets, utilisées dans un cadre de référence précis et dans une optique interventionniste, n'ont pas pour vocation de rendre compte de transformations générales à moyen terme. Ces méthodes, élaborées au service de modèles de développement, se basent sur des données chiffrées. Paradoxalement, alors que la prudence est systématiquement invoquée en exergue, les chiffres fournis justifient des conclusions catégoriques. Leur autorité s'impose à travers des étapes de sédimentation connues, au terme desquelles la construction des faits scientifiques devient un socle proprement « hors de question »<sup>247</sup>. Cette autorité du chiffre passe pour scientifique au prix d'une simplification des réalités sociales ; elle contribue aussi et surtout à construire une légitimité aux politiques de développement. Dès les années 1970, les travaux de l'équipe multidisciplinaire d'Amélioration des Méthodes d'Investigation en Milieu Rural Africain (Amira) liée aux organismes de recherche au sud avaient mis en évidence ce double glissement scientifique et politique, et ses enjeux pour la recherche dans ce qu'on appelait encore les Pays en Voie de Développement.

Le cas particulier des risques et de l'incertitude (leur définition, leur construction sociale, le mode d'action) met en évidence les écarts entre les perceptions des opérateurs du développement, associant de plus en plus souvent la recherche sous contrat d'une part, et les

---

<sup>245</sup> Un projet est, en théorie, l'action de base la plus élémentaire s'inscrivant dans un programme, un plan, une politique ou une stratégie. En fait, dans la réalité africaine, le projet est la pièce centrale de l'intervention publique, le plus souvent financée par des bailleurs de fonds étrangers.

<sup>246</sup> Une évaluation peut être considérée comme « un continuum de pratiques impliquant la *collecte et le traitement d'informations* sur l'action (que s'est-il passé ?), des préoccupations *normatives* (a-t-on bien fait ?), et/ou des préoccupations *instrumentales* (comment faire mieux ?) liées au bon fonctionnement et à l'efficacité des administrations... On pourrait aussi bien, dans beaucoup de cas, parler de contrôle (ou d'analyse) de gestion, de contrôle de conformité, de conseil, d'expertise, de recherche appliquée ou d'audit (Conseil scientifique de l'évaluation, *Petit guide de l'évaluation*, 1996)

<sup>247</sup> Latour B, Woolgar S, 1988. *La vie de laboratoire*. Paris, La Découverte.

acteurs/professionnels/citoyens d'autre part. Il illustre des contradictions d'intérêts, voire les effets négatifs des interventions. Ce bilan pousse constamment l'acteur dans ce dispositif<sup>248</sup> à choisir entre réformer ou rompre, selon l'idée qu'il se fait de la capacité du système d'aide au développement à se réformer, et de l'utilité en amont de la recherche et selon ses marges de manœuvre.

Le contexte des projets de développement a fourni de nombreux exemples d'évitement de l'incertitude, via l'application et la reproduction de procédures standardisées<sup>249</sup>. Dans un contexte de faible démocratie, l'incertitude remet en cause la légitimité des décisions politiques : à défaut de débat, d'accord consensuel ou majoritaire, le pouvoir a besoin de certitudes et de résultats pour se légitimer. Mais, paradoxalement, le foisonnement des interventions et des injonctions en contexte d'assistance a pour effet d'augmenter l'incertitude pour les populations<sup>250</sup>.

Alors que les finalités et les méthodes de l'expertise technique pour l'aide au développement tendent à restreindre l'incertitude, la démarche d'enquête intègre l'incertitude radicale au travers du scepticisme vis-à-vis des catégories données, de la pluralité des méthodes, de la compréhension des dynamiques locales. Ce rapport assumé à l'incertitude, interrogeant certains aveuglements propres au système de l'aide qui perdure aujourd'hui, est une condition nécessaire au dépassement de la crise de la pensée et de l'action.

Dans les sociétés pastorales, tout se passe comme si l'incertitude, le risque et l'insécurité faisaient partie intégrante du mode de vie. L'importance du troupeau, les aléas des déplacements, la marginalisation vis-à-vis de la société globale (paysanne, administrative, marchande) créent du risque au cœur du mode de vie pastoral, mais ils sont également, isolément et dans leur interdépendance, des ressorts du pastoralisme et des moyens assurant

---

<sup>248</sup> Le dispositif = le « réseau » qu'il est possible de tracer entre les différents éléments d'« un ensemble résolument hétérogène, comportant des discours, des institutions, des aménagements architecturaux, des décisions réglementaires, des lois, des mesures administratives, des énoncés scientifiques, des propositions philosophiques, morales, philanthropiques, bref : du dit, aussi bien que du non-dit ». Foucault M, 1994. *Dits et écrits*, tome 3. 1976-1979.p299.

<sup>249</sup> Lavigne Delville 2012, op.cit. Olivier de Sardan J-P, 2014. "La manne, les normes et les soupçons." *Revue Tiers Monde*. Vol 3, n°219 Pp 197-215.

<sup>250</sup> Astou Diao Camara 2013, Op. cit.

sa reproduction. Entamer la revue des risques par ceux qui sont imputés à l'environnement dit naturel en zones arides, permet d'en dévoiler la partie socialement construite.

La notion de déséquilibre a été introduite par l'écologie anglo-saxonne dès la fin des années 1970 dans les modèles d'évolution de l'environnement. Elle a été reprise par les anthropologues à propos des écosystèmes pastoraux au début des années 1990<sup>251</sup> pour remettre en question les représentations de l'environnement qui servaient de référence aux modèles de développement fondés sur l'augmentation du potentiel de production animale. En effet, ces modèles justifiaient la sédentarisation et l'encadrement des systèmes d'élevage par des mesures classiques de capacité de charge, d'évolution linéaire des pâturages. Pour critiquer le fondement et l'usage de ces mesures en milieux arides, les écologues anglo-saxons ont d'abord montré les singularités écologiques pastorales dans ces zones : la dispersion et les aléas spatio-temporels des ressources naturelles, avec 30% de variabilité annuelle des pluies, la résilience des couvertures herbacées annuelles. Ils ont renversé le primat de l'écologie en mettant l'accent sur l'impact des actions politiques et des rapports socio-économiques : les transformations dans la gestion des ressources naturelles, l'impact environnemental de l'absence de reconnaissance du foncier pastoral. L'écologie politique aujourd'hui réserve une place déterminante aux rapports sociaux de production dans l'exploitation des ressources naturelles.

Les critiques de la transposition de postulats agronomiques académiques en milieu aride portent sur les méthodes de mesure et sur la pertinence des notions. Le débat sur la notion de « capacité de charge » en est un exemple classique.<sup>252</sup> Ainsi, la mesure de la charge pastorale ne tient pas assez compte de la part des graminées dans l'alimentation animale,

---

<sup>251</sup> Behnke R, Scoones I, 1992. *Rethinking Rangeland Ecology*. Drylands Issue Paper 33.

<sup>252</sup> La capacité de charge d'un pâturage a été définie comme "*la quantité de bétail que peut supporter le pâturage sans se détériorer, le bétail devant rester en bon état d'entretien, voire prendre du poids ou produire du lait durant son séjour sur le pâturage*". Boudet G. *Les pâturages sahéliens ; les dangers de dégradation et les possibilités de régénération ; principes de gestion améliorée des parcours sahéliens*. FAO, 1974.

Pour calculer la capacité de charge pastorale (en UBT/ha, avec une Unité de Bétail Tropical = 250 KG = ' 0,75 zébu...), on tient compte de la valeur et de la quantité fourragère produite et mise à disposition du bétail. Il est recommandé de procéder autant que possible à des essais zootechniques "*en vraie grandeur*". De cette évaluation découlent les propositions de modèles d'exploitation "rationnelle" des pâturages. Mais ni la variabilité interannuelle de pluviosité (+-30%) et son effet sur les ressources, ni la mobilité des troupeaux, ni la pluralité des stratégies de production des éleveurs, en dehors de la production de lait, ne sont intégrées dans les calculs. Naturellement la charge varie selon les régions, soudaniennes ou sahéliennes ; aussi Boudet reconnaît-il que "*l'élevage transhumant demeure une nécessité en milieu sahélien*".

alors que c'est une variable déterminante dans le calcul de la charge pastorale ; d'autre part elle sous-estime l'apport des ligneux, pourtant une part stratégique (30%) de l'alimentation en saison sèche en zone arides.

Pour évaluer les ressources d'une région, Bonfiglioli<sup>253</sup> propose d'affiner la mesure des précipitations annuelles moyennes en relevant leur répartition dans le temps et l'espace, pour connaître la pluviométrie utile (quantité pouvant être effectivement utilisée par les plantes pour leur croissance et leur développement), et les jours effectifs de croissance : c'est-à-dire le nombre de jours où la quantité totale des pluies dépasse la quantité d'évapo-transpiration. La charge pastorale apparaît ainsi évolutive selon les saisons. La transhumance n'apparaît plus comme un mal nécessaire mais comme le moyen d'avoir, dans le nord du Sahel, un troupeau mieux nourri et plus productif qu'au sud.

Des auteurs ont utilisé la notion de charge pastorale tout en relativisant sa signification: au Burkina Faso, la province du Yatenga avait beau avoir « une des capacités de charges les plus faibles du pays », cela ne remettait pas en cause sa « vocation pastorale historique »<sup>254</sup>. Selon le même auteur, « *il est peu utile de donner une capacité de charge même théorique pour de tels pâturages parce que cela n'a pas de sens en soi* » : elle varie suivant les objectifs des éleveurs et reflète le rapport de forces qui a déterminé l'occupation du sol. Au Cameroun, des ranchs d'élevage ont atteint des charges réelles très proches de celles de l'élevage traditionnel local, et très différentes des charges préconisées au départ dans les textes de ces projets<sup>255</sup> ; au nord de la Côte d'Ivoire, le seuil théorique de 23 ha par UBT est dépassé et l'on recensait 53 UBT/km<sup>2</sup> en zone dense en 1991, sans que se posent de problèmes graves pour l'élevage<sup>256</sup>.

La notion de « stratégie opportuniste »<sup>257</sup> rend compte du fait que les éleveurs adaptent la taille de leur troupeau aux conditions optimales des ressources naturelles, tant qu'ils

---

<sup>253</sup> Bonfiglioli A.M. in Dupré G, ed. *Savoirs paysans et développement*, Karthala/Orstom, 1991

<sup>254</sup> M. Benoît, même ouvrage

<sup>255</sup> J. Boutrais, *Cahier des sciences humaines*, 26, 1990, op.cit

<sup>256</sup> Banque Mondiale, *Revue de l'élevage*, 1991.

<sup>257</sup> Behnke R, Scoones I, 1992 op. cit. Dans ce contexte, le terme « opportuniste », directement traduit de l'anglais, n'a pas de connotation péjorative (que les anglophones connaissent aussi). Il qualifie la souplesse d'adaptation des éleveurs aux fluctuations du climat et des ressources naturelles vitales pour leur troupeau. Mais il introduit aussi la comparaison entre les éleveurs. Paradoxalement, selon cette terminologie, les éleveurs les plus opportunistes sont ceux qui conservent le plus d'animaux, donc, conservent le plus fidèlement la tradition.

disposent de la possibilité de se déplacer avec leur troupeau en cas de fluctuations climatiques. En comparaison, les éleveurs qui se seraient conformés à la norme de la capacité de charge adopteraient un mode de gestion dit « conservateur », c'est-à-dire qu'ils n'élèveraient que le nombre de bêtes adapté au seuil minimal des ressources naturelles, et s'exposeraient à une décapitalisation dangereuse en cas de perte.

Dans son premier numéro consacré au risque et à l'incertitude dans les sociétés pastorales (1997), la revue « Nomadic Peoples »<sup>258</sup> a recensé plusieurs typologies de stratégies et montré que le milieu de vie pastoral ne se prête pas à des classements de type anticipation / improvisation, ou contemplation / rationalité. La survie des pasteurs en milieu incertain dépend de la précision, de la prudence de leurs pratiques et de la promptitude de leurs réactions : il n'y a rien de moins contemplatif. Cette classification montre également qu'une analyse conduite exclusivement en termes de stratégies risque fort d'être fonctionnaliste, en négligeant la complexité et les évolutions des logiques pastorales à court, moyen et long terme. En milieu pastoral où « *le risque et l'incertitude dominant la vie* »<sup>259</sup>, les contraintes et les risques ne sont pas assimilées à un événement précis. La sécheresse par exemple, premier risque cité dans tous les travaux sur les zones sèches, n'est pas un événement isolé probabilisable, mais intégré dans le quotidien : "*La sécheresse n'est pas Une sécheresse mais des sécheresses récurrentes. La sécheresse ne peut pas être dépassée. Les années sèches passent et reviennent, et les êtres humains ne sont jamais certains de savoir quand la prochaine va revenir tuer le bétail et les gens. Tout ce qu'ils savent est que la sécheresse peut revenir. Les pasteurs et les paysans sahéliens ont pris en compte cette vérité au point d'intégrer ce que j'appelle "la possibilité de la sécheresse" dans leur système social et économique, afin de survivre*"<sup>260</sup>.

Pour les populations pastorales, l'accès à l'eau souterraine dépend non seulement de la disponibilité de la ressource (l'implantation des forages, leur débit, l'état de

---

<sup>258</sup> Bollig M, Göbel B, 1997. "Risk, uncertainty and pastoralism: An introduction." *Nomadic peoples* Vol 1. Pp 5-21.

<sup>259</sup> Van Dijk H, *ibid.* "Risk, Agro-Pastoral Decision-Making and Natural Resource Management in Fulbe Society, Central Mali". 108-32.

<sup>260</sup> Bovin M, 2000. "Pastoralists manoeuvring in the drought-ridden Sahel." In: Berner B, Trulsson P, and al eds, *Manoeuvring in an environment of uncertainty. Structural change and social action in sub-saharian Africa*. Ashgate Publishing Ltd, pp. 233-62.

fonctionnement), mais aussi de son accessibilité. Or, même si l'eau est une ressource naturelle, l'exhaure requiert plusieurs formes de travail : la traction des outres par des ânes ou des chameaux, le puisage ou le pompage par les usagers, le déplacement et l'entretien des charrettes, mais aussi, d'après la théorie classique<sup>261</sup>, du travail accumulé sous forme de production technique (la construction des poulies, le tressage des cordes, le fonçage des puits ou des forages) voire industrielle (la fabrication des chambres à air recyclées en outres et la fabrication des pompes, sans parler de l'exploitation du fuel qui sert de carburant...). Quelles que soient les médiations entre la production et la valeur, les usagers prennent en charge plusieurs formes de coûts et de règles. L'accès à l'eau ne dépend pas que de l'accès libre aux mares, mais majoritairement de l'accès aux eaux souterraines, puits ou forages, et fait toujours l'objet de négociations dont les règles et les pratiques changent périodiquement<sup>262</sup>. L'accès aux pâturages dépend aussi des savoirs faire, des droits d'accès, des aptitudes à se déplacer, y compris en période de sécheresse. Les systèmes pastoraux sont confrontés à des risques liés aux transactions commerciales, à l'environnement politique en général (rétrécissement de l'espace pastoral, précarité des droits fonciers...)

Même en milieu pastoral, il n'y a donc guère de risque purement naturel. On est toujours au croisement d'un événement, naturel ou non, et d'un contexte. Le pastoralisme a été caractérisé comme un art de s'accommoder au mieux des déséquilibres et des incertitudes : « *Le pastoralisme [...] s'est fondé sur la diversité, la mobilité, la réactivité aux événements, voire leur anticipation. Hétérogénéité et dynamique en constituent les mots clés ! L'optimum n'est pas un objectif; le pastoralisme se contente de compromis, de biais et de ruses, bref de solutions satisfaisantes...* »<sup>263</sup>. En milieu pastoral aride - moins de 400 mm de pluies annuelles – les ressources naturelles sont dispersées et aléatoires ; pour les sociétés il n'y a pas de protections extérieures ex post (on ne compte pas ici les interventions d'aide d'urgence). Que ce soit au Ferlo sénégalais, relativement densément pourvu en forages, dans les étendues du Nord Niger, au Tchad autour des cuvettes du Kanem, sur la cuirasse du

---

<sup>261</sup> Vatin François, 2013. « Le produit de la nature et le temps des hommes : Don, service et rendement », *Revue du MAUSS*, 2013/2 n° 42. Pp. 221-245.

<sup>262</sup> Ancey V, Wane A, Muller A, Andre D, Leclerc G, 2008. "Payer l'eau au Ferlo : stratégies pastorales de gestion communautaire de l'eau." *Autrepart* Vol 46. Pp 51-66.

<sup>263</sup> Hubert B, 2012, Op. cit.

Ouadaï ou dans la plaine du Batha, où l'eau est à des heures de marche, il faut parfois des jours pour atteindre un dispensaire ou un marché. Les ressources tiennent au bétail, aux liens sociaux et à un bricolage permanent « à bas bruit » ; « la sécheresse » est difficile à isoler du reste des contraintes. Traduire « stress » et « probabilité » dans toutes les langues est utile à condition d'écouter aussi en sens inverse, ce que dit la langue d'autrui de son rapport au monde : par exemple le mot *kisal* exprime chez les WoddaaBé du Niger un mode de vie qui produit une idéologie, une culture et des comportements, dans une situation que des Occidentaux qualifieraient sans doute de survie. Une approche basée sur la probabilité d'aléas distincts frappant un système à un moment précis, fût-il adaptatif, trouve donc ici sa limite.

Le travail de Castel sur l'insécurité en occident nous fournit un éclairage latéral sur les perceptions du risque et les systèmes de protection en milieu pastoral. Pour lui, être protégé, c'est vivre entouré de systèmes de sécurisation ; le sentiment d'insécurité est construit socialement et historiquement. En milieu pastoral, il n'y a pas de protections extérieures (on ne compte pas ici les interventions d'aide d'urgence). Les pratiques qui entretenaient la réciprocité se sont affaiblies avec l'ouverture de l'espace pastoral à une population nombreuse, des sociétés plus diversifiées, et suite aux interventions techniques du développement. Or la levée des contraintes sanitaires et hydrauliques n'ont pas permis en contrepartie une intégration équilibrée des pasteurs et de leurs activités dans les politiques et économies nationales. On en revient au déficit politique.

Les contextes européens et sahéliens contemporains accumulent les différences dans leurs histoires et dans leurs rapports sociaux, dans leurs économies et leurs politiques, y compris la gestion des ressources naturelles. Une modernité différente de celle qui se fonde sur le marché et le travail semble impensable. Nous est-il alors impossible de comprendre les risques perçus et les protections construites en milieu pastoral ? La définition de la vulnérabilité de Castel semble proche de celles qui sont couramment utilisées en milieu rural africain, quand il écrit : « les clivages se répartissent non seulement en fonction des capacités psychologiques, mais des ressources objectives que les individus peuvent mobiliser et des supports sur lesquels ils peuvent s'appuyer pour assumer des situations nouvelles. (...) On pense à l'inventaire des capitaux dans les études sur les genres de vie, à ceci près que Castel introduit du collectif et de la temporalité : « *Pour tous ceux qui n'ont de ressources que leur travail, les supports sont d'ordre collectif. Bref : pour ceux qui ne disposent pas d'autres capitaux, non seulement*

*économiques, mais aussi culturels et sociaux, les protections sont collectives ou elles ne sont pas.* »<sup>264</sup>

On n'est pas en situation de « risques » au sens probabiliste, mais en univers d'incertitude, où ni l'ensemble des issues, ni la probabilité de leur réalisation ne sont connus. Parler d'incertitude, ce n'est pas renoncer à mesurer les risques, c'est passer du court au long terme. La vie quotidienne des pasteurs contient et tente de prévenir tous les risques de crise. Tous leurs gestes s'accommodent de cette incertitude, et s'appuient en contrepartie sur une foi inébranlable et sur une organisation sociale dans laquelle le campement, nœud de décision stratégique, contient des tensions parfois importantes. La prospection des parcours et la décision de transhumer ; la perception des promesses et des risques de la saison ; les stratégies d'accès aux ressources à moindre coût et au meilleur moment ; la division du travail, l'organisation des jeunes adultes, la diffusion de l'information, intègrent cette incertitude et on ne décèle pas une opposition nette entre des pratiques qui suivraient la routine ou anticiperaient une crise. Le risque est intégré dans les pratiques de chaque jour.

Qualifier ces pratiques *d'adaptation*, c'est les charger, semble-t-il, d'une intention superflue, parce que les pasteurs n'ont pas de modèle à imiter, ni de stratégie planifiée. En même temps, il me semble que c'est leur ôter une partie de leur sens technique et social : les pratiques s'enracinent dans un contexte naturel et social, expriment et mobilisent ensemble savoir-faire, culture, relations sociales. Ou alors, cela reviendrait à prétendre que toute l'histoire des sociétés pastorales n'est qu'une adaptation permanente. Van Dijk exprime la même réticence : « *Les pseudo adaptations pastorales peuvent être conceptualisées comme des moyens techniques, sociaux et culturels d'agir sous le risque et l'incertitude (...) basés sur une compréhension culturelle particulière* »<sup>265</sup>.

Dans un univers globalement incertain, et à l'échelle d'une société, il est inadéquat de sérier des probabilités de chocs et leurs « résultats ». Lister, voire prédire des stratégies d'acteurs, plus précisément qu'une typologie synthétique, c'est méconnaître la principale d'entre elles : les pasteurs combinent des essais. Accéder aux ressources exige à la fois des compétences techniques individuelles (botanique, zootechnique), des moyens individuels et

---

<sup>264</sup> Castel, R. 2003. Op.cit. : p 46.

<sup>265</sup> Van Dijk H, 1997, Op. cit.

collectifs suffisants (la taille du troupeau, l'état de santé, la main d'œuvre), et un cadre social commun de droits et de pratiques. De plus cela s'inscrit dans des préoccupations qui vont au-delà de la production : il faut organiser la vie de la famille entière, transhumante ou non. *A posteriori*, lorsque les pasteurs racontent comment ils sont sortis des difficultés, on peut reconstruire une méthode ou une stratégie en tissant les fils de leur récit avec les hypothèses du chercheur. Les théories de l'action mettant l'accent sur la rationalité individuelle parlent aisément de stratégies. Personnellement, sans dénier une quelconque rationalité aux acteurs je préfère utiliser la notion de trajectoire, pour rendre compte des dynamiques au sens large, à plusieurs échelles (acteurs, exploitations, sociétés), et prendre en charge, dans l'analyse des choix, des actions et des devenir, les aspects individuels les plus réflexifs, et les effets collectifs les moins conscients.

Les pasteurs sont auto-suffisants en informations, du moins en situation habituelle : à première vue, ils n'ont pas besoin d'information supplémentaire pour gérer les risques pastoraux, et sont d'ailleurs réticents à en fournir, justement parce que la question est vitale pour eux. A propos des ressources naturelles, « *Les Peuls n'ont pas de problèmes d'information ; ils sont peut-être un peu réticents, mais ils sont au courant* »<sup>266</sup>.

Dans les systèmes pastoraux sahélo-soudaniens, la répartition des risques se fait également par une gestion du troupeau familial partiellement « collective », parce que la gestion du troupeau ne se résume pas à la gestion des risques et remplit aussi des fonctions de production économique et de reproduction sociale. Le troupeau familial d'un campement du Ferlo peut regrouper jusqu'à cinq sous-ensembles : les bovins possédés en propre par le chef de famille (*jom galle*), ceux offerts par le *jom galle* à chacune de ses femmes lors du mariage, les animaux qui appartiennent aux femmes avant leur mariage, ceux donnés par leurs différentes fractions de lignage et segments de parenté, ceux des enfants et des parents mariés vivant dans la famille et, enfin, les animaux confiés par des propriétaires absents de la zone. Les droits de vente du chef de famille ne portent, en fin de compte, que sur une partie du troupeau.

Dans cette organisation sociale, les incitations par le marché, que ce soit par les quantités ou par les prix, ne sont pas en mesure de stimuler durablement l'offre, comme en

---

<sup>266</sup> Enquête Ferlo 2010.

témoigne la réponse mesurée de l'offre à la hausse des prix de la viande après la dévaluation du franc CFA en 1994. Malgré une hausse de 40 à 50 % du prix de la viande rouge en zone de production au Sénégal, l'augmentation de l'offre n'a pas été durable et l'on a rapidement enregistré, comme dans la plupart des pays sahéliens, un ralentissement des taux de prélèvements<sup>267</sup>. Si les éleveurs sont attentifs aux opportunités d'améliorer leurs conditions de vie, ce n'est jamais au point de brader leur capital productif. Encore une fois, l'expression courante « affaiblir leurs capacités de gestion des risques », tend à faire croire qu'en bons gestionnaires les pasteurs provisionnent leurs profits pour les jours de pertes. Mais cette analogie avec la gestion financière n'a rien à voir avec les pratiques spéculatives, ni avec la raison économique pastorale. Jusqu'à présent du moins, seule la nécessité conduisait les chefs de famille à compromettre le renouvellement de leurs ressources à long terme. C'est du moins ce que disent les chefs de famille parfois effarés par le « gaspillage » de jeunes, suspects de dilapider les troupeaux pour leur consommation personnelle !<sup>268</sup> Est-ce simplement un effet de génération commun à toutes les époques, ou les choses changent-elle plus en profondeur avec la monétarisation du mode de vie ?

En société pastorale, où la pression démographique augmente sur les ressources naturelles et les structures sociales, sans différenciation interne prononcée de celles-ci, comment les formes de solidarité entre pasteurs s'entretiennent et évoluent ? Commerçants et fonctionnaires diversifient les interactions mais les sociétés pastorales ont toujours dépendu des relations avec l'extérieur. C'est un rapport commun à l'incertitude et la gestion des ressources partagées qui ont fondé les régimes de protection en société pastorale : à travers des rapports de réciprocité instaurés sur des espaces parfois éloignés (zones de parcours) et sur des temporalités pluri annuelles, voire intergénérationnelles ; et grâce à la flexibilité des systèmes de droits prioritaires, non exclusifs. C'est pour comprendre ces dynamiques qu'ont été menées des enquêtes sur les rapports entre familles et troupeaux.

---

<sup>267</sup> Ancey V. *La hausse des prix du bétail et l'économie de l'élevage au Burkina-Faso* Club du Sahel/CILSS, 1997.

<sup>268</sup> Ces critiques d'ânés expriment un rapport à l'argent, à la monnaie, différencié au sein d'une même famille, voire au sein d'une même génération, qui peut renvoyer aux inégalités statutaires autant qu'à une époque de transition. Sur le rôle libérateur de la monnaie pour les cadets sociaux, voir Ancey G, 1983. *Monnaie et structures d'exploitations en pays Mossi, Haute-Volta*. IRD Editions.

---

## D) LES RAPPORTS ENTRE FAMILLE ET TROUPEAU : AU-DELA D'UNE APPROCHE DETERMINISTE

---

La relation entre les pasteurs sahéliens et leur troupeau a inspiré une poésie pastorale sur les origines du peuple peul et sur la symbiose entre les gens et les bêtes<sup>269</sup> ; le thème du lien entre familles et animaux a été développé sous divers angles et dans divers contextes<sup>270</sup>. Les registres d'interdépendance habituels entre éleveurs et troupeaux (soin, revenus et ressources, apprentissage, affection) sont encore plus nombreux au Sahel où les liens familiaux et matrimoniaux se structurent autour de la propriété du bétail. Chez les pasteurs Wodaabe du Niger, la structure de production familiale se reflète traditionnellement dans la structure d'exploitation du troupeau. Ainsi, les généalogies humaines et animales peuvent se lire en parallèle au sein des campements, comme un signe de la transmission continue du troupeau et de ses valeurs (patrimoniales, identitaires, productives...) et de la reproduction sans heurts du système pastoral. Le troupeau familial est composé d'animaux de plusieurs ayant-droits et plusieurs canaux sociaux le transmettent au sein de la famille. Les familles et leurs troupeaux sont liés par la circulation du bétail, marchande ou non, par la transmission des lignées, par l'organisation familiale de la gestion et des pratiques : autant de liens qui donnent au système pastoral sa forme et son sens. Le troupeau est une entité socialement et techniquement construite, dont les éleveurs savent extraire et traiter des individus ; c'est aussi un patrimoine géré familialement.

Dans le sillage des travaux inspirés par le cadre d'analyse des moyens d'existence à partir des années 1990, les travaux sur les rapports au troupeau ont été souvent traités sous l'angle de la gestion des risques et des actifs (assets); mais cette mode passera sans doute, comme est passée l'époque des commentaires sur la « boûlâtrie » des pasteurs.

Sur les rapports entre familles et troupeaux, l'ouvrage « Dudal » de Bonfiglioli a identifié un modèle de symbiose familles – troupeaux chez les nomades Wodaabé du Niger

---

<sup>269</sup> Seydou C, 1976. La geste de Ham-Bodêdio: ou, Hama le Rouge. A. Colin.

<sup>270</sup> En contexte pastoral, Bonfiglioli A,M, 1988, Op. Cit. et pour une critique de l'élevage industriel, Porcher J, 2011. 6. *Vivre avec les animaux, une utopie pour le XXIe siècle*. La Découverte.

dans les années 1980. Au Sénégal au milieu des années 2000, il ne s'agissait pas de mener une comparaison hasardeuse à vingt ans d'intervalle entre des systèmes pastoraux différents.

Mes travaux sur les rapports entre familles et troupeaux confrontaient les pratiques des familles et la « doxa » pastorale, qui insiste sur la transmission du troupeau entre générations. En somme il s'agissait de comprendre à propos du bétail, comment les membres des familles négocient avec leurs propres valeurs sociales. Au Ferlo, le campement (*wuro* en puular) à la base de l'organisation de la vie pastorale est une entité<sup>271</sup> de gestion collective du troupeau, organisée autour d'un chef de famille. Abritant un groupe familial lié à ses animaux, il se compose d'un ou plusieurs ménages monogames ou polygames, d'une ou deux générations patrilinéaires et virilocales (ménages de frères, ou d'un homme et de ses fils ; les filles étant destinées à partir dans leur belle-famille). Certaines décisions relatives à la vie quotidienne sont assumées par le chef de famille, avec ou sans négociation entre les ayants-droits des animaux : transhumance, ventes d'animaux, orientation vers de nouvelles activités. Mais on a vu que cette vision d'une gestion centralisée est à nuancer : par exemple, les jeunes possèdent et gèrent des troupeaux personnels de petits ruminants<sup>272</sup>, les femmes contrôlent la sphère laitière artisanale<sup>273</sup>. Entre gestion collective et stratégies individuelles, les pratiques dans les campements pastoraux<sup>274</sup> n'échappent pas aux compromis structurels propres à toutes les économies familiales, y compris en Afrique rurale<sup>275</sup>.

Des sous-ensembles du troupeau bovin familial ont été repérés en fonction de l'origine de chaque animal et de son appartenance ou non à la lignée bovine liée au lignage paternel. Dans les troupeaux enquêtés, les bovins désignés comme « *tyosaan* » (mot *wolof* signifiant origine, tradition) par les éleveurs peuls représentaient en moyenne 56 % du cheptel. Les enquêtes en binôme zootechnique et anthropologique ont permis d'établir la structure des

---

<sup>271</sup> Gastellu J.-M., 1980 « Mais où sont donc ces unités économiques que nos amis cherchent tant en Afrique ? » Cah Orstom, série Sciences humaines, vol XVII, n°1-2, Pp. 3-11.

<sup>272</sup> Manoli C, 2006. "Les liens entre la famille et le troupeau bovin chez les Peuls du Ferlo." Lyon. Thèse de doctorat en sciences vétérinaires. Faculté de Médecine, Lyon.

<sup>273</sup> Corniaux C, 2005. "Gestion technique et gestion sociale de la production laitière : les champs du possible pour une commercialisation durable du lait – Cas des systèmes d'élevage actuels du delta du fleuve Sénégal." Thèse INA-Paris Grignon.

<sup>274</sup> Ancey V., Ickowicz A., Corniaux C., Manoli C., Magnani S., 2009. « Stratégies pastorales de sécurisation chez les Peuls du Ferlo (Sénégal) », *Journal des africanistes* [En ligne], URL : <http://africanistes.revues.org/2280>.

<sup>275</sup> Ancey G. 1975 *Niveau de décision et fonctions objectif en milieu rural africain*. AMIRA, 34 p. Orstom.

troupeaux puis de confronter leur apparence bigarrée, dénotant d'importants mouvements d'achats et de vente, au discours des éleveurs insistant sur la continuité et la transmission des lignées animales entre les générations d'éleveurs. Dans la moitié des élevages, un nom de lignée *tyosaan* était attribué à une vache achetée avec l'argent de la vente d'une vache *tyosaan* : plusieurs de ces vaches désignées comme *tyosaan* étaient d'abord achetées, puis au sens propre adoptées par la famille qui leur donnait le nom « de famille » de leurs vaches. Le nom de la lignée *tyosaan* était de la sorte transmis et conservé dans le troupeau, indépendamment de la filiation biologique. Cet affichage des animaux de lignée ancienne dans le troupeau familial, conforme à l'idéologie pastorale, masquait la progression de la part des animaux achetés ou circulant entre les familles. L'importance symbolique primait sur la biologie.

Les évolutions de la transmission du bétail transparaissaient dans le choix des espèces et les modalités de pré-héritage. Le *dokkal* (don de bétail, ou bétail attribué au nouveau-né lors du baptême), désigne à la fois les animaux transmis et le rituel de leur transmission. Les éleveurs expliquaient son importance par le souci de motiver les fils à l'apprentissage du métier. Les espèces transmises n'étaient pas partout les mêmes, bovins ou petits ruminants. Les canaux de transmission évoluaient également : il est désormais de plus en plus rare de recevoir des animaux de la part des oncles maternels ou paternels. La restriction de la circulation familiale du bétail correspond peut-être à la prégnance de la transmission patrilinéaire sur les liens agnatiques, traditionnellement importants en société peule, mais la transmission patrilinéaire évolue aussi : la circoncision et le mariage ne sont plus des moments aussi importants qu'auparavant pour la circulation familiale du bétail. « *Avant, la norme était de donner toujours des animaux (naissance, circoncision, mariage). Maintenant, on donne seulement une fois et après c'est aux fils de régler les problèmes* »<sup>276</sup>.

Le prêt d'animaux et l'aumône religieuse (*zakkat*) pouvaient témoigner également de changement. Le prêt de vache à court terme *diilaane*, (par lequel le bénéficiaire use du lait) s'est restreint au cercle des parents directs. La fameuse vache « attachée » *habbaane*, emblématique des liens de solidarité au Niger (prêt à long terme assignant au bénéficiaire des droits sur les premiers veaux et le lait) ne se rencontrait guère au Ferlo, et n'éveillait pas de

---

<sup>276</sup> Jom Galle Hadji Ba, Tatki (Yilo), 19-07-2006

souvenirs. Selon un vieil éleveur de Thiel, « *tu peux encore prêter à un parent qui s'en occupe bien. On ne prête plus à un ami ou à un voisin, sinon tu risques qu'ils vendent.* »<sup>277</sup> De façon préférentielle, le prêt bénéficie aux parents co-résidents, par exemple à une femme qui n'a plus de laitières ou à une sœur veuve. Les éleveurs expliquaient ces changements par trois causes principales. Les modifications du régime alimentaire : là où le riz tend à remplacer les céréales sèches, mil et sorgho, autrefois associées au lait dans le couscous, le lait a perdu son rôle de base dans l'alimentation. Le coût d'entretien des animaux, qui augmente avec la complémentation : le prêteur craint que le bénéficiaire ne veuille ou ne puisse pas bien alimenter les animaux. Enfin, les familles gèrent l'augmentation des effectifs par la dispersion spatiale des unités (*galleje*) au cours du cycle de vie du campement familial (*wuro*) et ces dispersions peuvent aider les éleveurs à contourner certaines obligations familiales. À l'inverse, les animaux de la *zakkat* circulent de préférence entre des parents non co-résidents, suivant les liens de parenté ou les itinéraires des marabouts. Certains éleveurs préfèrent vendre des animaux pour distribuer le revenu de leur vente à un plus grand nombre de nécessiteux et expliquent que l'argent peut être mieux partagé et la *zakkat* répartie entre plus de gens. Ces changements des modalités de redistribution confirment l'importance des rôles du bétail en sociétés pastorales, et marquent en même temps la monétarisation de l'économie.

Trois types de gestion ont été identifiés à partir des critères de propriété, du pouvoir de décision (sur les ventes, l'alimentation, la mobilité, les dépenses sanitaires) et de responsabilité des soins. Un mode de gestion très centralisé, où le chef de famille *Jom Galle* prend les décisions, possède la majorité des bovins et favorise un fils en matière de pré-héritage. Dans le Ferlo, où la complémentation alimentaire est rare et le marché du lait inexistant, le chef de famille limitait la traite pour privilégier la croissance des veaux et les vendre à meilleur prix. Une gestion disjointe du troupeau quand le chef de famille avait délégué la gestion quotidienne du troupeau, tout en maîtrisant les décisions de vente et possédant la majorité des animaux. Le chef de famille avait une activité extérieure qui l'éloignait du campement pendant des périodes assez longues (commerce de bétail à Dakar ou Dahra, emploi à la compagnie sucrière de la vallée du fleuve Sénégal). Les campements de

---

<sup>277</sup> Jom Galle Mamadou Ba, Thiel (Asre Bani), 15 06 06

ce type étaient peu mobiles. Enfin un mode de gestion plus collectif était courant entre frères habitant le même campement après le décès de leur père. Ils avaient une connaissance du troupeau similaire, même si l'aîné possédait la majorité des animaux. Les cadets (ou/et les femmes) diversifiaient leurs activités avec les petits ruminants (chèvres ou moutons).

La situation des femmes dans l'économie pastorale, habituellement caractérisée par leurs droits sur le bétail ou sur le lait, évolue désormais aussi avec les transformations des systèmes d'élevage, des activités familiales et les opportunités nouvelles dans le contexte de projets de développements et de la politique locale. Les pères justifient leur réticence à transmettre une partie du troupeau bovin à leurs filles par le rattachement de celles-ci au foyer de leur mari à partir de leur mariage et par la faible maîtrise qu'elles conserveront en pratique sur leur bétail. En effet, en principe le mari ne dispose pas des animaux que sa ou ses femmes ont reçus de leurs parents, les *jomtinaaji* : il n'a pas le droit d'en interdire la vente par sa femme qui peut en charger ses frères ou son père. Mais dans la pratique, en cas de difficultés les filles sont les premières à perdre leurs droits sur le troupeau de famille. Les crises sont révélatrices des inégalités de genre dans la circulation du bétail : aussi bien le douaire en nature versé par l'époux à sa femme (*tenge*), que les animaux de l'héritage féminin (*jomtinaaji*) sont des dons précaires. Certes, le *tenge* a une valeur symbolique et matérielle importante : affiché comme un devoir religieux, il transfère une part du bétail à l'usage du nouveau ménage et il est augmenté de dons signalant incidemment l'aisance de la famille du marié. Il est important que le douaire soit payé en bétail, d'autant plus si le mari en garde le contrôle. En effet, la coutume place l'usage de ces animaux « *entre* » le mari et la femme et, en cas de divorce, elle n'est pas autorisée à les emmener même si la décision de rompre vient du mari. Or, dans plusieurs cas, le *tenge* se monétarise, entérinant le contrôle du troupeau par le mari. Si le douaire est un don précaire pour l'épouse, il appartient de droit à ses enfants nés de ce mariage. De leur côté, les femmes ont des stratégies pour conserver leur part du bétail face à leur mari mais aussi face à leurs co-épouses. Du Sénégal au Cameroun, toutes les femmes mariées avec qui je me suis entretenue préfèrent laisser leurs animaux dans le campement de leur père jusqu'à la majorité de leurs fils. En conservant leur bétail dans leur famille d'origine, elles sont plus sûres de disposer de leur héritage et du lot de leurs enfants,

en cas de divorce. A Garoua, au Nord du Cameroun<sup>278</sup>, les éleveurs chefs de famille que j'ai interrogés sur cet arrangement ont éclaté de rire quand je leur faisais remarquer que leurs épouses, comme celles d'autres pays, prenaient certaines précautions...

En s'en tenant au discours officiel, on aurait pu reproduire des études et conforté la doxa, par l'accumulation d'exemples quantifiés dans un échantillon statistiquement représentatif. On serait passé à côté d'une réalité bien plus riche : les arrangements avec les normes, tacites mais évidemment connus de tous –et tolérés, dans la mesure où les époux chefs de campements bénéficient de la même prudence de leurs filles et de leurs sœurs –. Cet exemple parmi d'autres d'enquête empirique - au sens détective du terme- prouve que la simple accumulation d'exemples n'est pas suffisante pour faire preuve. Elle fait atterrir en sciences sociales les phrases lumineuses de Châtelet sur la philosophie platonicienne : « *Commencer à philosopher, c'est de prime abord mettre en question non seulement le contenu divers des opinions (celles-ci font apparaître si pratiquement leurs contradictions qu'elles se ruinent d'elles-mêmes), mais encore le statut d'une existence qui croit qu'opiner c'est savoir, et qu'il suffit d'être certain pour prétendre être vrai. [...] L'opinion [...] invoque des faits, use de la technique des exemples puisés sans discernement [...], prétend se fonder sur le "réel", et pour elle, le réel, c'est ce qu'elle voit, ce qu'elle constate dans la perception, ce qu'elle éprouve dans l'expérience [...] ; elle construit de cette manière des discours qui embrassent dans une fausse unité la disparité de son expérience. Avec des exemples, elle invente des faits, alors qu'elle a constitué ses exemples de façon contingente, à partir du hasard de ses rencontres empiriques et de ses intérêts qui suscitent des plaisirs et ses passions [...]. Les appétits par lesquels elle est gouvernée lui signalent des valeurs qu'elle accueille comme les seules acceptables et dont elle fait les pivots de ses discours [...]* »<sup>279</sup>.

Dans quelle mesure les réponses des éleveurs (*on donne des animaux aux enfants pour les motiver...*) sont-elles déterminées par les questions ? « *pourquoi faites-vous ainsi* » ? Pour traiter rapidement de telles questions, les éleveurs peuvent fournir, voire schématiser une finalité (*on fait ainsi pour....*), ou invoquer l'habitude, la routine ou la tradition (*c'est ainsi que cela se fait ici/chez nous...*). Leur réponse sera utilisée, instrumentalisée, à l'appui d'une

---

<sup>278</sup> Entretiens Garoua, Maroua, Nord Cameroun, 2005.

<sup>279</sup> Chatelet F, 1989. Platon. Gallimard., Folio Essais.

théorie de l'action ou d'une intervention de développement. Alors que le sens des pratiques se situe ailleurs que sur ces deux pôles extrêmes (une finalité consciente ou un conformisme irréfléchi), les enquêtes accumulées en matière de développement agricole sur les logiques paysannes courent le risque de reproduire à partir de ce type de questions/réponses une évidence simpliste, lorsqu'elles sont oublieuses du fait qu'une société « ne se donne pas lire comme un livre » (cf supra, introduction). Les finalités énoncées et les fonctions telles qu'« une stratégie face au risque » me semblent aujourd'hui fort suspectes de fonctionnalisme.

Au-delà de « l'individualisation » des mœurs qui est souvent invoquée mais s'avère une explication trop courte, les modifications de la circulation du bétail suggèrent des évolutions du sens donné aux échanges, et traduisent différentes stratégies pastorales. La diminution des prêts de bétail coïncide avec un accroissement des dépenses, la diminution des épizooties, l'augmentation des coûts d'entretien, les changements alimentaires. De plus, l'attraction du marché incite les éleveurs à orienter leur gestion des animaux vers la vente et l'achat plutôt que vers des échanges.

Le réseau des liens de solidarité et d'obligations familiales et sociales tissé par la circulation des animaux se rétrécit, en relation avec la réduction de la taille des concessions. Cette tendance analysée par Sutter<sup>280</sup> comme un facteur d'accroissement des inégalités peut se lire autrement comme une transformation du lien<sup>281</sup>. Les bovins conservent une fonction économique patrimoniale et contribuent à ce titre à l'identité sociale ; mais la monétarisation de l'aumône annuelle s'affranchit des normes pastorales ; l'aumône en argent multiplie les bénéficiaires, émiette les dons, dépersonnalise le lien, ce qui est d'ailleurs plus conforme à l'exigence coranique.

L'activation du lien social par le bétail était une composante du régime de protections sociales. Les stratégies alternatives répondent à un changement de perception des risques. Parmi elles, l'émergence des petits ruminants dans le cheptel va de pair avec une émancipation des ménages les plus jeunes vis-à-vis du campement de la grande famille. Le surcroît de main-d'œuvre nécessité par les petits ruminants change la division et les formes du travail. Le

---

<sup>280</sup> Sutter J, 1987. "Cattle and inequality : Herd size differences and pastoral production among the Fulani of northern Senegal." *Africa* Vol 57. Pp 196-218.

<sup>281</sup> Godbout J, 2007. *Ce qui circule entre nous: donner, rendre, recevoir*. Editions du Seuil.

salariat se développe à la place du travail familial non rémunéré : il assure aux jeunes un revenu personnel de plus en plus recherché. L'émergence du salariat, si elle se confirmait, serait un facteur de transformation profonde, à travers les conséquences de la transformation du travail, de la gestion financière des troupeaux, et des activités annexes au sein des sociétés pastorales. Il serait donc intéressant de suivre la manière dont cette société intègre ou évacue cette forme d'innovation.

Cependant, la permanence du don de bétail à la naissance confirme l'importance culturelle des bovins et l'évolution des rôles économiques du gros et du petit bétail. Les éleveurs sont attachés à ce qu'ils définissent comme un patrimoine, qui leur permet d'entretenir à la fois une identité sociale et une activité professionnelle viable, à condition de concilier le respect du symbole (conserver et transmettre des vaches à la descendance) et les opportunités économiques (augmentation des bénéfices à l'achat et à la vente des bovins), comme le prouve la ruse du transfert des noms de lignée ancienne.

Le décryptage de ces stratégies conduit à revisiter les classifications des risques en fonction de leur portée sur le court ou le long terme, leur coût économique ou social, ou en fonction d'un modèle de vulnérabilité distinguant les recours à l'aide, les investissements productifs et la constitution de stocks. Travailler en termes de régimes de risques et de protections se démarque de ces typologies et traite à parts égales l'adaptation aux contraintes extérieures et la ruse avec les valeurs sociales indigènes. Elles sont une condition à la fois de sécurisation et de changement social. 1) La diversification des espèces et des activités peut être interprétée comme une réponse aux fluctuations des besoins monétaires et des prix<sup>282</sup> et, de la part des cadets sociaux (jeunes et femmes), comme une stratégie d'émancipation. En fait, la place des frères cadets et celle des femmes (mères, filles, épouses) est peut-être ce qui se modifie le plus. Les femmes développent quand elles le peuvent l'élevage des petits ruminants, ce qui compense la diminution de leurs moyens traditionnels de subsistance et d'autonomie, liés à leur part du troupeau bovin (douaire, héritage). Le même phénomène s'observe chez les cadets. Mais l'essor des petits ruminants a également d'autres effets. En zone agricole, un troupeau de petits ruminants est plus facile à contenir hors des champs

---

<sup>282</sup> Sur le rôle ambivalent du marché dans la sécurisation alimentaire, voir Janin (2005)

qu'un troupeau de bovins. En zone pastorale, ils permettent de renforcer les échanges avec des communautés agricoles éloignées. 2) Les transmissions familiales privilégiant la filiation patrilinéaire, parfois interprétées comme le signe d'un repli des solidarités au sein d'une classe d'âge, traduit aussi bien un renouvellement des stratégies de sécurisation inter-générationnelles. 3) Les éleveurs expliquent la dispersion des campements non par une individualisation de l'économie, mais par la gestion des espaces pastoraux sous contrainte foncière, et par le fractionnement des troupeaux familiaux en expansion. Le troupeau reste le signe distinctif de l'identité professionnelle et sociale mais aujourd'hui chez les transhumants peuls du Ferlo, les logiques de diversification, l'émergence des petits ruminants et l'évolution de la gestion des lignées bovines anciennes montrent que la sécurisation et la reproduction du groupe social pastoral ne reposent plus entièrement sur la reproduction du troupeau bovin, même si les troupeaux sont à la fois un produit et une ressource. Les chefs de famille sont toujours responsables de la protection familiale contre les risques externes. La croissance des troupeaux de petits ruminants en effectifs n'empêche pas l'augmentation des troupeaux bovins. Au nord principalement a lieu une re-pastoralisation, avec une forte valorisation des bovins, tant symbolique que technico-économique, à travers laquelle s'affirme le rôle des chefs de famille.

A l'échelle du campement, on observe donc, pour parler le langage de l'économie rurale, une version pastorale de l'antagonisme structurel entre les fonctions et les objectifs des aînés et des cadets d'une exploitation familiale<sup>283</sup>. Les membres les plus vulnérables de la famille protègent leur accès aux ressources et leur autonomie économique individuelle tout en évitant l'affrontement avec les chefs de campements qui mettent en œuvre des stratégies de sécurisation familiale contre les risques externes de perte, d'insécurité alimentaire, de précarité foncière. Ces dynamiques croisées tendent aujourd'hui à modifier l'allure générale des troupeaux et, peut-être, des systèmes d'élevage.

La réflexion sur les migrations de jeunes démarrait avec la même perspective double : restituer les logiques des acteurs dans leur sens local, leur ambiguïté et leurs tensions ; mais aussi comprendre dans quelle mesure les migrations, comme diversification des moyens

---

<sup>283</sup> Ancey, G. 1983, Op. cit.

d'existence, sont des processus individuels et collectifs de sécurisation. Les cas de migrations au Niger et au Sénégal relatés ci-dessous s'inscrivent dans des phénomènes contemporains qui alimentent des statistiques de migrations internes, régionales voire internationales, et des analyses économiques sur l'impact des transferts internationaux privés vers les pays d'origine des migrants (montants devenus supérieurs à l'aide publique au développement). En contrepoint de l'analyse positive des migrations, l'incertitude des trajectoires et les ambiguïtés des motivations individuelles méritent d'être décrites.

---

## E) LES MIGRATIONS : PLETHORE ET LIMITES DES ANALYSES

---

Le nombre total de migrants internationaux s'est accru ces dix dernières années, passant d'environ 150 millions de personnes en 2000, à plus de 230 millions en 2015. Une personne sur 33, dans le monde, est aujourd'hui un migrant (alors qu'en 2000, le rapport était d'une personne sur 35). Cependant, le pourcentage du nombre de migrants<sup>284</sup> par rapport à la population mondiale est relativement constant. La très grande majorité de la population mondiale est stable d'un point de vue géographique et l'image d'un monde parcouru de vagues migratoires massives ne correspond pas à la réalité. Les aspects relativement nouveaux résident, d'une part, dans la croissance rapide du nombre de réfugiés, amplifiée par l'explosion de la crise de 2015 et, d'autre part, dans le développement de courants Sud-Sud.

Le nombre de réfugiés recensés par le Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR) est passé d'environ 1,5 million (début des années 60) à 12 millions (fin des années 90), et a 21,3

---

<sup>284</sup> Il existe une grande variété de définitions du migrant international. Est un immigrant toute personne qui établit sa résidence habituelle dans un nouveau pays. La plupart des pays ont fondé leur enregistrement sur une durée de séjour minimale, laquelle varie d'un pays à l'autre. Elle est par exemple d'un an au Royaume-Uni et en Suède, de six mois en Italie et aux Pays-Bas et de trois mois en Belgique et en Autriche. En France, le nombre d'immigrants se fonde sur le motif d'admission et non sur la durée de séjour. Les Nations Unies recommandent la définition suivante du migrant international: « toute personne qui change de pays de résidence habituelle ». Le franchissement d'une frontière internationale, avec changement de résidence habituelle, différencie la migration internationale de la migration interne qui s'effectue à l'intérieur des frontières d'un État. Il importe aussi de distinguer les flux (entrants ou sortants au cours d'une période) et les stocks (population résidente à un moment déterminé). Le concept de migrant (émigré, immigré), qui est fondé sur un critère géographique (déplacement dans l'espace), ne doit pas être confondu avec celui d'étranger, fondé sur un critère juridique: est *étranger* celui qui ne possède pas la nationalité du pays où il réside, qualité d'ailleurs soumise à évolution selon les politiques nationales d'accès à la nationalité. On considère comme migrant toute personne résidant à l'étranger depuis plus d'un an (Nations unies - *World Population Prospects, The 2000 Revision*, New York, 2001).

millions en 2015. Selon le HCR, plus de 63 millions de personnes étaient déracinées<sup>285</sup>, contre 42,5 millions fin 2011. La majorité des nouveaux migrants et des réfugiés se dirige aujourd'hui vers d'autres pays du Sud, voisins ou de la même région, et non vers les pays du Nord. Les conflits, les crises économiques, les besoins en main-d'œuvre des nouveaux pays « émergents » ont modifié l'origine et la destination des flux. Les flux Sud-Sud sont aujourd'hui dominants alors que dans les années 1960, 80 % de ces flux étaient orientés Nord-Nord et Sud-Nord.

D'un point de vue économique, la migration peut se lire comme un mécanisme d'équilibre entre des marchés du travail et des régions inégalement attractives ou répulsives, relevant de tendances « push » et/ou « pull » selon une analyse dualiste. En théorie macro-économique, migrer d'une région, d'un pays ou d'un continent devrait permettre d'accroître la production et les revenus globaux en permettant aux travailleurs de se déplacer là où ils sont plus productifs. Exposé en termes de calcul individuel à l'échelle micro-économique, le choix de migrer se fait également, d'une manière ou d'une autre<sup>286</sup>, pour améliorer les conditions de vie du migrant, voire celles de sa famille, migrante ou non. Cette espérance – ou choix rationnel, ou utilité en économie - rencontre les réalités des politiques migratoires et des marchés du travail conditionnant l'insertion sociale, rarement en adéquation avec la théorie libérale de la libre circulation des humains, des capitaux et des biens. Par conséquent, les analyses des phénomènes migratoires fondées sur une méthode empirique s'intéressent aussi aux niveaux de qualification et de salaires des migrants, à la structure des marchés du travail et à leurs coûts d'entrée, aux dynamiques induites dans les foyers d'émigration et d'immigration (investissements, consommation), enfin aux nouveaux besoins relevant des politiques de logement, de transport, de formation ; bref, à la question sociale<sup>287</sup>. En 1944, J.A. Noon (op.cit .) a analysé dans une perspective keynésienne l'instrumentalisation de la

---

<sup>285</sup> Ce chiffre comprend 21,3 millions de réfugiés, 3,2 millions de demandeurs d'asile et 40,8 millions de personnes forcées de fuir à l'intérieur des frontières de leur propre pays. Rapport statistique sur les tendances mondiales 2015, UNHCR.

<sup>286</sup> « D'une manière ou d'une autre » entend résumer ici intuitivement la complexité des facteurs individuels et collectifs qui entrent dans le choix de migrer : incertitudes, ambiguïtés, statuts, qualifications, calculs et imaginaires individuels ; structures sociales, réseaux migratoires, conjoncture...en se rapportant in fine à « l'utilité marginale » économique individuelle.

<sup>287</sup> Vatin F, 2016. "Tanger en toutes franchises." *Esprit*: 87-96., montre que les dispositifs communicants mis en place par le libéralisme industriel au Maroc au XXI<sup>e</sup> siècle (soutenu par la dynamique du marché et par le volontarisme politique) ne suffisent pas à résoudre les contradictions du développement.

mobilité du travail (économique et géographique) africain et la politique des bas salaires comme une des limites à l'industrialisation.<sup>288</sup>

La dichotomie entre actif présent/émigré (On est ici ou ailleurs. On travaille au pays ou bien on est émigré) s'est effacée avec le passage du paradigme de la migration à celui de la mobilité. Une abondante littérature spécialisée étudie les rapports migrations / sociétés, les enjeux<sup>289</sup>, les situations géopolitiques<sup>290</sup> ou bien encore les débats conceptuels<sup>291</sup> autour des mobilités.

« Une nouvelle forme migratoire s'impose et modifie les analyses binaires brutales en termes de im-(migré)/ é-(migré), in/out; l'analyse désormais ternaire désigne des frontières nouvelles : réseaux/ghettos, territoire circulatoire, circulants »<sup>292</sup>. Pour rendre compte de cette complexité des agencements territoriaux et des dynamiques des mobilités, de nouvelles

---

<sup>288</sup> Dans ce travail, J.A. Noon montre comment la mobilité et les bas salaires assurent l'interdépendance entre les rapports de production capitalistes à bas salaires et les rapports de production paysans : l'exploitation domestique, voire la sur exploitation des cadets sociaux, femmes et enfants en cas de crise, assurent à la famille les ressources de base nécessaires pour compléter le bas salaire de celui qui, migrant souvent, est employé dans une exploitation agricole ou en ville. Elles permettent ainsi de maintenir de bas niveaux de salaire sans rapport avec la couverture des besoins familiaux de base. Cette analyse marxiste des rapports de production a inspiré de nombreux travaux des années 1970 devenus classiques dans l'anthropologie économique : Meillassoux C, 1975. Femmes, greniers et capitaux. F. Maspero. Copans J, Couty P, Roch J, Rocheteau G, 1972. Maintenance sociale et changement économique au Sénégal: I. Doctrine économique et pratique du travail chez les mourides. Travaux et Documents Orstom.

<sup>289</sup> La revue Hommes et Migrations a traité ces dernières années des thématiques suivantes : Le statut ambivalent des migrants, leur effet retour sur les sociétés d'origine, y compris l'impact des refoulements de migrants sur les familles restées au pays d'origine, le rapport entre politiques publiques et insertion professionnelle des immigrés, les convergences entre des réseaux migratoires transnationaux et des pratiques délictuelles, l'engagement associatif des migrants, la place de la culture dans la recherche sur la migration, les épreuves du migrant, les blessures de la migration et de la situation d'exil, la ségrégation et la discrimination dans l'emploi, le logement, la formation, l'inscription des populations immigrées dans l'espace urbain, les migrations illégales, l'intégration des migrants à l'ère du numérique, les familles migrantes et les liens transnationaux, l'expérience professionnelle à l'étranger de jeunes diplômés, Migrations et mondes ruraux, violence, exclusion, de racisme ...

<sup>290</sup> Musulmanes et féministes en GB, les migrations internationales et les vulnérabilités, le remplacement des immigrés par des nationaux en Arabie Saoudite, les nouvelles orientations des politiques migratoires en Amérique du sud France-Algérie communauté de destins, ou Le Mexique dans les migrations internationales ...

<sup>291</sup> le passage du paradigme de la migration à celui de la mobilité, la réalité et les définitions de l'« immigration régulière », l'école et la laïcité, les rapports au religieux, les modes de participation à la vie de la cité, les rapports entre genre et migration, les logiques du multiculturalisme dans les sociétés multinationales, les déplacements de population liés aux transformations de l'environnement, la nécessité d'une protection juridique internationale des « réfugiés écologiques », diaspora » ; « communauté transnationale ...

<sup>292</sup> Tarrus A, 2002. *La mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades de l'économie souterraine*. Paris, Balland.

notions sont proposées, telle que celle de « territoire multisitué »<sup>293</sup>. De nouvelles relations / identités / mises en réseaux s'imposent à notre conscience, à cause du nombre massif et de l'histoire longue des migrations, mais aussi des transformations technologiques accessibles massivement<sup>294</sup>. Plutôt que d'appliquer la classique dichotomie entre migration forcée et voulue, il devient courant de concevoir un continuum de contraintes allant d'un niveau faible à un niveau élevé dans lequel les migrations interviennent et dans lequel tous les migrants se trouvent confrontés à des contraintes structurelles, quoiqu'à des degrés très divers.

En milieu pastoral, les analyses des mobilités ont surtout concerné les transhumances et le nomadisme<sup>295</sup>, et décrit leur fonctionnement, leurs finalités : production, échange, fuite, prédation<sup>296</sup> et leurs contraintes, décrivant en somme leur cohérence sociale et écologique, d'un point de vue fonctionnaliste. L'aptitude à la mobilité des sociétés nomades est parfois aussi décrite comme une caractéristique culturelle en raison de la relation intime entre les pasteurs, leurs troupeaux et leur environnement<sup>297</sup>. Les départs de jeunes en migration, plus ou moins approuvés par leur famille, sont moins souvent évoqués. Ces déplacements ne sont pas faciles à déceler et à interpréter dans une enquête conçue pour formater des diagnostics et des interventions, basée sur l'hypothèse de stratégies convergeant vers la reproduction des moyens d'existence. Dans de telles perspectives, tout est analysé à l'aune de l'efficacité. Or,

---

<sup>293</sup> Cortes G, Pesche D, 2013. "Territoire multisitué." *L'Espace géographique* Vol 42. Pp 289-92. A partir de travaux socio-politiques et géographiques, les auteurs proposent cette notion pour affranchir la géographie d'une conception traditionnelle du territoire, fixe, souverain et continu, penser les formations dialectiques en territoire-réseau, d'ordres de spatialités continues et discontinues.

<sup>294</sup> Appadurai A, 2001 [1996]. *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*. Paris: Payot.

<sup>295</sup> Ba C, 1980. *Les Peuls du Sénégal*. Étude géographique. . Nouvelles Éditions Africaines.

Bonfiglioli A, M, 1988, Op. cit.

Boutrais J, 1999. "Les éleveurs, une catégorie oubliée de migrants forcés" In: Lassailly-Jacob V., J.Y. M, A. Q eds, *Déplacés et réfugiés - La mobilité sous contrainte*. Orstom, pp. 161-92.

Clanet J-C, 1999. "Stabilité du peuplement nomade au Sahel Central" *Sécheresse* Vol 10. Pp 93-103.

<sup>296</sup> Swift J. *Sécuriser le pastoralisme en Afrique de l'Est et de l'Ouest* IIED, SOS Sahel, 2008. La prédation sous forme de rezzou faisait partie de l'économie touareg et nécessitait d'organiser les déplacements ; le vol de bétail en revanche n'est pas une activité sociale et économique organisée et ne suscite pas de déplacement caractéristique.

<sup>297</sup> Dupire M, [1962], 1996. *Peuls Nomades. Etude descriptive des Wodaabe du Sahel nigérien*. Paris: Karthala.

Ciavolella R, 2011. "Culture nomade à l'épreuve du capital mobilité." *M@ppemonde* 3. <http://mappemonde.mgm.fr/num31/articles/art11303.html>.

pour peu qu'on écoute les jeunes et les femmes (ce qui suppose du temps et de la diplomatie avant qu'elles prennent la parole après le chef de leur famille, ou des efforts –et du temps– pour les retrouver hors du campement), le hiatus apparaît entre le discours des chefs de famille et celui des jeunes hommes migrants.

## 1- LE CONTEXTE SAHELIEN

---

Au Sahel, des crises conjoncturelles mettent régulièrement à l'épreuve la durabilité des systèmes pastoraux (sécheresses récurrentes, volatilité des prix) et les sociétés pastorales sont également touchées par des phénomènes structurels : l'accroissement démographique et la densification rurale, l'intervention de projets de développement comme forme dominante d'action publique, l'instabilité politique, la monétarisation des économies familiales, le morcellement des unités de production<sup>298</sup>. Ces changements des bases sociales et économiques entraînent des recompositions profondes des systèmes d'activité<sup>299</sup>. Les sources de revenus ne sont parfois plus uniquement rurales, les inégalités entre familles augmentent avec la concentration et la dépossession des moyens de production : foncier, main d'œuvre, troupeaux, revenus finançant l'achat d'intrants alimentaires. En somme, les sociétés pastorales n'échappent pas à la diversification des systèmes d'activités et à la transformation des liens entre les espaces urbains et ruraux<sup>300</sup>.

Au Nord du Niger en 2006, la crise alimentaire en région pastorale a réactivé trois principaux réseaux de migrations<sup>301</sup>.

---

<sup>298</sup> Losch B, al e. 2011. *Rural Transformation and Late Developing Countries in a Globalizing World. A Comparative Analysis of Rural Change. Final Report of the RuralStruc Program, Revised Version*. Washington, DC: Banque Mondiale. 303p. <http://www.worldbank.org/afr/ruralstruc>.

<sup>299</sup> Olivier de Sardan J-P. 2007. *Analyse rétrospective de la crise alimentaire au Niger en 2005*. LASDEL, 2007. Doc de travail n°45. Lasdel/AFD

de Bruijn M, 2007. "Mobility and Society in the Sahel : An Exploration of Mobile Margins and Global Governance." In *Cultures of Migration. African Perspectives*. Hahn, Hans Peter Klute, Georg eds. 23p.

De Haan A., K. B, N. C, 2002. "Migration, livelihoods and institutions: Contrasting patterns of migration in Mali." *Journal of Development Studies* Vol 38.

<sup>300</sup> Chaleard J-L, 1996. *Temps des villes, temps des vivres. L'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire*. Paris: Karthala.

<sup>301</sup> Ancey, V. 2006, Op.cit.

- Entre le nord du Niger, le sud de l'Algérie (Tamanrasset) et la Libye, les circuits de migration et de contrebande habituellement pratiqués depuis l'époque du commerce caravanier ont permis aux migrants de trouver rapidement du travail et d'envoyer de l'argent à leur famille au Niger. Les migrants séjournent au nord et les monnaies ne sont pas convertibles. La téléphonie mobile sert de support aux transferts monétaires : les migrants créditent des commerçants nigériens et des gérants de boutiques, qui remettent les sommes d'un montant de 5000F à 10 000F aux familles sur place, éventuellement en gardant une commission. Ces mêmes réseaux approvisionnent les boutiques et marchés du Nord du Niger en produits algériens et libyens alimentaires (pâtes ou « *maca* », sucre...) et de base.

- Dans certains villages nigériens de zones agricoles plus méridionales, l'exode est également structurel vers des villages des pays frontaliers du Sud, et jusqu'aux marchés des pays côtiers (Lomé, Malinville, Abidjan, Lagos...). Mais de nouvelles destinations sont apparues, notamment vers le Cameroun et le Gabon et, en situation de crise les départs précipités se multiplient, sans que les jeunes hommes qui migrent aient l'assurance d'intégrer un réseau efficace. Le réseau est en train de se constituer ; les transferts sont quasiment inexistantes et les familles peuvent rester plus longtemps sans nouvelles.

- Enfin, d'autres flux drainent les populations dépourvues de leurs moyens de production ayant perdu leur troupeau ou cédé leurs terres vers la capitale, Niamey. Les individus isolés tentent d'aider leur famille restreinte rurale. Lorsque ces migrations drainent une famille entière en ville, c'est le signe de la perte des biens, de terre ou de bétail, et même de la main d'œuvre nécessaire pour assurer la subsistance rurale. Le système familial des activités et des occupations professionnelles doit se recomposer, dans un bidonville en périphérie urbaine, ou autour d'un abri de fortune au bord des artères de la capitale.

Ces déplacements groupés sont les indicateurs les plus bruts et les plus visibles des famines ; ils sont pourtant minoritaires dans les phénomènes de réaction et de maîtrise des crises.

Ces exemples de migrations des zones pastorales reculées vers la sous-région s'inscrivent dans les flux Sud-Sud comptabilisés par le PNUD. Ils révèlent la diversité géographique, les capacités inégales des réseaux de migration à transférer des fonds, depuis une aide marginale et occasionnelle, jusqu'à des transferts structurels déterminant la survie des ménages ruraux. Mais, en situation de crise, les migrants ne s'insèrent pas dans des

réseaux rodés efficaces ; au contraire, ils assument de plus en plus des risques, des distances et une incertitude croissante.

L'utilisation des sommes transférées, qu'elles soient infimes et occasionnelles ou importantes et régulières, maintient la survie des familles. Dans tous les cas, le niveau de développement humain est bas : les infrastructures et les services publics sont particulièrement défectueux en régions pastorales, les familles se fient d'abord et surtout sur leurs forces, dont la mobilité et la diversification des activités sont deux piliers essentiels.

A partir de récits recueillis dans trente campements en brousse, et à Dakar, se dessine le rapport à l'identité des jeunes migrants issus d'une zone pastorale, les « *anankobés* », en situation de va-et-vient entre leur campement et Dakar. Cette mobilité résulte autant de stratégies individuelles et collectives de sécurisation des conditions d'existence des campements, que d'aspirations personnelles à changer de mode de vie. Porteurs à la fois de stratégies familiales de production, de diversification, d'épargne, et de tentatives individuelles d'émancipation, ces migrants révèlent le rapport actuel des sociétés pastorales à la sécurisation des moyens d'existence et au changement social, et témoignent d'un changement plus profond du rapport des jeunes à la consommation, à l'argent, aux troupeaux.

Ces migrations de jeunes pasteurs se négocient et se racontent sur des registres variés, souvent tendus. C'est à partir du hiatus entre le discours – ou le mutisme – des chefs de famille sur les absents, et les récits des jeunes hommes rencontrés au campement ou à Dakar, que nous avons enquêté sur cette forme de mobilité. Alors que les chefs de campements justifient cette mobilité par les besoins de la production animale, ou par la tradition faite aux jeunes hommes d'aller « faire l'aventure » avant de revenir prendre fonction dans l'économie familiale, les récits des jeunes migrants renvoient aux registres des relations, de l'identité, de la justification.

Les migrations de jeunes hommes du Ferlo nommés localement « *anankobés* » montrent que ces mobilités humaines ne sont pas le reflet d'une misère locale ou d'une crise temporaire et qu'elles dépassent également aujourd'hui les stratégies connues de diversification<sup>302</sup>. Elles ne s'expliquent pas non plus par la prétendue « culture » pastorale ou

---

<sup>302</sup> Hampshire K, 2002. "Fulani on the move: Seasonal Economic Migration in the Sahel as a Social Process" *Journal of Development Studies* Vol 38. Pp 15-36.

peule de la mobilité. Les portraits établis évoquent les dimensions individuelles et collectives de ces migrations : comment les jeunes migrants prennent en charge les besoins de leurs familles, comment ils expriment un désir plus individuel, dont la conséquence à long terme serait alors une sortie du mode de vie pastoral. Une analyse en termes de stratégies<sup>303</sup>, est trop fonctionnaliste et perd la complexité et les aspects évolutifs des logiques pastorales à court, moyen et long terme.

Comme tous les émigrés, les jeunes hommes peuls qui quittent le campement ont un statut ambivalent. Ils déclenchent parfois l'admiration parmi les gens restés dans la zone pastorale, pour autant, la nature exacte de leurs activités est difficile à connaître, parfois jugée « honteuse » en référence à l'éthique peule et musulmane. De plus les migrants les combinent et en changent au gré des opportunités : les emplois « typiques » recensés dans les capitales au moment des exodes de sécheresses dans les années 1980, maçon, gardien, se sont diversifiés dans les filières courtes d'élevage, y compris le porc, dans la mécanique ou la vulcanisation<sup>304</sup> et le tourisme. Par leur statut ambivalent, et par leurs objectifs qui plongent parfois leurs parents dans la perplexité, les *anankobe* dérogent. La majorité des pasteurs restés en brousse parle d'eux comme de « gens qui ont réussi ». Lorsqu'ils reviennent sur la zone, ils font étalage de leur richesse : ils règlent des problèmes ponctuels, font des cadeaux. Leur statut économique semble donc supérieur aux ruraux restés sur place, ou du moins est affirmé comme tel avec les cadeaux. Mais la réussite des *anankobes*, sujette à admiration, n'empêche pas d'être critique.

Les migrants du Ferlo partent la plupart du temps en ville : Dakar, Louga, St Louis, parfois dans la vallée du fleuve Sénégal. Les départs pour l'étranger, beaucoup moins fréquents depuis la zone pastorale, visent d'abord la région (Gambie). Les migrants dont il est

---

Timera M, 2001. "Les migrations des jeunes sahéliens : affirmation de soi et émancipation." *Autrepart* Vol 2. pp 37-49.

<sup>303</sup> Même si une stratégie peut être conçue comme une cohérence émergente, et non comme une planification délibérée. Mintzberg H, 1987. "The strategy concept I: Five Ps for strategy." *California management review* Vol 30. Pp 11-24.

<sup>304</sup> Le métier de vulcanisateur consiste à réparer les pneus de deux-roues et de voitures. A Dakar, les ateliers peuvent être des foyers d'apprentissage où le patron accueille et forme des jeunes ressortissants de son village d'origine.

question ici font des « va-et-vient » entre ville et campagne. Tous gardent un lien avec la vie du campement, par le téléphone, ou par des visites plus ou moins régulières. Parfois, ils envoient de l'argent pour « la dépense » via des cartes de crédit téléphonique, parfois ils ne donnent de l'argent que quand ils reviennent, parfois, ils continuent à intervenir dans la gestion des troupeaux ou de leurs animaux restés sur place. Ils vivent un entre-deux, entre vie pastorale dans les campements et vie à la ville. Ces « va-et-vient » entre villes et campagnes des pasteurs du Ferlo rappellent la notion de « *ongoing travel* » rapporté par Loftsdottir<sup>305</sup> à propos de l'exode des pasteurs Wodaabe du Niger : les Wodaabe ayant migré en ville ne se voient pas comme des gens sédentarisés en ville mais comme des gens qui sont encore en voyage. Selon eux, la migration ne les fixe pas en ville mais elle va les faire revenir en brousse. Ces paroles sont un peu plus qu'un discours : une projection personnelle, même si elle ne se vérifie pas toujours.

Dans les familles précaires, le départ des jeunes est présenté comme quasiment nécessaire pour améliorer les conditions de vie et maintenir un nombre suffisant d'animaux sur place. Dans ces cas, le départ du jeune ne provoque pas de tensions au sein de la famille. La migration est présentée comme une action individuelle quasiment dictée par l'intérêt collectif. Mais, s'il n'y a pas de gêne à expliquer les raisons du départ, la nature exacte des activités pratiquées en ville est moins claire. La migration est décrite par tous les protagonistes comme une stratégie individuelle et collective efficace qui diversifie les revenus. Considérant que la diversification des revenus, dans les campagnes africaines, se construit sur plusieurs lieux<sup>306</sup>, la migration n'est pas une issue de secours, en situation de misère extrême ou de crise grave, mais une des nombreuses stratégies d'adaptation des pasteurs pour vivre en

---

<sup>305</sup> Loftsdottir K, 2004. "When Nomads lose cattle : Wodaabe negotiation of ethnicity." *African sociological review* 8: 52-76. Cette auteure mobilise la notion de négociation, au sens d'arrangement, de ruse, avec les autres, les normes ou soi-même.

<sup>306</sup> De Bruijn et al., *op. cit.*, 2001.

Hampshire, *op. cit.*, 2002.

De Haan A. 1999. "Livelihoods and poverty: the role of migration: a critical review of the migration literature." *Journal of Development Studies* Vol 36. Pp 1-47.

milieu incertain. Les apports des migrants sécurisent les campements et les troupeaux en permettant de limiter les ventes d'animaux dues aux besoins monétaires des campements.

Dans les familles aisées, le départ des jeunes est source de tensions plus conflictuelles avec leur père ou leurs parents. Le conflit est exacerbé quand ces jeunes sont les fils aînés, destinés traditionnellement à reprendre le statut de chef de famille de leur père. À ce titre, ils se forment à la gestion du troupeau bovin. Les discussions sur la migration sont alors des sujets très délicats, voire impossibles à mener, avec les jeunes concernés ou leurs parents. Dans le cas de ces familles aisées, aux yeux des aînés, parents et chefs de famille, la migration est une fuite de main d'œuvre, une stratégie qui n'est pas nécessaire à la survie du campement. Mais personne ne s'y trompe, il ne s'agit pas d'un caprice de fils de famille parti jeter sa gourme avant de revenir prendre ses responsabilités. Ce genre d'excursion initiatique existait depuis longtemps chez les pasteurs peuls et était toléré comme tel. La migration apparaît aujourd'hui à ceux qui restent comme la manifestation d'un désir individuel de consommation, de vie facile en rupture avec l'éthos pastoral de sobriété et de privation et fait partie d'un nouvel imaginaire collectif contemporain : au Sénégal, il télescope l'Espagne, les voies maritimes et sahariennes de migration à partir du territoire et les biens de consommation devenus usuels. Des dimensions individualistes d'autonomie et d'émancipation entrent dans les migrations des jeunes qui vivent dans des systèmes très collectifs ne leur laissant pas d'initiative individuelle et les maintenant dans un état de pauvreté individuelle.

Les liens complexes entre ces migrants et les campements pastoraux remettent en cause la vision d'un campement pastoral autonome localement, organisé autour du troupeau, et orienté par un objectif unique de sécurisation. Les questions ne se posent plus en termes de bilan (« *les aniankobe contribuent-ils, au sein des campements pastoraux, à l'accumulation du capital-troupeau ?* ») ou de fonctionnement (« *sont-ils des expulsés du système pastoral, révélateurs d'un échec des campements pastoraux à maintenir durablement sur place les collectifs de travail, et condition de leur pérennité?* »). Les origines et les parcours des migrants renvoient à plusieurs types de motifs individuels et collectifs.

Ils ont tous cependant en commun d'être des hommes. Les femmes ne voyagent que rarement<sup>307</sup> et uniquement pour des raisons de santé, pour aller visiter de la famille ou pour

---

<sup>307</sup> En dehors bien sûr d'éventuels déplacements journaliers liés au commerce et des transhumances en famille.

le voyage à la Mecque. Les départs s'expriment aussi, fortement, en termes de désir de la part des jeunes : si on prête aux filles et aux garçons la même force initiale d'individuation, la différence de genre de ces migrations pose la question des moyens par lesquels se construit la mobilité des jeunes hommes et la sédentarité des femmes. Hampshire<sup>308</sup> a noté cette différence de genre chez des Pasteurs Peuls du Burkina et l'explique par la répartition des tâches dans les sociétés peules : les activités pratiquées lors d'une migration sont difficilement compatibles avec la place assignée aux femmes dans la société peule. De manière plus précise, Spittler<sup>309</sup> explique la sédentarité des femmes chez les Kel Ewey du Niger par la survivance du système matrilocal, le même système facilitant la mobilité des hommes : un jeune homme marié s'est déjà relativement émancipé du foyer de ses parents en rejoignant le campement de la famille de sa femme à son mariage, et ne se rend donc pas coupable d'une grave désobéissance envers son père en « fuyant » ; de plus il peut plus facilement confier sa femme aux soins de sa famille à elle, où elle sera entourée de mère, tantes et sœurs.

Mais la même différence entre mobilité masculine et sédentarité féminine existe dans la société virilocale peule. Rappelons la série de « formations » qui distingue l'éducation sociale et familiale féminine : dans sa petite enfance, la petite fille est rapidement incitée à adopter des jeux d'imitation des tâches domestiques féminines, le portage au dos des plus petits, autant que le soin aux animaux. La jeune mariée rejoint sa belle-famille et plus précisément, en cas de mariage pré-pubère, la case de sa belle-mère, qui achève son éducation domestique (et utilise son travail) jusqu'à ce que la jeune femme soit jugée prête à l'emménagement conjugal. A mon avis, la force considérable du conditionnement au collectif exercée sur les filles explique davantage la différence de genre des migrations, que la structure de résidence sociale.

Les migrants révèlent des aspirations à d'autres modes de vie que le mode de vie pastoral. La mobilité, qu'elle résulte d'une émancipation individuelle ou d'une stratégie collective, s'accompagne d'une remise en question volontaire ou non du mode de vie pastoral.

---

<sup>308</sup> Hampshire K., 2002 « Fulani on the move: Seasonal Economic Migration in the Sahel as a Social Process », *Journal of Development Studies*. Vol 38. Pp 15-36.

<sup>309</sup> Spittler G, 1993. Op. cit

Les tensions créées par la migration des jeunes révèlent des débats sur le mode de vie pastoral.

L'influence de la ville sur le devenir des troupeaux pastoraux a été décrite essentiellement à travers ce qui a été appelé un « capitalisme néo pastoral »<sup>310</sup> : le processus de formation et d'exploitation de grands troupeaux commerciaux confiés à des bergers salariés par de grands propriétaires citadins. Au Mali, au Kirghystan<sup>311</sup> ces phénomènes attirent l'attention sur les menaces écologiques : surpâturage dû à l'accumulation à grande échelle des troupeaux, mauvaise gestion des troupeaux déléguée à des bergers non propriétaires. Cependant ces caractérisations ne comportent pas de quantification de ce transfert de propriété. D'autre part les conséquences éventuelles de ces transferts de propriété du bétail, sur les changements techniques, économiques et sociaux de la vie pastorale, ne sont pas connues.

Ici, ces pasteurs qui font des va-et-vient entre campements et ville montrent sous un angle différent les rapports entre « population des villes » et « population des campagnes ». D'une part, les migrants installés définitivement en ville laissent penser que le contrôle de la gestion des troupeaux est vite perdu si on n'habite plus sur place. D'autre part, le rapport ville campagne passe plutôt par ces gens mobiles, qui sont entre la ville et la campagne, que par des catégories de populations simplifiées que seraient « le riche propriétaire citadin » et « le pauvre berger de brousse ». Pourtant, si la gestion des troupeaux semble vite échapper aux gens qui vivent loin de la brousse, la ville pourrait avoir une influence sur les systèmes pastoraux, via des choix de commercialisation distincts (« grignotage » des troupeaux par des migrants moins économes que leurs aînés) ou via des choix d'orientation sur les espèces élevées. L'élevage ovin pourrait alors prendre de l'ampleur. Les liens entretenus entre les migrants et leur famille par le va-et-vient, l'envoi d'argent, les tentatives de contrôle mutuel révélés par les entretiens, montrent que la réalité est plus complexe que l'opposition un peu

---

<sup>310</sup> Ba, *op. cit.*, 1980.

<sup>311</sup> Turner MD, 2009. "Capital on the move: The changing relation between livestock and labor in Mali, West Africa." *Geoforum* Vol 40. Pp 746-55.

Schoch N., B. S, S. T, 2010. "Migration and animal husbandry: competing or complementary livelihood strategies. Evidence from Kyrgystan." *Natural Resources Forum*. Pp 211-21.

caricaturale parfois entendue : « *pour les gens de la brousse, tout tourne autour de l'élevage ; pour les gens de la ville c'est gagner de l'argent qui compte* ».

Dans la zone, les changements apparaissent aussi dans la nourriture : le riz, acheté, a remplacé le mil cultivé. Certes, ce remplacement peut s'expliquer par des facteurs agro-climatiques (la baisse des rendements dans les zones d'habitation, la pluviosité), l'organisation des travaux familiaux (l'abandon de l'agriculture), ou par les prix mondiaux du riz importé. Mais certains interlocuteurs expriment aussi une aspiration au changement calqué sur la vie urbaine. Les jeunes qui partent sont aussi attirés par un mode de consommation qui ne coïncide plus avec le maintien d'un troupeau sur place et les « va-et-vient » de ces jeunes apparaissent comme une solution pour concilier attrait pour un mode de vie urbain et maintien du mode de vie pastoral. S'ils ne remettent pas en cause totalement le mode de vie pastoral, ils sont en tout cas le signe que les besoins de consommation augmentent. Le modèle du pasteur vivant en brousse de façon frugale, sorte d'idéal prôné par les chefs de famille, n'est pas toujours choisi par les plus jeunes. Chez les *Wodaabe* du Niger, Loftsdottir (*op. cit.*) évoque le changement de style de vie, déclenché par les jeunes migrants quand ils reviennent, à travers l'exemple des « habits ». Les choses évoluent vite : dans la brousse du Ferlo, un jeune vêtu en pantalons et chemise ou T-Shirt se remarque immédiatement comme quelqu'un qui, non seulement « a voyagé », mais le revendique dans sa manière de se présenter. Ce n'est plus le cas dans une agglomération urbaine, Dahra la capitale du Ferlo, ou même les bourgs créés autour des forages, où la population masculine jeune adopte des styles vestimentaires qui vont du boubou au pantalon. Les femmes en revanche sont assignées à une uniformité plus traditionnelle. Cette différence de liberté de codes vestimentaires entre les genres s'observe d'ailleurs dans la plupart des populations de milieu populaire immigrées dans les villes en France.

Les nouveaux besoins vont de pair avec la revendication d'une double culture. Alassane, nouveau citadin parti définitivement de la brousse se dit ainsi « entre deux cultures », celle de la ville et celle de la brousse. Il se dit aussi doublement éleveur, car non seulement il possède des bœufs mais il fait aussi du petit commerce de moutons. Même en vivant en ville, il tient à montrer sa supériorité sur son oncle, grand éleveur de brousse, en montrant ses moutons, bien plus beaux que ceux de son oncle d'après lui. Il relie son identité

Peule aux moutons, pas aux bœufs : « *tous les Peuls ont des moutons* ». Pour expliquer la différence entre les deux cultures dont il se réclame, Alassane oppose deux façons de penser : celle de la ville et celle de la brousse. Il explique que sa culture de la « ville » lui provient des gens qu'il a côtoyés à l'école coranique : « *J'étais tout le temps avec des gens du baol, et ce qui compte pour eux c'est de gagner de l'argent.* ». Il se dit en cela différent de ses parents de la brousse : « *leur culture c'est l'élevage* »<sup>312</sup>.

Les jeunes qui font des allers-retours entre ville et campagne combinent donc des modes de vie très différents, et on peut penser qu'ils apportent sans doute dans la brousse de nouvelles façons de vivre : ville et brousse ne sont plus si opposées. Ils incarnent l'articulation entre les manières de vivre et de produire dans des systèmes différents, à travers leurs liens et leurs contradictions.

En quoi les migrants seront-ils vecteurs de dynamiques ou de changements profonds dans les façons de commercialiser ou d'envisager l'élevage ? Les migrants ne peuvent induire des changements profonds des systèmes de production qu'en conservant un rôle fort dans l'élevage, malgré la distance. Or les entretiens avec les migrants installés définitivement à Dakar montrent que ces derniers ont peu de contrôle sur les ventes ou la conduite des troupeaux en général. Lorsque les propriétaires des troupeaux ne vivent plus du tout sur place, ils ne savent pas trop ce qui se fait avec leurs animaux mais ne souhaitent pas non plus réclamer leur dû, étant considérés comme plus riches que les gens restés en brousse.

Les transferts monétaires, lorsqu'ils existent, ne garantissent pas d'accumulation permettant l'amélioration des conditions de vie, et ne sauraient être considérés comme des facteurs de développement humain. Les récits de vie recueillis à Dakar en 2011 illustrent la complexité des réseaux et des relations entre migrants et familles d'origine, l'ampleur des transferts et leur utilisation : l'importance des dépenses quotidiennes et la part infime des formes d'accumulation. La fréquence des allers-retours, l'inscription possible dans deux lieux

---

<sup>312</sup> Manoli C, Ancy V, 2013. "Effets ambigus de la mobilité des jeunes pasteurs: entre la sécurisation des conditions de vie pastorales et l'émancipation individuelle au Ferlo." In: Azoulay G, Ancy V, Crenn C, Dormoy D, Thomashausen A, Mangu A eds, *Mobilités et migrations: figures et enjeux contemporains*. Harmattan, Université Paris-Sud, pp. 185-201.

à travers les voyages, l'illusion d'un retour définitif qui parfois ne se réalise jamais, sont présents dans le discours.

A nouveau, en connaissant ces structures familiales, les systèmes d'activités et en percevant les intentions individuelles, on hésite à employer de manière systématique des catégories comme la gestion des risques ou la sécurisation. D'une part, comme on l'a vu plus haut, la perception des risques, de ce qui est normal ou exceptionnel, ne dépend pas d'une probabilité mais de l'expérience individuelle et de la mémoire collective ; d'autre part, ce que font comprendre l'observation et les récits, c'est que dans les systèmes sociaux pastoraux, à côté des recompositions récurrentes de leur histoire depuis des décennies, commencent aussi des négociations de valeurs plus irréversibles. Dans ce contexte de changements en profondeur, la sécurisation des moyens pastoraux de produire et de vivre n'aborde plus qu'une part des enjeux.

## 2- LES MIGRATIONS, ENJEUX DE L'AIDE

---

Dans la littérature récente qui traite les migrations sous l'angle du développement et de son financement, stimulée par les remises en cause de l'efficacité de l'Aide Publique au Développement, le débat central met en question la capacité des transferts de revenus à réduire le niveau de pauvreté, conduire à l'accumulation du capital humain, à un accès accru à la santé et à l'éducation, un meilleur accès au capital financier, stimuler l'esprit d'entreprise et aider les ménages vulnérables à mieux affronter les risques et aléas divers (sécheresses, tremblements de terre...). Les diasporas sont censées être une source importante de commerce, de capital, de technologie et de connaissances pour les pays d'origine. Les transferts financeraient des projets d'infrastructure, de logement, de santé et d'éducation. Peu est dit en revanche sur la légitimité de cette ponction des élites et le rôle des Etats dans la planification d'une politique économique.

Les transferts de fonds des 23,2 millions de migrants originaires d'Afrique subsaharienne vers leur pays d'origine ont été de 35 milliards de dollars en 2015. 26 % environ de ces migrants vivaient dans des pays de l'OCDE et 65,6 % dans des pays de la région. Ces transferts représentent une part significative du Produit Intérieur Brut (PIB) des pays, alors que l'aide

bilatérale des pays du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE<sup>313</sup> envers l'Afrique Subsaharienne s'est élevée à 24 milliards de dollars en 2015. Ainsi les migrants sont devenus les premiers bailleurs de fonds de bon nombre de pays africains, selon le Bureau International du Travail.

Dans la décennie 1990, l'efficacité de l'Aide Publique au Développement (APD) s'est vue contestée : « *l'accumulation du capital n'a plus été envisagée comme l'alpha et l'oméga du développement alors qu'elle avait été considérée par les "pionniers" comme une condition nécessaire du développement. En outre, des effets pervers de l'aide ont été largement reconnus : incitation à la corruption, aux relations de clientélisme, éviction de l'épargne nationale, encouragement de dépenses inutiles, mise sous dépendance des gouvernements...* »<sup>314</sup>. La publication du rapport de la Banque mondiale « *Assessing Aid* » en 1998<sup>315</sup> a relancé le débat sur l'efficacité de l'aide et son allocation. Parallèlement, les politiques d'APD se sont recentrées sur la lutte contre la pauvreté, centrale dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). C'est dans un contexte caractérisé à la fois par un doute profond sur l'efficacité de l'aide et une réduction des volumes de cette APD, mais aussi par une hausse importante des transferts de fonds des migrants vers leurs pays d'origine, que le débat s'est orienté vers la modification des politiques et réglementations financières et monétaires qui feraient obstacle au transfert efficace des fonds et à leur investissement productif. L'incertitude tenant au volume des transferts, la concurrence limitée des institutions et le coût élevé des transferts constituent les contraintes que ces politiques devraient prendre en compte.

Selon la Banque mondiale, l'impact des transferts sur le développement dépend de leur continuité, mais surtout du degré de facilité avec lequel l'argent peut être transféré. Une réduction de 5% des frais de transaction entraînerait une croissance annuelle de 3,5 milliards

---

<sup>313</sup> 29 pays sont actuellement membres du CAD. Les candidatures des pays sont évaluées selon les critères suivants : l'existence de stratégies, de politiques et de cadres institutionnels appropriés garantissant la possibilité de mettre en œuvre un programme de coopération pour le développement ; un effort d'aide ayant atteint un niveau convenu ; et l'existence d'un système de suivi et d'évaluation des performances.

<sup>314</sup> Azoulay G, 2011. "Les nouvelles formes de l'aide publique au développement et l'éventuel "retour de l'Etat" dans les pays d'Afrique sub saharienne." *Mondes en développement* Vol 153. Pp 57-70.

<sup>315</sup> . *Assessing Aid. What works, what does not, and why*. 1998. Banque Mondiale, 160 p. Oxford University Press

de dollars par an<sup>316</sup>. Ainsi, des politiques cohérentes de migration et de développement intégrées aux politiques de développement devraient être conçues. La Banque constate que les Documents de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) ne font en général pas mention des migrations. L'étude des documents de stratégie fait apparaître que le plus souvent, lorsque les migrations économiques sont mentionnées, "elles sont jugées négatives", de nombreux pays considérant qu'elles les privent de ressources humaines essentielles à leur développement<sup>317</sup>.

Dans les modes de vie recensés au Sahel, les transferts de fonds opérés par les migrants apparaissent dans des proportions variables qui ne sont jamais déterminantes dans l'amélioration des conditions de vie ou le développement humain. Les récits, urbains et ruraux, révèlent une part importante des dépenses quotidiennes dans l'utilisation des fonds transférés et la part infime des transferts dans l'accumulation, ainsi que la persistance des formes traditionnelles d'épargne et de redistribution. En contexte d'urbanisation croissante et de crise économique, ces récits interrogent la durabilité des transferts internationaux.

Les récits ont fait apparaître de multiples circuits de circulation de la micro-épargne entre campements, ville, sous-région et l'étranger : transferts, tontines, cotisations, mutuelles. Les sommes transférées sont utilisées principalement à deux fins : - la consommation familiale des bénéficiaires, les dépenses d'alimentation, de santé et d'éducation et liées aux cérémonies religieuses et collectives ; - une épargne individuelle ou destinée à l'investissement dans des activités économiques ou dans l'immobilier. La première catégorie concerne la plus grande majorité des ménages bénéficiaires. Plus le revenu par habitant est bas, plus cette proportion est importante. Les transferts réalisés à des fins d'investissements immobiliers (individuel ou familial) et d'investissements productifs représentent une part très faible des montants transférés.

---

<sup>316</sup> Azoulay G, Ancey V. "Migrations, transferts et développement humain : le cas des éleveurs pastoraux du sahel." Eadi-Dsa General Conference YU-KS, Eadi, Dsa eds. s.l. s.n., 2011. Les frais de transaction s'élèveraient en moyenne à environ 12,5 % des sommes transférées, ce qui représente de 10 à 15 milliards de dollars par an.

<sup>317</sup> Le Cap-Vert et le Sénégal mentionnent l'émigration dans leur document de stratégie et proposent des stratégies visant à promouvoir les transferts de fonds et à faire participer les émigrés au développement national.

Aujourd'hui, parce que les transferts à destination de la totalité des pays en voie de développement représentent près de trois fois le montant total de l'Aide Publique, le débat s'oriente vers la modification des politiques et réglementations financières et monétaires supposée favoriser des investissements à partir de transferts. Mais cette problématique ne s'applique pas aux sociétés pastorales : d'une part chez les pasteurs sahéliens, les transferts issus de migrations urbaines locales et sous régionales sont limités. Les migrations depuis les zones pastorales vers la sous-région couvrent une grande diversité géographique, des capacités inégales des réseaux de migration à transférer des fonds, depuis une aide marginale et occasionnelle, jusqu'à des transferts réguliers déterminant la survie des ménages ruraux, comme cela a été montré au Niger. D'autre part, les infrastructures et les services particulièrement défectueux en régions pastorales ne garantissent pas d'effet levier des transferts individuels.

Enfin, et surtout, le niveau général de développement humain n'est pas qu'une agrégation de solutions individuelles. Au-delà du cas pastoral, la mobilité et la migration ne sauraient être considérées comme des facteurs déterminants de développement humain sur les lieux d'émigration, en dépit du financement aléatoire d'un dispensaire ou d'une salle de classe.

Certes le paysage sahélien s'anime toujours de troupeaux et d'hommes, ce qui suffit à prouver pour certains observateurs la « résilience » des systèmes pastoraux ; mais à quel prix ? Qu'advient-il de certains de leurs membres ? Quels changements ont eu lieu au sein de ces systèmes ?

Les va-et-vient des jeunes entre ville et brousse sont-ils le signe que, de plus en plus, les pasteurs vont vouloir aussi « gagner de l'argent » ? les migrants ne perçoivent pas l'espace comme composé de deux pôles opposés que sont la ville et la campagne. Ici, les migrants font des va-et-vient entre ville et campagne. Ils portent une quête individuelle et collective de sécurité et d'émancipation, qui produit toujours un changement, volontaire ou involontaire.



## Chapitre 5 : Illusions techno-économiques versus évidences des ressources partagées

---

Les chapitres précédents ont montré comment chaque représentation exprime un rapport politique et un contexte historique. Celui-ci mobilise le matériel empirique pour illustrer les processus de catégorisation, d'assignation et de simplification à l'œuvre dans deux thèmes d'interventions en milieu pastoral : la prévention des crises alimentaires par les systèmes d'information sur les ressources, et la réforme de l'accès à l'eau. Les catégories de locales de perception et d'action rencontrent des modèles d'action technico-économique. Il sera question ici d'autonomie des normes et des valeurs<sup>318</sup>. L'époque est révolue où le bilan des interventions de développement renvoyait simplement à l'efficacité de l'administration et à l'insuffisance de ses moyens d'action face à la réticence culturelle des populations. En sciences sociales, l'attention porte sur les interactions (définies comme la prise en compte simultanée des intentions et des structures) entre les agents de développement, les responsables politiques locaux et les populations rurales, sous l'angle du champ politique local. Dans l'imaginaire technique et bureaucratique qui a produit les systèmes d'information et la gestion de l'eau, systèmes et gestion sont destinées à sécuriser et améliorer les productions animales<sup>319</sup> par la gestion des ressources. Or, dans l'imaginaire –et le milieu-pastoral, l'information, les ressources, leur nature, leur valeur et leur usage se définissent selon des catégories, des appartenances et des normes pratiques différentes de celles des techniciens.

Le fait est établi que les sociétés pastorales ont rarement été autarciques et se sont maintenues et transformées à travers plusieurs formes d'échanges avec les sociétés voisines et l'économie globale. Mais les tensions nées de la contrainte en ressources et de la compétition spatiale concernaient des pratiques concurrentes, non le sous-bassement des

---

<sup>318</sup> Sous l'influence d'une lecture encore très lacunaire de Castoriadis C, 1982. "Institution de la société et religion." *Esprit* (1940-). Pp 116-31. « Une société autonome est origine des significations qu'elle crée – de son institution- et elle se sait comme telle. Une société autonome est une société qui s'auto-institue explicitement. Autant dire : elle sait que les significations dans et par lesquelles elle vit et elle est comme société, sont son œuvre, et qu'elles ne sont ni nécessaires ni contingentes ». p131.

<sup>319</sup> Dans un raisonnement causal, l'augmentation des productions animales entraîne l'amélioration des conditions de vie pastorales.

rationalités. En revanche, l'introduction de moyens d'informations et la réforme de la gestion de l'eau contestent la gestion partagée de ressources, l'aspect stratégique du partage d'information. C'est sous cet angle que je propose d'expliquer pourquoi dans les deux cas, ces entreprises de développement attaquent sans le savoir des institutions centrales pour la reproduction des conditions de vie pastorales comme pour leur changement social.

En matière de développement agricole, plusieurs décennies de recherche ont mis en évidence les angles morts produits par les choix et contraintes techniques, par les catégories statistiques ou socio-économiques retenues, ou l'objet spécifique des recherches. Ces angles morts renvoient à la tension entre les deux points de vue descriptif et prescriptif qui « parcourt toute l'histoire de la statistique »<sup>320</sup>. En agriculture, on connaît le biais de genre des enquêtes agro-économiques sexo-indifférenciées prenant par défaut l'interlocuteur mâle pour le chef d'exploitation<sup>321</sup>, l'ethnocentrisme des catégories statistiques<sup>322</sup> ignorant la diversité des formes sociales d'affiliation familiale<sup>323</sup>, ou encore l'économicisme négligeant les aspects non marchands de la production, des échanges et de la consommation (l'anthropologie économique...). En dehors des biais de méthodes et de catégories, les conditions de financement de la recherche peuvent elles-aussi influencer l'agenda scientifique. Enfin, une recherche de plus en plus spécialisée a du mal à traiter d'enjeux complexes. En région sahéenne, de nombreux travaux se référant à la sécurité alimentaire se focalisent en réalité sur des questions plus étroites et ne peuvent embrasser l'ensemble des enjeux : par exemple l'appréciation spatialisée des niveaux de risques ne correspond pas à la

---

<sup>320</sup> Desrosières A, 2000. *La politique des grands nombres: histoire de la raison statistique*. La Découverte.

<sup>321</sup> Verschuur C, Guérin I, Guétat-Bernard H, 2015. *Sous le développement, le genre*. Marseille: IRD.

<sup>322</sup> Couty P, 1984. "La vérité doit être construite." *Cahiers. O.R.S.T.O.M., série. Sci. Hum., XX . 1.*: 5-15.

Gastellu J-M, Dubois J-L, 1997. "En économie : l'unité retrouvée, la théorie revisitée. Approches des dynamiques contemporaines." In: Pilon M, Locoh T, Vignikin E, Patrice V eds, *Ménages et familles en Afrique*. CEPED, pp. 75-98.

<sup>323</sup> Meillassoux C, 1975. *Femmes, greniers et capitaux*. Maspéro.

Ancey V, Fréguin-Gresh S, 2014. "Les familles, le travail et l'exploitation agricole." In: Sourisseau J-M ed, *Agricultures familiales et mondes à venir*. Montpellier: Quae, pp. 61-75.

vulnérabilité alimentaire réelle des ménages<sup>324</sup>. Le ciblage, forme de spécialisation qui se veut pragmatique, n'améliore pas forcément l'efficacité des actions et ne résout pas les difficultés de mise en œuvre des interventions alimentaires ciblées<sup>325</sup>. Cependant cette spécialisation a fourni une vision kaléidoscopique des caractéristiques sahéliennes qui sont aujourd'hui mieux connues : la répétition des crises, la variabilité structurelle des précipitations et des ressources, naturelles ou cultivées<sup>326</sup> ; la fiabilité limitée des bilans céréaliers régionaux à l'échelle communautaire ; les stratégies complexes et évolutives des populations face aux risques et aux contraintes, qui déterminent leur vulnérabilité à l'insécurité alimentaire.

Le cas singulier du pastoralisme devrait susciter l'attention des politiques prenant en compte une gestion durable des espaces et des ressources, dans un monde incertain soumis à des mutations économiques et climatiques. Depuis les années 1990, alors que les recherches sur le pastoralisme se sont renouvelées en écologie et en sciences humaines, les systèmes d'information élaborés au Sahel depuis les années 1980 ont été perfectionnés<sup>327</sup> et des bases ont été posées pour écrire l'histoire du développement pastoral<sup>328</sup>. Cependant jusqu'à présent les politiques de développement n'ont guère utilisé ces travaux pour mieux appréhender les principales caractéristiques du pastoralisme, à savoir une gestion intégrée et partagée de l'hétérogénéité et des variations spatio-temporelles des ressources<sup>329</sup>, mise en œuvre par les savoirs faire et l'organisation sociale, à travers des faisceaux de droits et la mobilité des troupeaux et des familles. Ces caractéristiques spécifiques intéressent, au-delà du seul pastoralisme, l'ensemble des secteurs concernés par la gestion soutenable d'une économie du vivant. Alors que les capacités adaptatives des systèmes pastoraux et des

---

<sup>324</sup> Janin P, Martin-Prevel Y, 2006. "Des indicateurs à l'action: vulnérabilité alimentaire et situation nutritionnelle en milieu rural sahélien burkinabé." *Canadian Journal of African Studies/La Revue canadienne des études africaines* Vol 40. Pp 443-61.

<sup>325</sup> Egg J, Gabas J-J, 1997. "La prévention des crises alimentaires au Sahel et le rôle des dispositifs d'information." *Stateco*. Pp 9 -27.

<sup>326</sup> Thornton P, Van de Steeg J, Notenbaert A, Herrero M, 2009. "The impacts of climate change on livestock and livestock systems in developing countries: A review of what we know and what we need to know." *Agricultural Systems* Vol 101. Pp 113-27.

<sup>327</sup> David-Benz H, Egg J, Galtier F, Rakotoson J, Shen Y, Kizito A, 2012. *Les systèmes d'information sur les marchés agricoles en Afrique subsaharienne: De la première à la deuxième génération*. AFD, Agence française de développement.

<sup>328</sup> Pouillon F., 1990, Op.Cit.

<sup>329</sup> Krätli S., Shareika N.,2010, Op.Cit.

sociétés aux aléas des milieux arides sont aujourd'hui largement reconnues, les politiques agricoles restent inadaptées à une gestion et un soutien durable de ces systèmes.

Les dispositifs d'information au Sahel et la réforme de gestion de l'eau en milieu pastoral au Sénégal ont en commun de reposer sur des catégories éprouvées : une information, un déficit de biomasse, une gestion comptable de la consommation individuelle, les capacités auto-régulatrices des marchés ont été définies ou calculées par des courants ou des disciplines scientifiques et font désormais l'objet de savoirs et de certitudes accumulées. Le rappel de l'épisode de crise pastorale en 2005 au Niger introduit une réflexion<sup>330</sup> sur les menaces qui pèsent sur la mobilité, les règles d'accès aux ressources et le partage des informations, les unités écologiques et sociales pastorales. « L'invisibilité » des pasteurs qui s'est forgée historiquement les dessert en contexte de crise alimentaire.

---

#### A) LES SYSTEMES D'INFORMATION ET LE PARTAGE DES CONNAISSANCES

---

La marginalité des pasteurs transhumants sahéliens pendant les interventions d'aide à la fin des années 2000 renvoie en partie aux systèmes d'information et d'alerte précoce qui soutiennent ces interventions, leur orientation, leur fonctionnement et leur usage, ainsi qu'aux limites de coordination entre les opérateurs de l'aide. La distance structurelle existant entre le monde pastoral et les politiques de développement ne date pas des crises et traduit la difficulté pour des politiques économiques fondées sur des catégories comme l'Etat, la propriété, la sédentarité, à saisir les dynamiques pastorales qui reposent fondamentalement sur deux caractéristiques économiques et écologiques : la gestion partagée des ressources et la mobilité<sup>331</sup>. Le cas du Niger en 2005 est exemplaire par la médiatisation, sinon l'acuité de

---

<sup>330</sup> A partir d'une mission d'expertise menée sur l'aide humanitaire en zone pastorale au Niger pendant la crise alimentaire de 2005 (Ancey V. *Evaluation de la réponse du PAM à la crise alimentaire au Niger en 2005. Note 4 : Caractérisation de la crise pastorale*. [S.l.]: s.n., 2006.) La crise de 2005 est par ailleurs bien documentée : Egg J, Michiels D, Blein R, Vanessa AF. *Evaluation du dispositif de prévention et de gestion des crises alimentaires du Niger : Rapport principal* IRAM, 2006.

Olivier de Sardan J-P, 2008b. "La crise alimentaire au Niger." *Afrique contemporaine*. N° 225. 17-294.

<sup>331</sup> Bourgeot A, Guillaume H, 1989. *Etats et sociétés nomades*. Politique Africaine.

Gardelle L, 2010. *Pasteurs nomades de Mongolie. Des sociétés nomades et des Etats*. Buchet Chastel.

la crise alimentaire de 2005, par le rôle et les limites de son dispositif national de prévention et de gestion des crises (DNP GC), le plus performant de la sous-région ; enfin par l'ampleur des espaces arides et le poids démographique des populations pastorales sur son territoire.

Au Niger, la campagne agricole 2004-2005 s'annonçait difficile dès fin 2004, à cause d'une attaque acridienne et d'une mauvaise répartition des pluies pendant l'hivernage 2004. Mais les déficits céréaliers et fourragers n'étaient pas exceptionnels. En comparaison avec d'autres mauvaises années, l'année 2005 dans les pays sahéliens s'est caractérisée d'abord par une crise d'accessibilité et des termes de l'échange entre les céréales et le bétail complètement déstructurés : hausse précoce et soutenue des prix des céréales et des aliments de bétail jusqu'à un niveau jamais vu<sup>332</sup>, ventes de vaches mourantes à un prix dérisoire<sup>333</sup> pour qu'elles puissent être abattues et consommées avant de mourir d'inanition<sup>334</sup>. Cet épisode calamiteux a révélé au Niger les processus d'appauvrissement mettant en péril les structures et la reproduction sociale et économique des familles rurales. Les facteurs conjoncturels n'ont fait qu'aggraver une situation structurellement critique dans le pays le plus pauvre au monde. En août 2005, sous la pression d'une médiatisation internationale organisée plusieurs semaines auparavant par deux ONGs<sup>335</sup>, le Programme Alimentaire Mondial (PAM), chef de file des organisations humanitaires dans le pays, obtenait l'accord du gouvernement pour déclencher des distributions alimentaires généralisées<sup>336</sup>. Mais au nord de la région de Tahoua, sur les deux tiers du territoire du pays, les populations pastorales transhumantes, dites « flottantes » par les opérateurs de l'aide et l'administration, ne figuraient pas sur les listes de recensements locaux des zones et des groupes vulnérables dont disposaient les ONG, mandatées par les grandes institutions humanitaires pour distribuer l'aide alimentaire. Les populations pastorales sont parfois inscrites

---

Galaty J, 2013. "The indigenisation of pastoral modernity: territoriality, mobility, and poverty in Dryland Africa." In: Michael B, Michael S, Hans-Peter W eds, *Pastoralism in Africa: past, present, and future*. . New York Berghahn, pp. 473-510.

<sup>332</sup> 35 000 F cfa le sac de 100 kg de mil en hivernage; 1000 F cfa la tia de mil ; 1500 Fcfa le fagot de tiges de mil pour les animaux, et localement des tiges vendues à l'unité. (Enquête Tahoua, 2006)

<sup>333</sup> 1500 F cfa

<sup>334</sup> Ancey V. 2006, Op.cit.

<sup>335</sup> Helen Keller International puis Médecins Sans Frontières à partir d'avril 2005

<sup>336</sup> Bouarfa Y, Blein R, Girerd-Barclay, Ancey V, Mossi I. *Evaluation de la réponse du PAM à la crise alimentaire au Niger en 2005*. Roma: World Food Program, 2006.

administrativement dans une agglomération où elles conservent des droits fonciers, mais elles sont en réalité installées en permanence ou de manière saisonnière dans une autre commune, où elles paient une taxe locale. Au moment où le Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (DNP-GCA) a procédé au ciblage des zones et des populations vulnérables, puis élaboré le Plan des distributions généralisées au Niger, les familles pastorales qui étaient parties en transhumance vers les pâturages du Mali, ou les hommes qui avaient rejoint des réseaux de commerce en Lybie ou en Algérie n'étaient logiquement plus sur place pour en bénéficier. Mais de nombreuses autres familles pastorales résidentes et intégrées dans des terroirs villageois depuis plusieurs années ont été aussi administrativement invisibles aux yeux des distributeurs. Les transhumances et la vente sélective ont atténué les risques pour les plus grands éleveurs et pour ceux qui ont pu atteindre des pâturages abreuvés, notamment vers l'Ouest et le Mali. Les plus riches ont abreuvé et alimenté leur troupeau au moyen de véhicules chargés d'aliments et de citernes d'eau. Une partie des familles pastorales a pu déployer des stratégies d'urgence au moment le plus opportun, transhumances, migrations de travail dans plusieurs réseaux et axes géographiques (au nord du Sahara en Algérie et en Lybie, ou dans les pays côtiers, de la Côte d'Ivoire au Gabon ; mais pour les éleveurs plus pauvres ou moins mobiles, la situation a empiré. Les plus vulnérables ne disposant pas de bétail ou de main d'œuvre suffisants ont subi les effets économiques, sanitaires et alimentaires de cette invisibilité. L'analyse de la situation agro-climatique n'a pas pris en compte les inégalités d'accès aux ressources creusées par les décapitalisations en cheptel, en terres, en biens personnels, par les termes de l'échange, ni les tensions sur le marché régional habituellement fournisseur de céréales provoquées par la fermeture des frontières, et le signal donné par l'inversion des flux habituels de céréales entre pays. Ce n'est qu'en octobre 2005, après la fin des distributions généralisées, qu'une partie des populations pastorales a bénéficié d'un reliquat d'environ 400 tonnes de vivres. Tout s'est passé comme si les populations pastorales, généralement qualifiées de nomades, devenaient invisibles au niveau désagrégé du recensement, même lorsqu'elles résidaient dans des zones ciblées pour recevoir les distributions alimentaires. La qualification de la crise elle-même a été discutée. Crise alimentaire ou famine ? Alors que les organisations nationales et internationales présentes au Niger jugeaient la situation critique dès février-mars 2005, les références techniques (déficits céréaliers et fourragers) et les enjeux politiques (légitimité du pouvoir

central liée à sa fonction nourricière<sup>337</sup> ont retardé la qualification de « famine » par le premier ministre jusqu'en août 2005 ; ce terme n'a d'ailleurs été employé que temporairement avant d'être remplacé définitivement par celui de crise alimentaire.

## 1- SYSTEMES D'INFORMATION ET REALITES PASTORALES

---

Suite aux crises des années 1973-1974 et 1984-1985, et à l'évolution des conceptions de la sécurité alimentaire mettant alors l'accent sur l'accessibilité de la nourriture, des Systèmes d'Information sur les Marchés (SIM)<sup>338</sup> ont été conçus au Sahel par les administrations et les bailleurs pour prévenir et gérer les crises alimentaires en améliorant le fonctionnement des marchés. Le développement des techniques et systèmes d'alerte précoce (SAP) visait à dépasser les limites de la statistique agricole par des indicateurs climatiques et qualitatifs. Conçus comme des outils d'appui aux politiques de filières, les systèmes de suivi et d'alerte conjugués<sup>339</sup> ont cependant très vite servi essentiellement à construire des bilans céréaliers régionaux consolidés utiles aux agences d'aide et, en période de déficit, faciliter la délivrance de l'aide alimentaire<sup>340</sup>. L'inclusion de l'aide au cœur de la définition de la sécurité alimentaire<sup>341</sup> converge avec l'orientation faite de ces outils et de leur perfectionnement : le monde rural est représenté comme fondamentalement agricole et sédentaire, caractérisé par la faiblesse de ses ressources et sa pauvreté.

La plupart des systèmes d'alerte précoce (SAP) se basent sur des données pluviométriques et des modèles de simulation de production de biomasse. Or, la différence entre la production réelle et les chiffres estimés est évaluée à +/- 25%<sup>342</sup> et le résultat des

---

<sup>337</sup> Arditi C, Janin P, Marie A, 2011. *La lutte contre l'insécurité alimentaire au Mali: Réalités et faux-semblants*. Karthala.

<sup>338</sup> On définit ici un système d'information comme un ensemble organisé de ressources (matérielles et humaines) qui permettent de classer, traiter et diffuser de l'information dans un environnement donné.

<sup>339</sup> Le dispositif le plus perfectionné pendant une dizaine d'années était le diagnostic permanent (Diaper) du CILSS (Comité inter Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel), mis au point en 1984 sur financement FED/CEE qui a duré une quinzaine d'années.

<sup>340</sup> Egg J., et Gabas J.-J., 1997, op.cit.

<sup>341</sup> Maxwell S, Frankenberger T, 1992. Household Food Security: Concepts. *Indicators, and Measurements: A Technical Review, United Nations Children's Fund (UNICEF) and International Fund for Agricultural Development (IFAD), New York and Rome.*

<sup>342</sup> Van Dijk, H., 1997, Op.cit.

récoltes varie d'une année à l'autre. De plus dans les zones pastorales, arrosées de moins de 400 mm de pluies annuelles, le rôle de la production céréalière dans l'économie familiale et dans l'alimentation est beaucoup plus réduit qu'en zone agricole. Les Systèmes d'Information sur la Sécurité Alimentaire (SISA), et les Systèmes d'Alerte Précoce (SAP) existants depuis les années 1980 avaient une couverture satellitaire ciblée sur les zones de production agricole, leurs principaux indicateurs étaient conçus pour mesurer des besoins céréaliers ; ils n'étaient donc pas conçus pour évaluer les conditions de vie des populations en zones arides, en tenant compte de la complexité des contraintes et des stratégies à l'échelle régionale ou familiale. Ils n'abordent pas les interactions entre les populations pastorales et leur environnement. De plus, la fiabilité du pronostic décroît avec l'échelle spatiale et par conséquent les systèmes d'alerte et d'information couvrant les productions ou les marchés étaient peu fonctionnels à l'échelle locale des organisations de producteurs et de la gestion des territoires. Certains d'entre eux ont été perfectionnés au cours des années 2000 par l'introduction d'indicateurs d'aptitudes, de termes de l'échange entre céréales et petit bétail, et de mouvements de population pour rendre mieux compte des conditions de vie et du niveau de vulnérabilité. En 2004 et 2005 des indications qualitatives figuraient déjà dans les bulletins régionaux d'informations du « Famine Early Warning System » (FEWS) publiés par le centre Agrhymet<sup>343</sup> mais n'ont pas été prises en compte dans le diagnostic de la situation. Une initiative de recherche-action sur le pastoralisme en milieu sahélien<sup>344</sup> a tenté depuis 2002 de mutualiser le traitement de données locales et le traitement d'images satellitaires à partir des dispositifs d'information existants<sup>345</sup> ; mais les difficultés multiples de collecte, de traitement, de coordination et d'usage des informations primaires par les opérateurs désignés

---

<sup>343</sup> Le bulletin du FEWS est financé par l'USAID. Le centre régional Agrhymet à Niamey, dépendant du CILSS, a pour mandat d'informer et de former sur la sécurité alimentaire, la lutte contre la désertification et la maîtrise de l'eau dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest. <http://www.agrhymet.ne/>

<sup>344</sup> Initiative Système d'Information Pastoralisme au Sahel (SIPSA), sur financement MAE/FAO, 2002-2009

<sup>345</sup> Ickowicz A, Ancy V, Leclerc G, Touré I, Damman G, Darly S. 2005. *Programme LEAD "Pastoralisme et environnement au Sahel" : (PESah). Rapport final*. Montpellier: CIRAD-EMVT.

Touré I, Ickowicz A, Ancy V et al. *Programme LEAD. 2009. Système d'information sur le pastoralisme au Sahel (Burkina, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad). Rapport final deuxième phase*. Montpellier: CIRAD.

(administrations, ONGs, associations), ont ramené l'ambition initiale d'un suivi régional permanent à l'édition ponctuelle d'un atlas<sup>346</sup>.

En résumé, les dispositifs d'information ont été perfectionnés pour contribuer à la prévention des crises alimentaires, en lien avec le renouvellement des conceptions de la sécurité alimentaire et l'émergence des initiatives humanitaires. La fonction initiale de ces outils, leur usage, leurs caractéristiques techniques ne concernaient pas précisément la situation pastorale. Les dispositifs d'information plus spécifiques sur le pastoralisme en Afrique de l'ouest et du centre se heurtent à de sévères limites financières, techniques et politiques qui obèrent la production, le traitement, la coordination et l'usage des informations et donc l'utilité globale de ces dispositifs.

## 2- SYSTEMES D'INFORMATION ET CAPACITE AUTO REGULATRICE DES MARCHES AU SAHEL

---

L'expansion des différents systèmes d'information (SIM, SI, SAP) en Afrique sahélienne, impulsée par l'impact international des crises alimentaires et des sécheresses des années 1970 et 1980, découle plus généralement du développement de la statistique et de l'informatique, qui a permis de perfectionner le suivi des groupes à risques<sup>347</sup>. Au Sahel, cette évolution est marquée par des dispositifs successifs mis en place après les programmes d'ajustement structurel : enquêtes lourdes à différents passages pour mesurer les conséquences sociales de l'ajustement, puis enquêtes légères et rapides plus ou moins participatives, enfin usage croissant des images satellitaires supposées moins coûteuses et plus précises que les enquêtes de terrain. Dans les représentations internationales, les sécheresses avaient installé une image des régions sub-sahariennes structurellement exposées aux pénuries alimentaires, dans un contexte de marché agricole international caractérisé par les excédents céréaliers des pays industrialisés. Les systèmes d'information

---

<sup>346</sup> Touré I, Ickowicz A, Wane A *et al.*, 2012. *Atlas des évolutions des systèmes pastoraux au Sahel*.

<sup>347</sup> Castel, R. 1981, Op. Cit.

mettaient donc logiquement l'accent sur la disponibilité des récoltes ou des biens céréaliers et leur accessibilité économique dans les Etats membres du CILSS.

Dans les années 1980 et 1990, la géopolitique internationale a exacerbé la croyance en la capacité autorégulatrice du marché et son rôle dans la fourniture de biens publics, y compris la sécurité alimentaire, et stimulé la recherche sur ces enjeux. Selon l'orthodoxie économique, non seulement les choix économiques des acteurs (commerçants, producteurs et/ou consommateurs) dépendent des informations de marché dont ils disposent, mais leurs choix sociaux également se construisent selon des mécanismes rationnels d'optimisation analogues à ceux qu'on imagine sur les marchés. Par conséquent, de nombreuses interventions pour la sécurité alimentaire et la prospérité économique ont tenté d'améliorer les performances, la transparence et la concurrence sur les marchés, en fluidifiant les échanges et en diffusant une bonne information sur les prix. Observatoires et études ont été lancés pour remplacer les offices nationaux de gestion des marchés céréaliers au Sahel supprimés par les Programmes d'Ajustement Structurel.

Suivant le dogme economiciste qui centre l'économie sur les échanges et l'allocation de ressources rares, si les populations pastorales étaient mal connues des économistes et des politiques, c'est parce qu'elles vivaient en quasi autarcie, hors marché. Ce syllogisme a été résumé par une boutade: « *Nomads are a nuisance, and not only to a centralising State : they are awkward even for theory...* »<sup>348</sup> ; les études anthropologiques et économiques ont dépassé la représentation des pasteurs en nomades autarciques et rétifs au changement, et reconnu le rôle crucial des échanges entre les économies pastorales et « l'extérieur »<sup>349</sup>, qu'il s'agisse de razzias, d'échanges sur les marchés, d'interactions avec les agriculteurs ou encore de migrations. Les capacités d'adaptation pastorales étaient démontrées non seulement face aux aléas naturels, mais aussi face aux opportunités économiques et techniques. Ces faits ont

---

<sup>348</sup> Gellner E, 1981. "Anomalies of no fixed abode." *Times Literary Supplement*: 273. Cité par Pouillon F., 1990, Op. Cit.

<sup>349</sup> Khazanov A. 1984, Op.Cit. Kerven C., 1992, Op. cit.

Wane A, Ancey V, Touré I, 2010. "Pastoralisme et recours aux marchés: cas du Sahel sénégalais (Ferlo)". *Cahiers agricultures* Vol 19. Pp 14-20.

poussé à faire reconnaître la place des rapports marchands dans les sociétés pastorales et la complexité de leur organisation sociale.

En résumé, le manque d'informations sur les ressources utiles aux sociétés pastorales tient non seulement aux limites des outils, mais aussi à des habitudes cognitives et des institutions politiques radicalement étrangères au sous-bassement imaginaire des sociétés pastorales. Au Sahel, l'emprise a été retardée par la faiblesse structurelle des administrations. Le coût de production des informations sur le fonctionnement d'un forage, sur les tendances météorologiques, sur la biomasse disponible, sur les termes de l'échange entre le bétail et les céréales est généralement sous-estimé en termes de compétences et de quantité de travail des techniciens qui recensent les ouvrages et les informations, des ingénieurs spécialisés qui traitent les données sectorielles et rédigent des rapports, des cadres qui les synthétisent et les cartographient. Dans un contexte sahélien de structures administratives affaiblies, et d'un marché du développement aux acteurs pléthoriques : Institutions et Centres de recherche, Organisations Non Gouvernementales, Coopération Décentralisée...La production, la transmission et le traitement des données deviennent des enjeux de transaction. En pratique, les agents de base manquent de moyens de déplacement pour enquêter ; les données transmises aux niveaux intermédiaires sont donc souvent fabriquées au jugé, avant de faire l'objet d'une synthèse autant technique que politique.

---

## B) UNE APPROCHE PERTINENTE : L'UNITE ECOLOGIQUE ET SOCIALE PASTORALE

---

L'enquête sociologique sur les perceptions et les pratiques pastorales met en évidence des rationalités à l'échelle de l'unité écologique et sociale. Elle éclaire aussi les modalités de partage et de circulation des informations sur les ressources, éloignées des attendus des interventions du développement.

Au cours des années 1990, des approches écologiques ont démontré la rationalité de la gestion des troupeaux et des milieux par la mobilité pastorale<sup>350</sup>. Mais on caractérise encore

---

<sup>350</sup> Behnke R., Scoones I., 1992, Op.cit. Scoones I., 1994, Op.Cit.

le plus souvent le pastoralisme par ses traits extérieurs tels que le caractère extensif de la production, ou les régimes de mobilité des troupeaux : c'est prendre l'effet pour la cause. Les études scientifiques des pâturages ont étudié les quantités, les valeurs nutritives, la diversité, l'accessibilité de ces ressources, leur résistance aux sécheresses, voire leurs usages. Elles sont le plus souvent orientées vers la perspective de gestion des ressources et d'aménagement du territoire<sup>351</sup> ou fondées par les préoccupations du changement climatique<sup>352</sup>. Elles sont moins souvent conduites sous l'angle de la construction du savoir et de la qualification des ressources par les pasteurs<sup>353</sup> (Figué et Hubert, 2012). De manière symétrique, les sciences sociales ne peuvent, à elles seules, qualifier les ressources naturelles.

Un pasteur lit les signes météorologiques, agronomiques et zootechniques annonciateurs du renouveau saisonnier, de la qualité et de la quantité des ressources. Il anticipe les premières pluies, apprécie la diversité d'un pâturage, l'état de satiété et de tranquillité de ses vaches. Il apprécie ses conditions d'accès aux ressources, qui relèvent de plusieurs critères : le statut des ressources en eau et en pâturages combinant les normes locales et le droit positif, allant d'une appropriation familiale à une gestion collective ; son propre statut et ses capacités à négocier avec les ayant-droits et les acteurs locaux influents ne sont pas moins déterminants. Au Sahel, où la distribution des pluies et de la biomasse est aléatoire, spatialement dispersée et varie de 30% annuellement, la production, l'accès et le partage des informations écologiques et économiques jouent un rôle clé dans la quête des « bons endroits », « *modji jofde* », propices aux belles vaches, lieux non enclos, toujours recherchés. La qualité et la quantité de l'herbe ne suffisent pas à distinguer un endroit attractif pour l'élevage : « *Les animaux qui pâturent plus au sud sont moins jolis qu'ici, pourtant il y a moins d'herbe ici mais l'endroit est de meilleure qualité.* » (Rewane, Sénégal). Et la biomasse

---

<sup>351</sup> Andrieu N, Josien E, Duru M, 2007. "Relationships between diversity of grassland vegetation, field characteristics and land use management practices assessed at the farm level." *Agriculture, ecosystems & environment* Vol 120. Pp 359-69.

Steinfeld H, Mooney HA, Schneider F, Neville LE, 2013. *Livestock in a changing landscape*, Volume 1: Drivers, consequences, and responses. Island Press.

<sup>352</sup> Craine JM, Ocheltree TW, Nippert JB *et al.*, 2013. "Global diversity of drought tolerance and grassland climate-change resilience." *Nature Climate Change* 3. Pp 63-7.

<sup>353</sup> Figué M, Hubert B, 2012. "Pour qui, pourquoi une ressource est-elle jugée dégradée? Pâturages et agriculture familiale au Brésil." *Natures Sciences Sociétés* Vol 20. Pp 297-309.

ne suffit pas sans une source d'abreuvement régulièrement accessible. Dans un endroit néfaste, la robe des bêtes change, « *comme de la chair de poule* » mais si l'endroit est propice, les robes deviennent belles, la production de lait et les mises bas augmentent. « *En une semaine sur de bons pâturages les taureaux commencent à se battre et leur voix change* ». Dans le Ferlo sénégalais, les pasteurs utilisent également des ressources invisibles pour les systèmes d'information. Les feuilles tombées, par exemple, (*samde samde*), sont précieuses pour nourrir les animaux pendant les longues étapes de transhumance sur des sols nus, mais ne se voient pas sur des cartes de biomasse. La présence de *denngo* (*zornia*), extrêmement recherché par les éleveurs, peut influencer l'itinéraire des parcours. La configuration et la visibilité des étoiles varient localement, et au Ferlo la disparition de *datjuki* (la voie lactée) ainsi que l'apparition des feuilles de *eeri* (*Sclerocarya birrea*) augurent l'approche des pluies. L'unité pertinente des ressources pastorales est écologique et sociale : « un bon endroit » se distingue par l'ensemble des qualités de l'herbe, du sol, de l'air, l'absence de parasites mais aussi sa tranquillité : autrement dit, la gestion sociale des droits qui régulent son accès et sa jouissance.

Les savoirs formés, acquis et transmis pour accéder à ces ressources mobilisent diverses compétences (zootecniques, météorologiques, agronomiques, écologiques, sociales), des ressources comme l'accès aux médias, l'usage des portables, mais aussi l'interconnaissance qui repose sur un minimum de cohésion sociale. Ces réseaux de connaissances de proximité sont aussi nécessaires que les bulletins officiels diffusés par la radio ou par d'autres médias. Pour actualiser leurs informations sur les lieux de transhumance, les éleveurs peuvent en effet se renseigner sans se déplacer : de l'état des animaux d'autrui observés au pied du forage, ils déduisent l'abondance et la qualité des parcours qu'ils ont utilisés, à condition de savoir reconnaître à qui appartiennent ces animaux, grâce à la connaissance des troupeaux marqués au feu ; encore faut-il connaître non seulement le propriétaire et le berger, mais l'endroit où pâture d'habitude son troupeau. « L'état » des animaux lui-même est apprécié en tenant compte de l'embonpoint, de la vivacité, de la brillance du poil. Les médias et l'usage du portable créent un réseau complémentaire d'information.

En comparaison, le moment d'intégration des disciplines au cours d'une recherche résulte à chaque fois d'un choix collectif compliqué.

---

## C) LE PARTAGE DES INFORMATIONS ET DES RESSOURCES

---

Dans un milieu où l'accès aux ressources est un enjeu vital, on ne peut pas s'attendre à une transparence générale de l'information qui les concerne. Aucun milieu social n'est transparent, en dépit de certaines hypothèses implicites qui structurent le milieu de l'aide : l'information serait un bien commun principalement contraint par son coût ; des ateliers participatifs bien conduits permettraient d'identifier une demande sociale et d'ajuster l'offre de recherche et d'interventions de développement ; il serait alors possible d'identifier et de produire une information fiable, pertinente et standardisée utile à tous ; cette information aiderait tous les acteurs concernés à faire face aux contraintes (sécheresses et crises éco-climatiques) ; enfin et surtout, les décideurs politiques utiliseraient l'information de la recherche selon un modèle tiré par la connaissance<sup>354</sup> et, par agrégation d'échelle, améliorer la gestion individuelle des ressources naturelles bénéficierait aussi à l'écosystème et à l'élevage.

En fait, les enjeux de l'information diffèrent dans les deux milieux sociaux en présence : celui des techniciens ou des chercheurs, et celui des éleveurs. Cette situation résonne étrangement avec une expérience de management de la connaissance menée dans deux centres de recherches d'une firme de pétrochimie.<sup>355</sup> Dans les deux cas, des modèles d'actions fondés sur les avantages de la transparence et la conception de l'information comme bien public se sont heurtés aux modalités pratiques de partage et d'échange des connaissances. L'enjeu officiel du système d'information pastoral était de sécuriser la reproduction de systèmes de production extensifs, les informations sur les ressources devant

---

<sup>354</sup> Weiss, C.H., 1979, Op.cit.

<sup>355</sup> G. Rot montre comment et pourquoi une méta-base de données conçue pour rationaliser et optimiser la production et l'échange de connaissances au sein et entre centres de recherches a été rejetée par les usagers. L'auteur analyse le dilemme de bien public créé au sein de l'agence par l'exigence d'échanges spontanés, et gratuits, entre chercheurs soumis en même temps à l'exigence de rentabilité. Les entretiens auprès des chercheurs mettent en évidence leur besoin d'apprécier la qualité des informations et démontrent en quoi la personnalisation est indispensable à l'échange des connaissances. Rot G, 2005. "Le knowledge management et l'économie spontanée du partage des connaissances. Propos sur un désinvestissement de forme." *Economies et sociétés* 39. pp 675-98.

provenir d'une collecte de données hétérogènes où le traitement d'images satellitaires et l'évaluation de la biomasse voisinaient avec des informations publiques sur l'état de fonctionnement des forages et la qualité des pâturages.<sup>356</sup>

Les principales difficultés identifiées a priori à la diffusion des connaissances portaient d'abord sur la nature de celles-ci : savoirs tacites, informels, difficiles à transformer en informations. Une autre difficulté concernait les problèmes de gestion de bien public. Les vertus de la transparence étaient une hypothèse forte, l'efficacité persuasive de la formation était un pilier de la démarche, et constituer une communauté régionale d'utilisateurs était un objectif à court moyen terme.

Les pasteurs se méfient des intervenants extérieurs et des informations, celles qui sont demandées et celles qui sont fournies. Des enquêtes au Sénégal et au Tchad <sup>357</sup> menées dans les années 2000 visaient à rendre compte, selon les règles de base en sciences sociales, « *de leur point de vue, de leurs représentations ordinaires, des pratiques usuelles et de leurs significations autochtones* »<sup>358</sup>. Les informations circulent rapidement en milieu pastoral, même dans un contexte où l'habitat est dispersé dans un vaste espace. Or, les décisions des éleveurs relatives à la gestion du troupeau sont partagées de manière différenciée et contrôlée. L'information est parcimonieusement distribuée : « *On ne diffuse pas l'information ; à la rigueur, on la partage avec des très proches. Mais « tout le monde écoute au forage ; « on ne parle que de ça » mais sans divulguer d'informations précises* ». « *Il faut être vigilant et curieux pour être bien informé* »<sup>359</sup>. La méfiance est structurelle dans la société

---

<sup>356</sup> A priori, des centres de recherche en pétrochimie et la brousse sahélienne n'ont guère de points communs. La base de données en pétrochimie avait une finalité essentiellement industrielle et commerciale, les connaissances liées à la pétrochimie relevaient d'une activité de recherche spécialisée et privée.

<sup>357</sup> L'étude a porté sur deux régions pastorales du Sahel différentes géographiquement, socialement et politiquement. Une enquête a eu lieu en avril 2003 dans le Ferlo au Sénégal, auprès de 25 pasteurs, chefs de campements, déjà rencontrés dans le cadre d'autres travaux depuis 2000. Les sites d'enquête étaient les alentours du forage de Rewane, à l'est du Ferlo, enclavée, peu peuplée, de passage et de départ des transhumants ; et la zone de Thieul, au sud du Ferlo, zone d'accueil et de passage des transhumants, à l'habitat plus dense et aux vastes espaces cultivés. Une seconde enquête s'est déroulée en juin 2003 au Kanem tchadien, avec 41 entretiens auprès d'éleveurs Arabes du clan Ouled Rachid originaires du Batha, transhumants dans la région depuis une vingtaine d'années, et de Toubous Kréda.

---

<sup>358</sup> Olivier de Sardan J-P, 2008a. *La rigueur du qualitatif: les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*. Editions Academia.

<sup>359</sup> Source : entretiens Ferlo, campement Ylo (Sénégal).

peule pastorale, à propos des animaux et des ressources : « *La méfiance est chez tous les Peuls éleveurs, à cause des animaux : les Peuls craignent d'avoir trop d'animaux dans les pâturages, et qu'ils maigrissent. Ça a toujours été ainsi. Du temps des grands-parents, ils partaient chercher des pâturages sur un âne, revenaient dire "il n'y a rien là-bas" et puis décampaient pendant la nuit !* »<sup>360</sup> Le secret sur les ressources chez les pasteurs n'est donc pas corrélé à une dégradation de l'environnement et ne vient pas non plus d'un atavisme culturel, mais résulte d'une stratégie socialement construite. « *L'information est précieuse mais il faut quand même la partager quand on te la demande* », « *Informers les autres fait partie de l'entraide dans notre société* »<sup>361</sup>. Même si l'information est une ressource stratégique, le partage reste une valeur sociale et les tensions sont fortes entre la concurrence, les besoins réciproques d'information, la conformité à l'idéologie et aux prescriptions sociales.

Dans les sociétés pastorales, l'accès stratégique à l'eau et aux pâturages repose, quand tout va bien, sur la réciprocité des droits prioritaires, par exemple à l'Est du Niger entre ayant-droits locaux Fulbé et outsiders Wodaabé et Fulbé. Dans ce contexte, l'information et les droits qui régulent l'accès aux ressources sont gérés localement. Les ayant-droits locaux n'ont pas besoin de négocier leur accès à l'eau. L'accès des étrangers est régulé par la limite imposée à la durée de leur séjour. Ce mode de régulation ne doit pas être confondu avec l'accès libre aux points d'eau, qui n'est d'ailleurs pas originel mais résulte de l'impossibilité d'appliquer les règles d'appropriation, d'usage et d'entretien instaurées par l'Etat indépendant, à l'époque de la création des points d'eau modernes<sup>362</sup>. On se trouve à la fois en économie de partage où les parcours sont utilisés par plusieurs, dans un contexte où l'entraide face aux crises se restreint aux gens les plus proches, et dans un espace où les infrastructures et l'arrivée de nouveaux groupes affaiblissent les anciens droits et devoirs de réciprocité.

En 2005 dans l'Azawak, tout était inhabituel et signe d'urgence : l'époque des déplacements (les troupeaux du Nigéria sont arrivés à l'époque des semences, ceux de Diffa et d'Agadez dès mars, au lieu de l'hivernage), les itinéraires, le rythme hâtif, le nombre. Le principe de réciprocité des droits prioritaires a fonctionné entre les ayant-droits locaux, Fulbé

---

<sup>360</sup> Source : entretien auteur, Ranerou, (Sénégal)

<sup>361</sup> Source : entretien A.D.C., au Kanem (Tchad)

<sup>362</sup> Thébaud B, 2002. *Foncier pastoral et gestion de l'espace au Sahel: Peuls du Niger oriental et du Yagha burkinabé*. Karthala.

et Touaregs, et les familles et troupeaux Wodaabé et Fulbé venus de Diffa, Agadez, etc. « *Une autre fois on pourrait être obligé d'aller chez eux ; là, c'est le retour de manivelle* »<sup>363</sup>.

Pour survivre en milieu aride, les populations pastorales suivent une logique différente de celle de l'inscription locale administrative unique et de l'appropriation privée exclusive. Dans la plupart des cas elles ne sont pas ou plus « nomades » : certains groupes Touaregs et Wodaabés sédentarisés de la région de Tahoua, dans l'Azawak, s'adonnent à l'agriculture depuis les années 1980 où ils ont perdu leur cheptel ; d'autres se déplacent pour la cure salée avec leurs troupeaux vers In-gall, et séjournent la plupart du temps à proximité de leur terroir d'attache, sauf en année difficile. Ces groupes gardent également en saison sèche des animaux appartenant à des villageois de la région sur des pâturages loin des agglomérations. Cette altérité dessert les populations pastorales, sédentarisées, transhumantes ou nomades.

La propension des populations pastorales à se rendre invisibles par une stratégie de mobilité interstitielle est une stratégie connue depuis la période coloniale<sup>364</sup> : comportement pionnier ou fuite en avant, pour coloniser de nouvelles terres<sup>365</sup>, échapper aux contraintes administratives, fiscales ou sanitaires<sup>366</sup> ou aux habitudes prédatrices de représentants corrompus de l'administration<sup>367</sup>. Cette stratégie sociale, conjuguée à la gestion des ressources naturelles et aux systèmes de droits qui les régulent, ont créé des régimes de mobilité, une organisation familiale et sociale et des savoir-faire individuels qui sont aujourd'hui encore à la base de la reproduction des systèmes pastoraux. Cette stratégie d'évitement a sans doute permis aux pasteurs de préserver les bases économiques de leur mode de vie, nonobstant leur classement dans des catégories de pauvreté ou de vulnérabilité. Mais en conséquence, les populations pastorales, sédentarisées, transhumantes ou nomades, sont difficiles à localiser par l'administration et par les organismes qui interviennent en situation d'urgence.

---

<sup>363</sup> Source : entretien, le maire de Tchintabaraden. Février 2006, Niger.

<sup>364</sup> Brémaud O, 1955. "Nomadisme et transhumance en Afrique sub saharienne. Les mouvements pastoraux dans les parcours extrêmes-orientaux du Soudan français." *Rev. El. Méd. Vét. Pays Trop.* 8 (4): 327-55.

<sup>365</sup> Boutrais J, 1973. *La colonisation des plaines par les montagnards au nord du Cameroun* (Monts Mandara). ORSTOM Editions.

<sup>366</sup> Kerven C., 1992, Op.cit.

<sup>367</sup> Diallo Y., 1994, Op.cit.

En conclusion, alors que le Sahel a été précurseur sur le continent dans le domaine de l'information sur la sécurité alimentaire, paradoxalement les logiques économiques et écologiques pastorales d'environ cinquante millions de personnes actives dans le pastoralisme restent méconnues des politiques. La marginalité des pasteurs, techniquement et politiquement produite, aggrave la situation des plus vulnérables qui ne peuvent ni transhumer ni migrer. Dans un espace de plus en plus contraint par l'augmentation de la densité démographique et la pression foncière, les mécanismes collectifs de sécurisation, tels que la mobilité et la réciprocité de l'accès aux ressources nécessitent d'être compris et accompagnés par les politiques. Pour tenir compte des unités sociales et écologiques pertinentes et opérationnelles, la recherche et l'action sur le rapport pastoral aux ressources doivent réviser certains principes agronomiques qui conduisent les politiques à rechercher l'intensification des productions – ou l'augmentation des rendements- par une activité sédentaire dans un milieu stabilisé, voire artificialisé; à considérer que la sécurité foncière dépend d'une appropriation exclusive et de titres formels.

Au-delà du cas du pastoralisme, la gestion des communs et les capacités adaptatives intéressent des politiques qui doivent traiter les droits sur le vivant, la production et le renouvellement des ressources. De nos jours les programmes de développement portés par des institutions internationales (FAO, Banque Mondiale) se réfèrent généralement aux approches issues de l'International Association for the Study of Common Property (IASCP) qui s'est institutionnalisée autour des travaux d'Ostrom en intégrant les apports de disciplines telles que le droit, l'anthropologie, les sciences politiques, en dernier lieu l'écologie, pour lancer les travaux sur les systèmes socio-écologiques. Des approches différentes placent les rapports de pouvoirs au centre et à la base des rapports sociaux autour du vivant<sup>368</sup>. La diversité de ces approches est de bon augure pour le renouvellement des idées et prouve que ces enjeux cruciaux ne sont pas cantonnés aux idées et aux politiques classiques du monde du développement.

---

<sup>368</sup> Cannon T, Müller-Mahn D, 2010. "Vulnerability, resilience and development discourses in context of climate change." *Natural Hazards* Vol 55. Pp 621-35. doi 10.1007/s11069-010-9499-4.

Bechtold B, 2015. "Introduction: Beyond Hardin and Ostrom New Heterodox Research on the Commons." *Review of Radical Political Economics*. Vol 1, n° 4.

---

## D) LE PAIEMENT DE L'EAU AU FERLO : ENJEUX ANTHROPOLOGIQUES ET POLITIQUES

---

L'accès à l'eau potable et l'abreuvement du bétail sont au cœur d'enjeux multiples<sup>369</sup> : condition de base à la simple vie humaine et animale bien sûr, enjeu de pouvoir local et national, et de cohésion entre usagers ayant-droits et étrangers. Dans le champ de la recherche, la gestion de l'eau renvoie à des débats anthropologiques, économiques, écologiques et juridiques sur ce qui fait ressource, sur les notions de propriété, de maîtrise, sur l'action collective, sur la genèse et l'application des règles. L'hydraulique pastorale au Sahel, que ce soit la réforme de gestion des forages au Sénégal ou les interventions d'hydraulique au Tchad, illustrent bien un aspect des interactions entre les doctrines du monde du développement et les dynamiques sociales en milieu pastoral. Deux champs d'analyse sont abordés ici : celui des perceptions et des pratiques des acteurs, et celui du système politique et social qui produit et reçoit l'aide.

D'un point de vue anthropologique, il n'est pas étonnant ni illégitime qu'un ingénieur, un fonctionnaire, un élu, un pasteur ou un chercheur aient des savoirs et des intentions différentes sur les ressources et leur maîtrise, ni que ces idées évoluent avec le temps. Il peut être utile –voire plaisant- de les décoder en analysant symétriquement les constructions sociales chez tous les acteurs, comme les chapitres précédents ont tenté de le faire à propos des représentations historiques du pastoralisme, puis des notions contemporaines de risque et d'incertitude. La recherche sur le développement est soumise à cette analyse au même titre que les autres acteurs, malgré son statut particulier : productrice d'un discours académique autonome, elle est pourtant liée aux autres acteurs par des relations d'interdépendance que l'on a commencé à montrer dans le chapitre deux : acteurs de l'aide et agents politiques utilisent les résultats scientifiques selon des modalités diverses, plus ou moins tactiques<sup>370</sup> ; réciproquement, la recherche fonde ses questions sur des enjeux socialement enracinés, nourrit ses résultats par des cas d'étude et dépend de plus en plus structurellement de financements extérieurs. Cette sous-partie tend à montrer que les opérations d'hydraulique

---

<sup>369</sup> On n'évoquera pas ici des nouveaux enjeux économiques, sociaux et fonciers aiguisés par l'extension des zones irriguées pour l'agriculture.

<sup>370</sup> Weiss, C.H.1979, Op.Cit.

et de développement pastoral en général renvoient à une opposition entre d'une part un effort politique de spécialisation et de désencastrement des systèmes de production associés à la modernisation, et d'autre part des pratiques et un mode de vie qui gèrent des ressources intégrées, collectives et variables : par exemple l'assignation spécialisée des espaces versus la mobilité pastorale dans des territoires hétérogènes ; la dissociation technique et économique des usagers, versus une gestion sociale de l'eau ; enfin la dissociation des ressources (eau, pâturages), versus leur intégration dans des unités écologiques.

Par ailleurs, l'analyse scientifique dans ce contexte a une responsabilité accrue. Au Sahel, les formes de gestion de l'eau sont le produit de compromis entre des groupes complexes d'acteurs, où l'aide publique au développement tient aujourd'hui un rôle majeur, tant à travers les modèles de gestion qui sont préconisés qu'à travers la rente qu'elle procure à certains acteurs. Montrer la diversité et les dynamiques des perceptions et des pratiques conduit à mettre en cause l'efficacité des actions et leur pertinence.

Les projets d'hydraulique villageoise ou pastorale au Sahel ont fait l'objet d'innombrables évaluations plus ou moins critiques, indépendantes ou internes, de suivi ou rétrospectives. Leurs bilans se sont centrés à juste titre sur le point d'impact local des ouvrages et des projets, en analysant les effets, l'efficacité, l'efficience, la durabilité des ouvrages, selon des indicateurs et des procédures normés à travers les modifications des pratiques villageoises et pastorales. En comparaison avec la prolifération des études de projets et d'évaluation, on trouve moins d'explications sur comment et pourquoi peut se reproduire aussi longtemps le système d'aide (hydraulique) dans son ensemble : de la conception des actions d'hydraulique par les bailleurs, à l'usage local des projets en passant par le système de financement tissé par l'internationale de l'aide. Les résultats synthétisés ci-dessous portent sur ce champ de questionnement, qui dépasse l'analyse du fonctionnement de l'aide comme un marché, pour interroger la reproduction élargie du système dont l'aide fait partie.

---

## 1- HYDRAULIQUE PASTORALE : DE LA FRAGMENTATION DES ESPACES AU DESENCASTREMENT DES RESSOURCES.

---

Les formes locales de gestion de l'eau au Ferlo du Sénégal s'inscrivent dans une histoire des aménagements à grande échelle. En effet, avant de définir les règles de gestion des eaux souterraines, les politiques ont commencé par fournir l'eau depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle, au

moyen d'ambitieux programmes d'hydraulique pastorale au Sahel qui se poursuivent aujourd'hui. Les politiques d'hydraulique pastorale en Afrique ont constitué le deuxième front des politiques sous-sectorielles d'élevage, après les campagnes de vaccination du début du XX<sup>e</sup> siècle : une fois atténuée la contrainte sanitaire, il fallait lever la contrainte en ressources sur un cheptel désormais accru par la prophylaxie vétérinaire. Les interventions hydrauliques devaient fournir le moyen de lever les contraintes en eau du milieu, et de sédentariser les troupeaux et les populations. Au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, l'hydraulique pastorale servait un double objectif à travers la sédentarisation : d'une part aménager les territoires selon la *vocation* qui leur était assignée, y contenir les populations mobiles, et permettre aux régions plus arrosées de se développer selon une *vocation* agricole où les troupeaux étaient perçus comme une gêne. D'autre part, la localisation et l'inscription administrative de populations sur un territoire avaient un enjeu politique et fiscal pour les Etats. Les impacts des ouvrages hydrauliques, forages, puits, sur l'économie pastorale ont été précisément étudiés par de nombreux travaux empiriques, monographies, évaluations de projets de développement<sup>371</sup>. La réalisation des ouvrages d'hydraulique pastorale s'inscrivait dans un projet de fragmentation et d'homogénéisation territoriale particulièrement visible au Sénégal.

Au nord du pays, les aménagements du fleuve Sénégal destinés à la riziculture irriguée ont supprimé les pâturages saisonniers de décrue, affaibli la complémentarité des usages entre les rives et les différents sous-espaces au Sud, créé et cristallisé des oppositions entre deux espaces<sup>372</sup>. Le régime des transhumances pendulaires nord-sud s'est interrompu entre les pâturages du Waalo, au Nord, jadis laissés à découvert par la décrue du fleuve, et les pâturages sablonneux du Jeeri, au Sud, utilisables en hivernage grâce aux mares temporaires. Ces pratiques d'aménagement (*land sparing*, dans la littérature anglophone spécialisée) sont aujourd'hui discutées pour leur impact sur la production, sur la biodiversité et la conservation

---

<sup>371</sup>Baroin C, Tidjani Alou M, 2011. "L'accès à l'eau en Afrique subsaharienne: au-delà des modèles, une pluralité d'innovations locales." *Mondes en développement*. N° 155. Pp 7-22.

Thébaud B, 1990. "Politiques d'hydraulique pastorale et gestion de l'espace au Sahel." *Cah. Sci. Hum.* Vol 26 (1-2). Pp 13-31.

Ickowicz A, Aminou BK, Ancey V, Azoulay G. *Rapport d'évaluation externe rétrospective. Projet d'hydraulique pastorale dans le Borkou-Ennedi-Tibesti Phase II*. Montpellier: CIRAD, 2010a.

<sup>372</sup>Santoir C, 1983. *Raison pastorale et politique de développement: les Peuls sénégalais face aux aménagements*. Travaux et Documents de l'ORSTOM n° 166.

Touré O, 1986. *Peul du Ferlo*. Editions L'Harmattan.

de l'environnement, et souvent opposées à une conception et une politique de partage et de mosaïque de territoires (*land sharing*)<sup>373</sup>. Par ailleurs, le maillage des forages puis le langage administratif ont unifié plusieurs territoires (Koyaa, Cayor, Fuuta, Ferlo, Djoloff, Jeeri, ...) assimilés à une seule « zone pastorale » sous le nom générique de Ferlo, sur un transect allant de moins de 300 mm de pluies annuelles en moyenne à l'extrême nord, à plus de 400 mm au Sud. Dans un souci de productivité et de compétitivité des productions animales, les projets de développement ont étendu ce processus de fragmentation et de spécialisation spatiale au sein des systèmes d'élevage dans les années 1970, suivant le schéma de stratification régionale des productions animales. Selon ce modèle, la zone la plus aride (au nord de l'isohyète des 400 mm) avait une vocation d'élevage naisseur ; les éleveurs des régions méridionales plus arrosées avaient pour rôle d'élever les veaux achetés aux pasteurs du Nord ; enfin les exploitants des régions les mieux pourvues en pâturages et les plus proches des marchés devaient se spécialiser dans la « finition » des bœufs destinés aux abattoirs. Le domaine sahélo-soudanien était donc organisé théoriquement du Nord au Sud en sous-espaces agro-écologiques et économiques spécialisés.

Mais ce modèle a massivement échoué, car il n'a pas tenu compte des réalités socio-économiques pastorales, notamment le mode de gestion des risques adopté par les familles pastorales au nord, peu enclines à décapitaliser leur troupeau sans garantie, mais également l'intérêt des femmes pour la production laitière et les revenus qu'elle leur procure au sein de la division domestique du travail, et les contraintes des régions les plus méridionales dont l'activité d'élevage était faiblement orientée vers le marché.

Début 1957, on comptait déjà 51 forages au Ferlo, propriété de l'État, dont les frais de fonctionnement et d'entretien ont toujours été à la charge du budget du Sénégal. Les travaux utilisaient une technique américaine pour atteindre la profonde nappe maestrichtienne<sup>374</sup>.

---

<sup>373</sup> Phalan B, Onial M, Balmford A, Green RE, 2011. "Reconciling food production and biodiversity conservation: land sharing and land sparing compared." *Science*. Vol 333, n° 6047. Pp 1289-91.

Grau R, Kuemmerle T, Macchi L, 2013. "Beyond 'land sparing versus land sharing': environmental heterogeneity, globalization and the balance between agricultural production and nature conservation." *Current Opinion in Environmental Sustainability* Vol 5, n°5. Pp 477-83.

Fischer J, Batáry P, Bawa KS *et al.*, 2011. "Conservation: limits of land sparing." *Science* Vol 334, n° 6056. Pp 593-593.

<sup>374</sup> L'aquifère maestrichtien, situé entre 40 et 400 m de profondeur et couvrant l'ensemble du Ferlo, aurait une capacité de 300 à 400 milliards de m<sup>3</sup>, et une capacité de recharge de 200 millions de m<sup>3</sup>/an : Hoang-Gia L., Thiaw A.D., Touré C.S., Ndour B., Touré A., Thiombane C. [2004], *Projet Eau à Long terme : élaboration d'un*

Réalisations spectaculaires et photogéniques, les forages profonds ont bénéficié facilement d'inscriptions budgétaires substantielles lors des différents plans de développement économique et social. Pour la gestion et l'entretien des ouvrages, il n'en a jamais été de même: l'obtention de crédits a toujours été très difficile. Dès 1957, ce volet financier de l'entretien des forages devenait une lourde charge pour le budget du Sénégal. Dès cette époque transparaît l'arrêt plus ou moins proche de certains moteurs de forage à bout de souffle et l'incapacité du gouvernement à assurer sur ses crédits le fonctionnement normal des nouvelles installations.

Le déficit budgétaire fit que, dès fin 1956, l'administration de Saint-Louis envisagea de faire payer l'eau des forages. La rumeur parvint très vite à la connaissance de certaines collectivités d'éleveurs. Le 19 janvier 1957, le chef du territoire visitait le forage de Tatki. Tous les éleveurs de la zone d'influence du forage se donnèrent le mot et, avec une discipline jamais connue jusqu'à aujourd'hui, tous s'abstinrent d'envoyer leurs bêtes aux abreuvoirs. Ce fut un signal extrêmement fort envoyé aux autorités pour leur montrer qu'il n'était pas réaliste de faire payer l'eau. Cette époque fut marquée par un grand débat : « peut-on envisager de faire payer l'eau des forages profonds au Sahel sénégalais ? »<sup>375</sup>. Le débat initié en 1956 ne devait connaître une avancée significative dans le sens du paiement de l'eau des forages qu'en 1984, avec la création imposée de comités de gestion de forage, par l'État et les projets de développement. Ces comités avaient pour principale mission l'approvisionnement en carburant et lubrifiant. Au tournant des années 2000, dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement, le Programme d'Eau potable et d'Assainissement du Millénaire (PEPAM) concernant les territoires raccordés et 42% de la population, la Réforme de Gestion des Forages motorisés (REGFOR) financée par l'AFD et la Banque Mondiale à partir de 1999, puis la création imposée des associations d'usagers des forages (ASUFORS) à partir de zones pilotes dans les régions de Thiès et du bassin arachidier, introduisent un mode de recouvrement local et un partenariat public-privé, combiné à une gestion collective locale.

---

*document de stratégie pour la réalisation à l'horizon 2015 des objectifs du millénaire pour le développement. Vol. 1 : État des lieux. Ministère de l'agriculture et de l'hydraulique, République du Sénégal, 291 p.*

<sup>375</sup> André D. *Éléments de réflexion pour une analyse des conditions d'extension de la réforme des forages motorisés en zone sylvo-pastorale* PAPF – GTZ-ECO-IRAM, 2005. 10 p.

Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, les opérateurs du développement ne justifient plus toujours les réalisations d'hydraulique pastorale par la sédentarisation des populations mais parfois à l'inverse, par la sécurisation d'une mobilité reconnue comme nécessaire, et par une gestion concertée de l'espace et des ressources naturelles<sup>376</sup>, comme au Niger ou au Tchad, pays plus pastoraux que le Sénégal par l'ampleur des parcours de transhumance, et le poids démographique des populations pastorales.

#### **Encadré 5 : Projets d'hydraulique pastorale : objectifs et réalités**

Les ouvrages d'hydraulique pastorale (puits, forages, mares surcreusées) sont désormais parfois conçus et mis en œuvre pour sécuriser la mobilité des troupeaux pastoraux le long des axes de transhumance, et non pour les sédentariser. Ainsi, l'Agence Française de Développement revendique la conception de projets d'hydraulique pastorale, assistée par la recherche et la consultance périphérique, leur financement et leur mise en œuvre au Tchad et au Niger depuis la fin des années 1990 pour sécuriser la mobilité et améliorer les conditions de vie des populations pastorales. Toutefois, les déclarations techniques et politiques nationales dans les pays concernés distinguent d'une part le progrès des infrastructures sur leur territoire, et d'autre part la « vocation » du pastoralisme à créer le moins d'encombrement possible, comme nous en avons été témoins au Tchad. Entre les institutions d'aide et les Etats souverains, ces interventions pourraient donc marquer un hiatus, mais la manne de l'aide le résout avant qu'il ne pose problème. En réalité elle court-circuite toute opposition structurée de la part d'administrations affaiblies ou de ce qu'on appelle la société civile. Les interventions publiques nationales ou étrangères en hydraulique pastorale apparaissent encore trop souvent comme des projets techniques sectoriels confrontés à la complexité sociale. Même lorsque l'hydraulique pastorale est conçue comme un outil de sécurisation de la mobilité, et non plus une incitation à la sédentarisation, l'hypothèse économique implicite de nombreux projets relie directement les bénéfices attendus des puits et des forages au bien-être humain et à la croissance économique. En se référant au développement humain et aux réalités écologiques des milieux arides, il faut contester cette relation linéaire et automatique. Une politique territoriale d'intérêt commun intégrant les réalités écologiques, les conditions de vie et les besoins universels des populations est

---

<sup>376</sup> Bonnet Bernard, Banzhaf Mathias, Giraud P-N, I. M. 2004. *Analyse des impacts économiques, sociaux et environnementaux des projets d'hydraulique pastorale financés par l'AFD au Tchad*. Paris: AFD.

*Projet Almy Bahaim, « De l'eau pour le bétail ». Rapport trimestriel d'activité. Phase 3, Tchad Oriental. Groupement Burgeap/IRAM/Agritchad, 2005a.*

nécessaire pour remplacer des interventions encore trop souvent sectorielles, multiples et non coordonnées.

Au fur et à mesure des aménagements hydrauliques du XX<sup>e</sup> siècle au Sénégal, les systèmes d'élevage des différents lignages peuls et d'autres populations ont accompagné les nombreux et profonds changements de leur environnement. Au Nord du Ferlo, les deux lignages traditionnels (les Fulbé Jeeri et les Fulbé Waalo), composés respectivement de 13 et 11 fractions, se sont largement réorganisés sur le territoire pastoral après la transformation des parcours de transhumance<sup>377</sup>. Dans le *Jeeri* sablonneux et enclavé, les forages creusés dès les années 1950 ont créé des aires de desserte permanentes, dans lesquelles la majorité des éleveurs ont réorganisé leurs parcours de saison sèche, abandonnant les anciennes transhumances vers la vallée du fleuve au profit d'un déplacement saisonnier de plus faible rayon<sup>378</sup>. Dans la vallée du fleuve et plus largement dans la partie *waalo*, ils ont dû s'adapter à une véritable révolution agricole. Certains d'entre eux se sont davantage impliqués dans l'agriculture irriguée, voire dans l'agro-industrie<sup>379</sup>. Dans le Djoloff, les Jengelbé autour de Dahra furent identifiés comme le lignage le plus anciennement dominant<sup>380</sup> par leur implantation et leur possession de bétail. Maures éleveurs ou commerçants sont présents dans le Nord, agro-pasteurs et transhumants Sérères, Wolofs du Baol, se localisent dans le Sud. Cette population organisée en lignages ordonnés entre eux par des liens historiques et politiques a régulé parcours et séjours suivant des droits prioritaires et de réciprocité qui ont profondément évolué avec les transformations de l'espace sous l'influence du climat, des infrastructures et des compétences foncières des collectivités locales.

---

<sup>377</sup> Touré, O. 1986, Op.Cit.

<sup>378</sup> Barral H, Bénéfice E, Boudet G *et al.*, 1983. *Systèmes de production d'élevage au Sénégal dans la région du Ferlo: synthèse de fin d'études d'une équipe de recherches pluridisciplinaire*. GRIZA/LAT-ISRA ; GERDAT/ORSTOM, 172 p.

<sup>379</sup> Tourrand J, 1993. "Le développement de l'agriculture irriguée et la transformation de l'élevage dans la région du delta du fleuve Sénégal." Thèse de Doctorat. Université de Paris VI, Paris, France.

<sup>380</sup> Dupire M. 1957. Op.Cit.

Les analyses économiques de la gestion de l'eau en milieu pastoral se fondent souvent sur le postulat que l'eau est un bien collectif dont l'accès est généralement partagé et souvent gratuit et sur l'analyse coût-bénéfice des stratégies individuelles. L'ambiguïté du statut de la ressource (gratuite, naturelle, commune, collective) et la conviction que les sociétés se gouvernent à partir de stratégies individuelles rationnelles, fondées sur un calcul du coût-bénéfice, ont conduit à analyser l'usage des ressources partagées sous l'angle de la « tragédie des communs »<sup>381</sup>, selon lequel le comportement individuel provoque la surexploitation et la destruction d'une ressource commune. Rarement un article de socio-biologie a connu une telle postérité au-delà de sa discipline, justifiant à partir de la fin des années 1990 des opérations d'immatriculation foncière en particulier en Afrique, impliquant la formalisation de droits exclusifs de propriété selon la logique du continuum : propriété exclusive et titrisation => sécurité => investissement => développement. L'article de Hardin a suscité de nombreuses réfutations empiriques et théoriques<sup>382</sup>. Pourtant, la référence à la « tragédie des communs » continue de structurer le débat international, et cette expression est devenue aussi courante qu'imprécise à propos des biens publics, communs ou collectifs. L'abondante littérature scientifique et institutionnelle étudiant les capacités d'auto-organisation des usagers pour une gestion durable des ressources partagées, en premier lieu le courant de recherche sur les « Common Pool Resources » continue à se référer, pour la réfuter, à la thèse de Hardin comme à un travail fondateur. Cette continuité s'explique peut-être par le fait que ces travaux partagent le même cadre d'analyse en termes de coût-bénéfice, quel que soit le raffinement apporté par les travaux sur l'action collective et la coordination. Pour dépasser la force évocatrice de l'expression de Hardin, et refonder des politiques environnementales

---

<sup>381</sup> Hardin G, 1968. "The tragedy of the commons." *Science* Vol 162. Pp 1242-8. « *The tragedy of the commons: the population problem has no technical solution; it requires a fundamental extension in morality* ». Son pronostic était le suivant: "*The rational user of a commons makes demands on a resource until the expected benefits of his or her actions equals the expected costs. Because each of users ignores costs imposed on others, individual decisions cumulate to a tragic overuse and the potential destruction of an open-access commons*".

<sup>382</sup> Les plus célèbres proviennent du courant de recherche de Bloomington sur les Common Pool Resources et de l'IASCP (International Association for the Study of Common Property) fondée par Elinor Ostrom. Ostrom E, 1996. "Crossing the great divide: coproduction, synergy, and development." *World Development* Vol 24. Pp 1073-87.

Ostrom E, Burger J, Field CB, Norgaard RB, Policansky D, 1999. "Revisiting the commons: local lessons, global challenges." *Science* Vol 284. n° 5412. Pp 278-82.

Ostrom E, 2008. "Frameworks and theories of environmental change." *Global Environmental Change* Vol 18. Pp 249-52.

pertinentes, il est nécessaire de bâtir des cadres d'analyse sur d'autres références en sciences sociales et en écologie.

La tradition d'analyse en termes de coût-bénéfice est ancienne. Les principes économiques coloniaux de l'exploitation du cheptel, ou la gestion des ressources halieutiques se sont longtemps fondé sur le modèle des plantations forestières du XVIII<sup>e</sup> siècle : les forêts représentaient l'exemple d'une richesse dont la croissance naturelle n'exige pas de travail humain ; ce modèle justifiait l'instauration de droits de propriété, pour garantir l'entretien de la ressource et l'accumulation d'un capital « naturel » à long terme<sup>383</sup>. Les représentations coloniales de l'économie pastorale (voir le premier chapitre) facilitaient l'analogie avec de tels modèles en mettant en avant la contemplation pastorale, l'abondance du cheptel et son croît naturel : c'est-à dire en attribuant la production pastorale à la générosité de la nature tropicale, méconnaissant à la fois le travail de production (soin au bétail, éventuellement production de son alimentation, sélection génétique), l'économie réelle (domestique, sociale, marchande) et les contraintes économiques et sanitaires sur la croissance des troupeaux.

Pour prévenir le risque de surexploitation, Hardin préconisait de choisir une option entre la gestion étatique et l'instauration de droits de propriété. Ostrom et ses collaborateurs ont montré que l'éventail des situations réelles est plus large que l'alternative de Hardin. Leurs travaux se sont basés sur des cas comparés en Mongolie, en URSS et en Chine pour faire une analyse critique du pronostic de Hardin, en élucidant sa confusion entre libre accès et propriété commune. Des images satellitaires de la fin des années 1990 montraient que dans deux cas conformes aux solutions préconisées par Hardin, la gestion privatisée (en Chine) et la gestion étatique (en URSS), les dégradations des terres communes étaient plus importantes que dans le cas de la Mongolie, où la gestion se faisait par les communautés locales à l'échelle locale. *“Here, socialism and privatization are both associated with more degradation than resulted from a traditional group-property regime »*<sup>384</sup>.

---

<sup>383</sup> Vatin F, 2013. "Le produit de la nature et le temps des hommes: Don, service et rendement." *Revue du MAUSS*. Vol 2, n°42. Pp 221-45.

<sup>384</sup> Ostrom E. et al, 1999. Op.Cit.: 278.

Dans les plantations forestières, le droit de propriété n'a pas empêché la déforestation, ce qui a justifié l'édit de Colbert édictant à partir de 1669 des règles publiques autoritaires dans la gestion des forêts<sup>385</sup>.

Ostrom et ses co-auteurs interprètent les cas des communs en Mongolie, en Urss et en Chine dans le cadre théorique néo-institutionnaliste pour identifier une troisième voie de gestion des biens communs, hors l'Etat et le marché. Les arrangements institutionnels locaux peuvent se montrer plus efficaces et durables sous certaines conditions<sup>386</sup>. La communauté épistémique institutionnalisée autour de l'International Association for the Study of Common Property (IASCP) depuis 1989 a intégré les apports de disciplines telles que le droit, l'anthropologie, les sciences politiques, en dernier lieu l'écologie, dans des travaux sur la résilience des systèmes socio-écologiques. Elle influence des programmes de développement portés par des institutions internationales (FAO, Banque Mondiale). Les travaux d'Ostrom et du courant scientifique sur les ressources communes (*Common Pool Resources*) sont donc devenus désormais incontournables<sup>387</sup> pour penser la diversité des formes de ressources, d'action collective, et de propriété commune<sup>388</sup>.

Cependant, sa consécration a stimulé des analyses critiques venues de divers horizons intellectuels. Du côté de la sociologie économique, viennent les critiques du cadre de l'individualisme méthodologique mis en œuvre avec la théorie des jeux, des choix rationnels et les calculs de coût-bénéfice<sup>389</sup> ; les ambiguïtés et l'usage de références inconciliables dans les travaux ostromiens, d'un côté l'école des choix publics et les influences libertariennes (Hayek, cité par V. Ostrom) pour critiquer les dérives de l'Etat centralisé, et de l'autre des

---

<sup>385</sup> Vatin, F., 2013. Op.Cit : 240.

<sup>386</sup> Ces conditions sont devenues canoniques dans la littérature sur les communs : des limites définies ; des restrictions d'accès couplées à des droits ; la responsabilisation des usagers dans l'élaboration des règles, leur contrôle, la sanction graduelle des infractions, des mécanismes de résolution des conflits.

<sup>387</sup> Par des instances aussi variées que la Banque de Suède, qui lui a décerné en 2009 son prix « en mémoire d'Alfred Nobel », par la communauté scientifique au-delà du courant de recherches sur les « Common Pool Resources » publié dans les revues scientifiques les plus prestigieuses, par les programmes des institutions de développement, ou par la revue de la Régulation qui lui a consacré un numéro à l'automne 2013.

<sup>388</sup> Orsi F, 2013. "Elinor Ostrom et les faisceaux de droits: l'ouverture d'un nouvel espace pour penser la propriété commune." *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*. Vol 14.

<sup>389</sup> Baron C, Petit O, Romagny B, 2011. "Le courant des "Common-Pool Resources": un bilan critique." *Pouvoirs, sociétés et nature au sud de la Méditerranée, Paris/Tunis, Editions INRAT/IRD/Karthala*. Pp 29-51.

références au gouvernement polycentrique (Polanyi), pour développer l'étude de formes intermédiaires de régulation. De plus, on peut reprocher au modèle Ostromien de ne pas étudier la genèse des institutions communautaires et de s'en tenir à des archétypes peu étayés empiriquement. Ostrom est même victime de la célébrité et sert parfois de produit d'appel dans des publications qui n'apportent pas grand-chose à la connaissance des ressources communes. Une lecture très libérale<sup>390</sup> utilise ainsi Ostrom pour distinguer le commun de l'arrangement contractuel (« seule option permettant d'exclure les déviants » selon cette thèse), alors que le modèle d'Ostrom les confondrait ; cette lecture réfute surtout l'idée selon laquelle le marché serait forcément adossé à un pouvoir public.

En définitive, la critique la plus sévère faite à ce courant de recherche et ses satellites ne porte pas sur les limites de son objet ou sur sa construction théorique : il s'agit d'une accusation d'imposture. Malgré des précautions « *pour apparaître aux marges de la pensée économique dominante* »<sup>391</sup>, les écrits ostromiens s'inscrivent sans rupture épistémologique dans une vision propre à l'économie néo-classique et les archétypes construits comme des études de cas prétendant contrer les dogmes de l'Etat ou du marché n'échappent pas à un dogmatisme simplificateur, sur la participation, ou sur le fonctionnement de « communautés » imprécises et idéalisées. Sur ce dernier point d'ailleurs, l'anthropologie a cheminé de manière indépendante.<sup>392</sup>

La critique de l'individualisme méthodologique est largement connue quand il s'agit de comprendre les transformations sociales ; ici l'analyse des gestions de l'eau renvoie aux processus cognitifs utilisés pour imposer le changement, identifiés plus haut : exportation de modèles, assignation de vocations spatiales ou économiques, simplification des sociétés visées. Les modèles de gestion de l'eau exportés par l'aide se réfèrent à des conceptions de l'efficacité forgées par l'histoire de l'industrialisation et tenues pour universelles ; ces modèles assignent une vocation spécialisée aux espaces et isolent les ressources les unes des autres et

---

<sup>390</sup> Block W, Jankovic I, 2016. "Tragedy of the Partnership: A Critique of Elinor Ostrom." *American Journal of Economics and Sociology* Vol 75, n°2. Pp 289-318.

<sup>391</sup> Baron et alii, 2011, Op.Cit.

<sup>392</sup> Olivier de Sardan J-P, Dagobi AE, 2000. "La gestion communautaire sert-elle l'intérêt public?" *Politique africaine* Vol 80. Pp 153-68. Les auteurs se basent sur des enquêtes solides pour définir une gestion communautaire et balayer quelques illusions sans citer les auteurs du courant des Common Pool Resources.

de leur usage social ; ce faisant, ils opèrent une simplification dans la représentation des pratiques assignées au changement.

## 2- LES CHOIX RATIONNELS, LE CALCUL COUT-BENEFICE ET LA GESTION DE L'EAU.

---

Une grille d'analyse des stratégies individuelles définissant les acteurs d'une « communauté » comme des *agents* socialement égaux, principalement caractérisés par leur niveau d'auto-organisation et leur degré de droits ne rend pas compte de la différenciation sociale, des rapports de pouvoir entre groupes locaux et avec les intervenants extérieurs, de l'incertitude, et des interactions entre unité domestique et productive pastorale, bailleurs de fonds et Etat. Dans de nombreuses zones rurales africaines, où le volume de consommation des usagers n'est pas connu, l'absence de compteurs d'eau a incité à une tarification négociée, forfaitaire par ménage, avec des ajustements réguliers permettant de couvrir les dépenses d'entretien des ouvrages. Le Ferlo n'y échappait pas, jusqu'à la création imposée dans les années 2000 d'associations d'usagers des forages (ASUFORS), instruments d'une réforme de la gestion de l'eau rurale (REGEFOR)<sup>393</sup> étendue au Ferlo à partir du bassin arachidier, au moyen de l'installation de compteurs d'eau. Les associations d'usagers ne forment pas une « communauté » (ressortissants de la commune ? usagers réguliers ou occasionnels du forage ? lignage peul ? société pastorale au sens le plus large ?), mais elles ont créé une nouvelle frontière entre les usagers. Le coût réel d'accès à l'eau varie de 1 à 4 entre les usagers d'un même forage, le plus souvent en faveur des grands éleveurs<sup>394</sup>. Les mouvements de transhumance compliquent aussi l'efficacité du système forfaitaire. L'éleveur en partance doit déclarer auprès des gestionnaires de son forage d'origine le nombre de têtes de bétail soustraites de l'abreuvement, pour diminuer sa facture mensuelle. De même, il devrait les déclarer dès leur retour au forage. Les mouvements se font souvent à la fin du mois écoulé de consommation et avant la date du paiement. Dans la même logique, des retours à l'abreuvoir ne sont déclarés que le mois suivant. Les transhumants en provenance hors de la zone sont

---

<sup>393</sup> Réforme de gestion des forages motorisés ruraux, entrée en application depuis 1999, sur financement de l'Agence Française de Développement (AFD) puis de la coopération belge.

<sup>394</sup> Une enquête extensive menée en 2008 sur 80 forages auprès de résidents et de transhumants. Ancey V. et al, 2008, Op.Cit.

parfois soumis à un tarif exorbitant en cas de nécessité. En cas d'extrême pression sur les ressources, et vis-à-vis « d'étrangers » en position de faiblesse, les gestionnaires d'un forage augmentent le prix d'accès à l'eau : la formule qui s'impose au transhumant de passage est appelée « *yarne yawtu* » (abreuver et partir). La transhumance inter-forages place les éleveurs dans des situations très variées. Les tarifs de l'eau peuvent être alignés sur les prix pratiqués pour les ressortissants du forage, comme ils peuvent être surtaxés. Les redevances mensuelles dues et non acquittées restent souvent impayées, car il est socialement difficile pour les responsables des comités de gestion des forages d'exercer des pressions sur les débiteurs pour recouvrer les créances.

L'hypothèse du calcul de coût-bénéfice provient directement de l'hypothèse de rationalité procédurale et des stratégies individuelles d'un homo economicus. Les éleveurs sont victimes d'un réductionnisme après l'autre. Historiquement considérés comme a-économiques, désormais attendus sur des comportements comptables considérés comme universels. Bien que les travaux néo-institutionnalistes de Ostrom<sup>395</sup>, son équipe et ses successeurs se démarquent de Hardin en mettant en évidence les capacités d'auto-organisation à gérer des ressources de manière durable, grâce notamment à l'information et l'interconnaissance entre les usagers des communs à l'échelle locale, leur réfutation s'inscrit dans la même logique d'analyse coût-bénéfice, en raffinant la représentation du calcul individuel par la coordination entre acteurs.

La réduction provient du fait que ce calcul ne représente qu'une partie de l'activité économique et sociale, en coexistence avec des éléments de natures différentes dans la comptabilité villageoise, comme dans les stratégies individuelles. Mais le double langage pratiqué dans les arènes de l'aide et de l'action publique peut tromper des observateurs pressés –ou désirant avant tout confirmer leurs pré-supposés et leurs attentes -. Certes, au Ferlo, au nom de l'efficacité comptable et économique, beaucoup de forages fonctionnent désormais officiellement sur l'estimation de la consommation mensuelle. Une fois par an, le

---

<sup>395</sup> *"When resource users interact without the benefit of effective rules limiting access and defining rights and duties, substantial free-riding is likely: overuse without concern for the negative effects on others, and a lack of contributed resources for maintaining and improving the Common Pool resources itself »; "Whether the users themselves are able to overcome the higher level dilemmas [...] depends on the benefits they perceive [...]"* Ostrom E., 1999. Op.Cit : 279 ; *"expectations of rising resource prices encourage better management, whereas falling, unstable or uncertain resources price reduce the incentive to organize and assure future availability"*

nombre de têtes de bétail et de charrettes par ressortissant du forage est « compté » – ou du moins, déclaré. Ces unités, multipliées par le tarif par tête (100 FCFA/mois/bovin, 30 FCFA/mois/petit ruminant, et 600 FCFA/ volume de 100 l de chambre à air) permettent de calculer le forfait mensuel dû par usager. Certains éleveurs mentionnent en effet un prix global de l'abreuvement du troupeau au forage (entre 2000 et 24 000 FCFA), souvent basé sur un « recensement » local du bétail. Il existe aussi un forfait pour la consommation d'eau de la famille (90 % des éleveurs paient entre 200 et 5 000 FCFA/mois, avec une valeur médiane de 1 000 FCFA). Les collecteurs du comité de gestion du forage encaissent le montant mensuel. Ce système de facturation laisse des ouvertures aux irrégularités. Il n'est pas garanti que tous les usagers, a fortiori le cheptel, soient recensés. Sous prétexte que les petits ruminants ne vont pas au forage pour boire, leur total est souvent remplacé par le volume de la chambre à air servant à leur abreuvement. Les charrettes ne sont pas identifiées et le nombre réel de voyages par jour n'est pas contrôlé. De plus, en pratique l'abreuvement ne se fait pas exactement à partir d'un robinet à compteur : dans la plupart des cas, l'eau est siphonnée depuis la cuve pour remplir une chambre à air, ou un jerrycan posés sur une charrette, et transportée jusqu'au campement pour la famille et les petits ruminants. Les zébus se regroupent autour des abreuvoirs à proximité du forage. Ces contraintes techniques et ces ruses n'invalident pas la logique rationnelle ; au fond, on peut toujours dire que les acteurs mesurent leur intérêt dans des conditions singulières qui sont les leurs, avec les moyens de négociation et de ruse dont ils disposent. Mais l'opération touche à la tautologie, tant elle réduit la complexité et la diversité à une fonction économique simple. En dépit de la rationalité reconnue aux usagers dans tous les contextes, les stratégies d'usage ne se fondent probablement nulle part seulement sur un calcul de coût-bénéfice ; ou elles s'y résument partout, si l'on réduit tout le social à la dualité coût-bénéfice ou au calcul d'intérêt, en faisant entrer de force dans cette figure toutes les relations sociales et les stratégies d'acteurs, renonçant à la précision et à appeler les choses par leur nom.

Au-delà des causes techniques d'irrégularité vis-à-vis du modèle de gestion comptable, le montant de la cotisation est fixé d'une manière fondamentalement différente, tenant plus aux rapports sociaux qu'à une mesure directe ou indirecte (le volume d'eau, ou le nombre de têtes). Ce qui est en jeu pour l'éleveur, c'est de s'acquitter d'un *droit d'accès* au forage au moindre coût, et non de payer au prorata d'une quantité d'eau. Ce deuxième cas de figure n'a

pas de sens selon les règles religieuses musulmanes, et serait pratiquement incalculable en raison du type de rapport au bétail <sup>396</sup>. Les procédures se référant à un « prix par tête » selon le modèle imposé sont un paravent tendu par l'éleveur et le responsable du compteur devant les injonctions de la réforme de gestion des forages, qui occulte la manière dont ces derniers s'acquittent de leur « droit d'accès ».

Un autre facteur intervient dans la formation du prix de l'eau : en saison sèche, les gestionnaires des forages tentent de réguler la charge animale sur les pâturages de leur terroir, au besoin en fixant un prix de l'eau dissuasif pour les transhumants. Le prix final de l'eau intègre les rapports sociaux entre gestionnaires et usagers, la régulation de l'accès aux pâturages, et n'est lié qu'indirectement au volume d'eau consommé. Ces fluctuations des prix ont pu être interprétées comme des preuves de la rationalité économique des gestionnaires de forages, capables de spéculer sur la demande des usagers. Elles renvoient plutôt à une perception intégrée des ressources. Au-delà, elles renvoient à l'enjeu fondamental d'assurer un bien essentiel à la vie quels que soient les conditions économiques des populations.

### 3- CE QUI FAIT RESSOURCE EST CONSTRUIT SOCIALEMENT.

---

Le pastoralisme repose « sur un faisceau de droits s'exerçant sur des ressources généralement dispersées, hétérogènes et aléatoires »<sup>397</sup>, *bundle of rights*, dans le lexique d'Ostrom. Les ressources communes relèvent de droits de maîtrise partagés entre ayants-droits, différents de la propriété exclusive et d'un accès libre anarchique. Les points d'attache, lieux d'origine, où l'empreinte foncière est forte, sont des lieux d'appartenance, de repli et de sécurité, et font l'objet de droits prioritaires, voire d'appropriation. Les territoires de parcours et les points d'eau, spécialement stratégiques, font l'objet de relations passant de la réciprocité à la compétition.

Certains parcours à proximité des points d'attache relèvent d'un droit prioritaire et font l'objet d'un interdit, autour des champs et des points d'eau : la règle du *huurum*. Cet interdit persiste ici et là dans les mémoires, et est invoqué en tant que règle traditionnelle. La réalité

---

<sup>396</sup> Pouillon F, 1988. "Cens et puissance, ou Pourquoi les pasteurs nomades ne peuvent pas compter leur bétail". *Cahiers d'études africaines* Vol 28, n°110. Pp 177-205.

<sup>397</sup> Thébaud, B. 2002. Op.Cit.

de son application est questionnée par certains travaux<sup>398</sup>. On ne sait pas s'il a un jour été appliqué uniformément dans les régions pastorales du Sénégal ; en tous cas, dès l'installation des premiers forages, le maillage régulier des forages a rendu caducs les interdits (huurum) en auréole autour des champs et des points d'eau qui, en contrôlant les parcours, organisaient socialement certaines zones de l'espace agropastoral. Les mouvements se sont réorganisés sans disparaître, la maîtrise et l'accès aux ressources se sont modifiés. Les transformations vont au-delà : en rendant les pâturages accessibles toute l'année, les forages ont attiré des éleveurs allochtones, ce qui a affaibli les règles de réciprocité jusqu'alors usitées dans un entourage familial. Cette dynamique peut être interprétée dans le cadre de l'action collective, où la coordination entre usagers est compromise par un changement d'échelle. Ces pratiques et leurs dynamiques confirment que les ressources partagées en milieu pastoral ne correspondent pas à la définition classique des biens collectifs<sup>399</sup>, selon les deux critères de non exclusion et de non rivalité. L'eau et les pâturages ne sont pas non plus des biens publics selon la définition classique, puisque leur accès se négocie à partir de droits prioritaires. Et pourtant, l'eau n'est pas non plus un bien privé : les éleveurs peuls considèrent l'eau comme un bien de Dieu, à la disposition de tout ce qui vit et a soif. Pour eux, on ne peut concevoir de refuser l'eau et en principe on ne la paie pas, même si le « *Mbaddii* » (redevance pour l'entretien du point d'eau de la communauté) est une tradition peule. Cela étant, les usagers ont pu à l'occasion assumer de lourdes dépenses de réparations pour pallier la défaillance de l'État.

Les jeux d'échelle dans la gestion de la ressource renvoient aux enjeux politiques de la régulation de ces ressources et aux enjeux anthropologiques de la perception de la ressource : notamment pour évaluer leur mesure et leurs limites. L'anthropologie, l'écologie et les expériences empiriques montrent que l'unité des ressources, leur cohérence, leur intérêt et leur usage, voire leur mesurabilité, sont des constructions sociales. La mesurabilité est selon

---

<sup>398</sup> Pouillon F. (1990), Sur la "stagnation" technique chez les pasteurs nomades : les Peul du Nord-Sénégal entre l'économie politique et l'histoire contemporaine, in *Sociétés pastorales et développement*, Cahiers des sciences humaines, vol. 26, Éditions ORSTOM.

<sup>399</sup> Samuelson P, 1954. "The Pure Theory of Public Expenditures." *The review of Economics and Statistics* Vol 36. n°4.

Ostrom et alii un attribut caractéristique des ressources et détermine leur gestion <sup>400</sup>, à côté de la disponibilité, des capacités de stockage, la mobilité des ressources, la vitesse de régénération... Cohérent dans le cadre d'une analyse économique, cette qualité de mesurabilité, comme le caractère commun de la ressource, ne sont pourtant pas des caractéristiques intrinsèques. La comptabilité du bétail et de l'eau renvoient au rapport social à la ressource : son usage et sa construction cognitive.

Les représentations techniques des ressources comme unités discrètes (l'eau, les pâturages) ne correspondent pas à la perception intégrée de l'unité écologique qui fait sens et est utilisée au Sahel. L'eau et les pâturages sont intégrés dans une unité écologique qui fait sens, donc dotée de dimensions sociales d'accès, d'usages et de transmission. Dans la situation actuelle du Ferlo et grâce aux forages, l'eau n'est plus un facteur limitant, toutefois, la gestion des deux ressources eau et pâturages reste inséparable, dans la mesure où le paiement de l'accès à l'eau reste le seul moyen de contrôler l'accès à la ressource limitée qu'est le pâturage. La mobilité, socialement organisée, est un enjeu vital, et peut être considérée comme une autre ressource indispensable au fonctionnement à « l'intégrité fonctionnelle » des systèmes pastoraux, qui impose la réciprocité entre ayants-droits sur l'eau et les pâturages, localisées sur différents parcours.

Le modèle de référence des Associations créées pour la gestion des forages au Sénégal, les Asufor, est une solution partielle de comptabilité qui permet d'afficher le règlement du volume général d'eau consommé. Si l'on considère l'eau comme un bien marchand, sa gestion est régie par la logique du recouvrement des coûts de la mise à disposition. Cela permet théoriquement à la fois un accès équitable entre les résidents et les transhumants et une utilisation de la ressource adaptée à la rareté. Dans les faits, l'installation de compteurs d'eau à côté du château d'eau ou du forage ne suffit pas à vérifier la répartition du volume d'eau consommée entre les usagers. D'autre part, les modes de tarification dits optimaux prennent insuffisamment en considération les aspects de bien-être social, d'équité, et la particularité de l'eau en tant que bien vital. Enfin, ce mode de gestion compartimente la gestion des ressources pastorales : les négociations d'accès ne peuvent plus jouer leur rôle de régulation collective de la ressource, dont l'enjeu est de sécuriser la production, et éventuellement la

---

<sup>400</sup> Ostrom, E., 1999. Op.Cit : p 279.

reproduction du système. Autrement dit, au Sahel ces modes de tarification n'intègrent pas la manière dont s'est socialement construit le système de protection contre l'incertitude ; et cette méconnaissance limite l'efficacité des mesures de gestion imposées.

#### 4- LA FOURNITURE DE L'EAU AU SAHEL ; UN SERVICE DE BASE ...

---

Dans les travaux sur les Common Pool Resources, le rôle du pouvoir public est centré sur l'appui à la décentralisation de la gestion, au pluralisme institutionnel, à la définition d'une instance prioritaire de régulation. Ce cadre d'analyse et de politique d'un pouvoir décentralisé et d'instances subsidiaires sont désormais au cœur de programmes de développement sur les ressources communes. En la matière, l'enjeu majeur dévolu à l'Etat par les travaux du courant des PCR est de définir le niveau de décentralisation et la pluralité des institutions de régulation, dans la ligne de la conception d'un Etat minimal. Dans le contexte d'une politique de développement au Sahel, toutefois, les services de base font défaut et ne peuvent être fournis à l'échelle des territoires par des communautés locales ni par des interventions de développement en dehors d'un cadre général de politique coordonnée. S'agissant de l'eau, on peut se demander si l'auto-organisation collective n'est pas un luxe réservé à des territoires héritiers d'Etats forts, déjà dotés d'infrastructures, de biens et de services fondamentaux, ou encore marqués par le souvenir de ces biens et services, fournis par une instance en charge idéalement de l'intérêt général à long terme, quelles que soient ses insuffisances et ses dérives. Préconiser une auto-organisation d'inspiration libertarienne au nom des processus de l'action collective, qui seraient fondés sur des calculs améliorés de coûts-bénéfices et la rationalité économique, c'est rabattre les singularités sociales, écologiques et historiques sur un substrat néo-institutionnaliste supposé décrire une nature économique universelle. A présenter les « institutions », les « ressources » et les « communautés » comme les éléments d'un puzzle, sans suffisamment les définir, expliquer leurs interactions ni envisager leurs transformations, le risque est également d'ignorer par exemple que l'Etat –ou des bailleurs– ont joué un rôle dans leur fourniture ou leur construction ; que des relations de pouvoirs et d'intérêt relient, traversent et transforment les « groupes » (Etats, bailleurs, population), relations et groupes tous deux plus complexes et hybrides que l'expose la théorie du choix public. C'est ignorer les constructions / destructions par l'histoire, les faits de structure, les ruptures et les idéaux, au profit d'un monde lisse et archétypique où la fourniture des biens

et services est déjà assurée et ne pose pas question, ce qui est loin d'être le cas dans les pays les plus pauvres.

---

## E) UN SYSTEME AXE SUR L'AIDE QUI FREINE LE CHANGEMENT SOCIAL

---

Une analyse micro économique centrée sur les niveaux d'acteurs et un pool de ressources communes risquerait de négliger certains effets de l'Aide Publique au Développement sur les intérêts des acteurs et, en particulier l'effet de l'extraversion politique sur la constitution de mouvements, de confrontations, de négociations, bref, de changement social. La superposition des faisceaux de droits locaux et des règles formalisées par le droit positif intervient en Afrique sub saharienne dans un contexte caractérisé par l'instrumentalisation réciproque entre les gouvernements, les acteurs de l'Aide et les usagers, avec des intersections possibles entre ces groupes stratégiques. Le gouvernement officiellement en charge de l'intérêt général est un acteur institutionnel parmi d'autres, doué « *d'agencité* », d'intérêts et de marge de manœuvre. Le rôle de l'Aide est majeur dans l'arène politique décrite par l'anthropologie du développement. L'international comme ressource, la rente du développement, l'extraversion, sont des termes divers pour évoquer la réalité actuelle. La circulation de fonds et de normes de l'Aide modifie profondément le circuit des rapports de force et d'intérêt : la négociation, l'opposition, le changement social, et les perspectives individuelles ne se jouent pas à l'échelle nationale, ni pour les usagers ni pour le pouvoir. Dans le contexte des pays en voie de développement, la création des instances de gestion est le plus souvent top-down, malgré le discours préconisant la participation ; il est financé par l'aide, et non par le gouvernement qui devrait représenter l'autorité publique.

L'évolution de la gestion des forages au Sénégal se rattache à deux facteurs communs dans tous les pays bénéficiant de l'Aide en Afrique :

- Les politiques de « professionnalisation », depuis le désengagement de l'État dans les années 1980, ont cherché à créer des interlocuteurs privés suppléant aux sociétés publiques ou parapubliques d'encadrement démantelées.

- La politique de décentralisation a mis l'accent depuis le milieu des années 1990 sur le transfert de responsabilités aux collectivités territoriales et aux usagers.

Au Sénégal en particulier, un discours revendiquant la rationalité économique, de la part d'un gouvernement se réclamant du libéralisme depuis 2000, signifie une recherche de privatisation des charges.

Dans un contexte où l'Etat n'appelle pas de positionnement ou de négociation, parce qu'il joue aux yeux des populations un rôle moins important que les interventions d'institutions de développement, qui se sont substituées à l'action publique, le décalage entre les contraintes politiques et les populations ne peut que se perpétuer. Les acteurs ont tout intérêt à privilégier les relations avec leurs fournisseurs d'avantages matériels ou symboliques que sont les opérateurs du développement. Ils jugent logiquement ces interactions plus importantes qu'un dialogue avec des agents d'Etat.

Entre le système d'Aide et les sociétés 'bénéficiaires' (entre producteurs de normes et populations cibles) se perpétue un jeu *d'assignation / d'auto-assignation* doublé d'un effet de recyclage inhérent au milieu de l'aide. Le monde de l'aide a remis en cause plusieurs fois son efficacité et son efficience. Cependant il se reproduit et évolue en se technicisant, grâce à des acteurs publics et privés en nombre croissant<sup>401</sup>. Ce foisonnement d'acteurs et de références ne marque cependant pas une rupture avec le consensus de Washington<sup>402</sup> : l'aide fait référence davantage à la gouvernance qu'au gouvernement, s'inscrivant dans les transformations générales de l'action publique contemporaine, au Nord comme au Sud<sup>403</sup>. En Afrique Sub-saharienne, les frontières entre les champs de l'humanitaire, du développement et des politiques publiques sont redessinées au profit de l'humanitaire et de l'accroissement du rôle des marchés et des investissements privés. Malgré une baisse tendancielle du volume financier, le système de l'aide travaille à sa perpétuation ; acteur majeur de l'action publique, il reste trop souvent aveugle sur les effets sociaux de la rente qu'il représente : stratégies ici, verrouillages là.

\*\*\*\*\*

---

<sup>401</sup> Gabas J-J, Pesche D, Ribier V, Campbell B, 2014. "Nouveaux regards sur la coopération pour le développement et ses transformations." *Mondes en développement*. Vol 1, n° 165. Pp 7-22.

<sup>402</sup> Gabas J-J, Laporte C, 2012. "La pauvreté dans l'agenda des Nations unies." *CERISCOPE* Pauvreté.

<sup>403</sup> Le Galès P, 1995. "Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine." *Revue française de science politique*: Vol 45, n°1. Pp 57-95.

\*

Au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle, la solution alternative à la privatisation des ressources communes la plus connue dans les milieux scientifiques et institutionnels théorise la gestion des communs par les acteurs locaux et les conditions de viabilité des arrangements institutionnels. Cette voie inscrite dans le courant de l'économie néo-institutionnaliste correspond à un contexte politique international caractérisé par l'idéologie d'un Etat minimal, la mise en œuvre inégale de politiques de décentralisation dans les Etats africains, l'essor des méthodes participatives dans les organismes de recherche et dans le milieu du développement. Toutefois, la gestion communautaire des biens communs, confiant à des collectivités ou des communautés locales autonomes la prise en charge des enjeux d'équité, de durabilité et de démocratie ne garantit pas l'intérêt général.

Au-delà des illusions technico économiques sur les normes pratiques des pasteurs, qui sont organisées autour de ressources intégrées, collectives et variables, d'autres hiatus restent à surmonter pour améliorer les politiques de développement<sup>404</sup>. D'abord, les éleveurs manquent de droits fonciers malgré de nouveaux codes pastoraux ou ruraux qui reconnaissent plus ou moins la nécessité de la mobilité, voire mentionnent des droits pastoraux prioritaires sur leurs terroirs d'attache<sup>405</sup>, comme au Niger. D'autre part, le contexte actuel exacerbe la redistribution des rôles vers le privé (associations, ONGs, fondations) amorcée par la libéralisation des politiques dans les années 1980 ; de plus l'enjeu sécuritaire stimule de nouvelles actions au Sahel. La coordination et la concertation entre ces opérateurs devient un enjeu majeur, sans parler de leur « alignement » en cohérence avec des stratégies politiques, requis depuis une dizaine d'années (Déclaration de Paris, 2005). Enfin, s'agissant d'apprécier le changement social, et non l'efficacité de l'aide<sup>406</sup>, dans le contexte africain aujourd'hui caractérisé et structuré par un régime d'aide internationale, il devient clair que les

---

<sup>404</sup> Développement au sens ambitieux de l'amélioration des conditions de vie et d'accès aux biens et services fondamentaux pour le plus grand nombre, liée à une transformation structurelle de l'économie et de la société...

<sup>405</sup> Dans ce corpus, les droits pastoraux sont conditionnés par l'« usage durable » des ressources, qui pose problème : que signifie un usage durable dans milieu incertain et en déséquilibre ? Qui est habilité à l'évaluer ?

<sup>406</sup> Dont on a vu que l'évolution et le volume sont indépendants de son efficacité.

changements sociaux ne se jouent pas seulement entre acteurs nationaux ou régionaux mais se produiront *malgré* l'aide.

## Chapitre 6 : Enjeux politiques du vocabulaire: pauvreté, vulnérabilité, résilience

---

Depuis la fin des années 2000, la notion de résilience a rapidement imprégné le discours de nombreuses institutions d'aide au développement, départements et agences nationales, ONGs du Nord et du Sud, organisations internationales ou régionales<sup>407</sup>, dans le sillage du discours humanitaire et, plus généralement, avec une perception aiguisée des risques de diverses natures dans la conception des interventions publiques. Elle est en particulier devenue incontournable pour caractériser les stratégies et les aptitudes des populations des zones arides et le mode de vie pastoral<sup>408</sup> face aux chocs. Mais cette notion est également revendiquée pour renouveler l'orientation de l'Aide.

Il ne s'agit pas ici de critiquer des usages galvaudant la notion, de distinguer une « réelle nature » de la résilience ou sa mesure dans les sociétés pastorales, d'apporter une pierre à l'élucidation de sa polysémie<sup>409</sup>. Dans une perspective d'analyse des politiques, il s'agit d'explorer les potentiels transformateurs de cette notion dans le champ de l'Aide et des interventions publiques, et plus particulièrement celui qui touche le pastoralisme sahélien. Ce travail ne se situe donc pas dans « l'arène » de la recherche sur la résilience des socio-écosystèmes, mais plutôt sur le « forum » de son usage politique, espaces qui ne coïncident pas forcément. Autrement dit, la question n'est pas de mesurer une résilience pastorale, mais de comprendre ce que le vocabulaire de la résilience transforme dans le milieu de l'aide.

Le cas singulier du pastoralisme sahélien renvoie aux préoccupations et aux changements du champ de l'Aide et du monde politique qui l'entoure. Il permet d'abord d'interpréter la succession des projets et des mots-clés dans le champ de l'Aide et les

---

<sup>407</sup> DFID 2011, Carnegie UK trust 2011, Pasteur 2011, ODI 2012, Care 2013, Oxfam 2013, UE Echo-Europ-Aid 2012, U.N. 2005, AGIR 2013, FAO 2013, FSIN 2013, WDR 2014...

<sup>408</sup> Voir FAO/WB 2013, IIED 2013, APESS/RBM 2013, Inter réseaux 2013, Agridape 2014, PRAPS 2014...

<sup>409</sup> Norris FH, Stevens SP, Pfefferbaum B, Wyche KF, Pfefferbaum RL, 2008. "Community Resilience as a Metaphor, Theory, Set of Capacities, and Strategy for Disaster Readiness". *Am J Community Psychol* Vol 41.Pp 127-50. doi DOI 10.1007/s10464-007-9156-6.

représentations forgées par les promoteurs au sujet de leur monde, de celui d'autrui et de leurs modes d'intervention politique. Il renvoie ensuite aux caractéristiques du champ de l'Aide qui facilitent l'absorption, le renouvellement et la standardisation des techniques et des représentations. Enfin, il met en évidence un enjeu sous-jacent. Depuis la fin des années 2000, le consensus (sans doute éphémère) autour de l'aide à la résilience repose sur un enjeu composite de légitimation de l'aide, à la fois technique, anthropologique et politique : perfectionner le ciblage des bénéficiaires de l'Aide apporte une caution scientifique et, suivant le postulat que la résilience est le sort commun de l'humanité, semble rectifier les rapports politiques asymétriques entre Nord et Sud, en évacuant la fiction ethnocentrique et essentialiste d'un « grand partage » entre l'Occident et les autres, nous et eux. En pratique, l'aide à la résilience des populations décloisonnerait efficacement les interventions d'APD d'urgence et de développement jusqu'ici confinées dans différents sous-espaces institutionnels, en « brisant les silos » des savoirs et des institutions.<sup>410</sup>

---

#### A) DU DEVELOPPEMENT A LA RESILIENCE : LA SUCCESSION DES MOTS CLES

---

Dans les discours institutionnels et scientifiques liés au développement et à l'aide, la notion de résilience succède à celles de vulnérabilité et de pauvreté ; les axiomes de la lutte contre la pauvreté, opérationnalisés à travers des programmes d'Aide et de politique (DRSP, politiques « Pro-poor », etc) ont eux-mêmes remplacé ceux du développement. Toutefois les mots clés développement – pauvreté – vulnérabilité – résilience qui datent la littérature sur le développement ne se situent pas tous sur le même plan et ne se succèdent pas de la même façon. Le « développement » renvoie à la fois à un processus et à des politiques de transformation économiques et sociales. Le remplacement des politiques de développement par les programmes de lutte contre la pauvreté au cours des années 1990 revenait à considérer qu'il n'y avait pas, ou plus de différences structurelles entre les pays « avancés »

---

<sup>410</sup> Béné C, Godfrey Wood R, Newsham A, Davies M. 2012. *Resilience : New Utopia or new tyranny ? Reflection about the Potentials and Limits of the Concept of Resilience in Relation to Vulnerability Reduction Programmes* IDS Working Paper n° 405. 61p.

Levine S, Pain A., Bailey S., L. F. 2012 *The relevance of resilience?* London: ODI Humanitarian Policy Group, Policy Brief n° 49.

et les pays en voie de développement, le processus historique de mondialisation par l'extension du capitalisme étant nié ou tenu pour abouti.

Quelles que soient leurs attaches idéologiques, les approches du développement ont eu en commun l'ambition de concevoir et de mettre en œuvre des transformations structurelles. En rupture avec cette ambition, les constructions théoriques et les programmes ultérieurs de lutte contre la pauvreté, de réduction de la vulnérabilité, de construction de la résilience, concernent des populations ciblées et ne remettent pas en cause les structures.

Depuis la fin des années 1980, la succession des trois derniers mots-clés : pauvreté, vulnérabilité, résilience, marque une continuité des programmes d'aide, inscrits dans le dispositif politique international mis en œuvre par les programmes d'ajustement structurel en ASS depuis la décennie 1980 jusqu'à aujourd'hui. Les programmes sont instrumentés par des techniques symboliques et opérationnelles de ciblage des populations assistées. Même si les premiers promoteurs de la notion de la vulnérabilité voulaient se démarquer des analyses en termes de pauvreté, en pratique leur tentative de renouvellement intellectuel a été absorbée par la récupération institutionnelle des approches et son corollaire, la simplification. L'histoire du cadre d'analyse des moyens d'existence durable (*sustainable rural livelihood*) illustre au mieux ce processus.

---

## 1- « LIVELIHOODS », VIE MATERIELLE QUOTIDIENNE OU ACTIFS EN CAPITAUX

---

Les approches de la vulnérabilité basées sur l'analyse des moyens d'existences, des conditions de subsistance<sup>411</sup> ou *livelihoods*, publiées dans des articles fondateurs anglo-saxons<sup>412</sup> marquaient le souci qualitatif de comprendre la diversité des inégalités et des stratégies des pauvres. Ces approches, leurs « concepts pratiques pour le XXI<sup>e</sup> siècle » et leurs outils méthodologiques ont été rapidement vulgarisés par la plupart des organisations internationales publiques ou privées de développement pendant les années 1990, dans le

---

<sup>411</sup> Polanyi K, 1983 [1944]. *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris: Gallimard.

<sup>412</sup> Swift J, 1989a. *Vulnerability: How the Poor Cope*. IDS. Vol 20.

Chambers R. et Conway G.R., 1991, Op. Cit

cadre des politiques d'ajustement structurel des économies du sud aux conditions du marché global. En apparence, elles rompent avec les analyses de pauvreté : *"vulnerability is not the same as poverty. It means not lack or want, but defencelessness, insecurity, and exposure to risk, shocks, and stresses"*<sup>413</sup>. Certains y ont vu une simple transition « entre la compassion victimaire (le pauvre qu'on aide) à l'attention paternelle » (le vulnérable qu'on aide à s'aider et qu'on protège tant qu'il reste fragile)<sup>414</sup>. Quoi qu'il en soit, l'usage institutionnalisé et standardisé du vocabulaire en termes de vulnérabilité, de capacités et d'actifs par les institutions d'APD s'inscrit en droite ligne dans les programmes de lutte contre la pauvreté, et en rupture épistémologique et politique avec l'acceptation initiale de *livelihood* chez Polanyi. En effet la vie matérielle quotidienne<sup>415</sup> était décrite en démarcation des catégories abstraites et normatives de l'économie classique et néo-classique occidentale. Au contraire, l'usage institutionnalisé du cadre d'analyse des moyens d'existence durables (*sustainable rural livelihood*) dissèque toutes les formes d'échanges et d'activités socio-économiques à la Polanyi (achat-vente, redistribution, dons contre dons) en « capitaux » ou actifs (*assets*) de cinq types : naturel, physique, humain, social, financier, contenus dans un portefeuille individuel ou familial. Le vocabulaire est compatible avec les canaux de décaissement de l'aide et le langage néo-libéral ; l'assimilation des moyens d'existence durable aux propriétés organiques d'un système facilitera l'analogie des sociétés à des systèmes socio-écologiques...et leur analyse en termes de résilience.

En apparence, la notion d'« actifs » (*assets*) permet de dépasser les limites des analyses quantitatives, monétaires et multidimensionnelles de la pauvreté, puisque toutes les ressources et la diversité des systèmes d'activités sont prises en compte, que ces derniers soient orientés ou non vers l'économie marchande. Mais dans la pensée de Sen, les « capacités », soit « *l'ensemble des modes de fonctionnement humain qui sont potentiellement accessibles à une personne, qu'elle les exerce ou non* »<sup>416</sup> relèvent des libertés

---

<sup>413</sup> Chambers, 1991, p. 2

<sup>414</sup> Lautier B, 2013b. "Gouvernement moral des pauvres et dépolitisation des politiques publiques en Amérique Latine." *Revue Tiers-Monde*. Vol 2. n° 214. Pp 169-86.

<sup>415</sup> La vie matérielle quotidienne est une traduction de livelihood proposée par Alain Caillé. Caillé A, 2009. "Anti-utilitarisme et sociologie économique." In: Steiner P, Vatin F eds, 2009 *Traité de sociologie économique*. Paris: P.U.F. :816 p.

<sup>416</sup> Sen A, 1981. *Poverty and Famines : An Essay on Entitlement and Deprivation*. Oxford: Clarendon Press.

individuelles, des marges de manœuvre dont un ménage ou un individu peut disposer. Les acteurs ou les groupes sont ciblés en fonction de leur niveau de vulnérabilité, caractérisé par leurs dotations et ces capacités. Le cadre d'analyse par cinq capitaux cardinaux (naturel, physique, humain, social et financier) caractéristiques des moyens d'existence durable (*sustainable livelihoods*) convertit puissamment des « ressources » en « capitaux », du non marchand en marchand, mais aussi du collectif en individuel. Dans les programmes de développement, un réseau de relations est un « capital social ». La culture, les savoir-faire, sont rassemblés dans le « capital culturel » individuel : les conditions sociales de leur émergence, de leur reproduction ou de leur valorisation sont oubliées au profit de l'aptitude individuelle à les mobiliser. L'état de santé, l'accès aux soins, l'éducation, deviennent des *indicateurs* du capital humain, autant ou plus que des attributs du développement humain. L'approche du « capital social » qui s'impose dans les institutions et la littérature du développement à partir du milieu des années 1990<sup>417</sup> simplifie la définition proposée par Bourdieu<sup>418</sup>, développe la mesure du capital social<sup>419</sup> et réduit l'épaisseur sociale à des réseaux utilitaristes<sup>420</sup>.

---

<sup>417</sup> Les usages de la notion de capital social rappelés ci-dessous ont été explorés dans les textes à partir d'une synthèse communiquée par Denis Pesche (2004)

<sup>418</sup> « *Le capital social est l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissances et d'inter-reconnaissance : ou en d'autres termes, d'appartenance à un groupe, comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes (...) mais sont aussi unis par des liaisons permanentes et utiles...* » Bourdieu P, 1980. "Le capital social : notes provisoires." . *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* Vol 31. Pp2-3. De fait, quelques années plus tard John S. Coleman utilise la notion de capital social pour importer « *les principes de l'action rationnelle des économistes pour l'analyse des systèmes sociaux* ». Coleman JS, 1988. "Social Capital in the Creation of Human Capital." *American Journal of Sociology* Vol 94. Trois formes de capitaux plus ou moins tangibles (physique, humain et social) contribuent chacune à faciliter l'activité productive : le capital social a pour vertu première de produire de la confiance et de faciliter les transactions de marché.

<sup>419</sup> La mesure du capital social se généralise à la suite des travaux de Robert Putnam (2001) qui en propose un indice synthétique agglomérant 14 indicateurs regroupés en cinq dimensions : la vie organisationnelle de la communauté, l'engagement dans les affaires publiques, l'engagement bénévole, la sociabilité informelle et la confiance sociale. L'ouvrage phare de R. Putnam concernait le déclin de la société américaine, mais sa proposition d'un indice de mesure suscite un immense intérêt de la part des institutions de développement. Le « perfectionnement » de la notion par la mesure chiffrée leur permet en effet à la fois de l'inclure dans une grille d'analyse multidimensionnelle, et d'adopter un visage social après les critiques de l'ajustement structurel. Putnam RD, 2001. *Bowling alone: The collapse and revival of American community*. Simon and Schuster.

<sup>420</sup> La critique de l'utilitarisme à propos de la notion de capital social porte donc sur deux plans : un usage scientifique qui réduirait la portée des relations sociales à des réseaux interpersonnels opportunistes ; et un usage politique rhétorique de cette notion par la Banque Mondiale. Fine B, 2003. "Social capital: the World Bank's fungible friend." *Journal of agrarian change* Vol 3. Pp 586-603. De fait, la phrase de Bourdieu (op.cit) définissant les relations comme « *fondées sur des échanges inséparablement matériels et symboliques* » peut être utilisée –

Une source majeure identifiée dans l'abondante littérature sur la vulnérabilité est géographique et naturaliste : en référence aux « *natural hazards* », la vulnérabilité est définie comme "*the characteristics of a person or group in terms of their capacity to anticipate, cope with, resist and recover from the impacts of natural hazard*".<sup>421</sup> L'environnement peut être source de risques et la vulnérabilité est "*a result of change placing people at risk* »<sup>422</sup>. En pastoralisme, rapidement, un ensemble de travaux (*livelihood studies*) adaptent l'approche traditionnelle de la pauvreté à ces systèmes d'activités peu monétarisés, prennent en compte les « capacités » de leurs acteurs à mobiliser ressources matérielles et immatérielles. Après de nombreuses études sur la vulnérabilité des ruraux à l'environnement<sup>423</sup> ou aux crises alimentaires<sup>424</sup>, des travaux spécifiques ont précisé les stratégies pastorales d'adaptation à un environnement incertain et montré la « résilience » particulière des systèmes pastoraux face aux contraintes et aux crises.

Au départ, la notion de vulnérabilité semble donc plus intéressante que les mesures de pauvreté pour des raisons heuristiques et morales : l'analyse des stratégies remplace avantageusement la mesure statique d'un état et tient compte des interactions avec un environnement instable ; les économistes hétérodoxe ou les anthropologues qui développent ces approches sont supposés plus attentifs que des économistes standard aux aspects qualitatifs, à la diversité des stratégies au sein de systèmes d'activités partiellement monétarisés. Le cadre conceptuel de Polanyi est utilisé pour étudier la reproduction de ces économies, dépendante non seulement des échanges marchands mais aussi de la solidarité institutionnalisée, de la capacité différenciée de ses agents à redistribuer, stocker, innover, s'endetter. De plus, la vulnérabilité révèle des inégalités entre les stratégies et entre les

---

ou critiquée - comme une hypothèse économiste sur la fongibilité des capitaux. Mais la notion de capital social a conservé du crédit scientifique malgré sa récupération institutionnelle. Bevert A, 2003. "À propos des théories du capital social: du lien social à l'institution politique." *Sociologie du Travail* Vol 45. pp 407-19.

<sup>421</sup> Wisner B, Blaikie P, Cannon T, Davis I, 2014 [1994]. *At risk: natural hazards, people's vulnerability and disasters*. Routledge.

<sup>422</sup> Burton I, Kates RW, White GF, [1978] 1993. *The Environment as Hazard*. New York: Guilford.

<sup>423</sup> Chambers R, 1990. "Editorial Introduction." *Vulnerability, Coping and Policy*. IDS Bulletin. Vol 37.

<sup>424</sup> Sen A. 1981. Op.Cit.

Swift J, 1989b. *Why are rural people vulnerable to famine*. IDS Bulletin n°20.

chances (capabilités) de familles et de communautés qui seraient moins visibles avec une lecture en termes de pauvreté. La vulnérabilité permet donc de réintégrer dans l'analyse les riches comme les pauvres, en rendant aussi compte des risques auxquels sont exposés les grands éleveurs, propriétaires de troupeaux importants : « *la pauvreté ne compte guère* » selon Chambers, lorsque les populations exposées à une crise (épidémie, sécheresse) courent le risque de perdre tous leurs « actifs » ou facteurs de production. Sur un plan moral, enfin, en caractérisant les populations autrement que par leur niveau de pauvreté, en leur prêtant des stratégies, donc des raisons, cette approche peut également prétendre leur conférer de la dignité.

Dans la littérature institutionnelle sur le développement, les concepts d'*entitlement* et d'*endowment* développés par Sen font désormais partie du sens commun structurant la vision de l'action et du monde. Les *entitlements* désignent les ressources (biens, services) que les acteurs sont en droit ou en capacité de mobiliser. Les « *endowments* » ou dotations sont définis comme les ressources externes disponibles, par exemple dans l'écosystème, sur les marchés ou dans le service public. Mettre en évidence les aptitudes, c'est insister sur le rôle des ressources et des pratiques individuelles ou collectives dans les risques (par exemple de famine), en relativisant le poids des facteurs externes (la pluviosité et la disponibilité des vivres). Cet éclairage oriente le choix des moyens institutionnels de prévention et d'atténuation des effets des crises. Dans cette logique, Swift<sup>425</sup> a caractérisé la vulnérabilité des populations rurales en distinguant trois catégories de ressources : les stocks, les investissements dans des stratégies productives, et les recours, et propose des options politiques dédiées à ces ressources. Cependant cette représentation de la vulnérabilité ciblée sur les individus, les ménages ou les groupes sociaux ignore les analyses de la formation économique et culturelle des tiers-mondes en termes de structures de développement et de relations internationales, ainsi que les analyses les plus critiques considérant les inégalités extrêmes comme le produit du système du développement<sup>426</sup>. L'analyse institutionnelle de la

---

<sup>425</sup> Swift, J. 1989, Op.Cit.

<sup>426</sup> Amin S, 1971. *L'accumulation à l'échelle mondiale: critique de la théorie du sous-développement*. Anthropos Paris.

Latouche S, 1984. Le développement en question. *Revue Tiers Monde* Tome 25, n°100.Pp 729-34.

vulnérabilité ne se prononce pas sur ses causes ; dans cette approche « clinique », le remède préconisé est l'intégration à l'économie de marché, avec l'assistance sociale pour les plus faibles. Les facteurs « externes » tendent à être naturalisés, c'est-à-dire dépolitisés.

En s'imposant dans le langage commun, y compris dans des domaines extérieurs au marché, le vocabulaire économique participe au processus culturel d'extension du néolibéralisme. Les relations sociales, l'action collective, la solidarité, sont ainsi abordés sous l'angle de la capacité de chaque individu ou chaque famille à mobiliser des appuis, des recours face aux aléas, selon la grille d'analyse de l'individualisme méthodologique. L'émergence récente de la résilience dans la succession des notions promues par les politiques d'aide illustre donc la portée politique du vocabulaire bien connue depuis Orwell.<sup>427</sup>

La notion de résilience semble avoir déclassé en quelques années la notion de vulnérabilité dans les discours de l'aide. Usée par son éphémère succès, la vulnérabilité aurait perdu sa force d'évocation à cause de l'usage catégoriel qui en a été fait par des interventions du développement assimilant a priori « vieux », « jeunes » ou « femmes » à des groupes vulnérables, quelles que soient les conditions socio-économiques fondant leurs situations. L'institutionnalisation d'une notion va de pair avec un usage polysémique et flou, qui tend finalement à la saturer de sens, voire à la discréditer indépendamment de sa portée intrinsèque.

En comparaison, la notion de résilience bénéficie<sup>428</sup> à la fois d'un besoin de renouvellement du langage, d'une connotation plus positive, d'un apparent crédit scientifique multidisciplinaire et d'un contexte politique favorable. La notion de résilience est plus chargée sémantiquement et idéologiquement que la vulnérabilité, bien qu'elle lui soit le plus souvent

---

Latouche S, 2004. *Survivre au développement: De la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative*. Fayard/Mille et une nuits.

<sup>427</sup> Orwell G, [1949] 1972. 1984. Paris: Gallimard.

Sur l'usage stratégique des oxymores par les lobbys pour neutraliser les critiques portant sur certains produits (cigarettes) ou pratiques (l'extraction minière), voir Benson P, Kirsch S, 2010. "Corporate oxymorons." *Dialectical Anthropology* Vol 34. Pp 45-8.

<sup>428</sup> Probablement temporairement, pour les raisons évoquées ci-dessus.

associée par simple antiphrase<sup>429</sup>. Plus rares sont les textes où les deux notions sont définies en rapport l'une avec l'autre: « *vulnerability is influenced by the build up or erosion of the elements of social-ecological resilience... [whilst] discrete events in nature expose underlying vulnerability and push systems into new domains where resilience may be reduced* »<sup>430</sup>.

L'importation de la notion de résilience dans le champ de l'Aide, plus récente et moins documentée, mérite qu'on s'y attache plus précisément.

## 2- RESILIENCE : EMERGENCE ET DIFFUSION.

---

L'étymologie de la résilience est une curiosité. Au moyen-âge le terme latin re-silire, (sauter en arrière) a pris en français le sens de se rétracter, « résilier », se délier, alors que la langue anglaise retenait l'idée du rebond ; cette signification est repassée ensuite en français

---

<sup>429</sup> Pasteur K, 2011. *From Vulnerability to Resilience: A framework for analysis and action to build community resilience*. Practical Action Publishing Bourton on Dunsmore.

<sup>430</sup> « *La vulnérabilité dépend de la constitution ou de l'érosion des éléments de résilience socio-écologique ; alors que des événements isolés de la nature mettent à l'épreuve la vulnérabilité sous-jacente, et poussent les systèmes dans des configurations nouvelles, où leur résilience risque de diminuer.* » Adger WN, 2006. *Vulnerability*. *Global Environmental Change* 16: 268-81. : 269.

avec une nuance de « résistance » : se tenir droit, et non rebondir<sup>431</sup>. Il y avait donc au moins une nuance entre les sens en anglais, de dynamique, et en français d'équilibre.

La notion de résilience a d'abord été construite et utilisée dans plusieurs champs scientifiques, principalement la physique des matériaux (années 1960), l'écologie des écosystèmes<sup>432</sup> (années 1970) et la psychologie (années 1980) ; mais la véritable explosion de ses usages dans des publications en sciences sociales date du milieu des années 1990<sup>433</sup>. L'exégèse de la notion de résilience a donné lieu à de nombreuses publications qui rendent compte des sens multiples qu'elle recouvre<sup>434</sup>. Au-delà de cette polysémie, l'idée généralement attachée à la notion de résilience porte sur les capacités d'adaptation et de transformation d'un « système » face à des chocs externes.

Dans le courant des années 1990, la notion de résilience a rapidement été mobilisée dans plusieurs domaines de l'intervention publique : gestion des risques, économie et, plus récemment, Aide Publique au Développement. Elle paraît emblématique d'une période qualifiée parfois de modernité avancée, où la question des risques, notamment ceux créés par les humains eux-mêmes, constitueraient une dimension nouvelle et prégnante de l'action publique<sup>435</sup>.

Malgré cette filiation riche, la quasi-totalité des travaux en dehors du champ psy se réfèrent à l'écologie, en particulier aux travaux de la Resilience Alliance, et principalement à deux

---

<sup>431</sup> Tisseron S, 2009. *La résilience*. Paris: PUF.

<sup>432</sup> C'est dans le domaine de l'écologie des écosystèmes complexes que la notion a été la plus explorée, dans le sillage des travaux de Holling : Holling CS, 1973. "Resilience and Stability of Ecological Systems." *Annual review of ecology and systematics* Vol 4. Pp 1-23. Holling CS, al, 1995. "What barriers? What bridges? ." In: Gunderson L, Holling CS, Light SS eds, *Barriers and bridges to the renewal of ecosystems and institutions*. New York: Columbia University Press., notamment autour de communautés scientifiques structurées depuis 1999 par la Resilience Alliance.

<sup>433</sup> Sur 45 586 références scientifiques comprenant le mot « résilience », publiées jusqu'en décembre 2015, seulement 1811 (4%) sont antérieures à 1995 et 64% ont été publiées après 2010. Dans cette très forte croissance exponentielle, les sciences sociales, absentes avant 1995, représentent pour la période 2010/2015 près de 22% des références identifiées (chiffres de la base de données Scopus, consultée en mars 2016).

<sup>434</sup> Brand FS, Jax K, 2007. "Focusing the meaning (s) of resilience: resilience as a descriptive concept and a boundary object." *Ecology and Society*. Vol 12, n°1. P 23.

Anderies JM, 2014. "Embedding built environments in social-ecological systems: resilience-based design principles." *Building Research & Information* Vol 42. Pp 130-42.

<sup>435</sup> Beck, U. 2001. Op.Cit.

Giddens A, 1993. "Une théorie critique de la modernité avancée." *Audet M. et Bouchikhi H.(s/d), Structuration du social et modernité avancée. Autour des travaux d'Anthony Giddens*, Presses de l'Université de Laval: 29-54.

articles de Holling<sup>436</sup>, co-fondateur longtemps affilié à ce mouvement. Les travaux sur la résilience insistent principalement sur les capacités d'adaptation d'un système<sup>437</sup>, ou sur sa stabilité<sup>438</sup>. Selon la définition concise d'Adger, la résilience *"is the ability to persist and the ability to adapt."*<sup>439</sup>

Les sciences sociales ont importé cette nouvelle métaphore de l'écologie. La résilience est ainsi parfois définie par rapport à la vulnérabilité : *"vulnerability is influenced by the build up or erosion of the elements of social-ecological resilience...[whilst] discrete events in nature expose underlying vulnerability and push systems into new domains where resilience may be reduced"*<sup>440</sup>. Dans le même mouvement, on est aussi passé de l'observation du rebond au postulat d'une capacité à rebondir.

Dans le monde de l'APD, le recours à la notion de résilience s'amorce aussi au milieu des années 2000. La Banque mondiale fait un emploi exponentiel de la notion après 2005, principalement pour tout ce qui touche aux questions financières et macro-économiques mais aussi environnementales. Une progression similaire est notée pour l'Union Européenne. Au tournant des années 2010, le terme se généralise et les grandes agences intègrent

---

<sup>436</sup> Holling C.S., 1973, Op.Cit.

Holling CS, 1986. "The resilience of terrestrial ecosystems; local surprise and global change." In: Clark WC, Munn RE eds, *Sustainable Development of the Biosphere*. Cambridge: Cambridge University Press, pp. 292-317.

<sup>437</sup> "A measure of the persistence of systems and of their ability to absorb change and disturbance and still maintain the same relationships between populations or state variables" Holling 1973, "Resilience and Stability of Ecological Systems" p14.

*"The ability of a system to maintain its structure and patterns of behavior in the face of disturbance"* Holling 1986, p 296.

*"Resilience is the buffer capacity or the ability of a system to absorb perturbations, or the magnitude of disturbance that can be absorbed before a system changes its structure by changing the variables and processes that control behaviour"* C.S. Holling et al., 1995 in *Barriers and Bridges to the Renewal of Ecosystems and Institutions*, cite par Adger WN, 2000. "Social and ecological resilience: are they related?" *Progress in Human Geography* Vol 24. Pp 347-64.

<sup>438</sup> Mesure « *of the speed of a system's return to equilibrium following a perturbation* ». Pimm SL, 1984. "The complexity and stability of ecosystems." *Nature* Vol 307. pp 321-6.

<sup>439</sup> Une littérature scientifique lui est dédiée dans les revues *Ecology and society*, *Global environmental Change*, *Progress in human geography*. Carl Folke, 2006, "Resilience: The emergence of a perspective for social-ecological systems analyses", *Global Environmental Change* 16.Pp 253-26. B.L. Turner, 2010, "Vulnerability and resilience: Coalescing or paralleling approaches for sustainability science?" *Global Environmental Change* Vol 20. Pp 570-576. Adger, W.N, 2000, "Social and ecological resilience: are they related?" *Progress in human geography* Vol 24. P 347. Voir aussi Andy Pike, Stuart Dawley and John Tomaney, 2010, "Resilience, adaptation and adaptability" *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*. Vol 3.Pp 59-70.

<sup>440</sup> Adger WN, 2006. "Vulnerability." *Global Environmental Change* Vol 16. Pp 268-81. p 269.

explicitement la résilience dans leur programme d'action, (Department for International Development-UK (DFID), 2011 ; Commission européenne, 2012 ; FAO, 2013 ; Banque mondiale 2014). La résilience est également inscrite dans la stratégie humanitaire de la République française pour 2012-2017<sup>441</sup>. Cette diffusion ne se cantonne pas aux documents officiels ni aux stratégies globales des donateurs, mais gagne aussi les discours des responsables politiques et de la société civile des pays bénéficiaires de l'aide.

---

## B) LE CHAMP DE L'AIDE, LE RENOUVELLEMENT DU LANGAGE, LA STANDARDISATION DES TECHNIQUES

---

Le marché international de l'Aide exige un renouvellement rhétorique à défaut d'innovation : l'importation de termes et l'usage de mots valises éphémères renvoie à la structure institutionnelle du monde de l'aide, et à la diffusion des cadres de pensée dans les institutions de financement<sup>442</sup>. Dans le champ de l'Aide considéré comme un marché, les institutions, les agences, les ONG sont des clients qui en dépendent autant que ses « bénéficiaires » : Etats, régions ou communautés. Les services et projets financés se distinguent marginalement par des indicateurs, des cartographies et des mesures de vulnérabilité dont le nombre, la technicité et l'utilisation sont à la fois standardisés et non coordonnés. D'outils de connaissance et de gouvernement, les indicateurs et les concepts deviennent des instruments d'opérationnalisation, de légitimation et de reproduction des politiques de ciblage et des projets de développement, au prix de la production de certitudes illusoires. Le brouillard produit par leur nombre diminue leur portée heuristique.

Mais pourquoi ce mot-là a-t-il eu autant de succès ? L'intégration de la résilience dans le monde de l'Aide s'explique en partie par la prégnance d'enjeux globaux<sup>443</sup> (Laurent, 2013)

---

<sup>441</sup> Buffet C, 2014. "De l'urgence à la résilience: changements de cadrage." *Humanitaire. Enjeux, pratiques, débats*: Vol 70. p 7.

<sup>442</sup> Naudet, J.D. 1996, Op.cit.

<sup>443</sup> Laurent M, 2013. "La résilience, affirmation d'un nouveau paradigme pour le monde de l'aide au développement ?" Mémoire Master Université Paris 1 Sorbonne, 92 p.

: a) l'enjeu du changement climatique, promouvant la notion d'adaptation ; b) l'enjeu de la réduction des risques et des désastres, institutionnalisé dans la coopération britannique sous les sigles DRR (Disaster Risk Reduction) et DRM (Disaster Risk Management), promouvant les notions de gestion des risques et de résilience, comme en témoigne le titre du document cadre de l'accord de Hyogo, référence des Nations Unies en matière de DDR : « *Cadre d'action de Hyogo 2005-2015 : pour des nations et des communautés résilientes aux catastrophes* »<sup>444</sup> ; enfin c) l'enjeu du développement durable : en écologie, la gestion des ressources à long terme est la clé de la résilience, puisque des écosystèmes préservés facilitent la résilience des sociétés qui en dépendent. Le titre du rapport du Groupe de Haut Niveau du Secrétariat Général de l'ONU (UN, 2012), « *Pour l'avenir des hommes et de la planète: choisir la résilience* », illustre l'inscription de la résilience au plus haut niveau institutionnel.<sup>445</sup>

La diffusion rapide de la notion de résilience dans les programmes d'Aide a aussi été facilitée par des caractéristiques propres à ce champ. Deux d'entre elles nous semblent importantes à souligner pour mieux comprendre l'engouement récent pour la notion de résilience : i) l'enfermement du monde de l'aide sur lui-même et ii) sa technicisation croissante.

i) Le milieu de l'aide se situe à l'intersection de deux espaces de souveraineté (bailleurs et pays bénéficiaires) : inclus dans le jeu diplomatique des pays donateurs, il échappe largement au débat démocratique. Les priorités successives de l'Aide, définies par les pays bailleurs et les organisations internationales, reflètent principalement les préoccupations de ces acteurs. Ce milieu n'est donc pas propice à l'innovation ni à l'émergence d'une pensée critique ; il fonctionne en grande partie en recyclant des méthodes et des notions construites en dehors. Autre aspect de cet enfermement, scientifiques salariés, consultants et compagnons des institutions de financement du développement participent, dans le champ de l'expertise, à la production d'une littérature grise qui façonne les modes de pensée. Les acteurs qui en vivent (hors les populations destinataires) « *se connaissent et reconnaissent*

---

<sup>444</sup>. *Cadre d'action de Hyogo 2005-2015 : pour des nations et des communautés résilientes aux catastrophes*. New York: Nations Unies, 2005b.

<sup>445</sup> Nations Unies N. "Pour l'avenir des hommes et de la planète : choisir la résilience." *Rapport du « Groupe de Haut Niveau du SG de l'ONU en 2012*. New York: Nations Unies.

comme appartenant à la communauté du développement dans différentes institutions »<sup>446</sup>. Dans ce champ où les frontières entre savoir et politique sont constamment rediscutées, le succès apparent de la notion de résilience reflète un brouillage des articulations entre la science et la politique. Ces discours servent des compétitions institutionnelles triviales <sup>447</sup> : le remplacement de DDR, DRM, ou vulnérabilité, par résilience, a accru l'influence de la communauté travaillant sur les adaptations au changement climatique.

ii) Les logiques de ciblage illustrent bien la technicisation croissante des pratiques de l'Aide. Du point de vue de la sécurité alimentaire, on est devant l'impossibilité aujourd'hui de dénombrer et traiter toutes les populations en insécurité alimentaire, non seulement par manque de données nationales, par érosion des politiques publiques qui finançaient la production de ces données, mais aussi à cause de l'affaiblissement des compétences et des moyens de mise en œuvre des politiques. On pratique donc une politique de « ciblage des groupes vulnérables », ce qui en tant que *tactique de gouvernement* relève du politique autant que de la technique. Parce qu'une partie de la population a vu sa situation économique, sociale, sanitaire ou alimentaire se dégrader à la suite des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS), les dispositifs de ciblage ont créé une frontière autour de populations désormais identifiées comme des groupes vulnérables. Ces dispositifs les démarquent du reste de la population, implicitement supposé plus apte à réagir, ou, par analogie médicale, mieux protégé contre une menace – la misère – assimilée à un risque exogène. L'opération reporte sur une faiblesse intrinsèque des populations – leur vulnérabilité – la responsabilité des dégâts sociaux des politiques mises en œuvre. Les approches ciblées se sont accompagnées d'une prolifération d'indicateurs et de mesures devenus bien davantage que des outils de connaissance : des instruments de légitimation des méthodes et du principe du ciblage, au moyen de la fabrication de certitudes, sur des enjeux solidement bordés<sup>448</sup>. Le ciblage exige des indicateurs justifiant un champ d'intervention circonscrit. Pour enrayer l'inflation de méthodes et d'indicateurs, les institutions intervenant en Afrique ont amorcé au

---

<sup>446</sup> Viltard Y, 2008. "États, savoirs et politiques de développement" In: Géronimi V., Bellier I., al. GJJe eds, *Savoirs et politiques de développement: questions en débat à l'aube du XXIe siècle*. Paris: Edition Karthala.

<sup>447</sup> Levine S. et al, 2012. Op.Cit.

<sup>448</sup> Notamment, l'approche clinique des corps malnutris évacue les débats sur les causes directes et indirectes comme sur la répartition sociale et géographique du phénomène de la malnutrition.

début des années 2000 un travail d'harmonisation régionale des cadres et des méthodes d'analyse de la vulnérabilité dans un « Cadre Harmonisé Bonifié » (CHB)<sup>449</sup>. Ces opérations se déroulaient alors que de nombreuses évaluations avaient déjà contesté la conviction qu'un ciblage précis réduisait le risque de détournement de l'APD (Banque Mondiale, 1999).

Ces approches sont pourtant utilisées aujourd'hui à tous les niveaux, depuis les analyses locales jusqu'aux dispositifs nationaux de gestion des crises. Mais des interventions conçues pour cibler les ménages les plus vulnérables et focalisées sur la gestion de l'aide peuvent-elles constituer la base d'une politique nationale et régionale de sécurité alimentaire ?

La notion de résilience a trouvé aisément sa place dans ce cadre technique et idéologique de procédures et de pensée : son emploi généralisé favorise un flou sémantique auquel est toujours supposée remédier la décomposition par indicateurs de types, variables ou classes. Ce *perfectionnement* méthodologique va de pair avec le succès d'une nouvelle économie du développement, expérimentant des interventions d'aide conçues comme des essais cliniques sur des échantillons randomisés, où les groupes cibles sont étudiés comme des cohortes statistiques et non comme des composantes d'une société.

Dans le milieu de l'aide, tout se passe comme s'il n'y avait ni « lutte ouverte pour changer le cadre institutionnel », « ni lutte sourde derrière une coopération de façade, dans un cadre d'inégalités instituées »<sup>450</sup>, mais un jeu d'intérêts et de reproduction institutionnelle. L'anomie qui caractérise les exclus selon Elias prend la forme d'une déresponsabilisation des « bénéficiaires » de l'Aide qui écarte l'idée d'alternative à ce système. Les inégalités et la disgrâce des exclus ne sont pas exprimées ici par un mépris et une stigmatisation ouverts mais sous une forme compassionnelle se voulant scientifiquement étayée par des indicateurs de vulnérabilité ou de résilience, produits selon un processus bureaucratique standardisé, par des experts socialement distants. La mesure de la « résilience des populations » qui revendique un caractère scientifique et opérationnel est en réalité la signature d'une communauté de l'aide standardisée, technicisée et dépolitisée.

---

<sup>449</sup> United States -Aid, (USAID) 2012

<sup>450</sup> Elias N, Scotson JL, Wieviorka M, Dauzat P-E, [1965], 1997. *Logiques de l'exclusion: enquête sociologique au coeur des problèmes d'une communauté*. Fayard.

---

### C) LA RÉSILIENCE, NOUVEAU MOT CLE POUR DEVELOPPER LE PASTORALISME

---

L'évolution du débat sur le pastoralisme au Sahel illustre ces évolutions. Quelques années auparavant, la notion de vulnérabilité et l'approche par les « livelihoods » avait déjà été largement utilisée pour qualifier les sociétés pastorales<sup>451</sup> analysées comme des systèmes d'activités peu monétarisés, prenant en compte les aptitudes, ou « capacités » de leurs acteurs à mobiliser des ressources tangibles et intangibles.

Pour interroger le caractère transformateur de la notion de résilience, de l'échelle internationale à l'échelle locale, l'analyse de quelques programmes en cours montre avant tout le manque d'originalité des actions qui s'en réclament et la singulière simultanéité de son usage avec la lutte contre le djihadisme comme priorité stratégique au Sahel. Notre hypothèse est que l'usage croissant de la résilience façonne en premier lieu la manière de concevoir les stratégies et les modes d'intervention sans pour l'instant avoir encore d'effet sur les modes d'actions locaux des projets. A l'échelle locale, il est donc encore difficile d'apprécier un éventuel changement d'orientation ; en revanche, l'expérience de terrains pastoraux depuis une quinzaine d'années permet d'interroger la pertinence de la notion de résilience appliquée à l'analyse des changements sociaux.

Désormais, à propos du pastoralisme et du Sahel, la résilience semble remplir une double fonction : analytique, proposant une nouvelle manière de caractériser les sociétés pastorales, et normative, en justifiant les interventions dans le contexte sahélien, estimé particulièrement sensible au risque djihadiste, considéré comme une menace régionale et internationale. Depuis les années 2010, il n'est plus un rapport, une conférence ou un projet de développement dédié au pastoralisme qui ne fasse référence à la résilience. Peut-on croire

---

<sup>451</sup> Care . *Evaluation de la sécurité des conditions de vie dans le département de Diffa, Niger*. Care International Niger, 1999.

que l'ampleur récente donnée aux rencontres et aux investissements sur les espaces sahéliens soit motivée par un nouveau souci des conditions de vie des populations pastorales ?

En 2015, l'AFD et la Banque Mondiale ont co-édité un rapport <sup>452</sup> dont l'objectif était « d'améliorer la compréhension de la vulnérabilité actuelle et future dans les zones arides, et d'aider à identifier des politiques et des investissements de soutien à la résilience ».

En 2013, après une conférence internationale au Tchad sur le thème « Pastoralisme et sécurité au Sahel »<sup>453</sup>, puis un « Forum international sur le pastoralisme » en Mauritanie<sup>454</sup>, les chefs d'Etat et de gouvernement des six pays sahélo-sahariens<sup>455</sup> et une diversité d'acteurs (organisations régionales, organisations de la société civile, organisations de producteurs, secteur privé) ont publié une note de position « *dans l'objectif de renforcer la résilience des sociétés pastorales sahélo-sahariennes* ». La tendance se poursuit depuis 2013, avec l'élaboration de manuels<sup>456</sup> et le démarrage de projets de recherche-développement<sup>457</sup>.

Ces usages de la notion de résilience viennent étayer le discours sécuritaire et justifient des interventions publiques dans des zones habituellement délaissées par les investissements et les politiques économiques : « *Certaines parties du Sahara (...) sont habitées par des nomades pastoraux (...) mais abritent également un nombre croissant de djihadistes. Pour limiter leur influence, il sera nécessaire de mettre en œuvre des stratégies immédiates (...) afin de reconstruire l'économie pastorale du nord. (...) Une société pastorale plus robuste, soutenue par une force frontalière, pourrait contrôler la menace djihadiste potentielle et contribuer à la réconciliation nationale.* »<sup>458</sup>. Il faut en tous cas remarquer que l'usage du mot de résilience,

---

<sup>452</sup> Cervigni R, Morris M. *Confronting Drought in Africa's Drylands: Opportunities for Enhancing Resilience* Washington, DC: World Bank, 2015. Ce rapport fait suite à un "Background Paper" : "Human, Social and Political dimensions of resilience" (FAO, 2013).

<sup>453</sup> Conférence organisée à Ndjamena (Tchad) par l'Agence Française de développement (AFD).

<sup>454</sup> Forum organisé fin octobre 2013 par le Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) et la Banque mondiale.

<sup>455</sup> Burkina Faso, Mali Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad.

<sup>456</sup> « Reaching resilience. Manuel Resilience 2.0 » (Care, 2013)

<sup>457</sup> Entre autres : « Building Resilience and Adaptation to Climate Extremes and Disasters Programme (BRACED)<sup>457</sup>, financé par le Department for International Development (DFID) de la coopération britannique, ou « Promouvoir la résilience des économies dans les zones semi-arides » (PRISE) (Agridape, 2014)

<sup>458</sup> IIED. 2013. *Espaces ingouvernables ? Reconstruire une économie pastorale résiliente dans le nord du Mali*. London, Briefing.

l'accroissement des financements et les thèmes des interventions vont de pair avec la lutte contre le djihadisme comme priorité stratégique.

Les réseaux d'acteurs locaux ne sont pas en reste pour saisir cette opportunité : en écho immédiat à la déclaration officielle des chefs d'Etats de novembre 2013, une note diffusée par les représentants des Réseaux régionaux d'éleveurs d'Afrique de l'Ouest traduisait les enjeux régionaux de développement en termes de résilience et de sécurité<sup>459</sup>. Ces représentations sécuritaires s'incarnent parfaitement dans les néologismes « Sahelistan » et « Africanistan » qui forcent l'analogie entre le Sahel, les Etats défailants et les menaces terroristes perçues au Moyen Orient (Taje, 2010 ; Le Pautremat, 2012, Michailof, 2015)<sup>460</sup>.

La lutte contre le djihadisme pourrait après tout fournir aux populations sahéliennes une opportunité financière et politique tardive, en favorisant des investissements pour le développement de leurs conditions de vie. L'essentiel serait de savoir, à l'épreuve des faits, et au-delà de la dimension sécuritaire, si la notion de résilience tient ses promesses de changement.

### **Des programmes labellisés 'résilience' au Sahel**

La transformation de la représentation des bénéficiaires a nécessairement un impact sur les logiques de conception des programmes et stratégies de développement. Le nouveau programme « *Alliance Globale pour la Résilience (AGIR) – Sahel et Afrique de l'Ouest* »<sup>461</sup>

---

<sup>459</sup> « *La sécurisation des espaces pastoraux, un levier essentiel pour construire la résilience des communautés pastorales, mais aussi un facteur de renforcement de la paix et de la sécurité dans ces zones* » : « ... Dans la zone sahélienne, plus qu'ailleurs, les enjeux de développement et de stabilité s'imbriquent étroitement, en particulier sur les espaces transfrontaliers. (...) L'insécurité qui est devenue un problème récurrent en Afrique de l'Ouest et du Centre affecte gravement la mobilité pastorale. La crise sécuritaire qui prévaut est aggravée par le chômage des jeunes. Ces derniers qui se trouvent de plus en plus exclus des modes traditionnels d'accès aux ressources naturelles ou aux biens et qui ont peu d'alternatives à la migration sont exposés à la délinquance, ainsi qu'aux tentations des groupes extrémistes ou des rébellions armées. » (APESS & Réseau Billital MarooBe, Note de positionnement, Novembre 2013).

<sup>460</sup> Taje M, 2010. "Vulnérabilités et facteurs d'insécurité au Sahel." CSAO/OCDE. Note1. 8 p.

Michailof S, 2015. *Africanistan: l'Afrique en crise va-t-elle se retrouver dans nos banlieues?* : Fayard.

Le Pautremat P, 2012. "Le Sahel : zone grise entre terrorisme et économies parallèles. Conférence Clio 5 octobre  
Chouet A, 2011. "Qui veut faire du Sahel un nouvel Afghanistan ?" *Défense-Union IHEDN*. N° 149.

<sup>461</sup> Initiative lancée officiellement le 6 décembre 2012 à Ouagadougou, dans le cadre de la 28e réunion annuelle du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RPCA). Ce partenariat politique dans la durée se fixe comme ambition d'éradiquer la faim d'ici 20 ans. « *S'appuyant sur le principe de subsidiarité entre les niveaux régional et national, les parties prenantes ont convenu de la déclinaison de la feuille de route régionale au niveau des États en « Priorités Résilience Pays » (PRP-AGIR) à travers des processus qualifiés de « dialogues inclusifs pays* ». Ces processus participatifs et inclusifs reposent sur les stratégies, politiques et programmes existants, notamment les PNIA, ainsi que les ceux relevant des autres politiques sectorielles contribuant à la résilience (nutrition-santé,

montre l'intégration de la notion de résilience dans la conception des stratégies et opérations de développement. Ce processus prend la forme d'un exercice de méta-programmation transversale, à l'image des Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté (DSRP), avec l'ambition de reconfigurer l'ensemble des priorités politiques sectorielles. Plus concrètement, il ne s'agit pas d'engager les pays dans de nouveaux processus de programmation parallèle au processus ECOWAP/PDDAA<sup>462</sup>, mais de : i) procéder à une analyse intégrée et inclusive des politiques, programmes et cadres de dialogues existants ; ii) compléter, si nécessaire, les programmes existants en identifiant à partir de l'analyse intégrée, des priorités pertinentes contribuant au renforcement de la résilience des ménages, familles et communautés les plus vulnérables et iii) formuler des « Priorités Résilience Pays ».

Cependant, l'opportunité de repenser le lien entre le développement à long terme et la gestion des désastres n'est pas véritablement saisie. AGIR reste une plateforme essentiellement dédiée à la sécurité alimentaire. Le cas du Niger à cet égard est parlant : les « priorités résilience » élaborées pour AGIR en février 2015 sont essentiellement un reformatage de l'Initiative 3N déjà en place (« les Nigériens Nourrissent les Nigériens) reprenant sous des titres « résilients » les priorités en matière de nutrition et d'alimentation qui ne sont pas sans rappeler les programmes mis en place à la fin des années 1970, suite à la grande sécheresse (l'autosuffisance alimentaire avant tout). Ce faisant, d'ailleurs, la cible d'AGIR reste centrée sur les populations agricoles pratiquant une agriculture de subsistance, sans véritables changements envisagés pour les éleveurs. Cet exemple illustre la fonction de méta-programmation dévolue à la résilience qui, en tant que notion transversale, vient questionner et refaçonner potentiellement des interventions et politiques existantes.

Au niveau local, au Sénégal, une initiative conjointe de l'ONG Oxfam et du Programme alimentaire mondial a formulé un programme d'aide labellisé « résilience » ciblant 500 ménages de la communauté rurale de Koussanar : « *Pour 1,3 milliard de gens vivant avec moins d'un dollar par jour et dont les moyens d'existence dépendent de l'agriculture, la*

---

*affaires sociales ; éducation, hygiène-eau-assainissement, etc.) » . Accélérer la déclinaison de la Feuille de Route Régionale en « Priorités Résilience Pays ». (PRP-AGIR). Cotonou, Bénin.: Agir Sahel Afrique de l'Ouest; 2012.*

<sup>462</sup> PDDAA = Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture Africaine, soit le volet agricole du NEPAD ( ), est coordonné par la CEDEAO (Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest) depuis 2002. L'ECOWAP (Politique Agricole de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest) est le principal instrument du PDDAA.

*vulnérabilité aux chocs climatiques menace constamment la sécurité alimentaire et le bien-être. Comme le changement climatique accroît la fréquence et l'intensité des risques naturels, les communautés en situation d'insécurité alimentaire et luttant pour améliorer leur vie et leurs moyens d'existence font face à des défis qui s'intensifient. La question de savoir comment construire la résilience rurale face aux risques liés au climat est stratégique pour traiter la pauvreté globale. ».*<sup>463</sup>

En fait, ce programme prétendument innovant repose sur quatre volets d'actions traditionnelles, supposées rendre les paysans capables de renforcer leur sécurité alimentaire et leur sécurité de revenus : l'amélioration de la gestion des ressources (*risk reduction*), l'assurance (*risk transfer*), le microcrédit (*prudent risk taking*), l'épargne (*risk reserves*). La mise en culture rizicole de bas-fonds, le fonçage de puits pour l'horticulture, la formation technique à la riziculture se complètent d'une étude de faisabilité d'assurance, basée sur un index météorologique -dont la performance est testée sur la saison agricole 2013, alors que la pluviosité en zone sahéenne varie en moyenne chaque année de 30%. L'ONG dispense une formation à l'épargne et une formation au « *small business* ». Un système de crédit lié à une banque villageoise de céréales permet aux bénéficiaires d'accéder au crédit après les récoltes, en période de fortes dépenses des ménages, et de limiter le déstockage de céréales. Dans ce cas comme de nombreux autres, la notion de résilience est un simple habillage de projets traditionnels de sécurité alimentaire.

Si les pratiques des acteurs de la coopération ne semblent pas changer beaucoup, malgré l'usage rapide et polymorphe de la notion de résilience, on peut cependant déceler des changements dans les manières de regarder et considérer les sociétés et populations « cibles ». La généralisation de la notion de résilience dans la littérature de l'Aide va de pair avec la transformation de la perception des risques : on passe de la représentation d'un monde envisagé comme statique, sous la prégnance de l'idée d'un retard de développement, d'un monde hors de l'histoire dans lequel il faut introduire du progrès, à la représentation d'un monde instable et exposé aux chocs, dont il faut construire ou soutenir la résilience. Dans le cas des sociétés pastorales, le regard du monde du développement a changé au XX<sup>e</sup> siècle, passant presque sans transition de la stigmatisation de la stagnation (Pouillon, op. cité) à

---

<sup>463</sup> OXFAM. 2013. *R4 Rural resilience Initiative*. Quaterly Report OXFAM-America.

l'éloge de la résilience. Cependant, l'extraversion des politiques et l'« exogénéité » des savoirs qui caractérisent l'APD semblent toujours de mise et, faute d'expression politique locale, autonome et audible d'un projet politique, l'état de « résilient » est proposé de l'extérieur.

La nouveauté du discours de la résilience est souvent revendiquée par le fait qu'elle permettrait une prise en compte des risques plus systémique. S'est-t-on pour autant posé la question de la manière dont les « nouveaux résilients » percevaient et vivaient ces risques ? Parler de « gestion » des risques, c'est d'emblée privilégier un type de rapport aux risques, suivant une perception utilitariste des risques et de l'action .

---

#### D) RESILIENCE, POLITIQUE SECURITAIRE/COMPASSIONNELLE NEO-LIBERALE

---

L'affiliation idéologique des politiques et des programmes d'action publique faisant référence à la résilience est souvent critiquée<sup>464</sup>, ainsi que le fait que la notion de résilience rendrait mieux compte des phénomènes d'auto-régulation des systèmes naturels, que des rapports de pouvoirs inhérents aux systèmes sociaux<sup>465</sup>. Le cadre théorique néoclassique servant de référence aux politiques économiques libérales était propice à intégrer approximativement la notion de résilience<sup>466</sup>. De fait, les institutions internationales, en préconisant le soutien à la résilience pour atténuer les chocs et s'adapter aux risques, procèdent à une naturalisation des crises et une essentialisation des populations qui occulte les causes économiques et sociales des inégalités et de la vulnérabilité des populations, et se dispensent ainsi d'une réflexion sur les options alternatives aux politiques qui en sont

---

<sup>464</sup> Kathrin Brown note la fonction conservatrice de slogans tel que « *climate resilient development* » : « *The rationale behind the World Bank's 'climate resilient development' policies is to protect economic growth from the ravages of climate change* » Brown K, 2012. "Policy discourses of resilience." *Climate Change and the Crisis of Capitalism: A Chance to Reclaim Self, Society and Nature*. Pelling, M and al, eds. Routledge. Pp. 37-51.

<sup>465</sup> Cannon T, Müller-Mahn D, 2010. "Vulnerability, resilience and development discourses in context of climate change." *Natural Hazards* Vol 55. Pp 621-35. "*The notion of resilience—whether derived from natural (ecosystem) or technological (physics or engineering) usage—is dangerous because it is removing the inherently power-related connotation of vulnerability and is capable of doing the same to the process of adaptation*": 623.

<sup>466</sup>« *Neo-classical economics [...] focuses on the motivations of producers and their responses to constraints of various sorts.* » Friedmann H, 1978. "World market, state, and family farm: Social bases of household production in the era of wage labor." *Comparative Studies in Society and History*, Vol 20. Pp 545-86. : 81

responsables<sup>467</sup>. C'est ce qui nous amène à souligner que cette notion désormais saturée de sens fait l'objet d'un usage idéologique<sup>468</sup> autant que technique.

En réalité, l'aide à la résilience des populations ramène le débat politique dans le champ moral de la solidarité des puissants pour la survie des faibles, expression de la « raison humanitaire » et des politiques de la compassion. Didier Fassin examine les formes actuelles des « politiques de la pitié »<sup>469</sup> : ici, le gouvernement au sens large désigne « l'ensemble des dispositifs et des actions pour administrer, réguler, favoriser l'existence » ; il « inclut et dépasse l'action de l'Etat, des collectivités territoriales, des OI et des institutions politiques en général ». Humanitaire s'entend également au sens large : à la fois « mankind » (espèce humaine, unicité, égalité, demande de droit universel) et « humaneness » (sollicitude, compassion pour les plus faibles, donc différenciation et inégalité), articulant raison et émotion. Le problème avec cette acception est que les images de l'autre que l'humanitaire donne à voir sont des corps souffrants, décontextualisés, désocialisés, dépolitisés. Au-delà de la rhétorique moralisante, la dépolitisation sert à contenir la tension entre une réalité rationnellement et moralement inacceptable, et des recommandations conservatrices<sup>470</sup>. La notion de résilience illustre ce contexte politique international. Les crises sont perçues comme récurrentes, le soutien à la résilience est présenté comme le principe de renouvellement et d'efficacité- efficience de l'action. Mais la perception du risque induit aussi un discours sécuritaire. Dans une modernité décrite comme « avancée »<sup>471</sup> caractérisée par de « nouveaux risques »<sup>472</sup> créés par les humains (sanitaires : l'épidémie d'encéphalite

---

<sup>467</sup> Ribot J. 2013. "Risk and Blame in the Anthropocene: Multi-scale Climate Change Analysis." Conférence *Food Sovereignty: A Critical Dialogue*. Sept 14-15, Yale. Proceedings edited by *The Journal of Peasant Studies*.

<sup>468</sup> Joseph J, 2013. "Resilience as embedded neoliberalism: a governmentality approach." *Resilience* Vol 1. Pp 38-52.

<sup>469</sup> Fassin cite l'expression de Arendt dans Fassin D, 2010. *La raison humanitaire. Une histoire morale du temps présent*. Paris, Gallimard Seuil.

<sup>470</sup> Lautier B, 2013a. Op.Cit

<sup>471</sup> Giddens A., 1993, « Une théorie critique de la modernité avancée. » in Audet M., Bouchikhi H., (dir.), *Structuration du social et modernité avancée. Autour des travaux d'Anthony Giddens*, Sainte-Foy, Presses de l'Université de Laval.

Beck U., 2001, Op.Cit.

<sup>472</sup> Comme ont tenté de le montrer les chapitres précédents, ce travail s'inspire davantage de l'approche socio – historique de Castel, qui inscrit la thématique des risques dans une problématique de construction sociale de la perception des risques, et des protections, que des thèses des « nouveaux risques » que je trouve a-historiques.

spongiforme, climatiques : l'ouragan Katrina en 2005 et le tsunami aux Philippines en 2004, terroristes : l'attentat Twin Towers en 2001, ou financiers : les crises des subprimes et des prix alimentaires en 2008...), le « tournant sécuritaire » des années 2000 donne une impulsion nouvelle à la diffusion de la notion de résilience, comme en témoignent plusieurs discours politiques au Nord. Aux Etats-Unis, le ton de l'administration républicaine témoigne de cette évolution « *We will disrupt the enemy's plans and diminish the impact of future disasters through measures that enhance the resilience of our economy and critical infrastructure before an incident occurs.* »<sup>473</sup> En France, on retrouve les mêmes intonations : « *Nous devons accroître la résilience du pays, c'est-à-dire sa capacité à retrouver rapidement un fonctionnement acceptable, sinon normal, face à une crise majeure* »<sup>474</sup>.

La « résilience » exprime cette double préoccupation. La notion justifie en un seul mot le gouvernement conjoint de l'ordre humanitaire et de l'ordre sécuritaire, ou, pour reprendre l'image qu'Agier emprunte à Bourdieu, le travail de la main gauche et de la main droite de l'Empire (ou de l'Etat) : « *la bonne volonté des travailleurs humanitaires (ou sociaux) pansant les plaies de l'Etat néo-libéral* »<sup>475</sup>. Dans le milieu de l'aide, la rhétorique de la résilience signifierait alors une politique de renoncement par rapport aux ambitions de transformation des sociétés naguère portées par les discours sur le développement. Au-delà, la résilience protègerait aussi la sécurité au Nord, en empêchant les victimes du Sud de devenir des menaces. A un moment historique de montée des incertitudes et de succession de crises diverses, la gestion des populations résilientes tient lieu de version positive et compassionnelle du profilage des groupes à risques. Inscrite dans l'histoire longue du XX<sup>e</sup> siècle, la gestion publique de ces populations a été transformée à la fois par l'industrialisation des techniques d'information et par la diffusion du projet néo-libéral de gouvernementalité.

La notion de résilience est trans-classe, s'appliquant potentiellement dans tous les milieux sans discrimination économique. C'est pour cette raison entre autres qu'elle résiste

---

<sup>473</sup> "Homeland Security", Discours de G.W. Bush, 2007

<sup>474</sup> Nicolas Sarkozy, « Présentation des conclusions du Livre Blanc de la Défense », 2008

<sup>475</sup> Agier M, 2008. *Gérer les indésirables: des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*. Editions Flammarion.

mieux que la notion de pauvreté aux critiques reprochant à ces notions et aux instruments politiques qui s'y réfèrent de stigmatiser les populations<sup>476</sup>.

---

#### E) L'USURE DES METAPHORES SYSTEMIQUES : LES SOCIÉTÉS NE SONT PAS DES ECOSYSTEMES.

---

Sur toutes les représentations graphiques de la résilience disponibles dans la littérature de l'Aide, les crises et les chocs résultent d'un choc extérieur et non d'un déséquilibre structurel du « système » en développement. Or la métaphore systémique atteint ses limites : les risques et les chocs ne viennent pas que de l'extérieur mais des tensions internes aux sociétés, les sociétés ne sont pas des systèmes fermés avec des risques externes et des systèmes de solidarité ou de résilience internes (et limités à l'échelle de la communauté). Se focaliser sur l'amélioration de la survie et la reproduction de systèmes, c'est exclure de la réflexion la dimension de long terme et politique du développement et distraire de l'enjeu fondamental : réduire les causes sociales et économiques de ces risques.

Ce changement de repères et de discours s'illustre dans les régions pastorales, à propos d'un pastoralisme aujourd'hui emblématique des « socio-écosystèmes résilients ».

Il s'inscrit dans le courant des métaphores « systémiques » dans les sciences sociales.

Requalifier l'appauvrissement, les inégalités fondamentales (mortalité, sécurité alimentaire, etc) en termes de résilience, reporte le problème *et* sa responsabilité sur les individus, eux-mêmes situés dans des « systèmes » ou sous-systèmes caractérisés par leur degré de résilience.

Ce cadrage évince les dimensions politiques (celles des besoins globaux devant être pris en charge par une politique de développement souveraine), au profit des paradigmes de

---

<sup>476</sup> « Pourquoi pas de Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté (DSRP) en Occident ? Dans quelle mesure, le DSRP n'est pas un instrument de stigmatisation à l'échelle mondiale ? » De Leener P. 2008. "Le DSRP1, Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté, un instrument au service de qui et de quoi ?". Note, Université catholique de Louvain . 15p.

Mais d'autres critiques des DSRP pourraient très bien s'appliquer à l'usage de la notion de résilience dans le champ de l'aide. « Quelle conception implicite de l'économie (ou du fonctionnement économique) est mobilisée par le DSRP ?[...] Sur quels fondements, sur quels non-dits culturels reposent le DSRP et son élaboration ? Dans quelle mesure le processus d'élaboration ou d'ajustement permet-il la mise en discussion ou en débat des concepts fondateurs, par exemple "Société Civile", "Démocratie", "Pauvreté", "Etat",... ? En quoi l'élaboration interpelle les rationalités sociales, politiques ou économiques à l'œuvre dans le pays ? (Deleener, *ibid.*)

l'urgence et l'humanitaire : la priorité est désormais de soutenir la résilience en anticipant les risques, auprès de populations ciblées. Au Niger, le changement du mode de gouvernement<sup>477</sup> pendant la crise alimentaire en 2010<sup>478</sup> traduit le rôle accru des institutions internationales dans l'ensemble de la sous-région, dont la relève par des administrations nationales souveraines ne semble ni prévisible ni fondamentalement attendue, au-delà des précautions diplomatiques prises par l'ensemble des acteurs publics au service des institutions nationales et étrangères.

Finalement, c'est le socle de l'idée de démocratie qui est sapé par cette approche compassionnelle. En substituant la solidarité privée internationale à la responsabilité politique souveraine, ces usages tendent à dissoudre les notions de responsabilité et de souveraineté. Dans l'arène de compétition institutionnelle et financière qu'est le milieu de la recherche et de l'APD, l'usage de ce terme se fait au détriment de réflexions et de financements soutenant une autre conception de la responsabilité publique, et donc d'une fonction de régulation par la puissance publique, au service de l'intérêt général.

Dans ce contexte, les notions de *social safety net* méritent d'être qualifiées d'«*obfuscating euphemism*»<sup>479</sup>. Avec l'organisation de l'économie de l'offre «*supply side economics*», et la baisse des dépenses sociales, il y a eu croissance des populations en insécurité économique, vulnérables. Après l'échec de la suppression des « rigidités » pour relancer la croissance, les institutions de développement ont recommandé aux gouvernements de créer des filets de sécurité pour les « vraiment pauvres » ou vrais pauvres. Selon Cornwall et Eades, *social safety nets* est un euphémisme pour justifier des mesures « ciblées », « sélectives », aboutissant à un modèle de discrimination statistique de ceux qui ne sont pas méritants. Pour cet ensemble de raisons, ils ne peuvent prétendre relever d'une

---

<sup>477</sup> Ou d'action publique.

<sup>478</sup> Michiels D, Egg J, Blein R, 2012. "La répétition des crises alimentaires et nutritionnelles au Niger: la rénovation urgente des politiques de sécurité alimentaire." *Cahiers agricultures* Vo 21. Pp 302-10. Les auteurs mettent l'accent sur la place prise dans les débats par la question de la malnutrition des enfants pendant cette crise. Mais ils soulignent aussi l'implication accrue de la communauté humanitaire, les leçons tirées de la crise précédente (2005) pour ménager la susceptibilité nationale en affichant le respect de la souveraineté tout en prenant les opérations en main. Naturellement ces opérations ne permettent pas de trouver les bases de la refondation des politiques alimentaires que les auteurs appellent.

<sup>479</sup> Cornwall A, Eade D, 2010. *Deconstructing Development discourse. Buzzwords and fuzzwords*. Oxfam.

politique de protection sociale, même si c'est ce qui en tient lieu aujourd'hui dans la plupart des pays d'Afrique sub saharienne.

L'importation de la notion de résilience par les sciences sociales est un signe récent de leur tendance à faire des analogies avec les sciences naturelles et de leur goût pour les métaphores. La perte d'efficacité du système métaphorique de la résilience en sciences sociales n'a donc rien d'original : comme « *la métaphore organiciste du début des sciences sociales, ou la métaphore du marché à propos des biens symboliques et du « capital social », chez Bourdieu : finalement, au lieu de mettre en évidence des formes inédites de complexité, cela reproduit une lecture simpliste de la société* » ; « *Le recours à un système métaphorique nouveau (importé) produit des effets positifs au début puis s'épuise peu à peu, voire se dégrade en langue de bois* »<sup>480</sup>.

« Les pratiques sociales ne sont pas des systèmes ». Les sociétés pastorales interagissent avec leur environnement, sont poreuses au « monde extérieur » et au changement social, surmontant jusqu'ici les contraintes par la mobilité et leurs adaptations, à l'opposé d'une représentation qui les figerait dans une autarcie exotique. Elles n'échappent pas à la recomposition profonde des systèmes de production ruraux en Afrique de l'Ouest, dans un contexte travaillé par des tendances lourdes de pression démographique, foncière et d'appauvrissement.

Le problème majeur des représentations organisées autour de la résilience n'est donc pas qu'elles fournissent une lecture simpliste et parfois tautologique. Il vient de ce que faute d'expression discursive politique ou sociétale endogène, des paroles, des actions, des représentations interventionnistes se confortent mutuellement, accaparées par des « problèmes » successifs (désertification, risques, résilience...) imposés dans le champ de l'aide, aboutissant à une simplification terrible de l'image que ces sociétés donnent et reçoivent d'elles-mêmes.

Les récits exogènes et indigènes se construisent à travers des interactions complexes. Par exemple, les catégories simplificatrices tradition/modernité négligent la part d'échange et

---

<sup>480</sup> Olivier de Sardan, J-P. « De l'amalgame entre analyse-système, recherche participative et recherche-action, et de quelques problèmes autour de chacun de ces termes », Conférence parue dans *Recherches-systèmes en agriculture et développement rural*. Pp 129-140.

de circulation des normes, des intérêts et des représentations qui métissent les logiques<sup>481</sup>. Le différentialisme et l'auto-assignation identitaire en retour qui essentialisent et instrumentalisent des différences<sup>482</sup> oublient que les sociétés se forment aussi historiquement par leurs rapports historiques et leurs échanges, y compris sur des malentendus. Aujourd'hui, les discours des intervenants internationaux et locaux doivent être scrutés avec attention dans le contexte mondialisé du marché de l'Aide, où les acteurs se distinguent plus souvent par leur efficacité à récupérer les mots clés des financements, que par une analyse originale des enjeux qui les concernent.

La caractérisation des populations par la vulnérabilité/résilience, notamment les populations pastorales en zones arides, est soutenue par un courant auto-cumulatif de pensée, de financement, d'interventions, d'évaluations qui formate les représentations et conforte les certitudes, sans aucune chance de pallier aux échecs des modèles historiques de développement ; ce n'est pas par elles que vont advenir des populations citoyennes actrices de leur propre histoire.

Les conditions sociales et politiques dominantes de production de connaissance conduisent à décrire des sociétés (qu'on ne connaît guère par ailleurs parce qu'elles ne produisent ni n'exportent pas elles-mêmes d'expression culturelle, sociale ou politique) sous un jour catastrophiste et toujours en lien avec une assistance extérieure : en somme, le regard et la curiosité extérieurs n'ont pas changé fondamentalement depuis les périodes de sécheresse des années 1970.

Au nord du Sénégal, au Niger, au Mali, au Tchad, les systèmes pastoraux ont connu des changements techniques, sociaux, territoriaux, écologiques profonds et continus. Derrière la « résilience des systèmes », les enjeux techniques et économiques de l'alimentation et de l'abreuvement du bétail ont changé avec l'usage d'intrants alimentaires industriels et l'expansion des ouvrages d'hydraulique pastorale ; les rapports sociaux autour des ressources et des troupeaux ont évolué, en interaction avec les aménagements du territoire, les droits

---

<sup>481</sup> Amselle J-L, 1990. *Logiques Métisses. Anthropologie de l'Identité en Afrique et ailleurs*. Payot. 257 p.

<sup>482</sup> Bessis S, 2014. *La double impasse. L'universel à l'épreuve des fondamentalismes religieux et marchands*. Paris, La Découverte. 240 p.

fonciers, la pression démographique et l'extension agricole ; les troupeaux eux-mêmes sont transformés par la sélection génétique et les stratégies individuelles d'élevage de petits ruminants, par les femmes et les cadets, complétant la gestion familiale d'un troupeau bovin. Les stratégies migratoires en milieu pastoral témoignent d'un changement du rapport des jeunes éleveurs à la consommation, à l'argent, aux troupeaux, bref : au mode de vie pastoral.

D'un point de vue fonctionnel, les systèmes pastoraux résistent et s'adaptent : des éleveurs et des troupeaux maintiendront encore pendant longtemps au Sahel. Mais combien ? Vivant de quoi, avec qui et dans quelles conditions ? Produisant quoi, dans quel (s) écosystème (s) ? Transmettant leur troupeau à qui ? Il y a un enjeu à faire admettre que la notion de résilience ne rend pas compte des transformations, des choix et des ruptures des sociétés, ni de leurs enjeux universels (vivre dignement, produire, (se) reproduire, entretenir, transmettre...). Faute de préciser la portée et les limites de cette notion, le risque existe de compromettre des équilibres vivants, c'est-à-dire complexes et évolutifs, par des interventions dogmatiques (spécialisation des activités, des fonctions du troupeau, segmentation des espaces et des écosystèmes, artificialisation du système...)

Du point de vue politique, qualifier les populations de résilientes pourrait avoir ceci de neuf que cela marquerait une mise à distance par rapport aux ambitions transformatrices des idéologies précédentes, de mise en valeur coloniale ou de développement. En effet, des politiques désormais centrées sur la résilience, c'est-à-dire sur la préservation des moyens d'existence et l'intégrité du fonctionnement des systèmes, semblent cantonner les populations concernées dans des actions visant l'amélioration de leur socio-écosystème proche, sans ouvrir la réflexion et encore moins les associer à la compréhension du processus global de transformation économique et social, de l'amélioration des conditions d'accès à des biens et des services fondamentaux.

\*\*\*\*\*

Les analyses de résilience dans le champ de l'aide perfectionnent des notions (vulnérabilité), des cadres d'intervention (ciblage) et une conception de l'Etat (néo-libéral),

soit une gouvernementalité <sup>483</sup> qui ne se démarque pas fondamentalement du consensus de Washington, bien que la critique de ce dernier soit devenue politiquement correcte<sup>484</sup>.

Une fois de plus le « monde du développement » absorbe une notion née ailleurs et continue de chercher des problèmes aux solutions<sup>485</sup>. L'agenda du développement est défini dans des instances extérieures aux économies et aux sociétés concernées. Les projets se répètent en dépit de leur inefficacité parce que les politiques ne sont pas mises en œuvre par des acteurs nationaux souverains redevables devant leur population mais par des institutions étrangères redevables devant leurs bailleurs ; les détenteurs du pouvoir instrumentalisent la contrainte et la rente externe, qui leur permettent de « *compenser leurs difficultés à autonomiser leur pouvoir et intensifier l'exploitation de leurs dépendants* »<sup>486</sup>.

Cette caractérisation du gouvernement conduit à conclure qu'une certaine nature<sup>487</sup> de l'Etat en Afrique - extravertie et clientéliste-, se conjuguerait à la gouvernance humanitaire internationale pour freiner l'élaboration de politiques sociales et économiques souveraines. Cette analyse de la réalité par l'accumulation de faits et preuves est certes éclairante pour expliquer « ce qui est » ; mais elle risque aussi de devenir une impasse intellectuelle si on ne s'en sert que pour expliquer la reproduction sociale.

---

<sup>483</sup> Les « tactiques de gouvernement »[...] permettent à chaque instant de définir ce qui doit relever de l'Etat et ce qui ne doit pas en relever, ce qui est public et ce qui est privé, ce qui est étatique et ce qui est non étatique ... « *l'Etat dans sa survie et l'Etat dans ses limites ne doivent se comprendre qu'à partir des tactiques générales de la gouvernementalité* » (Foucault 1994, Op. Cit.)

<sup>484</sup> Coussy J, 2006. "Etats africains, programmes d'ajustement et consensus de Washington." *L'Économie politique* Vol 4. Pp 29-40.

<sup>485</sup> Naudet, J.D. op.cit.

<sup>486</sup> Bayart J.-F. 1999, Op.Cit : p98

<sup>487</sup> Y a-t-il une « nature » de l'Etat contemporain en Afrique ? Laquelle ? Dans quelle mesure serait-elle l'avatar d'une essence traditionnelle africaine du pouvoir, ou d'une universalisation manquée de l'idée d'Etat ? Ou bien le résultat historique, donc original, de pratiques d'importations et de logiques d'hybridation ? Ce débat à plusieurs épisodes renvoie à Badie B, 1992. *L'Etat importé: essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*. Fayard. Bayart J-Fd, 1996. *La greffe de l'Etat*. Karthala Editions. Hibou B, 1999. "De la privatisation des économies à la privatisation des États. Une analyse de la formation continue de l'État." *La privatisation des États, Paris, Karthala*: 11-67. Diouf M, 1999. "Privatisations des économies et des États africains." *Politique africaine*. Vol 1, n° 73. Pp 16-23. Toutes les positions revendiquent le positivisme scientifique et font référence à Max Weber. Balandier (1967, *Anthropologie politique*, chap II «Domaine du politique », PUF.) identifiait deux camps opposés, maximalistes et minimalistes : les maximalistes héritant d'Aristote (l'homme est naturellement politique) et identifiant l'Etat au groupement social ; les minimalistes, souvent historiens ou sociologues selon Balandier, contestant l'universalité des phénomènes politiques. Selon Olivier de Sardan, les divergences de constat viennent de l'objet : à savoir l'Etat en général comme «entité étatique », le fonctionnement des administrations, ou bien les transformations de l'action publique ; mais les différences tiennent plus radicalement à l'usage ou non d'une démarche empirique –et ses exigences épistémologiques-. Olivier de Sardan J-P, 2004. Op. Cit.

Pour pouvoir penser le changement, peut-être suffit-il de décaler légèrement l'angle : interroger la durabilité des politiques, en se concentrant sur l'efficacité et les limites des tactiques de gouvernement, plutôt que sur la démonstration de leur reproduction. Plutôt que sur le manque de souveraineté, mettre l'accent sur la dépolitisation, qui n'est pas typiquement sahélienne ni africaine et permet d'inscrire les terrains sahéliens dans des comparaisons plus larges avec l'Amérique latine ou l'Europe. En Amérique latine aussi, la démocratisation formelle a promu « *l'extension du champ du clientélisme vis-à-vis des bailleurs étrangers et au sein des pays, suite à la décentralisation et la promotion de la société civile, soit approximativement la population qui existe entre les pouvoirs politiques centraux et les cibles des politiques de lutte contre la pauvreté* », appliquée ensuite avec la réduction de la vulnérabilité<sup>488</sup>... ou désormais, l'amélioration de la résilience.

Actuellement, ces programmes, dans leur conception, leur publicité et leur mise en œuvre, dans leurs notions opératoires, remplissent dans le contexte africain de la recherche et de l'aide une fonction de dépolitisation des politiques et, dans l'imaginaire des populations, d'occultation de droits généraux. Désormais en Afrique comme naguère en Amérique latine, les politiques publiques sont dépolitisées et les techniques de ciblage mêlent de manière ambiguë plusieurs registres moraux : « *morale compassionnelle (participer à la douleur des pauvres pour la soulager), morale d'aumône (pas de notion d'équité) et morale de la justice productive (la situation équitable est celle où chacun reçoit son dû)* ». Ces registres moraux justifient la redéfinition des enjeux relevant du champ politique et de l'action publique –ou du privé<sup>489</sup>-. L'Etat veut échapper aux revendications de droits, préférant toujours les droits particuliers octroyés d'en haut, aux droits universels revendiqués d'en bas. Le discours idéologique fait donc fonctionner le couple morale (devoir d'aider) / moralisation (des pauvres par leur travail) ; - et accentue le décalage entre les politiques destinées aux pauvres potentiellement productifs et les politiques destinées aux autres (les « pauvres inutiles ») - L'échappatoire est de rendre les « pauvres inutiles » producteurs de quelque chose de

---

<sup>488</sup> Lautier, B. (2001). « Sous la morale, la politique. La banque mondiale et la lutte contre la pauvreté ». *Politique africaine*. Vol. 82, n°. 2. Pp. 169-176. Ici l'analyse s'appuie sur des enquêtes menées pour la plupart en Amérique latine.

<sup>489</sup> Le privé pouvant renvoyer à deux ensembles de logiques, individuelles ou entrepreneuriales, qui ne mobilisent pas les mêmes « capitaux ».

particulier : eux-mêmes, en tant que producteurs de capital humain (via l'éducation ou la santé).<sup>490</sup>

L'usage idéologique de la notion de « capital humain » permet d'inscrire les « pauvres inutiles » « *dans la morale de l'aide, pour peu qu'ils se moralisent par le travail sur eux-mêmes (en tant que producteurs de leur corps et de leurs compétences mais aussi en tant que bons parents, bons voisins, etc* »<sup>491</sup>. Cette analyse s'applique aussi à la fonction politique de la notion de résilience dans le champ de l'aide. L'invention du capital humain, l'importation de la résilience, compris comme un accroissement, une augmentation, une qualité à atteindre, épanouir ou consolider, remplissent la même fonction : présenter ces attributs améliorés comme un résultat des programmes d'aide, laisse croire aux cibles qu'elles bénéficient d'attention, de moyens politiques, et d'un accroissement de leur qualité d'humains. La moralité des politiques se refonde en conciliant la morale compassionnelle, l'aumône, et la morale de la justice productive. Leur légitimité est renforcée par l'invention de l'efficacité, puisque résilience ou capital humain sont présentés comme des résultats.

Enfin, la dépolitisation empêche les populations cibles de considérer l'aide comme un dû, les dispense du besoin et de l'imagination politique de revendiquer des droits généraux, en évacuant la question de la répartition primaire des revenus, de la fiscalité et de l'offre de services publics, qui, comme le rappelle Lautier, est « *quand même l'essentiel* ».

---

<sup>490</sup> Lautier B, 2013b. Gouvernement moral des pauvres...Op.cit. L'auteur dissèque le fondement moral des politiques de ciblage. Mais l'actualité des derniers années, a montré le retour du politique et de l'idéologie en Bolivie, en Equateur et au Venezuela, comme au Brésil et en Argentine.

<sup>491</sup> (Lautier op.cit. : 174)

## EN CONCLUSION GENERALE : QUELLES FORMES DE CITOYENNETE EN REGIME D'AIDE ?

---

Les leçons de l'expérience et les acquis scientifiques sur l'économie et la société pastorale au contact des politiques de développement ouvrent plusieurs pistes de recherche.

La tentative d'intégration des sciences sociales au sein de corpus essentiellement techniques (zootechnique, biologie végétale), à propos de pastoralisme et de développement, a permis d'éprouver la force de résistance de ces corpus. Elle se fonde sur plusieurs registres :

i) Un rapport politique entre la recherche, l'aide et les populations, qui n'a pas été remis en question fondamentalement par les transitions politiques internationales, ni par l'évolution des représentations savantes et profanes, au cours de l'histoire centenaire des interventions scientifiques et politiques en milieu pastoral aride, et ailleurs en Afrique. ii) Le motif de l'utilité sociale des travaux de recherche liés au système d'aide est utilisé comme un argument définitif pour discréditer une critique radicale de ce système, en contexte actuel d'explosion des inégalités et de crises récurrentes. Par ailleurs, les modalités de financement de la recherche liée au développement favorisent la reproduction d'un système de connaissance et de politique qui freine le changement, en dépit d'un renouvellement rhétorique du vocabulaire.

La prise de conscience de ce risque d'aliénation, au sens strict de dépossession, m'a conduite à un repositionnement scientifique assumant un besoin de pluridisciplinarité en sciences sociales, étendu à l'écologie sur la base d'une interdisciplinarité de « clôture »<sup>492</sup> : le dialogue peut être fécond aux clôtures communes, à condition que chacun ait la liberté de définir l'objet de sa recherche. D'autre part, les sphères pastorales, savantes et politiques ne sont plus seulement interdépendantes, mais relativement poreuses : les normes pratiques et les acteurs eux-mêmes restent pluriels mais deviennent ambivalents et circulent parfois d'un monde à l'autre, ou appartiennent à plusieurs à la fois : éleveur et/ou développeur, scientifique et/ou décideur. Cette ambivalence et cette mobilité des acteurs transforment le contexte. Mais le génie du social invente et précède les formes de représentations et l'adaptation des politiques.

---

<sup>492</sup> Selon l'expression de Bruno Lemery. Comm personnelle.

L'histoire sociale des sociétés pastorales et du monde du développement au long du XX<sup>e</sup> siècle nous montre aujourd'hui un ensemble complexe, où des horizons temporels et des conditions de vie profondément différents interagissent et changent, sous l'effet de la circulation des normes, du langage, des populations et des moyens financiers. Quelles sont les formes de citoyenneté en train d'advenir dans ce contexte ?

---

## A) BILAN/RESULTATS DE RECHERCHE, LEÇONS D'EXPERIENCE

---

### 1- LES REPRESENTATIONS SAVANTES ET L'ACTION PUBLIQUE

---

Les représentations savantes du développement pastoral au Sahel à la fin du XX<sup>e</sup> siècle continuent d'illustrer la projection d'universaux par l'Occident (chap3), processus perfectionné par une *laboratorisation* du monde suivant la démarche expérimentale de la recherche, qui s'applique par exemple au Sahel à travers la multiplication d'indicateurs de vulnérabilité, de résilience et de protocoles préalables à des interventions techniques qui varient peu. Le développement des cadres d'analyse (logiques paysannes, enquêtes rapides, participatives, moyens d'existence durable, vulnérabilité....) alimente paradoxalement un processus de laboratorisation/simplification de l'altérité, à cause de l'usage catégoriel qui en est fait par les institutions de recherche et d'aide. En effet, la division du travail dans la recherche pour le développement et le développement d'outils et d'indicateurs s'accompagnent d'une standardisation de la collecte de données, d'une division internationale et hiérarchisée de la politique du savoir, qui favorise la prolifération des intermédiaires et des courtiers de la recherche et du développement. Ce processus de reproduction et la rente qui lui est associée ne facilitent pas l'émergence d'une pensée critique, le renouvellement des idées scientifiques ou celui des doctrines de développement (conclusions chap 4, 5, 6).

Mais, la dépendance structurelle de la recherche par rapport aux politiques est-elle une difficulté nouvelle et majeure, l'autonomie du système de recherche serait-elle une

condition suffisante pour faire progresser la connaissance ? La force avec laquelle se sont reproduits les schémas cognitifs et prescriptifs dans le cas du pastoralisme, depuis un siècle, permet d'en douter ; et l'histoire des révolutions scientifiques a démontré que les contraintes et les disputes sont inhérentes et nécessaires à la recherche. Regretter une tour d'ivoire de la recherche n'est ni fondé historiquement, ni utile pour le présent.

Dans la coopération, l'assistance technique et la substitution ont quasiment disparu depuis trente ans et leur bilan est celui d'une forme coûteuse et improductive d'aide au développement, à cause des salaires élevés des expatriés et de la faiblesse des institutions nationales susceptibles de bénéficier d'un transfert de compétences. J.A. Noon en 1944 expliquait la faiblesse de l'offre de travail qualifié en Afrique par la mobilité organisée à la fois sur le marché du travail et entre des régions économiques diversement attractives. Il reliait cette faiblesse et cette mobilité au niveau faible des salaires africains : tout le système moderne (on dirait formel aujourd'hui) à bas niveau de salaire reposait en effet sur les apports complémentaires des formes d'économie domestique, marchande ou non marchande (agriculture familiale, exploitation économique des femmes et des cadets sociaux...). Mais Noon expliquait aussi la faiblesse des salaires africains par les sursalaires consentis aux contrôleurs européens du travail, rendus nécessaires selon eux par le manque de qualification de la main d'œuvre indigène. On est tenté de reprendre son raisonnement en l'appliquant à la politique de la recherche et du développement, et à la division internationale des moyens et des compétences : alors que la mobilité du travail qualifié africain a pris la forme d'une fuite des cerveaux hors d'Afrique et dans quelques capitales du continent, un choix productif des bailleurs de fonds serait de consacrer les financements d'expertise et de projets encadrés par le Nord à la réhabilitation de centres régionaux de formations techniques et universitaires africains.

Dans le secteur pastoral, l'industrialisation attendue par les pouvoirs publics a été historiquement contrainte dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle par les contingences métropolitaines et africaines (les choix d'allocation des investissements entre régions sahéniennes et côtières, entre filières végétales et animales ; la protection de l'élevage industriel naissant en métropole), puis par des faits structurels (la multifonctionnalité du

bétail, la conception du troupeau par les éleveurs sahétiens comme un ensemble fonctionnel et non comme une collection d'individus ; l'organisation des systèmes sociaux de protection contre les risques et l'incertitude ; la faiblesse des moyens disponibles pour affranchir les systèmes de production des contraintes climatiques). Dans ce contexte historique et intellectuel du développement, les systèmes pastoraux extensifs, mobiles, parcimonieusement impliqués dans l'économie de marché, se situaient loin des canons du progrès et restent considérés par certains politiques d'arrière-garde comme des témoins résiduels appelés à se moderniser.

La crise de la pensée du développement amorcée dans les années 1980 a abouti à une transformation partielle de paradigme dans les années 1990 concernant les sociétés pastorales. Pour les acteurs de la recherche et du développement, le projet de modernisation est remplacé par des modèles et des actions préconisant le soutien des capacités adaptatives (souvent labellisées comme de la résilience), actuellement impulsés par le monde de l'urgence et de l'humanitaire. Cette adaptation du monde de la recherche pour le développement est vitale pour sa propre reproduction. Suivant la loi des rendements décroissants, la recherche et le développement exploitent des filons secondaires jusqu'alors peu rentables : les systèmes pastoraux ne sont plus jugés irrécupérables, pour peu que les objectifs du développement soient modifiés. Non seulement les systèmes pastoraux perdurent au Sahel et font vivre directement une population d'environ cinquante millions de personnes mais ils sont reconnus comme étant le système le mieux adapté aux milieux arides. Du point de vue politique, qualifier les populations de résilientes marque une mise à distance par rapport aux ambitions transformatrices des idéologies précédentes : mise en valeur coloniale ou développement. Des politiques centrées sur la résilience, c'est-à-dire sur la préservation des moyens d'existence et l'intégrité du fonctionnement des systèmes, excluent les populations du processus global de transformation économique et social.

Les analyses sociologiques (des perceptions pastorales des risques et des protections), les grilles d'analyse (du risque et de la vulnérabilité) appliquées par les institutions de développement, et les projets de développement s'alimentent réciproquement. L'utilisation de la recherche par les politiques publiques en matière de développement en Afrique suit des logiques de résolution des problèmes, de politique et de tactique. Cette utilisation de la

recherche se perfectionne et le renouvellement du vocabulaire est un élément indispensable à la reproduction du milieu. L'évolution des objectifs affichés du développement (OMD, ODD) ne suffit pas à refonder les pratiques et les conditionnalités de l'aide, ni le rapport entre la recherche et les sociétés...Et pourtant, malgré ses contraintes structurelles, ses limites cognitives, ses mésusages tactiques et son impact limité, la recherche en sciences sociales est un produit de haute nécessité<sup>493</sup>.

## 2-LA RECHERCHE SUR L'ACTION PUBLIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT.

---

Indépendamment du marché de la recherche pour le développement et de la rhétorique des milieux de l'expertise, les inégalités entre les conditions de vie au sein des pays du Sud sont devenues considérables, au point qu'on hésite à envisager une société homogène dans un pays subsaharien. L'enjeu de l'amélioration des conditions de vie des populations, pastorales ou non, dépasse le champ des politiques agricoles et implique la prise en compte de dynamiques structurelles : démographiques (augmentation de la densité rurale), foncières (tension entre politiques de titrisation, reconnaissance juridique des communs et mise en valeur pastorale), agricoles (extensification des zones agricoles pluviales, accroissement récent des superficies irriguées), et sociales (aspirations des jeunes à plus d'aménités).

L'action publique apparaît donc au cœur des enjeux de changement social et de construction de citoyenneté, sous des formes en mutation. On peut être sceptique sur les chances de réformes bénéfiques au plus grand nombre impulsées « par en haut », au niveau des élites dirigeantes, ou sous l'injonction de l'aide extérieure. Mais le contexte actuel invite les sociologues à investir des terrains d'enquêtes et des situations régionales nombreux et

---

<sup>493</sup> Pour reprendre l'expression du « Manifeste pour les produits de haute nécessité », signé par neuf intellectuels antillais en 2009 : « *Il est donc urgent d'escorter les "produits de premières nécessités", d'une autre catégorie de denrées ou de facteurs qui relèveraient résolument d'une "haute nécessité". Par cette idée de "haute nécessité", nous appelons à prendre conscience du poétique déjà en œuvre dans un mouvement qui, au-delà du pouvoir d'achat, relève d'une exigence existentielle réelle, d'un appel très profond au plus noble de la vie. Alors que mettre dans ces "produits" de haute nécessité ? C'est tout ce qui constitue le cœur de notre souffrant désir de faire peuple et nation, d'entrer en dignité sur la grand-scène du monde, et qui ne se trouve pas aujourd'hui au centre des négociations en Martinique et en Guadeloupe, et bientôt sans doute en Guyane et à la Réunion. (...)* » Chamoiseau P, Glissant E, 2009. *Manifeste pour les "produits" de haute nécessité*. Editions Galaade.

contrastés pour saisir le changement social et les transformations de citoyenneté en lien avec l'action publique dans les pays du Sud.

Le comparatisme doit être raisonné. L'émergence des formes d'engagement politique et social dans les constitutions de certains pays d'Amérique latine en Colombie, en Bolivie ou en Equateur, est propre au contexte historique et démographique latino-américain. Les catégories de communauté et de peuple autochtone, revendiquées et « constitutionnalisées » en Amérique latine ne sont pas transposables telles quelles en Afrique, où elles ont été instrumentalisées et le demeurent aujourd'hui. Mais l'émergence de nouvelles formes de citoyenneté dans des contextes d'inégalités et d'extraversion ouvre un champ d'étude, vigilant sur l'hybridation des mouvements et des logiques, démarqué des dichotomies réductrices autochtone/migrants, souveraineté nationale/gestion de l'aide, marchand/non marchand, global/local....

Comprendre les différences entre ces contextes et repérer les lieux et les formes d'émergence d'une pensée alternative au développement en Afrique, est un projet de recherche stimulant au terme de la réflexion retracée ici.

---

## B) QUELQUES PISTES DE RECHERCHE

---

### 1- LE RAPPORT AU CHANGEMENT

---

Les résultats exposés conduisent à élaborer une recherche sur les conditions du rapport au changement chez les populations rurales, dans un contexte que nous avons progressivement caractérisé par : des populations qui sont objets de représentations déterminées par des cadres d'analyse et des intérêts extérieurs ; un environnement régional en mutation (augmentation de la densité rurale, insécurité au Sahel, pression foncière accrue par l'extensification agricole et désormais des enclaves d'agriculture plus intensive...) ; une marginalité dans les politiques nationales et régionales ; la faible coordination de politiques

sous la prégnance d'un régime d'aide qui produit une culture singulière dans toutes les strates sociales.

Dans ce contexte, l'économie pastorale se transforme au sein d'une société en mutation sous des pressions extérieures et ses tensions internes : le changement est perceptible dans l'organisation familiale du rapport aux troupeaux et à l'environnement, dans les aspirations des jeunes générations à exister en utilisant notamment les figures du « développement » que sont les interventions des projets, de l'Etat, les accessoires que sont les motos ou les téléphones mobiles. Les migrations expriment ce rapport ambigu au changement : partir pour contribuer aux revenus de la famille et lui permettre de reproduire un mode de vie ; mais partir aussi pour s'affranchir des contraintes, matérielles et symboliques, subies sous l'autorité des tenants de l'ordre domestique et social. Ces facettes du rapport au monde décrivent la réalité et les dynamiques pastorales actuelles mieux qu'un schéma général défini par un rapport donné au marché ou au troupeau.

A cet égard, le rapport au temps, souligné par Bourdieu dans ses premiers travaux sur l'Algérie est une dimension essentielle, que montrent par exemple le fonctionnement du marché des petits ruminants et le rapport aux risques chez les pasteurs peuls. L'horizon temporel des développeurs est irréaliste dans le contexte des éleveurs sahéliens<sup>494</sup>, mais ils ont appris à composer avec les normes, le langage et les opportunités de l'aide et des pouvoirs publics.

Il me semble intéressant de repartir des registres d'action en incertitude pour développer les recherches sur les rapports au changement dans différentes sociétés rurales au sud. Comprendre les dynamiques, accompagner l'action dans des situations très perturbées ou extrêmes, maîtriser par les normes pour réduire les risques portant sur les plus vulnérables, instrumenter, modéliser pour faire de la prospective (chap.4) : ces registres d'action interagissent sans doute. Les acteurs sont impliqués dans la définition des normes ; certains

---

<sup>494</sup>« Il y a un profond décalage entre cette situation pastorale telle qu'elle est vécue, et le discours de ceux qui ont la charge du développement économique et social des sociétés pastorales, à savoir les gouvernements et les organismes internationaux. Là où les éleveurs parlent de subsistance, le discours officiel fait appel aux notions d'accroissement de la productivité et là où la survie même est en jeu, il évoque la croissance de l'économie nationale. » Bonfiglioli A. (1991), « Mobilité et survie. Les pasteurs sahéliens face au changement de leur environnement », in *Savoirs paysans et développement*, dir. G. Dupré, Paris, Karthala-ORSTOM. Pp 237-252.

chercheurs interrogent le fondement de leurs théories ; et destituer les certitudes des pouvoirs publics, c'est un peu désarmer ceux-ci. Ces transformations, ces nouvelles répartitions des pouvoirs et des savoirs exigent au préalable une augmentation de l' « intensité citoyenne », selon l'expression qui désigne les récents mouvements politiques dans des pays d'Amérique latine<sup>495</sup>, alternative radicale aux processus « participatifs » éprouvés puis usés de longue date dans les politiques de développement en Afrique<sup>496</sup>.

## 2- INTRODUIRE LES NOTIONS DE 'REGIME' ET DE 'SITUATION'

---

Les questions et les enjeux du rapport à l'équilibre –et au changement sont de nature à stimuler le dialogue entre les sciences sociales et l'écologie.

Les caractérisations écologiques des milieux arides s'écartent communément des représentations de communautés végétales climaciques, plus ou moins proches d'un état stable et unique de la végétation (le climax). La référence à un équilibre optimal ne correspond pas aux milieux sahéliens instables. La théorie du « non-équilibre »<sup>497</sup> élaborée pour les écosystèmes en zones sèches impute aux facteurs abiotiques (feu, pluviosité) un impact majeur sur la transformation des paysages, et minimise la responsabilité de l'élevage et des pressions anthropiques ; elle est particulièrement compatible avec la théorie de la gestion opportuniste des ressources (le troupeau, le milieu) développée en écologie, en sciences sociales et dans les plaidoyers pour des interventions institutionnelles flexibles et spécifiques d'appui à la mobilité pastorale. Elle aide à comprendre que la caractéristique du pastoralisme est de s'accommoder d'équilibres instables, temporaires, non optimaux, mais suffisants.

Par contre, les thèses des équilibres multiples renvoient à plusieurs dynamiques : en référence à un modèle état-transitions<sup>498</sup> avec des états stables et discrets et de possibles transitions déclenchées par des chocs (feu, sécheresse, etc), les actions sur le milieu et les

---

<sup>495</sup> Lang M, Mokrani D, 2014. dir: *Au-delà du développement. Critiques et alternatives latino-américaines*. Editions Amsterdam. 272 p.

<sup>496</sup> Sellamna N-E, Mathieu M, Delville PL, 2000. *Les enquêtes participatives en débat: ambition, pratiques et enjeux*. Karthala. 544p.

<sup>497</sup> Sullivan S, Rohde R, 2002. "On non-equilibrium in arid and semi-arid grazing systems." *Journal of Biogeography* Vol 29. Pp 1595-618.

<sup>498</sup> Westoby M, Walker B, Noy-Meir I, 1989. "Opportunistic management for rangelands not at equilibrium." *Journal of range management*: Vol 42, n° 4. Pp 266-74.

systèmes visent à limiter les trajectoires de dégradation, à défaut d'induire des transitions jugées favorables. La théorie des cycles adaptatifs des systèmes complexes<sup>499</sup> renvoie elle aussi à des équilibres multiples successifs, avec le succès que l'on sait dans tous les champs qui ont importé la notion de résilience (chap 6).

En regard de ces représentations écologiques, les notions de régime et de situation me semblent propices à rendre compte respectivement, à des échelles et des temporalités complémentaires, des traits généraux des périodes économiques et sociales, ceux qui favorisent les représentations et les dispositifs politiques, et des contextes singuliers dans lesquels on décrit la situation des acteurs. La notion de régime est empruntée à l'histoire et à l'économie de la régulation ; la notion de situation vient de l'anthropologie ; les deux portent l'idée d'une configuration qu'il faut caractériser à un moment précis, situer historiquement et socialement, c'est-à-dire dont il faut reconnaître le caractère instable, quelle que soit sa durée.

### 3- LA CONSTRUCTION DE LA CITOYENNETE

---

Pour étudier le rapport au changement et la construction de la citoyenneté, il semble nécessaire de situer les pratiques sociales des chercheurs et celles des populations dans le contexte de la transformation de l'action publique. Deux leçons tirées de ces travaux servent de point d'appui :

1) La nécessité de renouveler radicalement la perspective de l'enquête. Le goût du terrain peut s'allier au souci de traiter l'autre avant tout comme un sujet de son histoire. Cette préoccupation se retrouve chez des auteurs divers et éloignés dans le temps<sup>500</sup>.

Rendre justice aux raisons locales est une opération de décolonisation mentale nécessaire, mais la référence à l'histoire dans ce travail démontre qu'elle ne suffit pas à

---

<sup>499</sup> Inspirée de Holling (1986) Op. cit.

<sup>500</sup> Voir l'introduction et Vatin, F., 2012, *L'espérance-monde. Op.cit.*

Michel Leiris, *L'Afrique fantôme. De Dakar à Djibouti*. 658 p, Gallimard 1988 [1934].

Sophie Bessis, 2002. *L'occident et les autres. Histoire d'une suprématie*. La Découverte. 340p.

Frantz Fanon, 1952. [1971 *Peau noire masques blancs*. Seuil, Coll. Points Essais, 188 p.

Vinciane Despret, 2012. *Que diraient les animaux, si... on leur posait les bonnes questions ?*, Coll Empêcheurs de penser en rond, coll. « La découverte », 325 p..

renouveler les politiques et les connaissances, sans une analyse critique de la théorie de l'action. Ainsi, attribuer une ou plusieurs finalités à des « stratégies d'acteurs», (par exemple, gérer des risques, optimiser, sécuriser) est une habitude fonctionnaliste aussi illusoire pour expliquer le changement réel que l'étaient autrefois les explications culturalistes. Une analyse alternative des rapports au troupeau, au marché, à l'argent, aux familles, à la mobilité, viserait à en rendre l'épaisseur sociale et les dynamiques. Dans cette perspective renouvelée, il ne s'agirait plus de mettre en évidence les capacités pastorales à s'adapter aux contraintes climatiques, leur propension à disparaître dans la nature pour échapper aux politiques, à éviter les conflits grâce à la mobilité, telles qu'elles ont été constamment étudiées au cours de l'histoire. Cette approche aurait pour ambition d'identifier de nouveaux termes du débat sur la gestion et la sauvegarde des ressources naturelles, les modes de vie des populations, l'agriculture et la sécurité alimentaire ou l'accès aux services essentiels. Bref, il ne s'agit plus d'expliquer la reproduction et la durabilité, mais d'identifier ce qui advient.

2) Les capacités reconnues d'adaptation des populations pastorales en ASS sont aujourd'hui clairement en décalage avec l'action collective susceptible de peser sur leur devenir citoyen au sein des sociétés auxquelles elles appartiennent. La marginalité et la propension à se rendre invisible des sociétés pastorales restent souvent analysée avec ambivalence : on critique leur marginalité dans les actions de développement, tout en concédant que leur invisibilité les a sans doute préservées contre les risques et les erreurs d'interventions politiques en contradiction avec leurs moyens de reproduction sociale. Ce paradoxe est une piste renouvelée de recherche et justifie un comparatisme raisonné entre le pastoralisme dans les sociétés du Sahel étudié ici et des situations où une « intensité citoyenne » plus forte transforme actuellement les termes du débat public. Plusieurs pays d'Amérique latine offrent des situations riches et complexes pour comparer les alternatives au développement.

## Sigles et acronymes, par ordre d'apparition.

---

Le nombre de sigles et d'acronymes ci-dessous n'indique pas seulement la densité et la place des institutions et des techniques dans l'histoire sociale du développement. Il évoque aussi un milieu de travail et de recherche accueillant et produisant non seulement des institutions, mais des normes et des valeurs, en bref une idéologie, et son langage.

|   |               |
|---|---------------|
| Pays Moins Avancés  | (PMA)         |
| Afrique Occidentale Française   | (AOF)         |
| Fonds d'Investissement pour le Développement Economique et Social   | (FIDES)       |
| Action Contre la Faim   | (ACF)         |
| Organisation de Coopération pour le Développement Economique  | (OCDE)        |
| Rassemblement démocratique africain   | (RDA)         |
| Mouvement Républicain Populaire   | (MRP)         |
| Société d'Etudes pour le Développement Economique et Social   | (SEDES)       |
| Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture = Food and Agriculture Organization of the United Nations | (FAO)         |
| Sociétés Nationales de Développement Rural  | (SNDR)        |
| l'Institut National de la Recherche Agronomique   | (INRA)        |
| Institut d'Elevage et de Médecine Vétérinaire des pays Tropicaux  | (IEMVT)       |
| Afrique Equatoriale Française   | (AEF)         |
| Sociétés Indigènes de Prévoyance  | (SIP)         |
| Société de Développement des Productions animales »   | (SODEPRA)     |
| Conseil national de concertation des ruraux   | (CNCR)        |
| Centres d'impulsion pour la modernisation de l'élevage »  | (CIMEL)       |
| Projet d'appui à l'élevage  | (PAPEL)       |
| Banque Africaine de Développement   | (BAD)         |
| Nouvelle Initiative sénégalaise pour le développement de l'élevage  | (NISDEL)      |
| d'Organisations Non Gouvernementales  | (ONG)         |
| Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement  | (IRAM)        |
| Plan Sénégal Emergent   | (PSE)         |
| Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest  | (CEDEAO)      |
| Economic Community of West Africa States Agricultural Policy.   | (ECOWAP/PDDA) |
| Projet Régional d'Appui au Pastoralisme   | (PRAPS)       |
| Comité permanent Inter-Etats de Lutte Contre la Sécheresse au Sahel   | (CILSS)       |
| Amélioration des Méthodes d'Investigation en Milieu Rural Africain  | (Amira)       |
| Unité de Bétail Tropical  | (UBT)         |
| Franc de la Communauté Financière d'Afrique à son origine en 1945, franc des colonies françaises d'Afrique, abrégé en FCFA    | (FCFA)        |
| Haut-Commissariat pour les Réfugiés   | (HCR)         |
| Produit Intérieur Brut  | (PIB)         |
| Comité d'Aide au Développement  | (CAD)         |
| Aide Publique au Développement  | (APD)         |
| Objectifs du Millénaire pour le Développement   | (OMD)         |
| Documents de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté   | (DSRP)        |
| Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires   | (DNP-GCA)     |
| Systèmes d'Information sur les Marchés  | (SIM)         |

|  |           |          |
|--|-----------|----------|
| Systèmes d'Alerte Précoce  | (SAP)     |          |
| Systèmes d'Information sur la Sécurité Alimentaire                             | (SISA)    |          |
| Programme Alimentaire Mondial (PAM)/ World Food Program                        | (WFP)     |          |
| Famine Early Warning System  | (FEWS)    |          |
| International Association for the Study of Common Property                     | (IASCP)   |          |
| Programme d'Eau potable et d'Assainissement du Millénaire                      | (PEPAM)   |          |
| Réforme de Gestion des Forages motorisés                                       | (REGEFOR) |          |
| Associations d'Usagers des Forages   | (ASUFORS) |          |
| Agence Française de Développement  | (AFD)     |          |
| Department for International Development-UK                                    | (DFID)    |          |
| Disaster Risk Reduction  | (DRR)     |          |
| Disaster Risk Management   | (DRM)     |          |
| Humanitarian Policy Group  | (HPG)     |          |
| Overseas Development Institute   | (ODI)     |          |
| Programmes d'Ajustement Structurel   | (PAS)     |          |
| Cadre Harmonisé Bonifié »  | (CHB)     |          |
| United States -Aid   | (USAID)   |          |
| Building Resilience and Adaptation to Climate Extremes and Disasters Programme |           | (BRACED) |
| Promouvoir la résilience des économies dans les zones semi-arides »            | (PRISE)   |          |
| International Institute for Environment and Development                        | (IIED)    |          |
| Alliance Globale pour la Résilience  | (AGIR)    |          |
| Fond Monétaire International   | (FMI)     |          |

## BIBLIOGRAPHIE

---

- Adger W N, 2006. "Vulnerability." *Global Environmental Change* Vol 16. pp 268-81.
- Adger W N, 2000. "Social and ecological resilience: are they related?" *Progress in Human Geography* Vol 24. Pp 347-64.
- Agier M, 2008. *Gérer les indésirables: des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*. Editions Flammarion.
- Agier M, 1983. *Commerce et sociabilité. Les négociants soudanais du quartier zongo de Lomé*. Orstom. 317 p.
- Agir Sahel Afrique de l'Ouest, 2012. *Accélérer la déclinaison de la Feuille de Route Régionale en « Priorités Résilience Pays »*. (PRP-AGIR). Cotonou, Bénin.
- Alagbe MF. 2013. *La résilience et le cash transfert : les nouvelles antilogies de l'humanitaire*. Background Paper « Human, social and political dimensions (HSP) of resilience. *Grotius International* 2013. <http://www.grotius.fr/la-resilience-et-le-cash-transfer-les-nouvelles-antilogies-de-lhumanitaire>
- Ali I, Son HH, 2007. Measuring inclusive growth. *Asian Development Review* Vol 24, n° 1.
- Amin S, 1972. "Sous-développement et dépendance en Afrique noire: les origines historiques et les formes contemporaines." *Revue Tiers Monde*. Vol 13, n°52. Pp 753-78
- Amin S, 1971. *L'accumulation à l'échelle mondiale: critique de la théorie du sous-développement*. Anthropos Paris.
- Amselle J-L, 1990. *Logiques Métisses. Anthropologie de l'Identité en Afrique et ailleurs*. Payot. 257 p.
- Ancey G. *Niveau de décision et fonctions objectif en milieu rural africain*. . Paris: Orstom, 1975.
- Ancey G, 1983. *Monnaie et structures d'exploitations en pays Mossi, Haute-Volta*. Coll Initiations, Documentations techniques n° 57. Orstom.

- Ancey V, 2016. "Comment se construit l'invisibilité des populations pastorales au Sahel: l'expérience de la crise alimentaire de 2005 au Niger." *Cahiers Agricultures*. Vol 25. n° 5503
- Ancey V, 2014. "La recherche liée au système d'aide publique au développement: comment produire des connaissances utiles? Une expertise sur l'hydraulique pastorale au Tchad." *Mondes en développement*. N° 165. Pp 105-18.
- Ancey V, 2006. *Evaluation de la réponse du PAM à la crise alimentaire au Niger en 2005. Note 4 : Caractérisation de la crise pastorale*. [S.l.]: s.n., 2006.
- Ancey V. 1997. *La hausse des prix du bétail et l'économie de l'élevage au Burkina-Faso* Club du Sahel/CILSS.
- Ancey V, Avelange I, Dedieu B, 2013. *Agir en situation d'incertitude en agriculture: Regards pluridisciplinaires au Nord et au Sud*. Peter Lang International Coll Ecopolis (17). 422p.
- Ancey V, Azoulay G, 2013. "Différents rapports à l'incertitude dans l'aide au développement. Une expertise sur l'hydraulique pastorale au Tchad." In: Ancey V, Avelange I, Dedieu B eds, *Agir en situation d'incertitude en agriculture. Regards pluridisciplinaires au Nord et au Sud*, Bruxelles, Peter Lang. pp. 33-49.
- Ancey V, Azoulay G, Ickowicz A. "Social sustainability in arid regions: viability of the pastoral systems, of human development and sovereignty of the public policies" : [Abstract]. In: Feldman Susana R OGESMB ed. Buenos Aires. INTA, 2011.
- Ancey V, Fréguin-Gresh S, 2014. "Les familles, le travail et l'exploitation agricole." In: Sourisseau J-M ed, *Agricultures familiales et mondes à venir*. Montpellier: Quae. Pp. 61-75.
- Ancey V, Ickowicz A, Corniaux C, Manoli C, Magnani S, 2009. "Stratégies pastorales de sécurisation chez les Peuls du Ferlo (Sénégal)." *Journal des africanistes* 78: 105-19.
- Ancey V, Wane A, Muller A, Andre D, Leclerc G, 2008. "Payer l'eau au Ferlo : stratégies pastorales de gestion communautaire de l'eau." *Autrepart* Vol 46. Pp 51-66.

- Anderies JM, 2014. "Embedding built environments in social–ecological systems: resilience-based design principles." *Building Research & Information*. Vol 42. Pp 130-42.
- André D. *Éléments de réflexion pour une analyse des conditions d'extension de la réforme des forages motorisés en zone sylvo-pastorale* PAPF – GTZ-ECO-IRAM, 2005.
- Andrieu N, Josien E, Duru M, 2007. "Relationships between diversity of grassland vegetation, field characteristics and land use management practices assessed at the farm level." *Agriculture, ecosystems & environment* Vol 120. Pp 359-69.
- Appadurai A, 2001 [1996]. *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*. Paris: Payot.
- Arditi C, Janin P, Marie A, 2011. *La lutte contre l'insécurité alimentaire au Mali: Réalités et faux-semblants*. Karthala.
- Assessing Aid. What works, what does not, and why*. Banque Mondiale, 1998.
- Atger. 1962 *La France en Côte d'Ivoire de 1843 à 1893. Cinquante ans d'hésitations politiques et commerciales*. Faculté de Dakar.
- Azoulay G, 2011. "Les nouvelles formes de l'aide publique au développement et l'éventuel "retour de l'Etat" dans les pays d'Afrique sub saharienne." *Mondes en développement* Vol 153. pp 57-70.
- Azoulay G, Ancey V, 2011. "Migrations, transferts et développement humain : le cas des éleveurs pastoraux du sahel." In: Eadi-Dsa General Conference YU-KS, Eadi, Dsa eds. s.l. s.n..
- Azoulay G, Ancey V, Dormoy D, Crenn C, 2013. *Mobilités et migrations: figures et enjeux contemporains: Pluralité des regards et des disciplines*. L'Harmattan-Presses universitaires de Sceaux. 319 p
- Ba A H, [1973], 1992. *L'étrange destin de Wangrin ; ou les roueries d'un interprète africain*. 10/18.
- Ba C, 1980. *Les Peuls du Sénégal. Étude géographique*. Nouvelles Éditions Africaines.

- Badie B, 1992. *L'Etat importé: essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*. Fayard.
- Balay R, 1951. "Le problème de la viande (conférence de Bamako, 22-27 juin 1951)". *Bulletin des Services de l'Elevage et des Industries animales de l'AOF*. 4: 207-51.
- Baroin C, Tidjani Alou M, 2011. "L'accès à l'eau en Afrique subsaharienne: au-delà des modèles, une pluralité d'innovations locales." *Mondes en développement*. N° 155. Pp 7-22.
- Baron C, Petit O, Romagny B, 2011. "Le courant des "Common-Pool Resources": un bilan critique." *Pouvoirs, sociétés et nature au sud de la Méditerranée, Paris/Tunis, Editions INRAT/IRD/Karthala*. Pp 29-51.
- Barral H, 1977. *Les populations nomades de l'Oudalan et leur espace pastoral*. Travaux et Documents Vol 77. ORSTOM, 119 p.
- Barral H, Bénéfice E, Boudet G et al., 1983. *Systèmes de production d'élevage au Sénégal dans la région du Ferlo: synthèse de fin d'études d'une équipe de recherches pluridisciplinaire*. GRIZA/LAT-ISRA ; GERDAT/ORSTOM, 172 p
- Barth F, [1969] 1998. Introduction. *Ethnic groups and boundaries. The social organization of culture difference*. Illinois: Waveland Press.
- Bassett TJ, 1988. "The political ecology of Peasant-Herder conflicts in the northern ivory coast." *Annals of the association of American geographers*. Vol 78. pp 453-72.
- Bayart J-F, 1999. "L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion" *Critique internationale*. Vol 5 ; n°1. Pp 97-120.
- Bayart J-F, 1996. *La greffe de l'Etat*. Karthala.
- Bechtold B, 2015. "Introduction: Beyond Hardin and Ostrom New Heterodox Research on the Commons." *Review of Radical Political Economics*. Vol 1, n°4.
- Beck U, 2001. *La société du risque: Sur la voie d'une autre modernité*. Flammarion.

Behnke R, Scoones I, 1992. *Rethinking Rangeland Ecology*. Drylands Issue Paper 33.

Béné C, Godfrey Wood R, Newsham A, Davies M, 2012. *Resilience : New Utopia or new tyranny ? Reflection about the Potentials and Limits of the Concept of Resilience in Relation to Vulnerability Reduction Programmes*. IDS Working Paper n°405, 61p.

Benot Y, 1989. *Les députés africains au Palais Bourbon*. Editions Chaka.

Bensa A, Pouillon F, 2012. *Terrains d'écrivains. Littérature et ethnographie*. Toulouse: Ed. Anacharsis.

Benson P, Kirsch S, 2010. "Corporate oxymorons." *Dialectical Anthropology* Vol 34. Pp 45-8.

Berner B, Trulsson Pe, 2000. *Manoeuvring in an environment of uncertainty. Structural change and social action in sub-saharan Africa*. Ashgate.

Bernus E, Pouillon F, 1990. eds. *Sociétés pastorales et développement*. Cah. Sci. Hum. vol 26. ORSTOM.

Bessis S, 2002. *L'Occident et les autres. Histoire d'une suprématie*. La Découverte.

Bessis S, 2014. *La double impasse. L'universel à l'épreuve des fondamentalismes religieux et marchands*. Paris, La Découverte. 240 p

Bevort A, 2003. "À propos des théories du capital social: du lien social à l'institution politique." *Sociologie du Travail*. Vol 45. Pp 407-19.

Binet N, 2014. "Le rôle des entreprises et des fondations privées dans la gouvernance mondiale agricole et alimentaire." *Mondes en développement*. Pp 23-36.

Block W, Jankovic I, 2016. "Tragedy of the Partnership: A Critique of Elinor Ostrom." *American Journal of Economics and Sociology* Vol 75. pp 289-318.

Bollig M, Göbel B, 1997. "Risk, uncertainty and pastoralism: An introduction." *Nomadic peoples* Vol 1. Pp 5-21.

- Bonfiglioli A, 1991. "Mobilité et survie. Les pasteurs sahéliens face au changement de leur environnement." In: Dupré G ed, *Savoirs paysans et développement*. Karthala, pp. 237-52.
- Bonnet Bernard, Banzhaf Mathias, Giraud P-N, I. M. *Analyse des impacts économiques, sociaux et environnementaux des projets d'hydraulique pastorale financés par l'AFD au Tchad*. Paris: AFD, 2004.
- Bonneuil C, 1990. *Des Savants pour l'Empire, structurations des recherches scientifiques coloniales au temps de "la mise en valeur des colonies française", 1917-1945*. Orstom. 124 p
- Bouarfa Y, Blein R, Girerd-Barclay, Ancy V, Mossi I. *Evaluation de la réponse du PAM à la crise alimentaire au Niger en 2005*. Roma: World Food Program, 2006.
- Boudet G. *Les pâturages sahéliens ; les dangers de dégradation et les possibilités de régénération ; principes de gestion améliorée des parcours sahéliens*. FAO, 1974.
- Bourdieu P, 1980. "Le capital social : notes provisoires." *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*. Vol 31. Pp 2-3.
- Bourgeot A, Guillaume H, 1989. eds *Etats et sociétés nomades*. Politique Africaine.
- Boutrais J, 1999. "Les éleveurs, une catégorie oubliée de migrants forcés" In: Lassailly-Jacob V., J.Y. M, A. Q eds, *Déplacés et réfugiés - La mobilité sous contrainte*. Orstom, pp. 161-92.
- Boutrais J, 1973. *La colonisation des plaines par les montagnards au nord du Cameroun (Monts Mandara)*. Orstom.
- Bovin M, 2000. "Pastoralists manoeuvring in the drought-ridden Sahel." In: Berner B, Trulsson P, and al eds eds, *Manoeuvring in an environment of uncertainty. Structural change and social action in sub-saharian Africa*. Ashgate Publishing ltd, pp. 233-62.
- Boyer R, 2009. "Feu le régime d'accumulation tiré par la finance. La crise des subprimes en perspective historique." *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*. Dossier : La crise du capitalisme financier.

- Boyer R, 1979. "La crise actuelle: une mise en perspective historique: quelques réflexions à partir d'une analyse du capitalisme français en longue période." Centre d'études prospectives d'écon. mathématique appliquées à la planification.
- Brand F S, Jax K, 2007. "Focusing the meaning (s) of resilience: resilience as a descriptive concept and a boundary object." *Ecology and Society* Vol 12, n°1.P 23..
- Braudel F, 1985. *La dynamique du capitalisme*. Arthaud Paris.
- Brémaud O, 1955. "Nomadisme et transhumance en Afrique sub saharienne. Les mouvements pastoraux dans les parcours extrêmes-orientaux du Soudan français." *Rev. El. Méd. Vét. Pays Trop.* Vol 8 (4). Pp 327-55.
- Brown K, 2012. "Policy discourses of resilience." *Climate Change and the Crisis of Capitalism: A Chance to Reclaim, Self, Society and Nature*. Pelling, M and al, eds. Routledge. Pp. 37-51.
- Buffet C, 2014. "De l'urgence à la résilience: changements de cadrage." *Humanitaire. Enjeux, pratiques, débats*: Vol 70. p7.
- Burton I, Kates RW, White GF, [1978] 1993. *The Environment as Hazard*. New York: Guilford.
- Cadre d'action de Hyogo 2005-2015 : pour des nations et des communautés résilientes aux catastrophes*. New York: Nations Unies, 2005b.
- Caillé A, 2009. "Anti-utilitarisme et sociologie économique" In: Steiner P, Vatin F, eds, *Traité de sociologie économique*. Paris: P.U.F. 816 p.
- Callon M, Lascoumes P, Barthe Y, 2001. *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*. Paris: Seuil.
- Cannon T, Müller-Mahn D, 2010. "Vulnerability, resilience and development discourses in context of climate change." *Natural Hazards* Vol 55. pp 621-35.

- Care International Niger, 1999. *Evaluation de la sécurité des conditions de vie dans le département de Diffa, Niger*.
- Cartier-Bresson J, Destremau B, Lautier B, 2009. *Les mots du développement: trajectoires et pouvoirs*. Armand Colin.
- Castel R, 2003. *L'insécurité sociale: qu'est-ce qu'être protégé?* Seuil. 96 p.
- Castoriadis C, 1982. "Institution de la société et religion." *Esprit (1940-)*: 116-31.
- Céline L-F, [1932], 1996. *Voyage au bout de la nuit*. Gallimard.
- Cervigni R, Morris M. *Confronting Drought in Africa's Drylands: Opportunities for Enhancing Resilience* Washington, DC: World Bank, 2015.
- Chaleard J-L, 1996. *Temps des villes, temps des vivres. L'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire*. Paris: Karthala.
- Chambers R, 1990. "Editorial Introduction". *Vulnerability, Coping and Policy*. IDS.
- Chambers R, Conway GR, 1991. *Sustainable rural livelihoods : practical concepts for the 21st century*. IDS discussion Paper n° 296. p. 33.
- Chamoiseau P, Glissant E, 2009. *Manifeste pour les "produits" de haute nécessité*. Editions Galaade.
- Chatelet F, 1989. *Platon*. Gallimard.
- Chauveau J-P, 1985. "Mise en valeur coloniale et développement." In: Boiral P, Lantéri J-F, Olivier de Sardan J-P eds, *Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire. Sciences sociales et développement rural*. Paris: Karthala, pp. 143-66.
- Chevassus-Lozza E, Valceschini E, 1990. "Les concepts de l'économie des conventions et leur articulation." *Économie et Sociologie Rurales*: 13.

- Ciavolella R, 2011. "Culture nomade à l'épreuve du capital mobilité." *M@ppemonde* 3. <http://mappemonde.mgm.fr/num31/articles/art11303.html>.
- Clanet J-C, 1999. "Stabilité du peuplement nomade au Sahel Central" *Sécheresse* Vol 10. Pp 93-103.
- Cohen M, Duqué G, 2001. "Les deux visages du Sertão: stratégies paysannes face aux sécheresses (Nordeste du Brésil)." IRD Editions.
- Coleman JS, 1988. "Social Capital in the Creation of Human Capital." *American Journal of Sociology*. Vol 94.
- Conrad J, 1925. *Au coeur des ténèbres*. Gallimard.
- Copans J, Couty P, Roch J, Rocheteau G, 1972. *Maintenance sociale et changement économique au Sénégal: I. Doctrine économique et pratique du travail chez les mourides* Travaux et Documents Orstom.
- Coquery-Vidrovitch C, ed, 1992. *L'Afrique occidentale au temps des français, colonisateurs et colonisés, 1860-1960*. La Découverte.
- Corniaux C, 2005. "Gestion technique et gestion sociale de la production laitière : les champs du possible pour une commercialisation durable du lait – Cas des systèmes d'élevage actuels du delta du fleuve Sénégal." Thèse. INA-Paris Grignon.
- Corniaux C, Vatin F, Ancey V, 2012. "Lait en poudre importé versus production locale en Afrique de l'Ouest : vers un nouveau modèle industriel ?" *Cahiers Agricultures* Vol 21. Pp 18-24.
- Cornwall A, Eade D, 2010. *Deconstructing Development discourse. Buzzwords and fuzzwords*. Oxfam.
- Cortes G, Pesche D, 2013. "Territoire multisitué." *L'Espace géographique* Vol 42. Pp 289-92.
- Coussy J, 2006. Etats africains, programmes d'ajustement et consensus de Washington *L'Économie politique* Vol 4. Pp 29-40.

Couty P, 1984. "La vérité doit être construite." *Cahiers. O.R.S.T.O.M., série. Sci. Hum., XX* . 1.: 5-15.

Craine J-M, Ocheltree T-W, Nippert J-B *et al.*, 2013. "Global diversity of drought tolerance and grassland climate-change resilience." *Nature Climate Change* Vol 3. pP 63-7.

Dalton G, Bohannon P, 1962. *Markets in Africa*. Northwestern University Press (IS).

David-Benz H, Egg J, Galtier F, Rakotoson J, Shen Y, Kizito A, 2012. *Les systèmes d'information sur les marchés agricoles en Afrique subsaharienne: De la première à la deuxième génération*. AFD, Agence française de développement.

de Bruijn M, 2007. "Mobility and Society in the Sahel : An Exploration of Mobile Margins and Global Governance." In: *Cultures of Migration. African Perspectives*. Hahn, Hans Peter Klute, Georg, p. 23.

de Haan A, 1999. "Livelihoods and poverty: the role of migration: a critical review of the migration literature." *Journal of Development Studies* Vol 36, n°2. Pp 1-47.

De Haan A., K. B, N. C, 2002. "Migration, livelihoods and institutions: Contrasting patterns of migration in Mali." *Journal of Development Studies* Vol 38.

De Leener P. 2008. *Le DSRP1, Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté, un instrument au service de qui et de quoi ?*, Note, Université Catholique de Louvain

Debord G, [1967] 1992. *La société du spectacle*. Paris, Gallimard.

Dedieu B, Ingrand S, 2010. Incertitude et adaptation: cadres théoriques et application à l'analyse de la dynamique des systèmes d'élevage. *INRA productions animales* 23: 81-90.

Dedieu B, 2009 *Transformations de l'élevage et dynamiques des espaces* INRA.

Delgado CLR, Weinfeld M, ; Steinfeld H, Ehui S, Courbois C. 1999. *Livestock to 2020: The next food revolution* IFPRI.

- Delphy C, [1998] [2009], (2013). *L'ennemi principal, 1-Économie politique du patriarcat*. Syllepse.
- Delville PL, 2012. « Affronter l'incertitude ? » Les projets de développement à contre-courant de la « révolution du management de projet ». *Revue Tiers-Monde* 3/2012 (n°211). pp 153-68.
- Despret V, 2013. *Que diraient les animaux, si... on leur posait les bonnes questions?* : la Découverte.
- Despret V, Stengers I, 2013. *Les faiseuses d'histoires*. La Découverte.
- Desrosières A, 2000. *La politique des grands nombres: histoire de la raison statistique*. La Découverte.
- Devèze JC, 1992. "Les organisations rurales au coeur de la transformation des campagnes africaines ?" *Bulletin de l'APAD* 4: 7.
- Diallo Y, 1994. "Barani: une chefferie satellite des grands États du XIXe siècle." *Cahiers d'études africaines* Vol 34. Pp 359-84.
- Diao Camara A, 2013a. "Des injonctions de développement créatrices d'incertitude." In: Ancey V, Avelange I, Dedieu Be eds, *Agir en situation d'incertitude en agriculture : regards pluridisciplinaires au Nord et au Sud*. . Bruxelles: PIE-Peter Lang, pp. 109-27.
- Diao Camara AS, 2013b. "Le rapport au changement en société pastorale. Le cas des éleveurs du Ferlo et de Colonnat.", Thèse, Université de Bourgogne.
- Diouf M, 1999. "Privatisations des économies et des États africains." *Politique africaine*. Vol 1, n° 73. Pp 16-23.
- Doutressoulle G, 1947. *L'élevage en A.O.F.* Paris: Larose.
- Doutressoulle G, Traoré S, 1949. "L'élevage dans la boucle du Niger." *Rev. El. Méd. Vét. Pays Trop*. Vol 3. Pp 17-28.
- Dupire M, 1957. "Les forages dans l'économie peul" In: Grosmaire M ed, *Éléments de politique sylvo-pastorale au sahel sénégalais*. Saint -Louis: Service des Eaux et Forêts, pp. 19-24.

Dupire M, [1962], 1996. *Peuls Nomades. Etude descriptive des Wodaabe du Sahel nigérien*. Paris: Karthala.

Dupire M, 1965. "The Fulani. Peripheral markets of a pastoral people." *Markets in Africa, eight subsistence economies in transition*. Doubleday and Co.

Dupré G, 1991. *Savoirs paysans et développement*. Karthala

Egg J, Gabas J-J, 1997. "La prévention des crises alimentaires au Sahel et le rôle des dispositifs d'information." *Stateco*. Pp 9 -27.

Egg J, Michiels D, Blein R, Vanessa AF. *Evaluation du dispositif de prévention et de gestion des crises alimentaires du Niger : Rapport principal IRAM, 2006*.

Ela J-M, 1997. "Culture, pouvoir et développement en Afrique." Claude Beauchamp (dir), *Démocratie, culture et développement en Afrique noire*. Paris/Montréal: L'Harmattan.

Elias N, Scotson JL, Wieviorka M, Dauzat P-E, 1997. *Logiques de l'exclusion: enquête sociologique au coeur des problèmes d'une communauté*. Fayard.

Fanon F, [1952], 1963 *Peau noire, masques blancs*. Seuil.

FAO. 2012. *Situation de l'alimentation et de l'agriculture. Investir dans l'agriculture pour un avenir meilleur*. Rome: FAO.

Fassin D, 2010. *La raison humanitaire. Une histoire morale du temps présent*. Paris, Gallimard Seuil.

Favereau O, 1986. "Evolution récente des modèles et des représentations théoriques du fonctionnement du marché du travail." *Problèmes économiques* n°1955. Pp 3-14.

Figuié M, Hubert B, 2012. "Pour qui, pourquoi une ressource est-elle jugée dégradée? Pâturages et agriculture familiale au Brésil." *Natures Sciences Sociétés* Vol 20. Pp 297-309.

- Fine B, 2003. "Social capital: the World Bank's fungible friend." *Journal of agrarian change* Vol 3. Pp 586-603.
- Fischer J, Batáry P, Bawa KS *et al.*, 2011. "Conservation: limits of land sparing." *Science (New York, NY)* Vol 334, n° 6056. Pp 593-593. author reply.
- Foucault M, [1976] 1991. *Histoire de la folie à l'âge classique*. Gallimard.
- Friedmann H, 1978. "World market, state, and family farm: Social bases of household production in the era of wage labor." *Comparative Studies in Society and History* 20: 545-86.
- Gabas J-J, 2011. "Les investissements agricoles en Afrique." *Afrique contemporaine*. n° 237. Pp 45-55.
- Gabas J-J, Laporte C, 2012. "La pauvreté dans l'agenda des Nations unies." *CERISCOPE* Pauvreté.
- Gabas J-J, Pesche D, Ribier V, Campbell B, 2014. "Nouveaux regards sur la coopération pour le développement et ses transformations." *Mondes en développement*. Vol 1, n° 165. Pp 7-22.
- Galaty J, 2013. "The indigenisation of pastoral modernity: territoriality, mobility, and poverty in Dryland Africa." In: Michael B, Michael S, Hans-Peter W eds, *Pastoralism in Africa: past, present, and future*. . New York Berghahn. Pp. 473-510.
- Gardelle L, 2010. *Pasteurs nomades de Mongolie. Des sociétés nomades et des Etats*. Buchet Chastel.
- Gastellu J-M, Dubois J-L, 1997. "En économie : l'unité retrouvée, la théorie revisitée. Approches des dynamiques contemporaines." In: Pilon M, Locoh T, Vignikin E, Patrice V eds, *Ménages et familles en Afrique*. CEPED, pp. 75-98.
- Gellner E, 1981. "Anomalies of no fixed abode." *Times Literary Supplement*: 273.
- Giddens A, 1993. "Une théorie critique de la modernité avancée." *Audet M. et Bouchikhi H.(s/d), Structuration du social et modernité avancée. Autour des travaux d'Anthony Giddens, Presses de l'Université de Laval*. Pp 29-54.

- Gning M. *Trade, political influence and liberalization : situating the Poor in the political Economy of Livestock in Senegal*. Rome: FAO, 2004.
- Godbout J, 2007. *Ce qui circule entre nous: donner, rendre, recevoir*. Editions du Seuil
- Godelier M, 1966. *Rationalité et irrationalité en économie*. Maspero.
- Grau R, Kuemmerle T, Macchi L, 2013. "Beyond 'land sparing versus land sharing': environmental heterogeneity, globalization and the balance between agricultural production and nature conservation." *Current Opinion in Environmental Sustainability* Vol 5, n°5. Pp 477-83.
- Grégoire E, Labazée P, 1993. *Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest: logiques et pratiques d'un groupe d'hommes d'affaires contemporains*. Karthala. 266 p.
- Groupe Burgeap/IRAM/Agritchad, 2005a. *Projet Almy Bahaim, « De l'eau pour le bétail ».Rapport trimestriel d'activité. Phase 3, Tchad Oriental*.
- Guichaoua A, Bessis S, Blaque-Belair P, Egger P, 1997. *Coopération internationale: le temps des incertitudes*. Presses universitaires de France.
- Guillermou Y, 2003. "Organisations paysannes et mutations rurales sur les hautes terres de l'Ouest Cameroun. Professionnalisation ou auto-promotion assistée?" *Afrique des réseaux et mondialisation*. Bart F, Lenoble-Bart, A eds. 61.
- Hampshire K, 2002. "Fulani on the move: Seasonal Economic Migration in the Sahel as a Social Process." *Journal of Development Studies* Vol 38. Pp 15-36.
- Hardin G, 1968. "The tragedy of the commons." *Science* Vol 162. Pp 1242-8.
- Harding L, Kipre P, 1992. "Commerce et commerçants en Afrique de l'Ouest." *La Côte d'Ivoire, Paris, L'Harmattan*.
- Harvey D, [2005], 2014. *Brève Histoire du néolibéralisme*. Les Prairies ordinaires. 314 p.

Hibou B, 1996. *L'Afrique est-elle protectionniste ? Les chemins buissonniers de la libéralisation extérieure*. Karthala.

Hibou B, 1999. "De la privatisation des économies à la privatisation des États. Une analyse de la formation continue de l'État." *La privatisation des États, Paris, Karthala*. Pp 11-67.

Hoang-Gia L., Thiaw A.D., Touré C.S., Ndour B., Touré A., Thiombane C. 2004, *Projet Eau à Long terme: élaboration d'un document de stratégie pour la réalisation à l'horizon 2015 des objectifs du millénaire pour le développement. Vol. 1 : État des lieux. Ministère de l'agriculture et de l'hydraulique, République du Sénégal*, 291 p.

Holling CS, 1973. "Resilience and Stability of Ecological Systems." *Annual review of ecology and systematics* Vol 4. pp 1-23.

Holling CS, 1986. "The resilience of terrestrial ecosystems; local surprise and global change." In: Clark WC, Munn RE eds, *Sustainable Development of the Biosphere*. Cambridge: Cambridge University Press, pp. 292-317.

Holling CS, al, 1995. "What barriers? What bridges?" In: Gunderson L, Holling CS, Light SS eds, *Barriers and bridges to the renewal of ecosystems and institutions*. New York: Columbia University Press.

Hubert B, 2012. Preface. In *Pastoralisme en zone sèche. Le cas de l'Afrique subsaharienne*. Toutain B et al, eds. Montpellier: CFSD/Agropolis International, p. 60.

Hubert B, 2010. "L'agronomie, science de l'agriculture?" *Le mouvement social*. Vol 4 ; n°233. Pp 143-57.

Hugon P, 1996. "Incertitude, précarité et financement local: le cas des économies africaines." *Revue Tiers Monde*. Vol 35, n°145. Pp 13-40.

Ickowicz A, Aminou BK, Ancey V, Azoulay G. 2010a. *Rapport d'évaluation externe rétrospective. Projet d'hydraulique pastorale dans le Borkou-Ennedi-Tibesti Phase II*. Montpellier: CIRAD.

Ickowicz A, Aminou BK, Ancey V, Azoulay G, Benamour A. 2010b. *Interventions financées par l'AFD dans le secteur de l'hydraulique pastorale au Tchad sur la période 1994-2004*. Paris: AFD.

Ickowicz A, Ancey V, al. 2012a. "Crop-livestock production systems in the Sahel. Increasing resilience for adaptation to climate change and preserving food security." *Building resilience for adaptation to climate change in the agriculture sector*. FAO/OECD.

Ickowicz A, Ancey V, Corniaux C *et al.* 2012b. Crop–livestock production systems in the Sahel: increasing resilience for adaptation to climate change and preserving food security. In: Meybeck A, Lankoski J, Redfern S, Azzu N, Gitz V eds. *Building resilience for adaptation to climate change in the agriculture sector*. Rome. OCDE/FAO.

Ickowicz A, Ancey V, Leclerc G, Touré I, Damman G, Darly S. 2005. *Programme LEAD "Pastoralisme et environnement au Sahel" : (PESah). Rapport final*. Montpellier: CIRAD-EMVT.

Ickowicz A, Ancey V, Touré I. 2001a. *Mission d'appui au volet pastoralisme du projet "Fronts pionniers de migration de l'ouest du Burkina Faso." Cartographie, systèmes d'élevage et socio-économie* CIRAD-EMVT.

Ickowicz A, Ancey V, Touré I. 2001b . *Mission d'appui au volet pastoralisme du projet "Fronts pionniers de migration de l'ouest du Burkina Faso." Cartographie, systèmes d'élevage et socio-économie (du 03 au 10 juin 2000 et du 04 au 11 novembre 2000)*. Montpellier: CIRAD-EMVT.

IIED. 2013 *Espaces ingouvernables ? Reconstruire une économie pastorale résiliente dans le nord du Mali*. London.

Janin P, Martin-Prevel Y, 2006. "Des indicateurs à l'action: vulnérabilité alimentaire et situation nutritionnelle en milieu rural sahélien burkinabé." *Canadian Journal of African Studies/La Revue canadienne des études africaines* 40: 443-61.

Joseph J, 2013. "Resilience as embedded neoliberalism: a governmentality approach." *Resilience* n° 1. pp 38-52.

Jullien F, 2008. *De l'universel, de l'uniforme, du commun et du dialogue entre les cultures*. Paris: Fayard.

- Kerven C, 1992. "Customary commerce. A Historical Reassessment of Pastoral Livestock Marketing." Overseas Development Institute.
- Keynes J, 1936. *Théorie générale de l'emploi, de la monnaie et de l'intérêt. Livres I, II et.*
- Khazanov AM, 1984. *Nomads and the outside world.* Cambridge Cambridge University Press. 382 p.
- Kimba I, 1992. In: Coquery-Vidrovitch C, ed. *L'Afrique occidentale au temps des français, colonisateurs et colonisés, 1860-1960.* La Découverte.
- Klasen S, 2010. "Measuring and monitoring inclusive growth: multiple definitions, open questions, and some constructive proposals." Asian Development Bank. <http://hdl.handle.net/11540/1404>. License: CC BY 3.0 IGO
- Knight FH, 1921. *Risk, uncertainty and profit.* Boston and New York: Houghton Mifflin Company.
- Kourouma A, 1990. *Monnè, outrages et défis.* Le Seuil.
- Krätli S, 2015. *Valuing variability: New Perspectives on climate resilient drylands development.* IIED.
- Krätli S, Schareika N, 2010. "Living off uncertainty: the intelligent animal production of dryland pastoralists." *European Journal of Development Research* Vol 22. Pp 605-22.
- Lacrouts M, 1964. "Contribution à l'étude des problèmes posés par la production du cheptel africain et malgache. Aspects de commercialisation. Perspectives d'avenir, améliorations souhaitables." *Revue d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux.*
- Landais E, 1990. "Sur les doctrines des vétérinaires coloniaux français en Afrique noire." *Cah. Sci. Hum* Vol 26. pp 33-71.
- Lang M, Mokrani D, 2014. eds. «Au-delà du développement. Critiques et alternatives latino-américaines». Amsterdam. 272 p.

- Larrat R, Thevenot R, 1955. "Le problème de la viande en Afrique Equatoriale Française." *Bulletin technique d'information de l'Institut d'Elevage et de Médecine Vétérinaire des Pays Tropicaux*: 13-34.
- Latouche S, 2005. *Décoloniser l'imaginaire*. Parangon, Lyon.
- Latouche S, 1984. "Le développement en question." *Revue Tiers Monde*. Vol 25, n° 100. pp 729-34.
- Latouche S, 2004. *Survivre au développement: De la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative*. Fayard/Mille et une nuits.
- Latour B, Woolgar S, 1988. *La vie de laboratoire*. Paris, La Découverte.
- Laurent M, 2013. "La résilience, affirmation d'un nouveau paradigme pour le monde de l'aide au développement ?" Mémoire. Université Paris 1 Sorbonne, 92 p.
- Lautier B, 2013a. "Gouvernement moral des pauvres et dépolitisation des politiques publiques en Amérique Latine." *Revue Tiers Monde*. Vol 2. n° 214. pp 169-86.
- Lautier B, 2010. "Qui ne dit mot consent –qui consent ne dit mot. L'usage du mot consensus dans le vocabulaire du développement." *Economie et institutions* 14.
- Le Galès P, 1995. "Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine." *Revue française de science politique*. Vol 45, n°1. Pp 57-95.
- Le Goff J, [1956], 1980. *Marchands et banquiers du Moyen Âge*. Presses universitaires de France.
- Le Pautremat P, 2012. Le Sahel : zone grise entre terrorisme et économies parallèles. conférence Clio.
- Chouet A, 2011. "Qui veut faire du Sahel un nouvel Afghanistan ?" *Défense-Union-IHEDN*. n° 149.
- Lémery B, 2003. "Les agriculteurs dans la fabrique d'une nouvelle agriculture." *Sociologie du Travail* Vol 45. pp 9-25.

- Lémery B, Ingrand S, Dégrange B, Dedieu B, 2004. "La" flexibilité" des exploitations d'élevage de bovins allaitants face aux aléas de la filière: une approche pluri-disciplinaire." *Les systèmes de production agricole: performances, évolutions, perspectives*. INRA
- Levine S, Pain A., Bailey S., L. F. 2012. *The relevance of resilience?* London: ODI - Humanitarian Policy Group, Policy Brief n° 49.
- Loftsdottir K, 2004. "When Nomads lose cattle : Wodaabe negotiation of ethnicity." *African sociological review* Vol 8. pp 52-76.
- Losch B, et al eds. 2011 *Rural Transformation and Late Developing Countries in a Globalizing World. A Comparative Analysis of Rural Change.Final Report of the RuralStruc Program, Revised Version*. Washington, DC: Banque Mondiale.
- Manoli C, 2006. "Les liens entre la famille et le troupeau bovin chez les Peuls du Ferlo." Thèse vétérinaire, Lyon.
- Manoli C, Ancey V, 2013. "Effets ambigus de la mobilité des jeunes pasteurs: entre la sécurisation des conditions de vie pastorales et l'émancipation individuelle au Ferlo." In: Azoulay G, Ancey V, Crenn C, Dormoy D, Thomashausen A, Mangu A eds, *Mobilités et migrations: figures et enjeux contemporains*. Harmattan, Presses universitaires de Sceaux, pp. 185-201.
- Manoli C, Ancey V, Corniaux C, Ickowicz A, Dedieu B, Moulin CH, 2014. "How do pastoral families combine livestock herds with other livelihood security means to survive? The case of the Ferlo area in Senegal." *Pastoralism: Research, Policy and Practice* 4: n.p.
- Marcuse H. 1968. *L'homme unidimensionnel: essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*. Les éditions de Minuit.
- Maxwell S, Frankenberger T, 1992. "Household Food Security: Concepts." *Indicators, and Measurements: A Technical Review, United Nations Children's Fund (UNICEF) and International Fund for Agricultural Development (IFAD), New York and Rome*.

- Mbembe A, 2005. "La République et l'impensé de la «race»." *La fracture coloniale*. La Découverte, pp. 137-53.
- Mbodj M, 1983. "Un essai d'implantation agro-industrielle coloniale au Sénégal: la conserverie de Lyndiane 1912-1919." Colloque *Entreprises et entrepreneurs en Afrique*. Université Paris 1.
- Meadows Dea. *Halte à la croissance ?* Club de Rome, 1972.
- Meillassoux C, 1971. *The development of indigenous trade and markets in West Africa*. Oxford University Press.
- Meillassoux C, 1975. *Femmes, greniers et capitaux*. F. Maspero. 254 p.
- Michailof S, 2015. *Africanistan: l'Afrique en crise va-t-elle se retrouver dans nos banlieues?* : Fayard.
- Michel F, 1994. *Dits et écrits, tome 3. 1976-1979*.
- Michiels D, Egg J, Blein R, 2012. "La répétition des crises alimentaires et nutritionnelles au Niger: la rénovation urgente des politiques de sécurité alimentaire." *Cahiers agricultures* Vol 21. pp 302-10.
- Mintzberg H, 1987. "The strategy concept I: Five Ps for strategy." *California management review* Vol 30. pp 11-24.
- Mornet P, 1951. "Evolution de l'élevage (conférence de Bamako, 22-27 juin 1951)." *Bulletin des Services de l'Elevage et des Industries animales de l'AOF*. Vol 4. pp 157-67.
- Morton Je, 2001. *Pastoralism, drought and planning. Lessons from northern Kenya and Elsewhere.*: Chatham.
- Mosse D, 2005. *Cultivating development: An ethnography of aid policy and practice (anthropology, culture and society series)*. London: Ann Arbor.
- Muller P, 2009. *Les politiques publiques*. P.U.F.

- Muller P, 2014. "Rérérentiel." In: Boussaguet L, Jacquot S, Ravinet P,eds, *Dictionnaire des politiques publiques: 4e édition précédée d'un nouvel avant-propos*. Paris: Presses de Sciences Po.
- Naudet J, 1996. "Trouver des problèmes aux solutions: introduction à un diagnostic critique des méthodes et des instruments de l'aide au Sahel." Club du Sahel, OCDE-OECD.
- Norris FH, Stevens SP, Pfefferbaum B, Wyche KF, Pfefferbaum RL, 2008. "Community Resilience as a Metaphor, Theory, Set of Capacities, and Strategy for Disaster Readiness" *Am J Community Psychol* Vol 41. pp 127-50.
- Nubukpo K, 2011. *L'improvisation économique en Afrique de l'Ouest. Du coton au franc cfa*. . Karthala. 137 p.
- Nubukpo K, Janin P, 2005. "Incertitudes et «jeux céréaliers» en Afrique de l'ouest: quels enseignements politiques?" *Revue Tiers Monde*. Vol 4, n° 184. pp 811-35.
- Olivier de Sardan J-P, 2008a. *La rigueur du qualitatif: les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*. Editions Academia.
- Olivier de Sardan J-P, 2014. "La manne, les normes et les soupçons." *Revue Tiers Monde* Vol 3, n° 219. pp 197-215.
- Olivier de Sardan J-P. *Analyse rétrospective de la crise alimentaire au Niger en 2005* LASDEL, 2007.
- Olivier de Sardan J-P, 2008b. "La crise alimentaire au Niger." *Afrique contemporaine*. n° 225. pp 17-294.
- Olivier de Sardan J-P, 1990. "Populisme développementiste et populisme en sciences sociales: idéologie, action, connaissance" *Cahiers d'études africaines*. Vol 30, n°120. pp 475-92.
- Olivier de Sardan J-P, 2004. "État, bureaucratie et gouvernance en Afrique de l'Ouest francophone." *Politique africaine*. Vol 4, n°96. pp 139-62.

- Olivier de Sardan J-P, Dagobi AE, 2000. "La gestion communautaire sert-elle l'intérêt public ?" *Politique africaine* n° 80. pp 153-68.
- Olivier de Sardan JP, 1993. "Le développement comme champ politique local." *Bulletin de l'APAD*.
- Olivier de Sardan JP, Bierschenk T, 1993. "Les courtiers locaux du développement." *Bulletin de l'APAD*.
- Orléan A, 1987. "Anticipations et conventions en situation d'incertitude." *Cahiers d'économie politique* 13: 153-72.
- Orsi F, 2013. "Elinor Ostrom et les faisceaux de droits: l'ouverture d'un nouvel espace pour penser la propriété commune." *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*. Vol 14.
- Orwell G, [1949] 1972. 1984. Paris: Gallimard.
- Ostrom E, 2008. "Frameworks and theories of environmental change." *Global Environmental Change* Vol 18. pp 249-52.
- Ostrom E, 1996. "Crossing the great divide: coproduction, synergy, and development." *World Development* Vol 24. pp 1073-87.
- Ostrom E, Burger J, Field CB, Norgaard RB, Policansky D, 1999. "Revisiting the commons: local lessons, global challenges." *Science* Vol 284, n°5412. pp 278-82.
- OXFAM. 2013. *R4 Rural resilience Initiative. Quaterly Report* OXFAM America.
- Passet R, 1979. *L'économie et le vivant*. Payot.
- Pasteur K, 2011. *From Vulnerability to Resilience: A framework for analysis and action to build community resilience*. Practical Action Publishing Bourton on Dunsmore.
- Perroux F, 1961. *L'économie du XXe siècle* Paris. Presses Universitaires de France.

- Pesche D, 2008. "Dynamique d'organisation des ruraux et renforcement des capacités pour l'élaboration des politiques publiques en Afrique subsaharienne." *Développement local, gouvernance territoriale. Enjeux et perspectives*: 69.
- Pesche D, Losch B, Imbernon J, 2016. *Une nouvelle ruralité émergente. Regards croisés sur les transformations rurales africaines*. Montpellier: CIRAD, NEPAD.
- Phalan B, Onial M, Balmford A, Green RE, 2011. "Reconciling food production and biodiversity conservation: land sharing and land sparing compared." *Science* Vol 333, n° 6047.pp 1289-91.
- Pierre C. *Les produits de l'élevage en A.O.F.*, 1918.
- Piettre M, 1934. "Bilan de l'élevage colonial, son organisation économique et technique." *Rec. Med. Vét. Exot.*, 7: 21-8.
- Pimm SL, 1984. "The complexity and stability of ecosystems." *Nature* Vol 307.pp 321-6.
- Ministère du Plan de l'Economie et des Finances du Sénégal. *Situation économique et financière en 2014 et perspectives en 2015*.
- Ministère du Plan de l'Economie et des Finances du Sénégal. *Plan Sénégal Emergent. Plan d'actions prioritaires 2014-2018*.
- Polanyi K, [1944], 1983. *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris: Gallimard.
- Pomeranz K, 2010. *Une grande divergence. La Chine, l'Europe et la construction de l'économie mondiale*. Paris, Albin Michel.
- Porcher J, 2011. *Vivre avec les animaux, une utopie pour le xxie siècle*. La Découverte.
- Pouillon F, 1988. "Cens et puissance, ou Pourquoi les pasteurs nomades ne peuvent pas compter leur bétail." *Cahiers d'études africaines*. Vol 28. n° 110.pp 177-205.

- Pouillon F, 1990. "Sur la "stagnation" technique chez les pasteurs nomades : les Peul du Nord-Sénégal entre l'économie politique et l'histoire contemporaine." In: Pouillon F, Bernus E eds, *Sociétés pastorales et développement*. Cah Série Sc. Hum. Vol 26, n°1/2. ORSTOM, pp. 173-92.
- Pouillon F, Volait M, 2011. *Après l'orientalisme: l'Orient créé par l'Orient*. IISMM: Karthala.
- Prebisch R. *Vers une nouvelle politique commerciale pour le développement: rapport du secrétaire général de la CNUCED* New York, CNUCED, 1964.
- Putnam RD, 2001. "Bowling alone: The collapse and revival of American community." Simon and Schuster.
- Ribot J, 2013. "Risk and Blame in the Anthropocene: Multi-scale Climate Change Analysis." conférence *Food Sovereignty: A Critical Dialogue*. Yale. The journal of peasant studies.
- Richard-Molard J, 1949. *L'Afrique Occidentale Française*. Berger-Levrault.
- Rist G, 1996. *Le développement: histoire d'une croyance occidentale*. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques Paris.
- Rot G, 2005. "Le knowledge management et l'économie spontanée du partage des connaissances. Propos sur un désinvestissement de forme." *Economies et sociétés* Vol 39. Pp 675-98.
- Samuelson P, 1954. "The Pure Theory of Public Expenditures" *The review of Economics and Statistics* 36.
- Santoir C, 1990. "Le conflit mauritano-sénégalais: la genèse." *Cahiers des sciences humaines* Vol 26. Pp 553-76.
- Santoir C, 1983. "Raison pastorale et politique de développement: les Peuls sénégalais face aux aménagements." Travaux et Documents de l'ORSTOM n° 166
- Saramago J, 1997 [1995]. *L'aveuglement*. Editions du Seuil.
- Schoch N., B. S, S. T, 2010. "Migration and animal husbandry: competing or complementary livelihood strategies. Evidence from Kyrgystan." *Natural Resources Forum*: 211-21.

- Scoones I, 1994. *Living with uncertainty: new directions in pastoral development in Africa*. Intermediate Technology Publications.
- Scott JC, 2009. *The art of not being governed. An anarchist History of upland*. Yale University Press. 442 p.
- Sellamna N-E, Mathieu M, Delville PL, 2000. *Les enquêtes participatives en débat: ambition, pratiques et enjeux*. Karthala.
- Sen A, 1981. *Poverty and Famines : An Essay on Entitlement and Deprivation*. Oxford: Clarendon Press.
- Sénégal: contexte agricole et relations internationales*. Paris: Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, 2016.
- Seydou C, 1976. *La geste de Ham-Bodéïo: ou, Hama le Rouge*. A. Colin.
- Smithers J, Smit B, 1997. "Human adaptation to climatic variability and change." *Global Environmental Change* Vol. pp 129-46.
- Sol. *La situation alimentaire de la colonie du Niger, 1931-1932* ANSOM AP.
- Spittler G, 1993. *Les Touaregs face aux sécheresses et aux famines : les Kel Ewey de l'Air (Niger) ; (1900 - 1985)*. Karthala.
- Spittler G, 1984. "Peasants, the administration and rural development." *Sociologia Ruralis* Vol 24. pp 7-9.
- Steinfeld H, Gerber P, Wassenaar T, Castel V, de Haan C, 2006. *Livestock's long shadow: environmental issues and options*. Food & Agriculture Org.
- Steinfeld H, Mooney HA, Schneider F, Neville LE, 2013. *Livestock in a changing landscape, Volume 1: Drivers, consequences, and responses*. Island Press.
- Stenning DJ, 1957. "Transhumance, migratory drift and Migration: patterns of pastoral Fulani nomadism." *Journ. Royal Anthropol. Institute* 87.

- Sullivan S, Rohde R, 2002. "On non-equilibrium in arid and semi-arid grazing systems." *Journal of Biogeography* Vol 29. pp 1595-618.
- Sutter J, 1987. "Cattle and inequality : Herd size differences and pastoral production among the Fulani of northern Senegal." *Africa* 57: 196-218.
- Swift J, 2008. *Sécuriser le pastoralisme en Afrique de l'Est et de l'Ouest* IIED, SOS Sahel.
- Swift J, 1988. *Les grands thèmes du développement pastoral et le cas de quelques pays africains* FAO.
- Swift J, 1989a. *Vulnerability: How the Poor Cope*. IDS. Vol 20.
- Swift J, 1989b. *Why are rural people vulnerable to famine*. IDS Bulletin n°20.
- Taje M, 2010. "Vulnérabilités et facteurs d'insécurité au Sahel." *CSAO/OCDE*.
- Tarrius A, 2002. *La mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades de l'économie souterraine*. Paris, Balland.
- Thébaud B, 1990. "Politiques d'hydraulique pastorale et gestion de l'espace au Sahel." *Cah. Sci. Hum.* Vol 26 (1-2). pp 13-31.
- Thébaud B, 2002. *Foncier pastoral et gestion de l'espace au Sahel: Peuls du Niger oriental et du Yagha burkinabé*. Karthala.
- Thompson PB, 2007. "Agricultural sustainability: what it is and what it is not." *International Journal of Agricultural Sustainability* Vol 5. pp 5-16.
- Thompson PB, 1997. "Sustainability as a norm." *Techné: Research in Philosophy and Technology* . Vol 2. pp 99-110.

- Thornton P, Van de Steeg J, Notenbaert A, Herrero M, 2009. "The impacts of climate change on livestock and livestock systems in developing countries: A review of what we know and what we need to know." *Agricultural Systems* Vol 101. pp 113-27.
- Timera M, 2001. "Les migrations des jeunes sahéliens : affirmation de soi et émancipation." *Autrepart* Vol 2. pp 37-49.
- Tisseron S, 2009. *La résilience*. Paris: PUF.
- Touré I, Ickowicz A, Ancey V et al. *Programme LEAD. Système d'information sur le pastoralisme au Sahel (Burkina, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad). Rapport final deuxième phase*. Montpellier: CIRAD, 2009.
- Touré I, Ickowicz A, Wane A et al., 2012. *Atlas des évolutions des systèmes pastoraux au Sahel*.
- Touré O, 1986. *Peul du Ferlo*. Editions L'Harmattan.
- Tourrand J, 1993. "Le développement de l'agriculture irriguée et la transformation de l'élevage dans la région du delta du fleuve Sénégal." Thèse de Doctorat. Université de Paris VI, Paris, France.
- Toye J, 2014. "Is there a new political economy of development?" *Occasional Paper*. pp 160-85.
- Turner MD, 2009. "Capital on the move: The changing relation between livestock and labor in Mali, West Africa" *Geoforum* 40: 746-55.
- Unies N. *Pour l'avenir des hommes et de la planète : choisir la résilience. Rapport du « Groupe de Haut Niveau du SG de l'ONU en 2012*. New York: Nations Unies.
- Van Dijk H, 1997. "Risk, Agro-Pastoral Decision-Making and Natural Resource Management in Fulbe Society, Central Mali." *Nomadic peoples* n° 1. pp 108-32.
- van Ufford PQ, Zaal F, 2004. "The transfer of trust: ethnicities as economic institutions in the livestock trade in West and East Africa." *Africa* 74: 121-45.

- Vatin F, 1996. *Le lait et la raison marchande : essais de sociologie économique*. Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Vatin F, 2012. *L'espérance-monde. Essais sur l'idée de progrès à l'heure de la mondialisation*. Albin Michel. 320 p.
- Vatin F, 2013. "Le produit de la nature et le temps des hommes: Don, service et rendement." *Revue du MAUSS*. Vol 2, n°42. pp 221-45.
- Vatin F, 2016. "Tanger en toutes franchises." *Esprit*: 87-96.
- Verschuur C, Guérin I, Guétat-Bernard H, 2015. *Sous le développement, le genre*. Marseille: IRD.
- Veyne P, 1971. *Comment on écrit l'histoire*. Editions du Seuil.
- Veyret P, 1951. *La géographie de l'élevage*. Paris: Gallimard.
- Vieillard G, 1939. "Notes sur les coutumes des Peuls au Fouta-Djallon." *Bulletin de l'IFAN* II: 85-210.
- Viltard Y, 2008. "États, savoirs et politiques de développement" In: Géronimi V., Bellier I., al. GJJe eds, *Savoirs et politiques de développement: questions en débat à l'aube du XXIe siècle*. Paris: Edition Karthala.
- Vivien F-D, 1994. *Economie et écologie*. éditions La Découverte.
- Wacquant L, 2012. "Three steps to a historical anthropology of actually existing neoliberalism." *Social Anthropology / anthropologie sociale* 20: 66-79.
- Walker J, Cooper M, 2011. "Genealogies of resilience from systems ecology to the political economy of crisis adaptation." *Security dialogue* Vol 42. pp 143-60.
- Wane A, Ancey V, Touré I, 2010. "Pastoralisme et recours aux marchés: cas du Sahel sénégalais (Ferlo)." *Cahiers agricultures* Vol 19. pp 14-20.

Webster J, Boahen AA, Tidy M, 1980. *West Africa since 1800, the Revolutionary Years*. Longman.

Weiss CH, 1979. "The many meanings of research utilization." *Public administration review*: 426-31.

Westoby M, Walker B, Noy-Meir I, 1989. "Opportunistic management for rangelands not at equilibrium." *Journal of range management*: 266-74.

Wisner B, Blaikie P, Cannon T, Davis I, [1994], 2014. *At risk: natural hazards, people's vulnerability and disasters*. Routledge.